Gall. rev. 480 g.
Lapene.

CAMPAGNES

DE 1813 ET DE 1814,

SUR

L'ÈBRE, LES PYRÉNÉES

ET LA GARONNE.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

CAMPAGNES

DE 1813 ET DE 1814,

SUR

L'ÈBRE, LES PYRÉNÉES

ET LA GARONNE,

PRÉCÉDÉES

DE CONSIDÉRATIONS SUR LA DERNIÈRE GUERRE D'ESPAGNE;

PAR ÉDOUARD LAPENE,

Auteur des ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DEVANT TOULOUSE EN 1814.

Qui fecere, qui facta scripsere, multi laudantur.

SALLUSTE, Bellum Catilinarium.

A PARIS,

Chez ANSELIN ET POCHARD (successeurs de MAGIMEL), libraires, rue Dauphine, n° 9;

RIDAN, libraire, rue de l'Université, n° 5.

A TOULOUSE,

Chez F. VIEUSSEUX, imprimeur-libraire, rue Saint-Rome.

1823.

130 = Cg.

BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS.

AVANT-PROPOS.

L'accueil que le public et l'armée ont bien voulu faire à un premier essai *sur les Événements militaires devant Toulouse en* 1814, encouragent l'auteur à soumettre de nouveau à leur examen la relation précédemment annoncée des campagnes de 1813 et 1814, sur l'Èbre, les Pyrénées et la Garonne. Plusieurs ouvrages, mémoires, fragments ont paru depuis huit années, consacrés exclusivement ou en partie à cette matière : l'histoire complète des opérations dans le Midi n'a pas été néanmoins écrite. Cette tâche importante, on s'est hasardé ici à l'entreprendre.

Peu confiant toutefois dans ses faibles lumières, et empêché par les occupations habituelles et arides de son état de se livrer assidûment à des travaux qui lui soient étrangers, l'auteur a gardé plusieurs années devers lui ce mémoire, déjà esquissé dans l'année même de la première restauration. Il cède encore aujourd'hui aux conseils de ses amis en publiant son ouvrage. Moins indulgent que les premiers lecteurs, le public jugera peut-être cette relation avec sévérité; mais il rendra justice, on

ose l'espérer, au désir qui a toujours animé l'auteur de payer un juste tribut d'éloges à l'armée française, sur sa bonne contenance à des époques où, si réduite, elle parut se surpasser elle-même, et mérita si bien de la France et de la postérité.

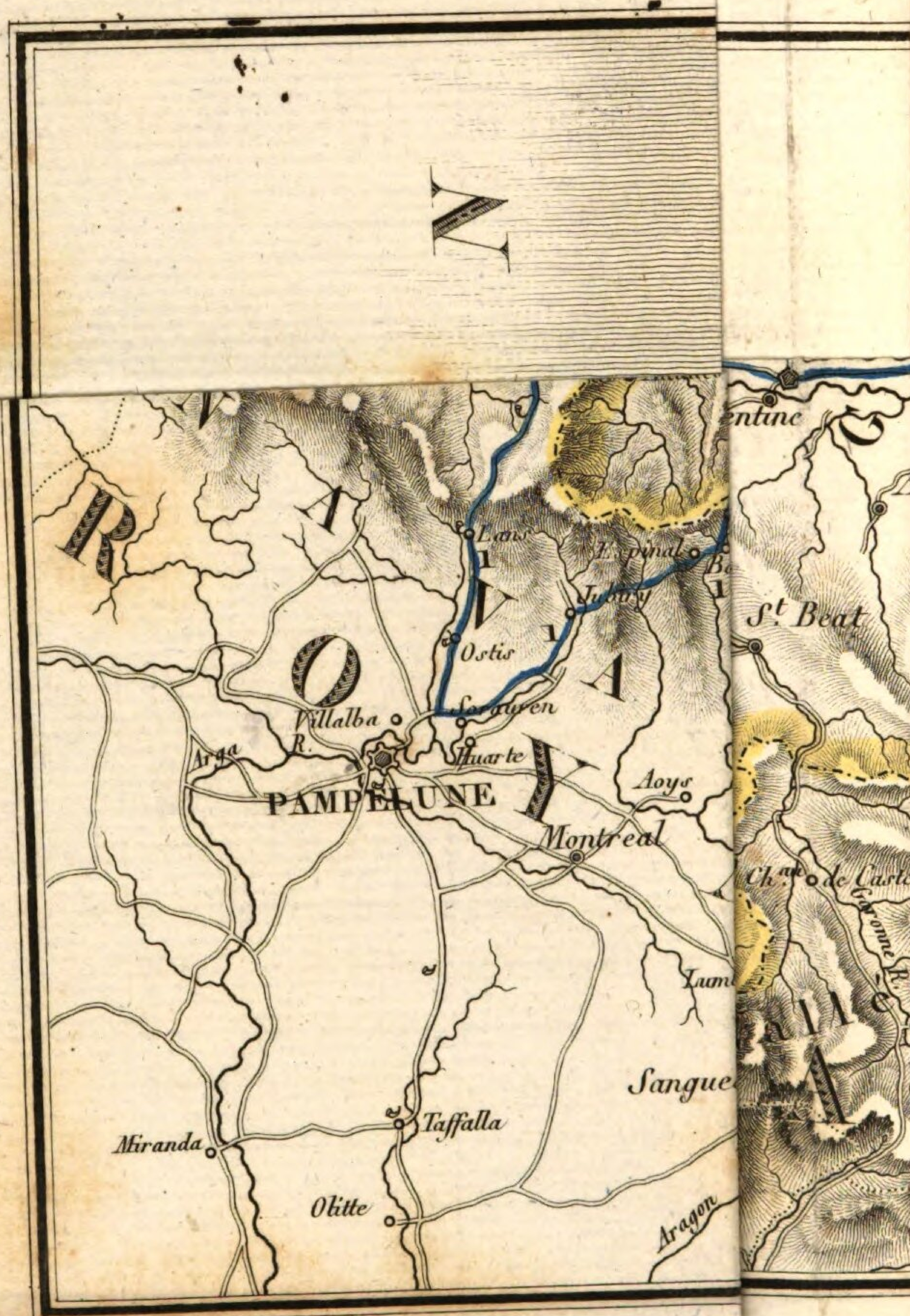
Appelé à prendre part aux opérations militaires qu'il retrace, en qualité de commandant de l'artillerie du général Taupin, qui a succombé à la bataille de Toulouse, l'auteur s'attachera à n'avancer rien dont il n'ait été témoin oculaire, ou qu'il ne puisse établir sur des documents exacts. Il a dû, pour ce motif, entièrement se garder d'assujettir son langage aux grands changements dont la France a depuis été le théâtre, et d'anticiper sur des résultats que la nation ne pouvait pressentir en 1813 et au début de 1814.

Le récit est précédé d'un aperçu sur la dernière guerre d'Espagne : ce tableau n'est autre que le jugement porté par l'auteur, pendant un séjour de quatre années, sur la nature du pays et le caractère de ses habitants. Toute autre question, il la regarde comme étrangère à son sujet, et l'abandonne aux esprits supérieurs habitués à planer dans les hautes régions de la politique.

Être exact, juste, impartial; se montrer surtout bon Français et ami de l'ordre; manifester le plus grand éloignement pour l'arbitraire, n'im-

porte sa nature, et une profonde répugnance pour toute domination étrangère, tels sont les sentiments qui ont guidé l'auteur dans la tâche qu'il s'est imposée. Quelques suffrages distingués et bien recommandables à ses yeux, avant tout, celui de sa conscience, lui disent peut-être que l'objet qu'il se proposait est accompli. C'est au public de décider si l'auteur s'est fait trop d'illusion, ou de confirmer le premier jugement.

porté sa nature, et une profonde répugnance pour toute domination étrangère, tels sont les sentimens qui ont guidé l'auteur dans la tâche qu'il s'est imposée. Quelques suffrages distingués et bien recommandables à ses yeux, avant tout, celui de sa conscience, lui disent peut-être que l'objet qu'il se proposait est accompli. C'est au public de décider si l'auteur s'est fait trop d'illusion, ou de confirmer le premier jugement.


PAMPELUNE
Villalba
Arga
R.
Ostis
Sorauren
Huarte
Aoys
Montreal
Taffalla
Miranda
Olitte
Aragon
St Beat

CONSIDÉRATIONS

SUR

LA DERNIÈRE GUERRE D'ESPAGNE.

Recherches des causes qui ont donné six ans de durée à la guerre d'Espagne. — Exemples à l'appui puisés dans l'histoire militaire de ses peuples. — Vices des armées espagnoles régulières. — Caractère remarquable de la nation. — Sa tendance à faire la guerre de partisans. — Moyens efficaces pour former en Espagne un établissement solide.

Les causes de la guerre d'Espagne sont suffisamment connues; et nul ne révoqua jamais en doute que l'ambition du chef du gouvernement français à cette époque, les perfides insinuations de ses agents, la conduite imprudente de l'un de ses proches, les fautes de l'un de ses lieutenants-généraux, n'aient fait spontanément, d'un peuple l'allié le plus ancien et le plus fidèle de la France, notre plus implacable ennemi.

Les motifs qui donnèrent six ans de durée à cette guerre désastreuse ont aussi été recherchés; mais

on est loin de tomber d'accord sur les circonstances qui, après les plus brillants succès, ensuite après diverses périodes de bonne et de mauvaise fortune, d'accroissement et de désorganisation, firent perdre enfin à nos armées réunies sur un seul point, à Vittoria, l'espoir et les moyens de se maintenir plus long-temps dans la péninsule.

Un grand nombre rapporte, sans exception, la série des résultats que présente la guerre d'Espagne à une seule cause : dans son idée, le courage, l'obstination, le patriotisme des indigènes, reveillés et constamment maintenus en activité par l'honneur national et l'amour de la patrie, paralysèrent les opérations des Français, et amenèrent, après une action générale et malheureuse, leur retraite définitive sur les Pyrénées.

D'autres juges plus sévères, et dont l'opinion n'est peut-être pas exempte d'un certain esprit de prévention et d'injustice, sont disposés à faire surtout retomber le blâme de cette guerre sur l'armée française, et à la rendre gratuitement coupable des tristes résultats amenés par l'ambition d'un seul homme : ceux-là avancent que la rivalité entre les chefs français investis de commandements en Espagne, et l'inconduite de la troupe sur la plupart des points devenus le théâtre de la guerre, en ont, seules, durant six années, prolongé la durée.

Quant à nous, très-disposé à admettre, et certes

sans crainte d'être démentis par nos lecteurs, qu'un peuple généreux, combattant pour sa religion, son roi, ses institutions, son indépendance, puise dans lui les moyens de repousser une invasion étrangère, nous ne pouvons toutefois épouser exclusivement, et dans toute leur étendue, les opinions qui précèdent. Acteur et témoin oculaire durant quatre années des événements en Espagne, nous n'avons pas cessé un instant d'en repousser les causes, et de gémir sur leurs funestes suites : aucune considération ne sera capable néanmoins de nous faire porter un jugement contraire à ce que nous avons reconnu, et hors de notre conscience. Le défaut d'ensemble, de système et d'accord dans les mouvements, provoqués surtout par la configuration particulière du théâtre de la guerre en Espagne, par les difficultés locales et stratégiques, et dus également aux résistances opposées à chaque pas aux Français par le caractère particulier de la nation à soumettre; enfin, l'appui que celle-ci retira des Anglais, ses puissants auxiliaires : telles sont les deux causes principales qui nous paraissent avoir amené les revers de nos armes, et rendu infructueux six ans d'efforts au-delà des Pyrénées. Au reste, puisque les circonstances actuelles prêtent à cette matière un intérêt bien distinct, le lecteur nous saura gré de lui soumettre ici une série d'observations recueillies sur les lieux mêmes, et que

pour cè motif il ne jugera peut-être pas indignes de son attention.

La première cause contribua sans nul doute, avec une efficacité déplorable, à entraver la marche des opérations générales, et s'opposa à leur favorable issue, alors qu'elle rendait les manœuvres de l'ennemi presque toujours certaines, et lui amenait de fréquentes occasions de nous affaiblir par des affaires successives et partielles : ainsi, tel maréchal présumant trop des seules forces réunies alors autour de lui, et peu disposé à céder pour quelques jours seulement les honneurs du commandement en chef, n'attendait pas une armée auxiliaire qui lui arrivait en toute hâte, et, très-inférieur à l'ennemi quant au nombre, éprouvait un funeste échec à Salamanque.

Plus souvent encore, comme je l'ai annoncé, ce défaut d'accord et de coïncidence des mouvements provenait des difficultés locales. L'Espagne est traversée, en effet, dans son étendue de l'est à l'ouest, par de hautes chaînes de montagnes presque parallèles, qui la divisent en portions symétriques, quoique d'inégale étendue. Le défaut de larges et nombreuses communications, et même de chemins praticables, isolent presque entièrement ces espèces de zones, qui déjà offrent entre elles une dissemblance frappante par le climat, la température, comme pour l'assiette du terrain et ses productions, les

mœurs et le caractère des habitants. Chaque chaîne, qui forme déjà une ligne très-difficile à franchir, fournit un des grands fleuves qui arrosent l'Espagne, et dont le lit, en s'éloignant de sa source, partage à son tour l'intervalle interposé entre deux montagnes, et devient une nouvelle barrière. Ces fleuves reçoivent plus tard une multitude de rivières et de torrents, qui se précipitent des hauteurs secondaires jetées transversalement entre les chaînes principales, et servent à les unir : ceux-ci vont sillonner les bas-fonds, et quoique secs une partie de l'année, y dessinent des ravins profonds, qui donnent presque partout au terrain une forme mamelonnée et fortement accidentée. Quelques portions assez étendues, notamment dans la Vieille-Castille et la Manche, présentent une surface moins tourmentée, et parfois même uniformément plane ; mais ce sol se compose le plus souvent de plaines sablonneuses ou couvertes de bruyères, et devient encore un nouvel obstacle qui ralentit et entrave les mouvements d'une armée d'invasion.

Cette disposition du terrain en rend la culture inégale, interrompue ; et si plusieurs quartiers privilégiés se font remarquer par la richesse et la variété de leurs produits, d'autres sont condamnés à rester toujours incultes et délaissés. La population, dans toutes les époques, s'est ressentie aussi de cette absence d'uniformité dans le sol : redoutant

les fatigues et les travaux pour livrer à l'agriculture les quartiers trop ingrats, cette population ne fut jamais en rapport avec la grande étendue du territoire. Les villes, et même les bourgs et les villages, sont peu multipliés pour ce motif dans la péninsule; et l'œil affligé rencontre par intervalles des portions considérables privées de colons, et abandonnées à une complète stérilité. Le manque d'eau dans quelques quartiers peut contribuer aussi à réduire la culture, et à éloigner les bras qui voudraient s'y livrer. Ces circonstances réunies, et le défaut de communications intérieures qui facilitent partout l'accès du pays, doivent faire regarder l'Espagne comme l'une des contrées les moins favorables à une guerre d'invasion : l'une des plus propices au contraire à une guerre défensive et de chicane.

Destinée à agir dans un pays de cette nature, une armée nombreuse, compacte, riche en cavalerie, ou traînant à sa suite un matériel d'artillerie imposant, rencontre des entraves à chaque pas. Outre les difficultés de régulariser sa marche, et de faire avancer simultanément toutes les colonnes, elle éprouve l'impossibilité presque absolue de réunir sur les lieux de passage les subsistances qu'elle nécessite. Le partage d'une armée d'invasion en plusieurs colonnes marchant de front, mais sur des routes différentes, aplanit sans doute les moyens de la faire vivre; mais il n'est pas sans inconvénients

d'agir par portions isolées sur un terrain accidenté, dépourvu de communications, et de se livrer ainsi à la merci des armées indigènes : celles-ci, profitant des avantages que leur assure la parfaite connaissance du pays, ne peuvent manquer d'attaquer l'ennemi ainsi divisé, et de le combattre avec succès.

L'histoire de la nation espagnole à la main, nous voyons, à l'appui de notre principe, une poignée de chrétiens échappés aux fers des Arabes, se dérober, dans les rochers des Asturies, au joug de ces infidèles. Plus tard, les descendants de Pélage prennent *cette* base d'opérations, s'étendent insensiblement sur les divers points où l'ennemi se tenant moins sur ses gardes est plus sûrement abordé, repoussent avec lenteur mais avec succès l'invasion par une guerre de postes et de partis, et couronnent enfin, après une lutte de huit siècles, leur héroïque résistance par l'entière expulsion des Musulmans. Opérant de nos jours sur le même terrain contre les Français, les Espagnols devaient obtenir des résultats analogues, et nous interdire le degré de précision et d'ensemble exigé par une guerre aussi hérissée de difficultés.

Que si nous appuyons notre langage sur quelques faits pris au hasard dans le grand nombre de ceux qui *signalèrent* cette lutte longue et meurtrière, nous expliquerons ainsi comment, à trois mois d'intervalle, Ciudad-Rodrigo et Badajoz tombèrent suc-

cessivement au pouvoir de l'ennemi, sous les propres yeux de deux maréchaux fortement intéressés, sans contredit, à s'entr'aider pour prévenir la chute de ces places, qui formaient les clefs de leurs gouvernements respectifs; mais qui, séparés par deux fleuves et par une grande étendue de pays ruiné et difficultueux, ne purent se prêter à temps un mutuel secours. La retraite du Portugal en 1811, effectuée par le général de l'armée de ce nom, avant que le chef des troupes françaises en Andalousie ait achevé de surmonter les obstacles qui l'empêchent d'entrer en contact avec son collègue, trouve dans la même cause une facile explication.

C'est encore en partie au même motif, c'est-à-dire à la configuration du terrain, que nous n'hésitons pas de rapporter l'origine d'un des fléaux les plus efficaces pour arrêter, en Espagne, les progrès d'une armée étrangère : j'entends parler de l'insurrection armée qui, dans le principe, gagna avec rapidité presque tous les cantons de la péninsule, et vit l'habitant s'y précipiter sur quelques points avec sûreté et énergie, suivant que les localités étaient favorables elles-mêmes à ce genre d'agression. Plus heureuses que les armées régulières, dispersées dans presque toutes les rencontres, les bandes de guerillas contribuèrent bientôt à entraver nos mouvements, à couper nos communications, rendues déjà si incertaines par les difficultés locales; atta-

chées enfin à nous harceler sans cesse, elles virent, suivant leur but, les troupes françaises, qui leur étaient opposées, éprouver chaque jour d'effrayantes diminutions.

Le peu de succès des Espagnols en bataille rangée lors des derniers événements; leur obstination, au contraire, et leurs efforts acharnés derrière des murailles ou organisés en guerillas, peuvent être expliqués. Les mœurs et le caractère de ce peuple, destiné le premier à arrêter le bras de fer de l'homme qui tenait à cette époque tout le continent de l'Europe assujetti, ne sont pas étrangers à notre objet : ils méritent aussi un léger examen.

Le soldat espagnol, pris individuellement, est agile, robuste, nerveux. Il supporte avec courage les fatigues, les privations, et sa sobriété est remarquable. Quant au péril, il se précipite au-devant ou le dédaigne, et se joue avec la mort. Doué par la nature des qualités qui constituent un soldat accompli, il ne peut plier cependant son mâle courage aux règles de la discipline, et son ardeur, loin de trouver en ligne, dans la présence de ses compagnons d'armes, un mobile nouveau, aspire au moment où, dégagée de toute contrainte, elle pourra se livrer hors des rangs à ses vives et impétueuses saillies. L'absence presque absolue de bons chefs, et même d'officiers inférieurs, contribue depuis long-temps, il est vrai, à jeter dans l'armée espa-

gnole un principe de découragement et de démoralisation. Choisis la plupart dans les classes privilégiées, ceux-ci n'apportent sous les drapeaux qu'une médiocre instruction; et, plus occupés de l'éclat attaché à un beau grade, ou du prestige produit par un uniforme brillant, vaquent moins à leurs devoirs qu'à leurs plaisirs. Des bataillons dignes de figurer parmi les meilleurs de l'Europe, se sont montrés pour ces motifs, de nos jours, énervés par l'indiscipline, sans confiance dans les chefs, et inhabiles à soutenir leur antique réputation en bataille rangée.

Si nous passons au caractère particulier et distinctif de l'habitant de la péninsule, son examen, puisé dans un cercle plus étendu, prendra peut-être un nouvel intérêt. La nature a marqué du sceau le plus frappant la nation qui nous occupe; et elle deviendra constamment pour l'observateur philosophe l'objet de graves et solides méditations. Sombre et recueilli, l'Espagnol n'a pourtant qu'une froideur et une inertie apparentes : la plus terrible explosion est trop souvent chez lui la suite immédiate d'un calme trompeur. La violence, l'exaltation forment même les premiers éléments de son caractère; et la nature bienfaisante semble ne lui avoir accordé les formes graves et austères, que pour balancer les impressions brusques et impétueuses qu'il est trop enclin à ressentir. On le dirait lent à prendre un parti, et il paraît éprouver une répugnance sensible à sor-

tir de son état naturel de repos; mais sa résolution n'en a que plus de constance et de fermeté, prise avec un mûr examen et on peut dire sans retour. Un objet parvient-il même à frapper son esprit? le culte qu'il lui rend devient aussitôt enthousiasme, et cette expansion n'a plus de bornes.

Ce caractère de ténacité et de passion dans ses actes, soit publics, soit privés, l'Espagnol le doit en partie au climat brûlant qu'il habite, et surtout à sa position à l'extrémité du continent de l'Europe et hors de contact avec elle. Cet isolement absolu, en conservant intactes dans le peuple les idées et les inclinations primitives, leur a donné une fixité extraordinaire : de là, l'absence presque générale du luxe dans la péninsule, et le manque d'industrie qui en est la suite naturelle; trop facilement remplacée jusqu'ici, pour le malheur des Espagnols, par l'or du Mexique. De là, ce zèle religieux conservé jusqu'à nos jours dans toute la ferveur des premiers temps; et le fanatisme, l'horrible inquisition : tristes fruits d'une croyance poussée à l'extrême, et craintive que l'introduction des sectes et des réformes en Espagne ne vienne corrompre ou ébranler de vieux principes. Le défaut de lumières et d'instruction a été violemment reproché aux Espagnols : mais peu empressés pour les étrangers, sans communication directe avec eux, ils n'avaient jamais senti le besoin de l'étude et de la science, qui rap-

proche les hommes et en fait une république de frères. Évoquant du reste ici le témoignage d'un grand nombre de Français qui ont habité la péninsule, ils ne pourront disconvenir avec moi, que si la teinte générale d'ignorance de ses peuples nous a frappés, on y rencontre aussi par intervalles des hommes d'une vaste érudition, faits pour se placer avec avantage à côté des savants les plus distingués d'autres nations plus policées.

Appelée à une certaine époque à donner des lois à l'Europe, l'Espagne était en repos depuis près de deux siècles, et vivait du souvenir de sa gloire passée, quand une injuste provocation la réveille tout-à-coup de sa léthargie en 1807, et lui fait montrer, aux yeux des divers peuples étonnés, ce qu'elle était capable d'entreprendre. Le caractère de la nation, éloigné de toute idée de conquête et d'agrandissement, lui rendant inappréciables les douceurs de la paix, ses vœux se bornent à rencontrer dans ses voisins justice et réciprocité. Mais, aussitôt que l'habitant, froissé dans les objets de son culte, embrasse violemment une cause qu'il croit légitime, et se décide à voler aux armes, nulle concession à attendre désormais de lui : tout citoyen devient soldat; et pour espérer de triompher, l'agresseur doit couvrir le sol d'hommes armés, et s'attendre à trouver un ennemi dans chaque indigène.

Cette levée de boucliers, favorisée, comme nous

l'avons dit, par la configuration du terrain, peut au besoin devenir instantanée. L'Espagnol en effet marche rarement sans défense, et le grand usage qu'il fait des armes à feu rend son adresse à les manier remarquable. Ces armes lui servent à se garantir des bandes qui de tout temps eurent des retraites assurées dans un pays d'un accès si difficile, et qui parviennent à se dérober ainsi aux mesures prises par l'autorité et à la rigueur des lois pour réprimer leurs menaçantes incursions. Mus de nos jours, par des motifs tout aussi puissants que ceux de la sûreté personnelle, ou que les froids et vils calculs de l'intérêt particulier, un grand nombre d'Espagnols devaient montrer un penchant décidé pour un genre de guerre violent et passionné comme eux, et adopter les levées de guerillas à l'exclusion d'autres moyens de défense. La crainte d'une active et inexorable répression éloigna peut-être, par la suite, il est vrai, la masse générale des habitants d'une vie pénible, errante, parsemée de périls; mais un caractère d'une opiniâtreté indomptable dans certains quartiers de la péninsule, et l'espoir d'un butin assuré réparant cet abandon, les rangs des guerillas restaient toujours peuplés : l'on voyait journellement s'y précipiter ceux qui, pauvres ou ruinés par les malheurs de la guerre, et n'ayant plus rien à perdre, échangeaient en quelque sorte leur existence contre l'espoir souvent trompeur d'un avenir plus heureux.

Toutefois, je le répète, soit que l'appareil de forces déployées successivement par les Français ait à la longue découragé les Espagnols, soit que les défaites partielles et fréquentes des guerillas eussent engagé les bandes à s'éloigner des cantons les moins favorables à leurs mouvements, l'insurrection armée s'apaisa peu à peu dans quelques provinces, et le calme s'y rétablit. L'Andalousie, entre autres, quoique sous l'œil et l'influence immédiate des Cortès réunis à Cadix, fut assez promptement garantie des partis qui l'infestèrent d'abord. La raison en est que cette belle portion de l'Espagne, toute divisée qu'elle était en plusieurs gouvernements distincts, sous les ordres de divers chefs français, ne reconnaissait qu'une autorité supérieure, unique, celle du maréchal Soult, commandant en chef. Moins foulée pour ce motif, et par suite plus calme; attachée d'ailleurs à un sol d'une richesse remarquable, la nombreuse population de l'Andalousie se façonna sans trop de répugnance au joug des Français, et les bandes étrangères au pays qui voulurent l'envahir à différentes reprises, y trouvèrent peu de partisans. Quelques villes même, principalement le long du Guadalquivir, pour éviter de devenir tributaires des guerillas du dehors, organisèrent une force armée en faveur du parti que nous soutenions. On les vit ensuite demander et obtenir de confier leur garde aux propres citoyens, et remplir cette obliga-

tion avec autant de zèle et d'activité que d'avantage.

Ce qui précède, en nous montrant que la nature des localités, et le plus ou moins de soin à apaiser l'irritation du peuple espagnol dans la dernière guerre, ont beaucoup influé sur notre attitude dans telle ou telle portion de la péninsule, nous conduit à cette remarque importante : qu'en ménageant les intérêts des indigènes, et en entourant de respect les personnes et les propriétés, on serait peut-être parvenu à rendre la population calme, et à donner même quelquefois à son esprit une direction utile aux Français. Il n'entre pas dans notre plan de rappeler les effets qui résultèrent trop souvent d'une marche opposée : nous nous contenterons d'assigner un petit nombre de conditions, qui, remplies, auraient donné aux événements d'Espagne des résultats moins coûteux, et amené vraisemblablement leur favorable issue.

La première et la principale était une étude préliminaire et approfondie de l'assiette du pays, et un système de conduite convenablement adapté aux circonstances, aux localités, au caractère, au génie même de chaque province à soumettre ou à pacifier, pour détruire peu à peu dans l'esprit de l'habitant la défaveur attachée à la présence de l'armée française, et asseoir notre domination sur des bases solides. Il résulta trop souvent d'une marche opposée, que

la rigueur déployée par un des chefs militaires dans une province, pouvait être taxée quelquefois avec raison d'injustice et de cruauté, tandis que la douceur mise en usage à l'égard d'une province voisine portait avec une égale justice le caractère de faiblesse. Le maintien scrupuleux de la discipline devait dans cette guerre plus que dans toute autre fixer aussi toute l'attention des chefs, et être regardé par eux comme le moyen le moins inefficace pour ôter tout prétexte de prendre les armes à une population justement irritée, et l'accoutumer par degrés à supporter sans trop d'impatience le poids d'une domination étrangère.

Des résultats entièrement opposés aux intérêts de la France, se manifestèrent naturellement partout où la marche contraire fut adoptée. Habitué, jusqu'à l'époque de l'invasion d'Espagne, à des succès aussi rapides que brillants, le soldat se lassa promptement d'une guerre dont rien ne montrait la fin prochaine, et dont les motifs de durée croissaient à chaque instant, en raison même du dégoût que chacun y apportait. L'intérêt public, hors du combat, fut donc presque compté pour rien; et le séjour prolongé en Espagne ne devint bientôt, pour un grand nombre de militaires en grade, qu'un objet de pure spéculation. Dès ce moment aussi, les liens de la discipline et du devoir éprouvèrent dans la troupe un funeste relâchement; la soumis-

sion devint pour elle un fardeau ; le respect dû aux personnes et aux propriétés, même en pays ennemi, fut souvent méconnu. Le soldat, indiscipliné, maraudeur dans une colonne isolée, ne retrouvait enfin son vrai caractère que sur le champ de bataille ; mais un jour d'action le rendait promptement guerrier et Français.

Malgré les avantages que la population armée devait retirer des localités, et de notre insouciance morale dans cette guerre, pour parvenir à la longue et sans efforts à ruiner l'armée française, nous le disons ici, sans crainte d'être contredits par ceux qui, témoins oculaires des événements en Espagne, veulent porter comme nous sur ces faits un jugement exempt de prévention et de partialité : les indigènes auraient succombé dans cette lutte, s'ils n'avaient trouvé dans les Anglais de puissants auxiliaires. Les premiers furent toujours battus lorsqu'ils se hasardèrent à entrer seuls en ligne : ce n'est réellement qu'après la non réussite de notre troisième campagne du Portugal, en 1811, et lorsque les Anglais, débouchant de nouveau en Espagne, se décidèrent à venir franchement au secours des Espagnols, et à réunir les forces anglo-portugaises aux armées nationales, que celles-ci reprirent une certaine attitude. Avec ce nouvel appui, elles purent se promettre de refouler plus tard sur les Pyrénées les armées françaises, victorieuses sur

presque tous les points de la péninsule jusqu'à cette époque.

Nous bornerons à ce peu de mots ce que nous avions à dire sur la dernière guerre d'Espagne, bien que cette matière soit susceptible de développements plus étendus. Deux campagnes importantes par leur objet, par les efforts acharnés des armées rivales, par les hautes qualités des généraux qui les dirigeaient, doivent fixer notre attention : il est temps d'en commencer le récit.

CAMPAGNES

DE 1813 ET DE 1814.

SOMMAIRE DU LIVRE PREMIER.

Position des armées en Espagne, au début de la campagne de 1813. — Retraite des Français sur le Duero et l'Èbre. — Concentration des armées du Midi, du Centre, et de partie de l'armée de Portugal, autour de Vittoria. — Description succincte de la bataille de ce nom. — Tableau des événements de la suite. — Retraite sur Pampelune. — Position et attitude de l'armée française sous les murs de cette place. — L'armée franchit les Pyrénées. — Sa position sur cette frontière. — État de Bayonne et de ses environs, à la fin de juin 1813. — Le maréchal Soult, nommé général en chef des armées d'Espagne, arrive à Bayonne. — Il les réorganise avec promptitude. — Mesures financières et administratives prises par le général en chef. — Force de l'armée anglo-espagnole-portugaise. — Parallèle entre le général français et lord Wellington. — Commencement des hostilités et blocus des places de Pampelune et Saint-Sébastien par les alliés. — Marche des Français dans la Navarre. — Leurs premiers succès. — Attaque et prise du col de Maya. — Combat de Sauroren. — L'armée française se replie sur les Pyrénées. — [illegible] — Assauts livrés avec pertes par l'ennemi à Saint-Sébastien. — Mesures défensives prises pour Bayonne et les autres places frontières. — [illegible] de l'armée française [illegible]. — Son mouvement pour secourir Saint-Sébastien. — Combats de Saint-Martial et de la Nivelle. — Défense héroïque de Saint-Sébastien. — [illegible] — Saint-Sébastien reste au pouvoir de l'ennemi, qui s'y livre à toute sorte d'excès. — Les coalisés reprennent l'offensive. — Ils franchissent la Bidassoa. — [illegible] des Bouquets, de la Baïonnette, de Sainte-Barbe et de la Rhune. — Attaque des coalisés sur la Nivelle, déjouée. — Causes non [illegible] — Reprise de la redoute Sainte-Barbe par la division Conroux. — Exemple de sévérité [illegible] — Capitulation de Pampelune.

sur l'Elbe, les cadres durent être puisés presque en totalité dans les troupes [illegible] des Pyrénées. Dépeuplée en outre de ses plus anciens soldats, appelés à la formation de la garde impériale, décimée par les réformes et le renvoi des militaires,

SOMMAIRE DU LIVRE PREMIER.

Position des armées en Espagne, au début de la campagne de 1813. — Retraite des Français sur le Duero et l'Èbre. — Concentration des armées du Midi, du Centre, et de partie de l'armée du Portugal, autour de Vittoria. — Description succincte de la bataille de ce nom. — Tableau des événements de la soirée. — Retraite sur Pampelune. — Position et attitude des Français sous les murs de cette place. — L'armée franchit les Pyrénées. — Sa position sur cette frontière. — État de Bayonne et de ses environs, à la fin de juin 1813. — Le maréchal Soult, nommé général en chef des armées d'Espagne, arrive à Bayonne. — Il les réorganise avec promptitude. — Mesures financières et administratives prises par le général en chef. — Force de l'armée anglo-espagnole-portugaise. — Parallèle entre le général français et lord Wellington. — Commencement des hostilités et blocus des places de Pampelune et Saint-Sébastien par les alliés. — Marche des Français dans la Navarre. — Leurs premiers succès. — Attaque et prise du col de Maya. — Combat de Sauroren. — L'armée française se replie sur les Pyrénées. — La garnison de Pampelune fait une sortie. — Assauts infructueux livrés avec pertes par l'ennemi à Saint-Sébastien. — Mesures défensives prises pour Bayonne et les autres places frontières. — Attitude de l'armée française pendant août 1813. — Son mouvement pour secourir Saint-Sébastien. — Combats de Saint-Martial et de la Nivelle. — Défense héroïque de Saint-Sébastien. — Passage de la Bidassoa désastreux pour les Français. — Saint-Sébastien reste au pouvoir de l'ennemi, qui s'y livre à toute sorte d'excès. — Les coalisés reprennent l'offensive. — Ils franchissent la Bidassoa. — Perte des positions de la Croix-des-Bouquets, de la Bayonnette, de Sainte-Barbe et de la Rhune. — Attaque des coalisés sur la Nivelle, déjouée. — Causes non expliquées de leur succès dans l'action précédente. — Reprise de la redoute Sainte-Barbe par la division Conroux. — Exemple de sévérité donné par la cour martiale. — Capitulation de Pampelune.

CAMPAGNES

DE 1813 ET DE 1814,

SUR

L'ÈBRE, LES PYRÉNÉES

ET LA GARONNE.

LIVRE I.

Commencement de la Campagne de 1813, *sur l'Èbre et les Pyrénées.*

Les armées françaises d'Espagne tenaient encore, au début de 1813, les positions que leurs succès sur l'ennemi, refoulé pour la troisième fois en Portugal, deux mois auparavant, leur avaient assignées dans le Nord, et au centre de la péninsule. Madrid nous appartenait, et l'armée du Midi poussait ses avant-postes jusqu'à la Guadiana supérieure. Mais après les désastres de Moscou, quand il fut question de réorganiser une nouvelle armée, destinée à agir sur l'Elbe, les cadres durent être puisés presque en totalité dans les troupes situées au-delà des Pyrénées. Dépeuplée en outre de ses plus anciens soldats, appelés à la formation de la garde impériale; décimée par les réformes et le renvoi des militaires,

que les fatigues des campagnes passées rendaient inhabiles à supporter de nouveaux travaux, l'armée d'Espagne, resserrant sa ligne, fut forcée d'abandonner les bords de la Guadiana, et de se concentrer entre les Pyrénées et le Tage. Veuve, à cette époque, du maréchal Soult, qui venait de rentrer en France pour aller prendre part aux opérations du Nord, elle était passée sous les ordres immédiats de Napoléon-Joseph, ou plutôt du maréchal Jourdan, major-général. Le prince que nous venons de nommer, près de voir s'échapper une couronne reçue à contre-cœur, et trop lourde pour ses débiles mains, avait alors, par suite des grands mouvements de l'armée, quitté pour la troisième fois sa capitale pour ne plus y retourner, et occupait, avec sa cour et les troupes attachées à sa personne, Valladolid et ses environs. Dans sa nouvelle position, l'armée du Midi s'étendait transversalement depuis le confluent de la Tormès et du Duero jusqu'à Tolède, tenant Salamanque, Avila, Madrid, Talavera-de-la-Reina. L'armée du centre était cantonnée autour de Ségovie et de Valladolid; l'armée du Portugal dans la Vieille-Castille, la Biscaye et partie du royaume de Léon. Enfin, ce qui restait de l'armée, dite du Nord, gardait la Navarre : spécialement chargé d'entretenir libres les communications avec la France, et de faire une guerre active aux bandes formidables de guerillas qui infestaient cette province. La

force de ces armées réunies pouvait s'élever à 70,000 baïonnettes et à 8,000 chevaux.

Retirée depuis 5 mois en Portugal, au-delà de Rodrigo, l'armée anglo-portugaise se relevait, dans une tranquillité absolue, des pertes éprouvées dans la campagne précédente, et allait être en mesure de reprendre l'offensive. Sa force n'était pas moindre de 60,000 combattants. Plusieurs corps espagnols, aux ordres des généraux Frayre, Giron et O' Donnel, formaient en outre un effectif de 50,000 hommes stationnés en Galice, sur la frontière de Léon et dans la Castille-Nouvelle. Avec des masses si imposantes, le général en chef ennemi compte réparer les derniers torts de la fortune : il médite de passer le Duero; profitant ensuite de la sécurité qui règne sur l'immense ligne occupée par les Français, son projet est de se jeter sur leur droite en traversant avec rapidité la province portugaise de Tras-los-Montes, et de couper enfin notre ligne de communication avec les frontières de France et les Pyrénées.

Ce plan arrêté, le général ennemi, après avoir réuni les bateaux suffisants sur tout le cours du Duero inférieur, fait jeter, le 20 mai, plusieurs ponts sur la rivière, entre Lamego et la frontière d'Espagne. Quatre divisions, portées le même jour sur la rive droite, prennent sans délai le chemin de Zamora, tandis que le général en chef, avec ce

qui lui reste de troupes anglo-portugaises, et renforcé du corps espagnol aux ordres de Frayre, s'avance par la route directe de Rodrigo sur Salamanque. Le 26, une division de l'armée du Midi se laisse surprendre dans cette dernière ville, ne se doutant point que l'ennemi soit aussi proche; parvenue toutefois à se dégager, cette troupe se replie avec ordre, et force l'avant-garde des coalisés à n'avancer que pas à pas. Zamora et Toro reçoivent, le 1^er^ juin, la colonne qui a remonté le Duero par la rive droite; et les Français, après la rupture des ponts, se retirent sur Valladolid. Poursuivant son agression, le général anglais passe le Carrion à Palencia; les jours suivants, il occupe les deux rives de la Pisuerga, et va se trouver sur le flanc droit et presque sur la ligne de communication de notre armée.

Malgré les bruits de concentration de l'ennemi et de ses progrès sur une des extrémités de nos vastes cantonnements, la sécurité des Français était restée la même à Madrid et sur le Tage. Le 27 seulement, l'avant-garde de l'armée du Midi, placée le plus avant au sud, passe la rivière, quitte Tolède et Madrid, et franchit le Guadarrama. La réunion de cette armée s'opère derrière le Duero, à Simancas, au confluent de la Pisuerga. Quelques heures plus tard, l'opération était impossible, à cause de la retraite brusquée de Salamanque, et du long intervalle

à parcourir de Tolède au Duero. Pendant l'exécution du premier mouvement, deux engagements d'arrière-garde avaient eu lieu avec l'ennemi. Ils n'étaient point à notre avantage : le 16e régiment de dragons, entre autres, avait éprouvé quelques pertes.

Les Français dépassent Valladolid, et continuent leur retraite sur Burgos. Les armées du Centre et du Midi occupent cette ville. Mais après deux jours de repos, le général Reille, placé en première ligne avec deux divisions de l'armée du Portugal, est obligé d'abandonner, engagé contre des forces supérieures, les positions de Las-Hermozas et d'Estopar qui couvrent les approches de Burgos; et l'évacuation de cette capitale de la Vieille-Castille est à l'instant décidée. Le château, qui, défendu 6 mois auparavant par une poignée de braves, avait résisté, avec le général Dubreton, contre la moitié de l'élite de l'armée anglaise, est à son tour déclaré non tenable, et renversé immédiatement par la mine. Une précipitation blâmable préside à cette opération dont les effets sont mal calculés : l'armée, qui défile dans la plaine sous les hauteurs de Burgos, est assaillie par une pluie de balles et d'éclats de bombes et d'obus; elle déplore, un moment après, la perte d'une centaine de Français victimes de cette funeste imprévoyance, et frappés en quelque sorte de la propre main de leurs compagnons d'armes.

Le mouvement de retraite se poursuit cependant sans obstacles; on dépasse Bibriesca. Le fort de Pancorbo reçoit une garnison de 300 hommes pour garder le défilé de ce nom; on l'abandonne ensuite à lui-même. L'armée occupe Miranda et se regarde comme en sûreté derrière l'Èbre; mais l'ennemi tourne la position, et franchit la rivière presque à sa naissance aux points de San-Martino et de Fuente-de-Arenas. Maîtres de la rive droite, les alliés dirigent une partie de leurs forces vers la grande route de Bilbao à Vittoria : leur but, une fois en possession de cette route, est de descendre sur cette dernière ville, et de menacer le flanc droit de l'armée française. Celle-ci, toujours serrée de près sans avoir été sérieusement attaquée, doit donc s'éloigner de l'Èbre. En position, le 19, en avant et autour de Vittoria, ses postes avancés occupent à l'extrême gauche les hauteurs de Subijana, en arrière de la Puebla; la ligne s'étend ensuite le long et sur la rive gauche de la Zadorra, dans un intervalle de deux lieues, jusqu'au-delà de Vittoria. Avant l'arrivée des Français sur ce point, le 17, le général Reille, chargé par le général en chef de prévenir l'occupation de la route de Bilbao, s'était lui-même jeté dans cette direction avec une colonne de 10,000 hommes; il ne tarde pas à rencontrer à Osma les coalisés, et réussit à arrêter quelque temps leur marche. Forcé toutefois de céder au

nombre, le général français avait dû se replier avec prudence, et rejoindre le gros de l'armée. L'ennemi, resté libre sur cette route, concentre une partie de ses forces sur la petite rivière de Bayas, et se trouve ainsi placé sur la droite des Français, séparé d'eux et de Vittoria par une chaîne de hauteurs peu difficiles à franchir.

Telle est l'exquisse rapide des mouvements qui ramenèrent nos troupes des bords du Tage et de la Tormès jusqu'aux rives de la Zadorra, à Vittoria, et firent réussir les projets du général en chef ennemi : projets habilement conçus sans doute, mais favorisés aussi par l'extension de l'armée française lors de la reprise des hostilités, et par le désavantage que celle-ci retirait de son infériorité numérique.

Le dessein de recevoir l'armée anglo-espagnole-portugaise sur la position qui a été décrite, en avant de Vittoria et sur la rive droite de la Zadorra, ou de l'attendre à trois lieues en arrière sur les fortes hauteurs de Salinas, avait été discuté dans un conseil général de guerre. Le maréchal Jourdan penchait pour le dernier parti; bien que sa belle artillerie et sa bonne et nombreuse cavalerie parussent devoir l'engager à attendre l'ennemi dans la plaine. L'infanterie de l'armée se réduisait alors à 45,000 baïonnettes : car un détachement de 10,000 hommes était cantonné en Biscaye, avec le général Foy, pour la rentrée des approvisionnements en vivres et

la sûreté des communications avec la France, et trois divisions de l'armée du Portugal, aux ordres du général Clausel, se trouvaient détachées sur l'Èbre inférieur aux confins de la Navarre. Cette forte réduction engageait le maréchal major-général à tâcher de suppléer à l'inégalité du nombre, par l'avantage d'une position concentrée à la naissance des montagnes de Biscaye, qui raffermissait d'ailleurs les communications de l'armée française avec les forts détachements stationnés dans cette province et dans la Navarre.

Les considérations exposées par le maréchal n'obtiennent point l'assentiment des généraux en chef des armées partielles du Midi, du Centre et du Portugal : ceux-ci, trop empressés peut-être de se signaler dans les importants commandements dont ils étaient investis, opinent pour rester en place au-dessus et autour de Vittoria. Ce dernier avis est adopté; mais, par un excès de confiance ou plutôt par une inconcevable inactivité, aucun ordre ne prescrit de mettre en sûreté, par une prompte évacuation, un parc considérable d'artillerie appartenant à la direction-générale de cette arme, et amené depuis peu de Burgos. Des milliers de voitures d'équipages et de luxe, qui, depuis la reprise des opérations actives, encombraient la marche de l'armée, restent de même entassés pêle-mêle à Vittoria. Le 21 avant le jour seulement, on se décide à diriger sur Bayonne un

premier et nombreux convoi de réfugiés espagnols, et d'invidus non combattants, avec leurs bagages. Cinquante pièces de canon, chargées à la hâte sur dix voitures, d'après les ordres du général d'Abboville, directeur-général des parcs, font aussi partie du convoi. La division Maucune (armée de Portugal) tout entière, et plusieurs autres détachements, sont désignés pour servir d'escorte : privation bien regrettable, le jour où le concours de toutes nos forces est justement si nécessaire pour l'action générale qui va se livrer.

Le 21 au matin, l'armée française se déploie, comme les jours précédents, sur un espace de deux lieues le long de la Zadorra : la gauche formée de l'armée du Midi est établie en arrière de la Puebla, entre ce bourg et Arunez ; le centre reste placé sur la rivière ; la droite, composée des divisions Sarrut et Lamartinière (armée du Portugal), et de quelques régiments espagnols au service de Joseph, développée en avant de cette même rivière au-delà de Vittoria, observe la route de Bilbao. Nos troupes avaient soutenu le combat dans la journée pendant 14 heures avec une grande valeur, malgré leur infériorité numérique, et la perte de l'ennemi n'était pas au-dessous de 4,000 hommes sur cette immense ligne de bataille ; quand à la suite des manœuvres de l'armée opposée que nos généraux ont prévues, mais dont toute l'importance n'a pas été calculée, les coalisés,

déjà maîtres de la route de Bilbao, menacent avec un corps de 30,000 combattants celle de France en arrière de Vittoria. Des attaques renouvelées avec fureur contre les ponts de la Zadorra qui conduisent à cette route, à Arriaga et à Gamarra-Mayor, échouent néanmoins, et le général Reille, avec les divisions Sarrut et Lamartinière et les régiments espagnols, reste encore en possession du champ de bataille sur cette droite de notre ligne. Rebuté par tant d'efforts infructueux, l'ennemi se décide enfin à passer la rivière à gué. Il déborde alors les troupes de la division Sarrut, dont le chef est blessé à mort dans cette action, et marche sans délai vers la route que nous venons de désigner.

Ceci a lieu au moment où les premières démonstrations des coalisés, en avant de Vittoria, ayant forcé les armées du Midi et du Centre à des mouvements généraux de retraite, nos troupes se sont repliées en ordre des hauteurs de la Puebla et des points de Villodas et de Transpuntez sur Vittoria. La route de France n'est bientôt plus à notre disposition; un autre chemin qui conduit de Vittoria à Pampelune par Salvatierra, déjà reconnu la veille, est désigné pour la retraite; mais aucun passage facile et apparent ne signale, dans cette heure critique, un aussi important débouché. L'alarme causée par la présence prochaine de l'ennemi sur la route de France, jette cependant un principe de

confusion dans nos troupes, qui marchent sans guide vers le chemin indiqué. Cette confusion augmente à chaque pas ; elle devient à la fin complète par l'encombrement des voitures de toute espèce, qui cherchant des issues pour atteindre la nouvelle direction, errent à l'aventure dans la plaine.

Ce désordre spontané et inévitable est surtout funeste à l'artillerie des divisions, restée en ligne jusqu'alors, et aux parcs de la direction-générale réunis en arrière de Vittoria. Tous les passages sont en peu d'instants obstrués ou rendus impraticables. Les projectiles creux de l'ennemi atteignent cependant ces parcs, et peuvent leur faire faire explosion. Nul expédient, nul effort ne sont négligés dans cette déplorable soirée par les chefs d'artillerie, pour prévenir la perte ou la destruction des objets confiés à leurs soins. Tous les moyens humains inutilement essayés, on ne peut que céder à la rigueur des circonstances : les chevaux sont dételés et les parcs abandonnés.

Cette funeste extrémité est commune aux fourgons du trésor de l'armée, aux voitures de luxe et aux équipages de Joseph et des individus attachés à sa cour. Ces voitures, désertées par leurs propriétaires, restent au premier occupant. On en voit sortir pâles, effarées, baignées de larmes, les femmes les plus qualifiées, quelques-unes de la plus grande beauté. Ces êtres malheureux rôdent çà et

là sans suite et sans guides; leurs mains suppliantes tendues vers les militaires, ils réclament un protecteur, et nous conjurent avec l'accent du plus horrible désespoir, de les dérober à l'affreuse vengeance qui les attend de la part de leurs compatriotes irrités.

Cependant on est rapidement poussé, et éloigné des siens. Le roi Joseph, enveloppé par un tourbillon de poussière, se trouve séparé de son escorte; le cheval du maréchal Jourdan s'abat. On se dirige, on se presse pêle-mêle vers les passages qui de loin paraissent praticables : la plupart sont obstrués, détruits ou rendus impossibles à franchir, par l'escarpement des rives et les accidents du terrain. Hors d'état de surmonter ces obstacles, les chevaux s'abattent. Des hommes, des femmes renversés à leur tour, sont foulés aux pieds; et tant la frayeur rend insensible dans ce moment, on n'ose s'arrêter pour les dégager et leur porter ensuite un généreux secours. La faiblesse, le malheur ont néanmoins quelques droits à la pitié. Des femmes qui nous sont inconnues, mais dont la richesse des habits et le profond abattement révèlent une grande fortune passée; de jeunes filles, appelées sans doute pour la première fois à verser des larmes si amères; des enfants en bas âge, trouvent des protecteurs : le cavalier les prend en croupe; le piéton leur offre un bras secourable et les met hors de danger.

Plus en arrière, au milieu même des essaims d'équipages abandonnés, la crainte du péril a fait place à *la* cupidité qui livre sur ce nouveau théâtre les plus violents assauts. Les vivandiers, les goujats de l'armée, quelques soldats isolés s'y transportent, guidés par l'espoir d'un vaste butin ; les propres conducteurs des voitures de luxe prennent une part active au pillage. La soif de l'or, autant que l'approche du danger qui va toujours croissant, les fait tous redoubler d'ardeur. Les caisses sont brisées à coups de haches, et sur leurs débris se livrent des combats meurtriers. Les éclaireurs ennemis, les Epagnols surtout qui déjà ont pénétré dans les parcs, ne restent point inactifs : peu jaloux, dans cette conjoncture, de s'attacher à la poursuite des vaincus, ils se précipitent sur les objets offerts à leurs avides recherches.

Le sentiment de la conservation l'emporte à la fin chez les Français ; chacun pourvoit à sa sûreté, et place derrière soi les ruisseaux et les larges fossés qui sillonnent la plaine. Le désordre ne peut toutefois passer pour général : quelques corps de l'armée ne le partagent point ; la garde Napoléon-Joseph en est entièrement exempte. Cette garde, composée d'hommes d'élite et d'une bravoure exercée, se porte en ordre derrière les coupures, sur un monticule qui domine la campagne. Cette masse imposante peut former un noyau d'armée, et servir encore de

centre de ralliement. Mais cette utile disposition, destinée peut-être à changer les résultats de la journée, n'a pas de suite; la garde doit elle-même évacuer la position et continuer son mouvement de retraite, qui se fait du reste avec le plus grand ordre. Un petit nombre de voitures jeté dans la direction prescrite, mais par d'autres points, arrive cependant au vrai chemin de Salvatierra, et parvient, non sans de grandes difficultés, à être préservé de l'abandon général (*), circonstance digne de remarque, et qui aggrave les reproches mérités par les individus chargés, les jours précédents, de la reconnaissance du chemin, lesquels avaient négligé de le rendre abordable, et d'en faire même reconnaître la trace. Le gros de l'armée française, sans bagages ni artillerie, forme une masse confuse du mélange de toutes les armes, et gagne dans cet état, vers minuit, le bourg de Salvatierra, à 4 lieues dans la direction de Pampelune.

Le lendemain 22, au point du jour, l'armée continue sa retraite sur cette place. Le mouvement s'opère d'abord avec aussi peu d'ordre que la veille; mais, vers la fin de la journée, les troupes se réu-

(*) Les voitures sauvées étaient au nombre de 24, dont 2 canons : 17, les 2 pièces comprises, appartenaient à la division Lamartinière. C'est au chef de bataillon Lunel, commandant l'artillerie de cette division, qu'on fut redevable d'avoir conservé cette portion unique du matériel de l'armée.

nissent ; les noyaux des corps, ensuite des divisions, et plus tard des régiments, commencent à se former. Les éclaireurs de l'ennemi paraissent cependant, le 22 au soir, à peu de distance de notre arrière-garde : cette circonstance nous force de hâter la marche ; mais les mouvements de la colonne, composée encore d'une multitude de détachements qui cheminent d'une manière isolée, conservent peu de précision : l'état de la route, rendue difficile par la pluie qui n'a cessé de tomber depuis le soir de la bataille, contribue de son côté à augmenter le retard.

Le 23, vers midi, quelques coups de fusil partis des hauteurs, à la droite de l'armée française, jettent un moment d'inquiétude dans les rangs ; il est à craindre que cette agression ne soit due à la présence, sur la route, de l'une de ces bandes de partisans qui infestent la Navarre ; mais le petit nombre de montagnards dont le feu nous donne l'éveil, est promptement chassé des hauteurs qu'ils occupent. La colonne s'empare enfin sans obstacles, le 23 au soir, de la route de Tolosa à Pampelune, et ne se trouve plus qu'à 3 lieues environ de cette place. Le point d'embranchement des chemins de Vittoria et de Pampelune à Tolosa, est choisi pour achever de réunir et de reformer les troupes des différentes armes. Cet objet rempli, chaque corps d'armée, après avoir subi cette organisation provisoire, prend une direction déterminée : l'armée du Midi,

sous les ordres du général Gazan, doit continuer sa route sur Pampelune ; le général Reille, avec les deux divisions de l'armée du Portugal, s'empare, à gauche, du chemin qui conduit à San-Estevan ; les troupes du centre et la garde de Joseph, au contraire, destinées à faire l'arrière-garde, restent en place. Le général Drouet-d'Erlon qui commande ce centre, présente même en ligne la division Cassagne, et contient l'ennemi par cette mesure pendant l'entière exécution des mouvements qui précèdent. Le grand quartier-général arrive le même soir à Pampelune, et occupe cette place.

Le 24, les armées du Midi et du Centre sont réunies dans la plaine au-dessous des remparts sur la rive droite de la rivière Arga. Les troupes du général Reille prennent position, à peu de distance, sur le chemin de San-Estevan. La division Darmagnac, qui le matin a remplacé la division Cassagne à l'arrière-garde, placée sous la protection d'une demi-batterie envoyée de Pampelune, tient l'ennemi en respect sur la double direction de Vittoria et de Tolosa. Le relevé des pertes éprouvées le 21 et depuis cette époque, s'élève au plus à 4,500 hommes hors de combat, ou restés au pouvoir des coalisés ; quelques centaines de mauvais soldats, en outre, vus dans la retraite, mais sourds à la voix de l'honneur, ont quitté volontairement leurs corps respectifs et pris, sans ordre, leur chemin vers la frontière.

L'armée française, réunie et réorganisée sous les murs de Pampelune, compte donc encore plus de 40,000 fantassins; les magasins d'artillerie de cette place ou de celles de l'Aragon peuvent fournir les munitions et le matériel de campagne suffisant, selon toute apparence, dans cette nouvelle position, où une artillerie trop multipliée deviendrait superflue. D'un autre côté, le général Foy quittant Bilbao, peut réunir à sa troupe les détachements stationnés sur divers points de la Biscaye, et se porter sans obstacle sur la grande route de Vittoria à Bayonne. Grossi de la division partie de la première de ces deux villes dans la nuit même qui a précédé la bataille, il réalisera de 16 à 18,000 combattants. Enfin, le général Clausel trop éloigné de Vittoria le 21 pour prendre part à l'affaire, est encore le 25 avec 12,000 hommes de troupes à Logrono, en mesure de tomber, au premier ordre, sur les derrières de l'ennemi. Le corps du lieutenant-général Hill, fort de 30,000 coalisés, marche seul sur nos traces dans la direction de Pampelune : sa force numérique le met hors d'état de contraindre l'armée française, réorganisée le 24, à accélérer son mouvement de retraite.

La position de cette armée, le 24 juin, a pu en conséquence être jugée avec quelque raison par un grand nombre de militaires, comme une des plus favorables pour nous maintenir dans la Navarre, en

prenant notre appui à Pampelune, et aux montagnes en arrière qui appartiennent à la chaîne des Pyrénées. Tenir les alliés en échec aux environs de cette place, avec le gros de l'armée française, tandis que le général Foy leur disputerait le terrain pied à pied jusqu'à la frontière de France et à la Bidassoa inférieure, et que le général Clausel harcellerait leurs derrières, pouvait offrir de grands avantages. Le parti adopté sous les murs de Pampelune diffère au reste si ouvertement de celui que nous hasardons d'exposer ici, qu'il est probable que les mesures prises par le général en chef, le 24 juin, sont les plus conformes avec la situation de l'armée française à cette époque. Quoi qu'il en soit, ce général ne se croyant pas encore en sûreté sous le canon de la place, pourvoit à sa défense, y jette une garnison, et, dans la soirée du même jour 24, donne des ordres pour continuer le mouvement général de retraite et franchir les Pyrénées. Cette opération se termine le 27 juin: l'armée du Midi, conduite par le général Gazan, arrive à Saint-Jean-Pied-de-Port par la vallée de Roncevaux; le général Drouet-d'Erlon, à la tête de l'armée du Centre, suit la vallée de Bastan, et descend par Maya sur Urdach et Ainhoué; enfin les deux divisions de l'armée du Portugal, sous les ordres du général Reille, débouchent par Sarre sur San-Estevan et Echalar.

Cependant le général Foy, éloigné, comme on l'a

vu, depuis plusieurs mois de cette même armée du Portugal, pour détruire les corps espagnols qui infestaient la Biscaye, avait obtenu du succès dans ses opérations. Obligé néanmoins de quitter les environs de Bilbao, et de venir rejoindre sur l'Ebre, dès que la concentration de l'armée française fut décidée, le général Foy était à Bergara en arrière de Mondragon, le 22 juin ; le même jour que le grand convoi parti le 21 au matin de Vittoria, défilait sur la route de France, sous l'escorte de la division Maucune. Une colonne espagnole ne tarde pas à être signalée sur cette route, marchant sur les traces du convoi. Le général que nous venons de nommer vole à la rencontre de l'ennemi, en se dirigeant vers Mondragon, repousse les Espagnols et leur fait des prisonniers. Instruit par ceux-ci des résultats de la bataille du 21, et trop faible d'ailleurs pour continuer de pousser en avant, le général français arrête sa colonne; quoique blessé déjà dans le premier engagement, il continue de donner ses ordres, et fait prendre en arrière à la troupe une position avantageuse.

Rentré à son quartier-général de Bergara, le général Foy expédie sur-le-champ des instructions aux chefs des détachements disséminés dans les points militaires de la Biscaye, pour se réunir à lui. Ces mesures prises, la colonne française se replie, le 24, sur la petite ville de Tolosa, désignée comme point

de concentration. Grossie bientôt des troupes qui viennent d'évacuer la Biscaye, cette colonne se trouve forte d'environ 16,000 hommes; le général Foy en prend le commandement, occupe le 25 les hauteurs en avant de Tolosa et barricade ensuite les rues de ce bourg. Rendu circonspect par notre attitude, sir Thomas Graham qui suit cette direction avec toute la gauche de l'armée ennemie, renonce à son premier plan, qui était de nous couper la retraite. Il concentre ses forces, fait avancer son artillerie et marche à l'attaque. Trop inférieur en nombre, le général Foy, à la suite d'un engagement meurtrier et dont les pertes sont balancées, abandonne Tolosa; après avoir promptement organisé la garnisón de Saint-Sébastien, il se replie dans un ordre parfait sur Irun, et repasse la Bidassoa, dont il détruit le pont.

Des bruits vagues d'un grand désastre éprouvé par l'armée française, à peu de distance de la frontière, circulent cependant à Bayonne, déjà dans la journée du 26, portés par la renommée, toujours prompte à répandre les funestes catastrophes. Ces bruits ne sont que trop tôt justifiés par l'arrivée de militaires isolés, qui, absents sans ordre de leurs corps réunis sur les Pyrénées, affluent sur Bayonne, propagent la crainte qui s'est emparée d'eux, et viennent grossir en mal les résultats d'une action déjà trop déplorable. La terreur inspirée par la présence supposée prochaine des coalisés sur la fron-

tière, gagne avec rapidité toutes les classes d'habitants dans Bayonne, et les points qui l'avoisinent. Accoutumée, comme le reste de la nation, à fonder sa croyance sur des feuilles publiques écrites sous l'influence du pouvoir, et dictées en quelque sorte par lui, la population des Basses-Pyrénées accordait avant ce jour à nos armées une attitude imposante sur tous les points. Se rappelant en outre que les troupes françaises d'Espagne, victorieuses des Anglais sur la Tormès 6 mois auparavant, avaient pour la quatrième fois refoulé l'ennemi dans l'intérieur du Portugal, elle ne pouvait admettre que ces troupes n'auraient plus de refuge que dans le sein de la France elle-même. La crainte de l'invasion succède tout-à-coup à la confiance basée jusque-là sur d'heureuses erreurs. Plus alarmés encore par cela même que leur sécurité a été plus profonde, rendus inertes enfin par un concours de circonstances qui seront développées dans la suite de ce récit, les principaux Basques ne trouvent plus dans eux cette vigueur qu'ils avaient déployée 20 ans auparavant dans la défense de leur frontière : empressés de pourvoir à leur propre sûreté, un grand nombre d'entre eux désertent, à la fin de juin, le pied des Pyrénées, emportant les objets les plus précieux, et rentrent dans les villes, tandis que les habitants de celles-ci, mus par les mêmes craintes, refluent dans les Landes et les départements de l'intérieur.

Par un esprit de confiance que justifiait peut-être le succès précédent de nos armes sur presque tous les points de l'Europe, Bayonne, et les autres postes militaires dans les Pyrénées-Occidentales, se trouvaient, à la fin de juin, comme la plupart des places de l'ancienne France, tout au plus à l'abri d'un coup de main. En outre, au moment où la plus grande activité était réclamée des autorités civiles et militaires, celles-ci, frappées de stupeur, ainsi que le reste des citoyens, n'avaient pris, dans les derniers jours de juin, que d'insuffisantes dispositions pour arrêter l'armée coalisée, si les circonstances lui eussent permis de poursuivre sa marche. Mais, dès le 27, jour de l'arrivée de nos troupes sur les anciennes limites de la France, des ordres avaient été donnés pour que nul militaire ne pût quitter la frontière sans autorisation. Les corps étaient restés campés sur les Pyrénées, dans l'ordre suivant : les divisions de l'armée du Portugal, sur la Bidassoa; l'armée du Midi, en avant d'Ainhoné; les troupes du Centre, au-dessus de Bidarry et d'Espelette; le grand quartier-général occupait Saint-Pé. Cette attitude de l'armée, déjà réorganisée au moment où elle mit le pied en France, malgré le langage contraire tenu par ses détracteurs, fit renoncer l'ennemi à poursuivre ses avantages, et le restreignit même dans une prudente et scrupuleuse défensive.

Les coalisés avaient cependant marché sur nos traces par plusieurs directions. Le lieutenant-général Graham, contenu sur la grande route de France par la colonne du général Foy, établit les avant-postes de l'aile gauche ennemie, le 1er juillet seulement, aux limites de l'Espagne sur la basse Bidassoa. Au centre, les troupes commandées par le lieutenant-général Hill avaient atteint la frontière par le défilé de Roncevaux et la vallée de Bastan; un corps de 30,000 alliés, composant l'aile droite de leur armée, était opposé d'un autre côté au général Clausel. Celui-ci, qui se trouvait, le 21 au soir, à une forte journée seulement de Vittoria, se porte sur cette ville, le 22, ignorant les événements de la veille. Mieux instruit, ce général aurait trouvé dans la sécurité qui règne alors autour de Vittoria, une occasion pour surprendre l'ennemi : étonné toutefois de rencontrer les alliés où il suppose encore l'armée française, le général Clausel évite prudemment de s'engager; il se replie sans retard sur l'Èbre, et arrive à Logrono, où il se maintient encore plusieurs jours. De crainte que les coalisés, favorisés par notre retraite de la Navarre, ne compromettent ses derrières, Clausel se porte le 27 à Tudela, en manœuvrant sur la route de Sarragosse. Privé encore de nouvelles et de toute communication avec l'armée, il se décide à continuer son mouvement sur cette capitale. Celle-ci est abandonnée à son tour,

et sa garnison, composée de deux régiments sous les ordres du général Pâris, dirigée sur la frontière. Le général Clausel se replie lui-même sur Jaca. Après avoir enfin confié à la brigade Pâris la défense des débouchés dont cette place forme la tête, Clausel rentre en France le 13 juillet, par Oleron, avec sa colonne, sans avoir éprouvé de perte, malgré la hardiesse de ses mouvements sur le flanc droit de l'armée coalisée.

Cette armée tenue en respect par l'attitude de nos troupes sur les Pyrénées, ne fait aucune démonstration hostile dans les premiers jours de juillet; ses mouvements se bornent à diriger des reconnaissances sur plusieurs points de la ligne, et à capturer quelques troupeaux qui leur sont même disputés par nos avant-postes. Le chef du gouvernement d'alors apprenait cependant, à Dresde, la retraite des armées françaises d'Espagne, et la présence de l'ennemi sur les limites de l'empire. Parvenue à l'instant où les négociateurs français soutiennent avec avantage les justes prétentions que leur ont données les victoires de Lutzen et Bautzen dans le congrès réuni à Prague pour l'établissement des préliminaires de paix, cette nouvelle est accueillie avec la plus vive contrariété. Le choix d'un général en chef qui, dans des temps plus heureux, ait conduit les Français à la victoire dans la péninsule et se soit déjà essayé avec succès contre les Anglais, paraît

le moyen le plus efficace d'arrêter ces étrangers sur les Pyrénées, et de préserver de l'invasion les départements adjacents à ces montagnes. Le maréchal Soult, duc de Dalmatie, employé alors à l'armée d'Allemagne, mais sans commandement spécial, avait ce double avantage : il est désigné pour diriger les armées d'Espagne en qualité de lieutenant-général du souverain de cette époque, et doit réunir à ce titre un pouvoir presque illimité.

C'est à Bayonne, le 12 juillet, que ce maréchal prend, de Napoléon-Joseph, ou plutôt du maréchal Jourdan, son chef d'état-major, le commandement des troupes, et procède sur-le-champ à leur entière réorganisation. Le nouveau chef déploie dans cette opération, qu'il juge indispensable, toute son activité ; il est secondé avec ardeur, dans ce travail important, par le général Gazan, qui reprend auprès de lui ses anciennes fonctions de chef d'état-major-général. Neuf divisions d'infanterie et une réserve ; deux divisions de cavalerie, l'une de dragons, l'autre de cavalerie légère, formées des éléments qui existent déjà sur la ligne ou sur les points rapprochés des Pyrénées, sont organisées dans les derniers jours de juillet, et se tiennent prêtes à rentrer en campagne.

Chaque division d'infanterie comprend 6 régiments ; quelques-uns à 2 bataillons ; la plupart à 1 fort bataillon seulement. Les anciens numéros des divi-

sions sont maintenus, autant que possible, dans la nouvelle organisation. Pourvues de ces numéros, les troupes s'étaient tant de fois signalées en Espagne, qu'une aussi précieuse tradition devait être conservée. Le général en chef évite aussi de séparer les régiments qui ont fait partie des mêmes armées dans les campagnes précédentes : par cette mesure, l'esprit des corps ne perd rien ; et depuis long-temps compagnons de gloire, de travaux et plus d'une fois de revers, les régiments d'une même division présentent dans les souvenirs du passé de sûres garanties pour leur conduite à venir. Quant à la composition de la réserve, ce corps, confié au général Villate, est peuplé de troupes étrangères, rentrées d'Espagne avec les Français, distribuées en 4 brigades. La 1[ère], aux ordres du général Guy, comprend la garde de Napoléon-Joseph en Espagne, à peu près 2000 grenadiers réunis. Une 2[e] brigade, commandée par le général Soler, se compose des régiments espagnols de Castille, de Tolède, et Royal-Étranger (*). La 3[e] brigade renferme les troupes italiennes aux ordres du général Saint-Pol. Enfin, les bataillons allemands de Francfort, de Nassau, et d'autres principautés de la confédération du Rhin, forment la 4[e] brigade, commandée par le colonel

(*) Le général espagnol Casapalacio avait le commandement supérieur des deux premières brigades.

d'un de ces corps. L'organisation de l'artillerie et de son materiel marche de front avec celle des autres armes : ce matériel doit être créé presque en entier, puisque, à part les 50 bouches à feu évacuées avec le grand convoi du 21 juin, le matin même de la bataille de Vittoria, l'artillerie des armées françaises, réunies dans ses plaines, est restée au pouvoir de l'ennemi.

Dès notre arrivée sur les Pyrénées, quelques canons de campagne de divers calibres, la plupart étrangers, trouvés à Bayonne et montés à la hâte sur des affûts retirés de l'arsenal de cette place, avaient été dirigés sur la Bidassoa inférieure : mais cette artillerie précieuse sans doute dans les premiers moments, n'était, ni par son petit nombre ni par sa nature, susceptible d'un service constant et durable : ainsi, quand à la réorganisation de l'armée, les généraux Tirlet et Berge prirent, le premier, le commandement en chef de l'artillerie, le second, l'emploi de chef d'état-major, un nouveau matériel de campagne était d'absolue nécessité. Les vieux objets renfermés dans les magasins de Bayonne exigeaient aussi d'être sans délai remis en état, pour servir à l'armement de cette place, et des postes de Saint-Jean-Pied-de-Port, Navarreins, Lourde, Socoa, compris de même dans le rayon des opérations de l'armée. Des bouches à feu de calibres convenables, expédiées en consé-

quence de Toulouse et même de la Rochelle, arrivent dans le courant de juillet au grand quartier-général. La restauration de l'armement des places frontières emploie de son côté plusieurs compagnies d'ouvriers d'artillerie, qui s'occupent en même temps de compléter le matériel envoyé de l'intérieur, pour le service des batteries des divisions et des parcs de réserve. De vastes emplacements dans l'arsenal de Bayonne, servent sur-le-champ à établir des salles de confection de munitions à canon, de cartouches d'infanterie et de matières d'artifices. Des ateliers d'armes portatives sont organisés : on répare celles qui en sont susceptibles, et l'on en monte de neuves, pour remplacer les objets de cette nature perdus dans la campagne précédente. Le général en chef fait procéder sans remise à des remontes considérables de chevaux et de mulets, soit dans les contrées voisines, soit dans les départements de l'intérieur. Le harnachement fixe aussi son attention : des ateliers de bourrelerie établis à Bayonne, pourvoient de suite aux besoins du service. On doit à la promptitude de ces mesures un parc de 90 bouches à feu de campagne approvisionnées et bien attelées. Une réserve considérable d'artillerie, gardée provisoirement à Bayonne, est en outre prête à agir; enfin, le matériel de cette place et de tous les postes retranchés qui défendent l'accès des Pyrénées-Occidentales, remis aussi

en état, peut de suite être employé à leur armement.

Les magasins de Bayonne, devenus le dépôt général de plusieurs armées d'Espagne, renfermaient l'habillement neuf d'un grand nombre de corps : ressource précieuse après les pertes éprouvées dans la campagne précédente, et l'entier abandon des équipages à Vittoria. L'ordre de vider ces magasins est donné, et chaque régiment rentre en possession, dans le courant de juillet, des objets qui lui appartiennent. L'armée avait droit aussi à plusieurs mois non soldés avant sa rentrée de la péninsule; mais le travail de revue des régiments ne peut s'établir sur aucune base certaine, depuis la perte des comptabilités et des caisses à Vittoria. Les deux quinzaines de juillet sont provisoirement soldées, jusqu'à ce que des données positives permettent de revenir sur les paiements antérieurs. Mais les documents demandés ne peuvent se recueillir qu'avec lenteur, ou plutôt la solde due antérieurement au premier juillet 1813, fut jetée dans une catégorie particulière, sous le nom d'arriéré d'Espagne, et fit dès ce moment partie de la dette publique. Ces premiers paiements avaient épuisé la caisse de l'armée, et le trésor ne s'empressait pas d'y opérer des versements : le commerce de Bayonne pourvoit à cette pénurie, et fait l'avance de fonds, qu'on a soin d'affecter aux services les plus urgents.

Le nouveau général en chef des armées d'Espagne devait s'entendre avec les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre, de l'intérieur et des finances, afin d'accélérer l'organisation de ses troupes et d'assurer leur entretien. Le système des réquisitions en nature est adopté par le pouvoir d'alors, et 30 départements du sud et de l'ouest de la France doivent fournir à l'armée réunie en avant de Bayonne les substances qu'elle nécessite. Laissant de côté ce que ce système présente toujours d'onéreux et souvent d'abusif, objet sur lequel nous aurons occasion de revenir, il nous suffit d'observer que toute l'activité du général en chef fut déployée pour suppléer, dans les premiers jours, aux entraves et aux retards que l'arrivage des denrées requises apportait indispensablement dans le service : ainsi la troupe dut s'alimenter au moyen des ressources puisées sur les lieux, ou réunies aux environs du théâtre de la guerre. Résultat digne de remarque, aucun reproche d'arbitraire ne fut adressé à l'autorité par l'habitant à cette première époque : bien que l'emploi même de mesures légales et protectrices semblât devoir éprouver de fausses interprétations et des entraves de la part des contribuables, à qui cette surcharge nouvelle était entièrement inconnue. La rentrée des réquisitions, frappées par le ministère lui-même, appartint bientôt à l'autorité administrative et départementale; et l'on re-

connut quelquefois la part moins directe que le général en chef était tenu de prendre dorénavant à cette branche du service.

Le personnel de l'administration de l'armée est organisé d'après les mesures adoptées par son ordonnateur en chef, Mathieu Faviers. Des dépôts partiels d'approvisionnements, sous la surveillance de commissaire des guerres et de leurs employés, s'établissent dans quelques points intermédiaires entre Bayonne et les départements les plus éloignés sur les 30 imposés. La place de Dax devient par sa position l'un de ces plus importants dépôts : Dax communique en effet avec l'autre ville par une navigation facile sur l'Adour, et présente d'ailleurs un point central pour les départements de la Gironde, de Lot-et-Garonne, du Gers et des Landes. Des ambulances et des hôpitaux établis dans plusieurs villes convenablement éloignées des frontières, doivent recevoir les malades et les blessés, et débarrasser de la sorte le grand quartier-général et les postes occupés immédiatement par l'armée.

Appréciateur du zèle et du dévouement qui avaient porté le commerce de Bayonne à faire à l'armée les avances pécuniaires dont il a déjà été question, le général en chef s'attache à détruire les obstacles et à prévenir les craintes qui, plus tard, ont fait discontinuer ces avances, et parvient à rendre au commerce de Bayonne sa sécurité pre-

mière. Une réunion des fonds connue sous le nom de caisse patriotique de Bayonne, est régulièrement organisée et régie par quatre négociants, l'élite du commerce de cette ville (1). L'institution, dépourvue de formes administratives, possédait l'avantage inappréciable de n'éprouver aucune entrave dans ses opérations. L'artillerie, le génie, les hôpitaux, les autres branches de l'administration de l'armée, allaient simultanément y puiser. La caisse était alimentée par des crédits ministériels qui, grâce à une certaine régularité dans les envois, ne laissent jamais les prêteurs à découvert de sommes considérables; cette marche régulière prévient aussi toute discontinuité de paiements, en offrant aux actionnaires une suffisante garantie pour la réintégration complète des sommes avancées. Le général en chef eût désiré voir ce même comité investi de la fourniture des fourrages et des transports; mais ses membres montrent une répugnance invincible pour tout accord qui leur ferait perdre une précieuse indépendance : ils n'aspirent plus, après avoir recueilli de justes éloges pour les services désintéressés rendus par eux, qu'à être réintégrés dans les fonds dont ils ont si généreusement fait l'avance. La formation de pareils établisse-

(*) Le président de l'association était M. Bastarèche, député actuel des Basses-Pyrénées.

ments dans les autres villes de commerce, placées dans le rayon d'opérations de l'armée; telles que Toulouse, Montauban, Agen, Bordeaux, offrait une séduisante perspective : le général en chef se hasarde donc à présenter le plan de banques patriotiques, sur le modèle de celle de Bayonne, à l'autorité principale des départements qui ont ces villes pour chefs-lieux; mais les considérations produites par le maréchal sont peu accueillies, et le commerce de Bayonne ne peut trouver d'imitateurs.

La discipline militaire, tombée déjà en désuétude durant les campagnes d'Espagne, n'avait plus de vie depuis les derniers mouvements rétrogrades de l'armée : le rétablissement de l'ordre exigeait donc la volonté ferme et le caractère inflexible du nouveau chef. La maraude, n'importe sa nature, est expressément défendue; la violence et les voies de fait envers l'habitant seront sévèrement punies. Une cour martiale, instituée sous la présidence du général de brigade de gendarmerie Buquet, revêtu du titre de grand-prévôt, est appelée à connaître des délits et des crimes commis, ainsi que des manquements à la subordination. D'excellents résultats suivent dans peu cet appareil de sévérité; et quelques jugements, dont un très-petit nombre à peine capitale, achèvent de rendre tout son nerf à la discipline durant plusieurs mois. Enfin, le séjour de

l'armée française sur les Pyrénées et les points adjacents, ne donne lieu chez les habitants qu'à de légères et d'insignifiantes réclamations.

A l'armée qui se battait était accolée, au moment qui nous occupe, une deuxième armée presque aussi considérable, d'employés subalternes et inutiles, de conducteurs d'équipages, de valets, de chevaux et de montures de toute espèce. Cette surcharge ne servait qu'à retarder la marche de la véritable armée, à entraver ses opérations, à dévorer la plus grande partie de ses ressources. Une multitude de femmes, la plupart Espagnoles et illégitimes, que la crainte de leurs compatriotes ou que l'amour avait, en des temps plus heureux, attachées à des militaires ou employés divers, suivait aussi l'armée. Elles se glissaient même parfois au milieu des colonnes, où leur présence ne pouvait que détourner du service l'attention de ces militaires, et exiger le partage de loisirs que le devoir réclamait tout entiers.

Des ordres du jour, tracés avec sévérité, prescrivent d'abord de faire rentrer dans les rangs les soldats écartés auparavant sans motifs légitimes. Ces ordres reçoivent un commencement d'exécution, et les rangs s'accroissent d'un assez bon nombre d'hommes. Ce n'est pas toutefois sans une extrême difficulté qu'on parvient à repeupler les compagnies des soldats restés sous divers prétextes auprès des officiers : tant l'abus, qu'il s'agit d'abo-

lir, a poussé de profondes racines. Une sévérité, encore plus marquée, est déployée pour dépeupler les camps et les postes frontières des personnes du sexe que nous venons de signaler, et dont la morale repousse la présence. Cette sévérité s'étendit même aux épouses légitimes de plusieurs officiers supérieurs et généraux, qui, accourues à Bayonne à la rencontre de leurs maris, durent s'interdire un plus long séjour dans l'armée, et s'éloigner par un ordre du jour spécial.

La mesure, la parcimonie, établies dans les distributions de toute espèce, mettent enfin un terme à de nombreux abus et aux concessions illégales, faites avant au grade de la partie prenante. En 1813, comme 20 ans auparavant en 1793, il fut facile de reconnaître que les Basses-Pyrénées, ou plutôt l'arrondissement de Bayonne, ne peut fournir les fourrages pour alimenter la cavalerie d'une armée agissant sur les rives de l'Adour et de la Nive : les troupes de cette arme, pour ce motif, prennent des cantonnements sur les derrière de la ligne, dans les villages qui peuplent les plaines de Tarbes et de Dax. Aucunes rations de fourrage, que celles allouées par les règlements, ne sont plus délivrées; et cette mesure force les officiers d'infanterie, la plupart pourvus de chevaux pendant la guerre d'Espagne, de faire leur service à pied. Quant à l'entretien des chevaux d'artillerie, ils vivent d'abord des

ressources locales; mais, celles-ci promptement épuisées, on y supplée par l'emploi de mesures qui seront plus tard l'objet de notre examen.

Les différents éléments de l'armée ayant subi enfin, dans le courant de juillet 1813, une organisation rapide et complète, les troupes françaises, réunies dans les Pyrénées-Occidentales, formaient, à la fin de ce même mois, une seule masse sous le nom d'armée d'Espagne et des Pyrénées. Elle comprenait, avons-nous dit, 9 divisions d'infanterie et une réserve : son effectif, dans cet état, s'élève à 60,000 baïonnettes. Les 9 divisions sont partagées en trois grandes masses, portant le nom d'aile droite, de centre et d'aile gauche; et ces corps passent sous le commandement respectif des généraux Reille, Drouet-d'Erlon et Clausel, qui prennent, dès ce moment, le titre de lieutenants-généraux, ainsi que le général Gazan, chef de l'état-major-général. La nouvelle armée avait aussi une division de dragons, d'environ 2,500 chevaux, sous les ordres du général Treilhard, et une division de cavalerie légère de 2,000 hussards et chasseurs, commandée par le général Pierre Soult, frère du maréchal. Plusieurs compagnies de gendarmerie, à pied et à cheval, comptaient aussi dans l'effectif de l'armée; mais cette troupe, dans le principe, était moins destinée à se battre qu'à assurer, sous la surveillance supérieure du grand-prévôt, la police des camps.

L'artillerie, dirigée ainsi que celle des plans et dépôts environnants par le général Tirlet, fournit une batterie de huit bouches à feu à chaque division d'infanterie; vingt pièces, aux ordres du colonel Fontenay, sont en outre attachées aux réserves dont le général Villate avait pris le commandement. Le génie était sous les ordres du général de brigade de cette arme, Garbé : son personnel, qui rendit les plus grands services dans cette campagne, consistait en plusieurs compagnies de sapeurs et de mineurs, lesquelles furent réparties dans les corps d'armée, ou attachées au grand quartier-général. Les officiers de l'arme eurent une semblable destination; chaque général divisionnaire dut cependant en conserver un auprès de lui.

La grande armée anglo-espagnole-portugaise, composée d'un grand nombre d'éléments différents, et grossie de ces guerillas qui, sous les ordres des généraux Espos-y-Mina et Longa et d'autres chefs, avaient pendant plusieurs années entravé souvent avec succès nos opérations dans la Biscaye et la Navarre, comptait 120,000 hommes d'infanterie tant en ligne que sur les derrières, entre l'Ebre et les Pyrénées, et une cavalerie forte de 8 à 10,000 chevaux. Cette armée était divisée en trois corps, sous les ordres respectifs du maréchal Béresford, et des lieutenants-généraux Hill et Graham. Elle renfermait aussi une portion séparée, composée

tout entière d'Espagnols commandés par le lieutenant-général don Manuel Frayre, et désignée sous le nom de 4^{e} armée espagnole. Ces forces reconnaissaient pour généralissime sir Arthur-Wellesley, plus connu sous le nom de lord Wellington.

Ce général, dont certains ont vanté outre mesure les opérations militaires, que d'autres ont voulu regarder injustement comme sans mérite, avait dans le maréchal Soult un des adversaires les plus dignes de lui être opposés : le premier réunissait des connaissances profondes en art militaire et en administration; le second avait le rare savoir que donnent 30 années d'expérience de bonne et de mauvaise fortune.

La réflexion, la prudence, toujours mêlées de lenteur, formaient les éléments du caractère du général anglais; une activité infatigable et une fermeté que les revers, loin d'abattre, rendaient plus énergique, composaient le caractère inflexible de son rival.

L'un, par son adresse à profiter des fautes et de la mésintelligence des chefs de l'armée ennemie, surtout par la grande quantité de forces qu'il opposait à ses adversaires, marchait lentement, mais avec confiance, presque certain de la victoire : l'autre, convaincu qu'une poignée de braves peut toujours tenir tête à l'ennemi, même sans espérance de succès, s'était créé l'art de rétablir le moral de

sa troupe au milieu des revers ; il eut surtout l'habileté d'opposer aux alliés obstacle sur obstacle, de les tenir constamment en échec, et de ne leur céder le terrain que pas à pas.

Lord Wellington, grâce au système de prudence et de lenteur dont il ne s'était jamais écarté, avec l'avantage d'avoir été pris rarement en défaut, ignorait celui de profiter de ses succès ; la discipline maintenue par lui dans sa troupe à cette époque, et la sagesse de ses mesures, avaient plié à une aveugle soumission, à une obéissance passive, cette immense armée alliée composée d'une foule d'éléments hétérogènes, et fondu dans ses rangs toutes les volontés en une seule. Le général français, administrateur éclairé quand il agissait par lui-même, et sévère observateur de l'ordre, est en droit de rejeter sur quelques agens subalternes, et aussi sur la pénurie des moyens à sa disposition, les reproches d'indiscipline qui, dans les derniers temps, furent adressés à son armée, et ne craint pas de livrer sa conduite administrative à l'inflexible sévérité de l'histoire.

La nouvelle organisation de l'armée française avait amené quelques changements dans la première distribution des troupes sur la ligne des Pyrénées : ces changements, promptement terminés à la fin de juillet, les trois divisions de l'aile droite, et la réserve commandée par le général Vil-

late, prennent position sur la Basse-Bidassoa, et gardent les points les plus importants de la ligne en avant de Saint-Jean-de-Luz ; les troupes du centre occupent les hauteurs au-dessus d'Espelette et d'Ainhoné ; enfin, les divisions de l'aile gauche sont établies à Saint-Jean-Pied-de-Port ; la cavalerie se rapproche de Bayonne; les parcs d'artillerie et le grand quartier-général continuent d'occuper cette ville.

Cinq places ou postes avaient reçu garnison française de l'autre côté des Pyrénées. Quelques centaines d'hommes seulement gardaient le plus éloigné de ces points militaires : le fort de Pancorvo, situé sur la rive droite de l'Èbre entre Miranda et Bibriesca, à l'embranchement des routes de France et de Bilbao. Mais cette troupe, séparée par un intervalle de 35 lieues de l'armée française, et sans espoir d'être dégagée, venait de traiter, le 1er juillet, avec les Espagnols, appartenant au corps du général O'Donnell, comte de l'Abisbal. Celui-ci était en personne, depuis le 26 juin, devant Pampelune avec 12,000 hommes, dans l'intention de ne faire qu'un simple blocus et de soumettre la place par famine, sans s'exposer, par une attaque plus active, à échouer contre les obstacles que cette ville forte peut lui présenter.

Toute l'attention de lord Wellington se porte en

conséquence, dès les premiers jours de juillet, sur Saint-Sébastien, dont la possession devient indispensable au général anglais pour l'accomplissement de ses projets à venir. Maître de cette place, située sur la ligne même des opérations de l'armée coalisée, l'ennemi y trouvera un solide point d'appui pour sa gauche. Ce poste maritime est d'ailleurs susceptible, par sa position, de servir d'entrepôt au matériel, aux renforts, aux approvisionnements de guerre et de bouche expédiés d'Angleterre : sans cet asile, les bâtiments anglais seraient exposés à errer dans le golfe de Gascogne, presque toujours agité par les tempêtes et fertile en naufrages. Un semblable motif avait décidé les alliés de faire le blocus de Santôna, petit port situé à la pointe occidentale de la Biscaye, et déjà abandonné à sa propre défense, du jour où les troupes du général Foy s'étaient repliées de cette province, à la suite des événements du 21 juin. L'extrême droite des alliés menaçait enfin Jaca, petite ville forte en face de Pau, située à 6 lieues des frontières dans l'Aragon, et tenait en respect la brigade Pâris, chargée, depuis sa rentrée de Sarragosse, de garder de ce côté les débouchés des Pyrénées. L'armée ennemie se prolonge ainsi depuis Jaca jusqu'à l'Océan, et occupe tous les points intermédiaires : tels que les cols de Roncevaux, de Maya, de Berra, de San-Martial, et l'entrée des vallées de Bastan et de Baigorry. Le

quartier-général de lord Wellington, établi le 2 juillet à Huarte, à deux lieues à l'est de Pampelune, est peu de jours après transporté à Tolosa, sur la route de Vittoria à Bayonne.

Cependant le lieutenant-général Graham, chargé avec l'aile gauche de l'armée coalisée de diriger en chef les opérations sur Saint-Sébastien, agissait avec vigueur, dès le premier juillet, contre la place. Saint-Sébastien avait pour gouverneur le général de brigade Emanuel Rey (*), et pour commandant en second, chef d'état-major, l'adjudant commandant Songeon (**). L'artillerie et le génie étaient sous les ordres respectifs des chefs de bataillon Brion et Dinot. La garnison se composait d'environ 3,000 hommes formés de 4 bataillons des 1er, 22e, 34e et 62e de ligne, et d'un bataillon de chasseurs de montagne. Saint-Sébastien, situé au pied d'un promontoire sur lequel s'élève le fort Lamothe, qui sert de citadelle, est baigné par les eaux de l'Océan; celles-ci s'enfoncent dans les terres, et forment, à l'est de la place, la baie qui reçoit les bâtiments et sert de port. Le fond, au pied des remparts rapprochés de la mer, est bas et sablonneux. Il existe, à 200 toises environ de l'escarpe, des dunes assez

(*) Nommé général de division pour sa conduite pendant le siége.

(**) Nommé général de brigade pour le même motif.

élevées qui la dominent et la prennent de revers, et découvrent aussi la portion de murailles de la ville qui se développe le long de la plage. L'ennemi, après avoir établi des logements devant Saint-Sébastien, dans les premiers jours de juillet, était parvenu à s'emparer, le 17 du même mois, du couvent de San-Bartholome. Cette possession servait à protéger les attaques. Sir Graham, profitant aussi de la hauteur des dunes par rapport à la place, avait construit des batteries pour 30 bouches à feu, et, à leur aide, avait déjà ruiné les défenses sur les fronts qui se rapprochent de la mer et battu en brèche. Cette brèche est jugée praticable le 22 juillet; les assiégeants envoient un parlementaire pour sommer la garnison : mais le général Rey refuse de l'entendre, et se dispose à soutenir l'assaut avec la plus grande vigueur.

Le maréchal Soult était presque journellement instruit par le général que nous venons de nommer, des progrès de l'ennemi devant Saint-Sébastien, et des attaques plus immédiates dont cette place allait devenir l'objet. La correspondance du gouverneur avec le général en chef avait lieu, non sans de grandes difficultés, à cause des canonnières ennemies croisant devant le port, au moyen de chaloupes qui, de nuit et par un bon vent, franchissaient promptement l'intervalle de 6 lieues de mer, de Saint-Jean-de-Luz à Saint-Sébastien. Ce dernier

ne pouvait ignorer aussi que Pampelune n'avait pu, faute de temps et de moyens, s'approvisionner en vivres que pour 40 jours, et que cette place était, déjà depuis près d'un mois, étroitement bloquée par un corps nombreux d'Espagnols. Le maréchal, de son propre mouvement, ou, comme plusieurs militaires l'ont supposé, par ordre du chef de l'état qui avait signifié au duc de Dalmatie, *n'entendre recevoir de ses nouvelles que de l'intérieur de l'Espagne*, se décide sans perdre de temps, à reprendre l'offensive. Son projet est d'aborder l'aile droite des alliés par une attaque brusque et inattendue, et de la forcer de s'éloigner des frontières de France ; il compte alors que lord Wellington, inquiet pour la sûreté de ses derrières, se décidera à abandonner les siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien, et toutes ses positions sur les Pyrénées. Le maréchal ne désespère pas enfin, si le succès couronne l'entreprise, de pousser les coalisés jusqu'à l'Èbre, et de porter l'armée française sur cette nouvelle ligne. L'ensemble et l'exécution d'un plan aussi vaste étaient en tout point dignes du général français : la première idée paraît, pour ce motif, devoir lui en être attribuée.

Celui-ci ayant donné avis au général Rey de son prochain mouvement, afin que ce gouverneur combine ses mesures de défense avec les opérations de l'armée, rassemble à Saint-Jean-Pied-de-Port, du

20 au 24 juillet, les divisions Foy, Lamartinière, Maucune, composant l'aile droite aux ordres du lieutenant-général Reille. Ces troupes y joignent les divisions Conroux, Vander-Maesen, Taupin (aile gauche), commandées par le lieutenant-général Clausel, qui s'y trouvent cantonnées depuis plusieurs jours. Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon reçoit en même temps des ordres pour attaquer, à jour fixe, avec les divisions Darmagnac, Abbé et Maransin (centre), le col de Maya. A l'extrême droite de la ligne, le général Villate continue de garder, avec la réserve, le cours de la Bidassoa inférieure; se tenant toutefois prêt à jeter un pont sur la rivière pour expulser l'ennemi de la rive gauche, l'attaquer ensuite dans la position de San-Martial en arrière d'Irun et se porter sur Saint-Sébastien. Les deux divisions de cavalerie de l'armée, et un parc de 60 bouches à feu, sont dirigés aussi sur Saint-Jean-Pied-de-Port pour coopérer aux prochains mouvements.

La distribution des forces de l'ennemi en regard des Français, au moment où sa ligne allait être abordée sur tous les points, était la suivante : A l'extrême gauche, sir Thomas Graham assiégeait Saint-Sébastien avec 10,000 coalisés, et les troupes espagnoles des généraux Longa et Frayre gardaient la Bidassoa inférieure. A leur droite, les divisions Alten et Dalhousie occupent le port d'Echalar, et

se lient aux troupes anglo-portugaises des généraux Steward et Silveira, campées sur le col de Maya, sous les ordres du lieutenant-général Hill; plus à droite encore, une brigade britannique, commandée par le général Champell, était aux Aldules; et le corps de Cole et de Picton, à Viscaret et à Oloqué. Ceux-ci se rattachent enfin à la droite des coalisés, qui se compose d'une brigade anglaise et des troupes espagnoles du général Morillo, établies au-dessus de Roncevaux. En arrière de cette droite, O'Donnel, avec 12,000 Espagnols, bloquait, avons-nous dit, Pampelune; et les réserves de l'ennemi et sa cavalerie tenaient des cantonnements peu éloignés de cette place. Le quartier-général de lord Wellington était encore fixé à Tolosa; ce général en chef, ainsi que son armée, paraissait, au moment qui nous occupe, dans une entière sécurité.

Les ordres du maréchal prescrivaient de commencer l'attaque le 24; mais un orage effroyable force de la remettre au lendemain: retard que nous verrons bientôt influer sur les opérations et en dénaturer les résultats. Le 25 juillet, avant le jour, la colonne commandée par le lieutenant-général Clausel, se met en marche par la route directe de Pampelune; le lieutenant-général Reille, avec les 3 divisions sous ses ordres, suit, à droite, le chemin qui mène au passage de Lindus. Dans la soirée du même jour, le général en chef, qui conduit en

personne la colonne du général Clausel, chasse l'ennemi d'une forte position qu'il occupe auprès de la cabane ruinée dite Mentabarté, en avant du défilé d'Altabisca, et le ramène en désordre au pied du col de Roncevaux. Inquiet, néanmoins, sur le mouvement de la colonne de droite dont il ne reçoit pas de nouvelles, le général en chef est forcé de remettre l'attaque au lendemain : nouveau retard qui doit influer à son tour sur la suite des opérations. Les inquiétudes du général en chef, et les marques non équivoques de contrariété données par lui dans toute la soirée du 25, sur le silence de la droite, ne paraissaient pas sans fondement : les 3 divisions de cette droite, qui devaient pousser jusqu'à Lindus, sont à peine établies, à 5 heures du soir, sur le rocher d'Arola ; alors cependant que la plus grande célérité de mouvements a été recommandée à cette aile, comme une garantie assurée de réussite pour les premières opérations de la campagne. Les coalisés abandonnent du reste Lindus ainsi que le col de Roncevaux dans la nuit du 25 au 26. Le 26, ils dépassent Liscoin et se replient sur des renforts établis à Zubiri, point de jonction des deux chemins qui conduisent à Saint-Jean-Pied-de-Port. Les forces de l'ennemi dans cette forte position, le 26 au soir, s'élevaient de 15 à 20,000 hommes, dont 12,000 Anglais appartenant aux divisions Bing, Cole et Picton ; le reste se compose d'Espagnols

aux ordres des généraux Morillo et Espos-y-Mina. La colonne est renforcée, dans la nuit, de la brigade anglaise du général Champell, arrivée des Aldules, et passe sous le commandement supérieur du général Picton.

Le lieutenant-général Reille, hors d'état, à cause d'un fort brouillard, d'éclairer la droite de l'armée et de favoriser, en dirigeant des troupes plus à droite encore sur le col de Belate, sa réunion avec le corps du général Drouet-d'Erlon, le lieutenant-général Reille, disons-nous, est contraint d'aller joindre à Liscoin, obliquant à l'est, la colonne de gauche. Le général en chef, à son arrivée, lui donne l'ordre de prendre position, en arrière sur la gauche, à Espinal.

Des nouvelles favorables sur les opérations du centre parviennent cependant dans la soirée du 26 au grand quartier-général. Le 24, dans la nuit, le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, qui commande ce corps, avait dirigé les divisions Darmagnac et Abbé (2e et 3e) sur les hauteurs du Mondarrain, afin de déboucher par la droite de l'ennemi occupant le formidable col de Maya; tandis que la division Maransin (6e) devait faire l'attaque directe du même col par la route d'Urdach, et tourner aussi, s'il était possible, le mamelon situé sur le flanc droit de cette position, pour forcer plus promptement les alliés à abandonner les hauteurs. Une fois maître du grand rocher de Maya, le général

Maransin faisant face à droite, doit empêcher l'ennemi de porter, sur ce point, des secours d'Echalar et des autres postes appartenant à cette gauche de sa ligne.

Le 25, au moment où l'avant-garde du lieutenant-général Drouet-d'Erlon était aux prises avec l'ennemi, la division Maransin avait quitté sa position en avant d'Ainhoné, et marché à l'attaque : la 1re brigade (général St-Pol), par la droite d'Urdach, dans l'objet de tourner le mamelon, appui de la gauche des alliés sur le col ; la brigade Moqueri, par le chemin d'Urdach. Le 28e léger, après une courte fusillade, s'était emparé des premières hauteurs qui faisaient les avancés de l'ennemi.

Cependant la colonne dirigée par le lieutenant-général en personne, à la suite d'un engagement très-vif, venait de s'arrêter : le général Maransin croit alors indispensable, pour favoriser un nouveau mouvement offensif de cette troupe et décider la victoire, de faire aborder le col sans délai. La 2e brigade, quoique excédée de fatigue, continue en conséquence ses progrès. L'ennemi attaqué avec la plus grande vigueur sur sa gauche, et de front par la route d'Urdach, montre de l'irrésolution : il oppose cependant des feux très-actifs d'artillerie et de mousqueterie ; mais les Français surmontent ces obstacles, s'emparent de la position et des pièces qui la défendent, ainsi que des objets de campement

et d'approvisionnement, et font des prisonniers. L'ennemi se rallie sur une autre sommité en arrière : un nouveau combat s'y engage ; et quoique supérieurs en nombre, les coalisés en sont encore expulsés par la 2e brigade, et se replient précipitamment vers le grand rocher, qui surmonte le col et domine les environs. La 1re brigade, retardée jusque-là par la défense opiniâtre qu'on lui oppose et la difficulté du terrain, arrive sur ces entrefaites : elle parvient à contenir l'ennemi dans la direction d'Echalar, et inquiette aussi ses communications en arrière avec la vallée de Bastan, dont le col de Maya ferme l'entrée.

Le général Hill, malgré ses efforts pour arrêter ce mouvement de notre droite, venait de perdre trois fortes positions et deux autres pièces de canon : ce résultat avait exigé que par une audacieuse manœuvre on passât à petite portée sous le feu de la ligne anglo-portugaise, pour s'établir rapidement sur sa gauche ; il était dû au 96e, secondé du 24e (brigade Saint-Pol). Tout portait à croire que les coalisés au nombre de 2,000, tournés sur le grand rocher, mettraient bas les armes, lorsqu'une de leurs divisions de renfort arrive sur le terrain, à propos pour sauver ce détachement d'une entière destruction. Une nouvelle défaite de l'ennemi, malgré cet incident, terminerait encore la journée, si les troupes des divisions Abbé et Darmagnac, à la gauche,

au lieu de rester en position en arrière sur le col, avaient, dans ce moment, secondé les efforts du général Maransin. Celui-ci dut se borner alors à tenir les masses ennemies en échec, pour ne point perdre, par une attaque isolée et intempestive, les glorieux résultats de la journée : ses troupes profitent cependant de la nuit pour se rapprocher encore du grand rocher, et parviennent, au milieu des ténèbres, à s'emparer de deux autres, voisins du premier, et à faire des prisonniers.

Le résultat des opérations du centre, dans la journée du 25, était en définitive la possession du col de Maya, 2,000 prisonniers, 4 pièces de canon ; notre perte s'élevait à 12 ou 1500 hommes. Le corps du lieutenant-général Hill venait d'être séparé en deux et rejeté fortement en arrière. Le maréchal apprend néanmoins par les mêmes dépêches, qu'au lieu de poursuivre sa marche et d'empêcher que l'ennemi ne se mette en mesure de résister sur le mont Achiola vers lequel il s'était retiré, le lieutenant-général Drouet-d'Erlon a jugé nécessaire de passer la nuit du 25 au 26 sur le col de Maya, enlevé dans la journée. Cette lenteur dans les mouvements des divisions du centre devient, pour les mêmes motifs qui ont déjà mérité du blâme aux opérations tardives de l'aile droite sur Lindus, un nouvel objet de contrariété pour le général en chef : il réitère l'ordre au général Drouet-d'Erlon de faire les plus grands ef-

forts pour culbuter tout ce qu'il aura devant lui, afin de se rapprocher de la gauche de l'armée, qui, dès ce moment, devra marcher avec toute la célérité possible dans la direction de Pampelune.

Malgré l'incertitude que la circonstance du double retard devait apporter dans la réussite de mouvements, dont le succès semblait entièrement reposer sur la rapidité de l'exécution, et quoique le langage de mécontentement tenu par le général en chef devant ses officiers parût même annoncer déjà de sa part une véritable conviction de non-réussite, nos opérations étaient jusqu'alors marquées par des avantages signalés. La retraite des coalisés, repoussés après des pertes considérables aux cols de Maya, de Lindus, de Roncevaux, forcés ou évacués la veille, s'effectuait avec rapidité; et la consternation répandue par notre brusque attaque était générale sur la ligne ennemie. Des mouvements de troupes de la gauche à la droite sont promptement ordonnés par lord Wellington, dès qu'il a la certitude que cette droite est l'objet de notre agression. La colonne réunie par le lieutenant-général Picton à Zubiri, se trouve hors d'état, par son infériorité numérique, de résister aux troupes françaises de l'aile gauche et de l'aile droite réunies : elle n'est cependant pas attaquée le 26 au soir, malgré que ces deux ailes soient arrivées bien avant la nuit en face la position. Le général en chef, encore inquiet sur la marche du

général Drouet-d'Erlon, leur fait seulement exécuter, dans cette soirée du 26 et dans la nuit suivante, quelques mouvements à la suite desquels le général Reille, avec les divisions sous ses ordres, passe à la gauche, tandis que le général Clausel se porte à la droite de sa première position pour agir au besoin sur ce point. Ces changements qui s'effectuent en partie dans l'obscurité de la nuit, et sont même contrariés par une pluie abondante, jettent dans les troupes des deux ailes une légère confusion, dont elles se ressentaient encore le lendemain.

Le 27, au point du jour, la position de Zubiri est évacuée par les alliés, qui continuent leur retraite avec rapidité pour achever de se concentrer, et couvrir le blocus de Pampelune. Iros, sur la rive gauche de l'Arga, est occupée, dans cette journée du 27, par les Français. Le 28, notre quartier-général s'établit à Çabaldica. L'ennemi qui, les 25 et 26, ne nous opposait que 15 à 20,000 combattants, avait reçu de nouveaux renforts dans la nuit du 27 au 28 : lord Wellington, parti en toute hâte de son quartier-général de Tolosa à l'instant où nos projets lui furent dévoilés, ne parut cependant à la droite de son armée que le 28 dans la journée; mais il avait déjà donné l'ordre de porter en ligne, sur cette droite, toutes les forces coalisées disponibles. Aussitôt arrivé, il en prend le commandement général et les établit sur les hauteurs qui aboutissent à Pam-

pelune : la gauche, à Villalba; la droite, à Huarte, couverte par la cavalerie anglaise. La montagne d'Oricain, dont le petit village de Sorauren touche la base, sur la route de Maya et d'Orthiz à Pampelune, formait le centre de la position : Sorauren était au pouvoir de nos troupes, le 27 au soir.

Le terrain occupé par l'armée française autour de Sorauren, et parallèlement à la ligne ennemie, entre les routes de Maya et de Saint-Jean-Pied-de-Port, était peu favorable pour disposer les colonnes d'attaque, et ne permettait guère de porter en ligne qu'une division de front : c'est donc par attaques partielles et successives qu'on est obligé d'aborder l'ennemi. Nos troupes se présentent avec beaucoup de bravoure au pied des escarpements et les gravissent avec assurance, malgré les feux non discontinués de l'artillerie opposée. Les coalisés, dont les masses occupent le sommet de ces hauteurs, placés de manière à n'être point aperçus, attendent dans une complète immobilité que la colonne d'attaque arrive, après autant de fatigue et d'efforts que de résolution, sur la crête de la montagne. L'ennemi découvre alors ses masses : les Français, arrêtés par le feu subit qu'elles vomissent, ne peuvent surmonter ce nouvel obstacle, et sont à la fin forcés d'abandonner leur entreprise.

Chaque division marche avec la plus grande intrépidité contre les difficultés que la précédente

n'a pu vaincre; mais les mêmes résultats l'attendent dans une circonstance toute pareille. L'artillerie française, placée dans le bas-fond, presque contre les murs du village de Sorauren, est obligée à son tour de tirer sous un angle très-élevé, pour atteindre avec ses projectiles le sommet de la montagne: ses effets ne peuvent être par suite très-décisifs; mais elle contribue à arrêter l'ennemi, lorsque celui-ci se hasarde à descendre de ses positions sur les traces de nos troupes battant en retraite.

Pressé par les ordres du maréchal, le général Drouet-d'Erlon s'était remis en marche le 27, en remontant la vallée de Bastan, avec les divisions Darmagnac et Abbé, laissant aux troupes du général Maransin le soin d'occuper les points les plus essentiels de la vallée, en arrière et sur le flanc droit de la colonne, et aussi de garder le col de Maya, à la prise duquel la division avait contribué d'une manière brillante et efficace; le général Maransin devait enfin accélérer l'arrivée des vivres et des munitions, et pourvoir à l'escorte des prisonniers et des déserteurs ennemis qui affluaient en nombre dans cette journée et les deux suivantes. La marche du corps d'armée, depuis le 27, avait du reste été favorisée par la retraite des troupes du général Hill: ce dernier, en position dans la journée du 28 à Lezasso, venait de recevoir un nouvel ordre de lord Wellington, pour se replier et entrer aussitôt en ligne

avec le reste de l'armée coalisée en avant de Pampelune.

Rebuté par une suite d'attaques infructueuses, renouvelées les 28 et 29 sur le même terrain, le maréchal voyait s'éloigner à chaque instant la certitude du succès; et, dans ces deux jours, de nouvelles colonnes de renfort étaient aperçues venant du blocus et se prolongeant sur les hauteurs. Le général français renonce, en conséquence, à forcer la ligne ennemie sur les points contre lesquels il a dirigé jusque-là tous ses efforts, et se décide à introduire des modifications dans son plan primitif : il s'arrête à une marche de flanc pour se rapprocher du général Drouet-d'Erlon. Réuni à celui-ci, le général en chef pourra se diriger sur la route de Pampelune à Tolosa, se rabattre ensuite sur la gauche des coalisés, les prendre à dos, et se jeter enfin sur les derrières de Saint-Sébastien. Une division française, dans l'intervalle, doit rester à Sorauren, en face de la montagne d'Oricain, afin de masquer le mouvement, et laisser les coalisés dans l'incertitude du véritable but de nos opérations ultérieures : Sorauren se trouvera par cette disposition le point d'appui de l'extrême gauche de l'armée française. Il ne faut pas omettre que, dès le 28, avant d'exécuter son projet, le général en chef avait renvoyé la majeure partie des équipages, les blessés et même l'artillerie sur Saint-Jean-Pied-de-Port : me-

sure prudente au moment où l'armée devant agir sur des points de difficile accès, ces objets ne peuvent que ralentir et entraver la marche de la colonne.

Les troupes s'ébranlent avant le jour, et la jonction des deux ailes et du centre s'opère quelques heures après à Lezasso. La division laissée à Sorauren devait prendre position aussi avant le jour sur la hauteur en arrière, et s'établir fortement sur la nouvelle route suivie par le reste de l'armée française. Cette troupe n'exécute cet ordre qu'au jour, et en présence de l'ennemi en bataille. Celui-ci, voyant la division se mouvoir, vient l'attaquer en force, et obtient sur elle un succès d'autant plus facile, que la route qu'elle doit couvrir est tout-à-fait dégarnie. Profitant sans délai de cet avantage, les coalisés s'emparent de ce débouché, et peuvent bientôt atteindre les autres divisions qui exécutent leur grand mouvement de flanc, et y occasioner du désordre. Quelques masses, dans cette position désavantageuse, sont même forcées d'agir isolément : la divison Foy est de ce nombre. Le général qui la commande, voyant l'encombrement de la route par laquelle s'effectue la retraite, prend une direction presque parallèle, et, après avoir prévenu le maréchal, gagne les montagnes des Aldules et la frontière. L'armée, conduite par son chef en personne, est dirigée, le 30 au soir, sur San-Estevan, dans la

vallée de la Bidassoa. La division Maransin (centre), renforcée d'une brigade de dragons, dut former l'arrière-garde et éclairer la colonne. Son général, après avoir chassé un parti de cavalerie ennemie du village de Veunca, et pourvu à l'évacuation de la vallée de Bastan, et des munitions de guerre et de bouche qui s'y trouvaient réunies, avait ordre de former sa division en arrière de la Venta ou auberge de Larentza, et d'attendre là que le reste des troupes eût pris sa direction sur San-Estevan. Mais arrivé le lendemain 31 dans la matinée à une lieue de la position prescrite, le général que nous venons de nommer est obligé de suspendre sa marche, pour laisser passer les troupes du lieutenant-général Reille, et ensuite celles du général Clausel, qui devaient précéder la division Maransin dans l'ordre de la retraite.

L'ennemi, sur l'avis de nos mouvements, s'était, comme on l'a vu, ébranlé de toutes parts. Il s'avançait alors vivement sur nos traces, et cherchait à harceler l'armée française dans sa marche. Déjà ces colonnes ont dépassé la largeur de la vallée, et des troupes sont en vue sur les arêtes des hauteurs qui flanquent notre direction. On apprend aussi que des masses d'alliés qui ont suivi le chemin direct sont près d'atteindre notre arrière-garde. Ce voisinage d'un côté, et la subite apparition de l'ennemi sur les hauteurs, précipitent la retraite. Les Français aban-

donnent le bas-fond, où un plus long séjour serait dangereux, et se dirigent sur la montagne à laquelle se rattachent tous les débouchés. Ce changement doit s'opérer sous le feu de mousqueterie et d'artillerie anglaise : il en résulte de l'engorgement, et un surcroît d'embarras et de désordre. L'ennemi parvient même à gagner une partie du versant et à tourner la position, et voit en quelque sorte défiler sous son feu les troupes françaises, dans la continuation de leur marche.

L'arrière-garde, formée de la division Maransin, fait cependant bonne contenance. La première brigade (général Saint-Pol) est placée sur un point important où tous les chemins se réunissent. Une fusillade des plus vives s'y engage aussitôt. L'ennemi enveloppe partout ces troupes, mais leur courage augmente avec le danger. Le 24me de ligne, entre autres, se couvre de gloire dans cette action, et dégage par une brillante charge contre les Écossais, son colonel qui était resté blessé en leur pouvoir. Grâces à la conduite de cette brigade, l'avant-garde ennemie est partout contenue. Le mouvement se ralentit aussi dans la colonne française : favorisée par le brouillard, celle-ci arrive sans encombre à San-Estevan; notre arrière-garde atteint la même position à 10 heures du soir, et s'établit sur le mamelon situé à gauche de la route.

Le lendemain, 1er août, l'armée se remet en

marche sur Echalar ; la retraite commence à trois heures du matin dans la direction de Sumbilla. Ce même jour, les équipages jetés à gauche de l'infanterie, dans un chemin qui conduit à Bera le long du cours tortueux de la Bidassoa, rencontrent quelques centaines de paysans armés, et embusqués d'avance sur les hauteurs qui dominent la route, pour couper la retraite à ces équipages. Une portion du convoi tombe en effet au pouvoir de l'ennemi ; mais la majeure partie, dégagée à la fin par quelques troupes envoyées sur les points compromis, arrive le même soir à Echalar. Les Français occupaient déjà cette position ; une division en outre était établie, par ordre du général en chef, au sommet de la montagne de ce nom pour éclairer l'armée, et protéger la descente des troupes dans la vallée en arrière qui conduit à Sarre. Ce dernier mouvement s'opère dans la nuit du 1er au 2 et dans la journée du lendemain : l'armée française exécute un passage de défilé en retraite en arrière de sa gauche ; tandis que la division, désignée plus haut, alors en position sur le col d'Echalar, tient en échec jusqu'au soir un corps ennemi, et favorise notre marche. Cette arrière-garde se replie à son tour lentement et en échelons, à dix heures de la nuit ; à quatre heures du matin, le mouvement était terminé, et cette troupe avait remis, ainsi que le reste de l'armée, le pied en France : non sans perte

de plusieurs hommes que les difficultés des chemins, la longueur de la marche, l'obscurité de la nuit, un affreux ouragan et la lassitude retiennent, égarent ou laissent à la merci des coalisés.

En même temps que le maréchal Soult pénétrait en Navarre, et faisait à deux lieues de la capitale de cette province des efforts pour refouler les coalisés au-delà des Pyrénées, les garnisons de Pampelune et de Saint-Sébastien ne restaient pas dans l'inaction. Libre, par le départ des troupes du blocus, envoyées en toute hâte, le 27, à la rencontre des Français, la garnison de Pampelune fait une sortie, et pousse des reconnaissances à une lieue et demie des glacis; elle s'empare sans obstacle des produits de la moisson qui venait d'être cueillie, et réapprovisionne ses magasins. Ainsi, malgré le peu de succès de nos opérations le 28 et le 29, le but du général français en ce qui concernait le ravitaillement de Pampelune fut entièrement rempli; mais l'espoir d'une délivrance prochaine, dont la garnison s'était flattée en entendant, le 27, gronder le canon si près des remparts, ne peut être de longue durée : le retour des Espagnols devant la place, peu de jours après, ne laisse à nos compagnons d'armes renfermés dans ses murs que la perspective d'une triste et prochaine capitulation.

L'ennemi, après avoir sommé inutilement Saint-Sébastien le 22 juillet, s'occupait, par un feu continu,

de rendre la brèche déjà faite entièrement praticable. Il en avait ouvert deux nouvelles les 23 et 24, et l'incendie s'était aussi manifesté dans plusieurs quartiers de la ville par le jet des bombes et des obus. La journée du 25 paraît favorable au général Graham, à cause de l'éloignement de l'armée française alors en marche sur Pampelune, pour faire un effort décisif contre la place : il profite du moment où la basse mer laisse à sec le pied du rempart, et l'explosion d'un fourneau établi dans un conduit qui traverse une place d'armes rentrante devient le signal de l'assaut.

Les colonnes ennemies s'avancent avec assurance contre la brèche; tandis que d'autres troupes se précipitent dans le chemin couvert de l'ouvrage à cornes que la ruine de la place d'armes a rendu accessible, et commencent aussi un feu des plus violents sur les défenseurs des ouvrages circonvoisins. La garnison oppose sur tous les points la plus vigoureuse résistance. Renversés au pied des brèches, et écrasés par les feux directs des retranchements attaqués et les feux croisés des remparts latéraux, les assaillants abandonnent leur entreprise; ils s'éloignent un instant après et se replient en désordre dans la tranchée. Les détachements ennemis qui ont envahi le chemin couvert de l'ouvrage à cornes, sont abordés à leur tour à la baïonnette par un bataillon du 62me de ligne, et acculés aux palissades qui s'opposent à leur

retraite, et les laissent à la merci des Français. Sur 2000 Anglo-Portugais engagés dans cet assaut meurtrier, 500 environ restent tués ou blessés au pied des revêtements et dans les défenses adjacentes à la contrescarpe; plusieurs centaines de blessés sont en outre recueillis dans la place, et y reçoivent tous les soins dus à leur état.

Jaloux de profiter de ses succès et de l'élan de la garnison de Saint-Sébastien, le général Rey ordonne, le 27, une sortie confiée à l'adjudant commandant Songeon, chef d'état-major du siége, qui avait défendu avec le plus grand succès les ouvrages de gauche dont le commandement lui était confié dans la journée du 25. Cet officier supérieur refoule les alliés assez loin de la place, et rentre le soir avec la colonne, après avoir été atteint de plusieurs balles, mais sans blessure grave. Cette action contre l'arrière-garde ennemie était livrée au moment où le général Graham suspendait, par ordre de lord Wellington, les opérations du siége, enlevait le matériel, et se portait sur la Basse-Bidassoa pour remplacer les troupes coalisées dirigées en toute hâte sur Pampelune : elle coûta encore à l'ennemi des pertes sérieuses, et servit à donner un nouveau lustre aux défenseurs de Saint-Sébastien.

Tandis que sur tout l'intervalle de Pampelune à Saint-Sébastien les deux armées seraient fortement engagées, le général Villate, avons-nous dit, était

chargé, à notre extrême droite, de garder la Bidassoa inférieure, et de franchir cette rivière si les Français obtenaient du succès sur les troupes du blocus de Pampelune. Les opérations contre cette capitale de la Navarre ayant échoué, ce général dut se mettre lui-même en mesure de repousser les tentatives que l'ennemi, victorieux sur les autres points, pouvait faire sur la Bidassoa. Villate distribue en conséquence la réserve sur un espace de deux lieues le long de cette rivière : il place les voltigeurs de la garde royale d'Espagne à la droite depuis l'embouchure de la rivière jusqu'à Hendaye, et les grenadiers du même corps depuis ce point jusqu'à la descente de la route en face de l'île de la Conférence. Les régiments espagnols de Castille, de Tolède et Royal-Étranger occupent le camp de Jolimont où de la Baïonnette (*). Ce dernier régiment fournit aussi un poste détaché à la batterie de côte dite de Trême. La brigade allemande, encore plus à gauche, garde les hauteurs dites de Louis XIV. Enfin, la brigade italienne aux ordres du général Saint-Pol s'appuie à la Bidassoa supérieure au pont de Bera. Sur

(*) Cette dernière dénomination fut donnée au Calvaire d'Urugne, après l'attaque meurtrière de cette formidable hauteur, le 4 thermidor an 2; les Français, à la suite d'un glorieux combat, expulsèrent *à la baïonnette* les Espagnols de leur position, qu'ils avaient passé un an à fortifier, et leur firent 5 à 600 prisonniers.

l'observation du colonel Hugo (régiment Royal-Étranger), que l'intervalle de trois quarts de lieue de littoral de Trême à la batterie espagnole de la *Pointe du Figuier*, n'est protégé par rien contre un débarquement de la part de l'ennemi, le général Villate fait avancer deux compagnies de grenadiers du 118ᵉ stationné à Saint-Jean-de-Luz, et les établit sur le point intermédiaire, à Sainte-Anne. Tous les préparatifs avaient été faits pour jeter un pont de chevalets sur la Bidassoa, et les matériaux restèrent plusieurs jours disposés derrière une petite maison adjacente au pas de Béhobie, sur la rivière en face de San-Martial : mais les succès qui auraient motivé l'établissement du pont n'ayant pu être obtenus, cette construction fut ajournée.

Tel est le résultat des manœuvres qui, durant 9 jours entiers, du 25 juillet au 2 août, signalèrent les premiers travaux de l'armée d'Espagne et des Pyrénées. Couronnée du succès, la marche sur Pampelune pourrait, sans contredit, être citée comme une opération militaire du premier ordre. Les causes qui firent échouer les hautes conceptions du général français ont été universellement attribuées : d'abord à la circonstance de la pluie, tombée avant le 24, qui força de reculer d'un jour le moment de l'attaque; le défaut d'ensemble apporté, le 25, dans les mouvements des troupes des ailes, retarde aussi l'occupation simultanée des cols de Roncevaux et

de Lindus, et donne à l'ennemi le temps de se reconnaître. L'occasion est, en outre, perdue le 27 d'attaquer les positions des alliés avant la réunion des renforts et l'arrivée de leur général en chef. La négligence, et les dispositions tardives du général laissé à Sorauren, font enfin échouer la deuxième partie du plan, laquelle devait porter les Français, par la route de Tolosa, sur les derrières du blocus de Saint-Sébastien. Ces premières opérations de l'armée d'Espagne réorganisée passent pour nous avoir coûté 6000 hommes hors du combat, et de ce nombre plusieurs officiers supérieurs et généraux. Les pertes de l'ennemi, dans ce début de campagne, ne furent guère moindres : le lieutenant-général anglais Steward était parmi les blessés.

Les troupes françaises, aussitôt leur retour, prennent position sur les Pyrénées, et occupent cette ligne dans l'ordre suivant : les divisions Lamartinière et Maucune (aile droite), gardent la Basse-Bidassoa ; appuyées à la mer, elles s'étendent sur les positions situées à droite et à gauche de la grande route d'Espagne, à un quart de lieue de la rivière, appelées Croix-des-Bouquets. Plus à gauche, les réserves du général Villate sont concentrées dans le camp de la Baïonnette, sur les côtés du Calvaire d'Urugne. Les divisions Taupin, Vander-Maesen et Conroux (aile gauche) occupent respectivement, au-dessus d'Ascain et de Sarre, la montagne de Sibourre, la moyen-

ne Rhune et les hauteurs de Saintè-Barbe. Rapprochée d'Urdach sur la Haute-Nivelle, la division Abbé tient, en arrière, la forge qui porte le nom de ce village, et appuie sa droite au rocher de Zuzarramundy et sa gauche au Mondarrain. Les divisions Darmagnac et Maransin prennent position sur le camp de Suraïde, en arrière d'Ainhouë. La division Foy forme un corps séparé à Saint-Jean-Pied-de-Port. Enfin la brigade Pâris, après avoir jeté 800 hommes dans Jaca, se rapproche des Pyrénées, et garde le passage qui débouche sur Oleron.

Le canon des divisions, réuni d'abord en réserve par le général Berge sur le vaste plateau en arrière de Bidard, reçoit bientôt l'ordre d'aller rejoindre les troupes auxquelles il appartient. Il est amené, à l'aide de chevaux et de bras, et au moyen de coupures et de rampes, sur les points les plus accessibles des divers camps; mais ces premiers travaux ne sont que le prélude de ceux que les artilleurs exécuteront quelques semaines après, quand il s'agira d'obtenir par une nouvelle disposition de batteries, un tir plus rasant, et par suite plus propice. Les deux divisions de cavalerie rentrent dans leurs anciens cantonnements sur l'Adour supérieur. Quelques postes militaires hors du rayon même de l'armée sont restaurés : le fort de Lourdes, entre autres, placé sur le chemin qui débouche d'Espagne par Gavarine, reçoit une garnison et de l'artillerie. Des

officiers attachés à l'état-major-général ont l'ordre aussi de parcourir et d'explorer les Pyrénées, depuis Bayonne jusqu'à la vallée d'Aran, afin de rechercher les passages principaux, et d'étudier sur les lieux les moyens de défendre ce terrain avec le plus d'avantage.

Le revers éprouvé par l'armée française presque sous les murs de Pampelune, avait été grossi aux yeux des Bayonnais. Des assertions gratuites et criminelles étaient l'ouvrage de quelques hommes qui, étrangers au plus léger sentiment d'intérêt public, affectaient, dans l'ombre, le pessimisme le plus absolu sur les événements de cette époque : leur but à Bayonne était de répandre sourdement le vague et l'effroi. Leur langage étudié s'attachait surtout à détruire les bonnes dispositions qui, malgré le concours de circonstances peu favorables, pouvaient animer encore quelque partie de la population basque pour la défense de ses frontières. Les émigrations, l'abandon spontané des villes, commencés dans les derniers jours de juin, mais suspendus après l'arrivée du nouveau général en chef, se reproduisent avec une activité inquiétante : un grand nombre d'individus affluent sur Dax, Mont-de-Marsan, Bordeaux, et vont propager dans ces villes une terreur imaginaire. Le général en chef s'empresse de dissiper des craintes en grande partie chimériques, et d'imprimer à Bayonne et à sa population une attitude plus

militaire. Cette ville, Saint-Jean-Pied-de-Port, Navarreins, Soccoa, Lourdes, sont déclarées en état de siége : leurs garnisons s'organisent sur-le-champ; un ordre particulier prescrit aussi aux généraux d'artillerie et du génie d'activer la restauration et l'armement de ces places. Un gouverneur spécial, muni d'instructions et de pouvoirs, est demandé au chef de l'état pour Bayonne : le général divisionnaire Lhuillier, devant se tenir au siége de sa division à Bordeaux; et le général de brigade Sol, commandant d'armes à cette époque, n'ayant plus pour supporter le poids d'un commandement en chef aussi important, l'activité du premier âge. Le général Blondeau se rend en qualité de gouverneur à Saint-Jean-Pied-de-Port ; un commandant particulier est aussi désigné pour Navarreins. Ces dispositions prises, le général en chef établit son quartier-général à Saint-Jean-de-Luz.

Les deux armées restent inactives dans leurs camps respectifs pendant le mois d'août. On s'attache des deux côtés à fortifier ses positions : les retranchements construits sur les divers points de la ligne, 20 ans auparavant, sont relevés et rétablis. Dans cet intervalle, la garnison de Saint-Sébastien met à profit le silence des batteries ennemies après le premier assaut, pour réparer ses ouvrages. Cette courageuse garnison était plus que jamais décidée à disputer à outrance le poste confié à ses

soins, et à s'ensevelir tout entière au besoin sous les débris de ses murailles. Il est plus que probable, toutefois, que l'ennemi, à portée depuis 2 mois d'étudier le fort et le faible de la place, parviendra à s'en rendre maître. Le maréchal Soult croit lui-même n'être tenu désormais qu'à plaindre les braves défenseurs de Saint-Sébastien : trop faible pour attaquer, son dessein est de rester à l'avenir sur une stricte défensive, et de s'attacher exclusivement à préserver les Basses-Pyrénées d'une invasion. Le maréchal, assure-t-on, reçoit néanmoins, vers la fin d'août, l'ordre impératif du chef de l'état, de tenter un nouvel effort pour dégager la place. On ajoute que les raisons exposées par le premier, sur l'insuffisance des moyens à sa disposition pour réussir contre une armée bien supérieure en nombre et occupant des positions formidables, ne furent point accueillies au grand quartier-général de Dresde, et les Français durent se préparer à reprendre l'offensive.

Le 30 au soir, deux fortes colonnes sont formées en silence et avec mystère : l'une, à droite, composée des divisions Maucune et Lamartinière, se réunit en avant d'Urugne sous les ordres du lieutenant-général Reille; les réserves du général Villate se disposent aussi à agir avec cette droite. La 2e colonne commandée par le général Clausel, comprend les divisions Taupin, Vander-Maesen, Darmagnac, Ma-

ransin, réunies derrière la montagne de la Baïonnette. La division Foy se dirige de Saint-Jean-Pied-de-Port sur la Bidassoa, pour servir de réserve à ces deux corps. La division Conroux continue de garder le débouché de Sarre, et le général Abbé, resté en face d'Urdach, observe le cours de la haute Nivelle. Deux régiments de cavalerie, 6 compagnies d'élite, rappelés de leurs cantonnements dans les Hautes-Pyrénées et les Landes, se portent, ainsi que 250 gendarmes, sur la ligne : placées en avant de Saint-Jean-de-Luz, ces troupes doivent, quand il en sera temps, prendre part aux opérations. Le général Rey reçoit lui-même avis du mouvement qui se prépare, et se dispose à le seconder par une vigoureuse sortie. Le projet du général en chef, le seul du reste qui paraisse devoir le conduire à son but, est de passer la Bidassoa entre Irun et Bera; d'enlever la position de San-Martial, chef de la gauche de l'ennemi ; de tenir ensuite les coalisés en échec sur la montagne Couronnée ou col de Béra : les Français attaqueront cependant avec vigueur le contre-fort de cette montagne, et se lieront ainsi avec les troupes de la droite, qui, de position en position, se porteront par une marche de flanc sur Saint-Sébastien. Des ordres sont adressés en même temps aux généraux commandant à Sarre, à Ainhouë, à Saint-Jean-Pied-de-Port, pour la conduite à tenir en cas d'attaque de la part de l'ennemi. Ces disposi-

tions arrêtées, l'armée n'attend plus que le moment d'agir.

Le 31 au point du jour, nos colonnes se mettent en mouvement. Les divisions Maucune et Lamartinière passent la Bidassoa au gué, à une demi-lieue au-dessus de l'île de la Conférence. La brigade espagnole, aux ordres du général Casa-Palacio, est détachée de la réserve pour garder le cours de la rivière depuis la route d'Espagne jusqu'à Hendaye. Le reste des troupes de cette réserve, commandé par le général Villate en personne, descend à midi du camp de la Baïonnette, et franchit la Bidassoa au pas de Béhobie, en partie au gué, en partie sur un pont de chevalets, jeté le matin par les pontonniers. Le lieutenant-général Clausel, à la tête de ses 4 divisions qui réalisent 20,000 hommes, traverse aussi la rivière au gué au-dessous de Bera, à droite de la montagne Couronnée, et se dirige sur le contre-fort de cette montagne sur laquelle l'ennemi est solidement retranché. Ces divers passages ont lieu sous la protection de deux fortes batteries établies sur la rive droite de la Bidassoa : l'une par le chef d'escadron Blanzat à hauteur de Béhobie ; l'autre par le chef de bataillon Lunel, proche de Bera; deux pièces seulement passent la rivière au gué, au-dessous de la chapelle de Biriatou, pour seconder les troupes destinées à l'attaque de San-Martial.

Malgré le mystère et la promptitude de nos

mouvements, le général ennemi était instruit des projets de son adversaire : en conséquence, la 4^me^ armée espagnole aux ordres du général don Manuel Frayre, établie la gauche à la Bidassoa et à Irun, la droite à San-Martial, a été renforcée dans la nuit; la 4^e^ division et une brigade d'infanterie anglaises doivent soutenir aussi l'attaque sur cette gauche et en arrière d'Irun; enfin les troupes espagnoles du général Longa serviront à lier les opérations de San-Martial avec la défense de la montagne Couronnée. Lord Wellington a, de plus, expédié, *la veille*, l'ordre au lieutenant-général Hill, de prendre lui-même l'offensive contre les divisions Couroux et Abbé, à Sarre et à Urdach, afin de donner au maréchal des inquiétudes sur la sûreté de ces points et jeter du vague dans ses opérations.

Cependant le général Reille, chargé de diriger l'attaque de droite avec les divisions Maucune et Lamartinière, et les brigades allemande et italienne empruntées aux réserves, à peine formé sur l'autre rive de la Bidassoa, fait aborder avec vigueur le centre de l'ennemi établi à droite de San-Martial, et dirige aussi des troupes contre les flancs de ces hauteurs, adjacentes à la Bidassoa à droite d'Irun. En même temps la garde royale d'Espagne, la gendarmerie à pied et un bataillon du régiment Royal-Étranger, commandés par le général Guy, mar-

chent à l'attaque directe de cette montagne qui est la clef de la ligne ennemie. Maître une fois de San-Martial, le lieutenant-général Reille sera libre d'exécuter le mouvement de flanc convenu qui, par Oyarson, doit le rapprocher de Saint-Sébastien.

Les opérations de cette droite n'ont pas le succès qu'on était en droit d'espérer : forcées d'agir sur un terrain escarpé et couvert de broussailles, nos troupes ne peuvent marcher avec l'ordre nécessaire. L'ennemi est repoussé cependant de la Bidassoa, et abandonne une position détachée de San-Martial. Lancés pour lors en tirailleurs, et parvenus dans cet ordre sur la crête des hauteurs, les Français se trouvent bientôt engagés contre des masses compactes et supérieures en nombre, dont ils ne peuvent soutenir le choc. Nos troupes, malgré des preuves d'une grande bravoure, se replient donc sur la rivière. Plus à gauche, l'attaque directe de la montagne était poussée avec non moins de vigueur par le général Guy. Déjà le chef de bataillon Bossut du régiment Royal-Étranger, gravissant la hauteur par sa droite, avait atteint avec sa troupe l'ermitage qui couronne la position; lorsqu'il aperçoit la garde d'Espagne et la gendarmerie échouer dans leur attaque de front et battre en retraite. Cette circonstance force l'officier supérieur que nous venons de nommer, d'abandonner sa conquête, et de se conformer au mouvement.

Le lieutenant-général Clausel était plus heureux dans ses opérations contre les hauteurs adjacentes à droite au col de Bera. Les coalisés, abordés avec intrépidité par 4 divisions françaises, avaient été chassés du contre-fort de la montagne Couronnée, après des pertes considérables. Formés alors en masse sur le sommet du col au nombre de 10,000 hommes, une seule de nos divisions les tenait en respect; tandis que les trois autres, en se prolongeant par la droite, pouvaient continuer leurs progrès et entrer en contact avec les troupes du général Reille. Mais le peu de succès de l'attaque de San-Martial et des positions adjacentes, force le général Clausel de suspendre son mouvement. Toutes ces opérations avaient lieu sous les yeux du maréchal, placé avec son état-major pendant la durée de l'action, tantôt sur la montagne Louis XIV, en face de San-Martial, tantôt sur la hauteur de Biriatou, d'où l'on embrassait d'un vaste coup d'œil la ligne ennemie et les diverses attaques.

Abordé par les Français dans les positions qui à son extrême gauche couvraient le siége de Saint-Sébastien, l'ennemi devait prendre lui-même l'offensive, comme nous l'avons dit, à Sarre et sur la haute Nivelle, à une distance de cinq lieues environ de la Bidassoa inférieure. Le général Conroux, peu engagé à Sarre, n'eut point de peine à se maintenir dans la redoute Sainte-Barbe, et sur

les points occupés par sa division aux débouchés d'Échalar. La division Abbé soutenait un engagement beaucoup plus sérieux. La première brigade commandée par le général Remond, avait été attaquée avec la plus grande vigueur à trois heures du matin dans ses positions avancées en arrière d'Urdach, et sur les deux rives de la Nivelle : observons même ici que l'heure choisie par l'ennemi pour prendre l'offensive, lève tous les doutes, s'il en existait encore, sur l'exacte connaissance que le général en chef anglais avait de nos projets sur Saint-Sébastien, avant le jour choisi pour leur exécution.

Les camps occupés par les 5ᵉ et 27ᵉ légers (brigade Remond), assaillis par une nuée de tirailleurs ennemis, se défendent long-temps avec autant d'avantage que de bravoure; mais à l'aspect de fortes masses qui s'apprêtent à déborder nos deux régiments, le général Abbé, après avoir tenu jusqu'à midi dans ses positions avancées, donne l'ordre de la retraite. Les 5ᵉ et 27ᵉ légers, repliés sur la deuxième brigade, se placent sous la protection d'une demi-batterie en arrière de la forge d'Urdach. Cette usine et les point environnants servent d'avant-postes à la division Abbé : sa droite se rattache par une ferme crénelée aux positions de Sarre, et sa gauche reste, comme avant l'action, appuyée au Mondarrain.

Nos pertes sur la haute Nivelle n'avaient pas jusque-là dépassé 300 hommes hors de combat ; le général de brigade Remond se trouvait du nombre : celles de l'ennemi n'étaient pas moindres. A une heure après midi, au moment où le lieutenant-général Drouet-d'Erlon suit avec attention les mouvements des coalisés sur la Nivelle, et considère aussi leur entrée dans le camp abandonné par nos troupes et alors devenu la proie des flammes, l'officier de garde au rocher du Mondarrain, sur le chemin qui débouche de Maya et conduit à Espelette, fait prévenir le lieutenant-général de la présence sur ce chemin d'une forte colonne ennemie, laquelle paraît avoir pour objet de forcer le passage. Cette subite apparition, qui peut assigner, à un simple combat assujetti aux résultats de la Bidassoa, toutes les conséquences d'une action générale, donne les plus vives alarmes au général que nous venons de nommer. Le succès d'un nouvel engagement n'est rien moins que probable ; et notre ligne, presque dégarnie sur le point menacé, peut être fortement compromise. Drouet-d'Erlon, en cet état de choses, s'empresse d'envoyer un officier sûr et actif au général en chef pour l'instruire de cet incident inattendu. Les mouvements de cette colonne scrupuleusement observés néanmoins, nos conjectures s'accordent à penser que l'ennemi ne feint de menacer cette partie de notre ligne que pour forcer le maréchal d'abandonner ses pro-

jets sur Saint-Sébastien, et de repasser la Bidassoa : la colonne dont il s'agit reste, en effet, stationnée en face, mais à quelque distance de Mondarrain, sans rien entreprendre de sérieux contre les défenseurs de ce poste.

Pendant que les opérations présentent des succès plus ou moins satisfaisants sur les divers points de notre ligne, la brave garnison de Saint-Sébastien donnait les dernières preuves de courage, et secondait de tous ses efforts ceux entrepris par ses compagnons d'armes de l'armée d'Espagne et des Pyrénées, pour la délivrance de la place. Les travaux du siége avaient été repris le 1er août et poussés avec une nouvelle vigueur. Le 26, le poste de Santa-Clara était resté au pouvoir des assaillants. Les brèches reconnues de nouveau praticables, un assaut général devait être livré dans cette journée du 31. C'était la 4e tentative que les défenseurs de Saint-Sébastien avaient eu à repousser. A 11 heures du matin, l'ennemi débouche des tranchées, et, malgré un feu terrible de bombes, de mitraille et de mousqueterie, gagne le pied des brèches. Les Français y volent pour les défendre. Tout ce que la bravoure la plus déterminée peut tenter est entrepris par les alliés, qui réitèrent 4 fois les assauts : aucun homme appartenant aux premières colonnes ne survit à ses efforts pour s'établir sur l'escarpe. L'artillerie française, commandée sur le front attaqué par le capitaine Gor-

se (*), secondé par le capitaine Duhamel, balaie le pied des brèches et renverse tout ce qui s'y présente, tandis que les pièces du fort Lamothe lancent aussi avec succès des projectiles creux sur les débouchés des tranchées, et déconcertent les mouvements de l'ennemi. Les officiers d'artillerie et de génie de la place, les militaires de toute arme, n'importe le grade et l'emploi, qui soutiennent l'assaut, rivalisent d'intrépidité et d'élan dans cette glorieuse circonstance. A leur tête sont le général Rey et l'adjudant-commandant Songeon, chef d'état-major du siége. Ce dernier se porte à plusieurs reprises sur la brèche à la tête des troupes, et les anime du geste et de la voix. « Vive la patrie! en avant! l'honneur aux Français! » s'écrie-t-il, son chapeau fixé comme signal au bout de son épée, un tambour battant la charge à ses côtés.

Ce mouvement électrique peut avoir les suites les plus avantageuses, lorsque le général Graham fait redoubler le feu contre la courtine attaquée, en tirant même par-dessus la tête des propres soldats anglais. Graham donne un instant après l'ordre de s'établir à tout prix sur la brèche, tandis qu'il sera fait de nouvelles tentatives d'escalade sur les ouvrages qui l'avoisinent. Trois régiments anglais désignés pour

(*) Nommé chef de bataillon pour sa conduite dans cette défense.

la première opération, quittent les tranchées et s'avancent pour enlever la courtine : la plus vigoureuse résistance leur est encore opposée, et la brave garnison peut un moment se flatter de l'espoir de faire échouer les efforts de l'ennemi dans cette nouvelle attaque. Tout porte à croire que les Anglais, rebutés par tant d'obstacles, vont renoncer à leurs projets, quand, par un événement déplorable et dont les conséquences deviennent terribles dans cet instant décisif, l'explosion d'artifices placés sur la courtine pour la défense de la brèche, causée par la chute de quelque projectile creux de l'ennemi, apporte dans les rangs des Français une confusion inévitable et funeste.

Ranimés par cet incident inespéré, les coalisés livrent un nouvel assaut, et après deux heures d'efforts acharnés, s'emparent de l'extrême gauche de la brèche, et y pratiquent un logement qu'ils parviennent à rendre solide. Assuré de ce point d'appui, l'ennemi poursuit sa marche quoique avec lenteur, et parvient, dans le reste de la journée, à nous enlever successivement les défenses établies derrière les brèches, et enfin les coupures et les retranchements qui barrent les rues adjacentes. La garnison, réduite à 1,300 hommes, effectue cependant, par le port et sans désordre, sa retraite sur le fort Lamothe; la place dans la soirée reste à l'ennemi, ou plutôt il n'avait conquis qu'un monceau de cendres

et de ruines, au prix d'une portion considérable de ses troupes, moissonnée dans ce siége (*).

Au moment où les coalisés achetaient la possession de Saint-Sébastien par une perte que l'on a évaluée à près de 3000 hommes hors de combat, les opérations des lieutenants-généraux Reille et Clausel, qui avaient pour but la délivrance désormais trop tardive de cette place, n'étaient pas assez avancées pour que le général en chef dût persister dans ses premières intentions ; il ordonne en conséquence la retraite : doublement décidé à ce parti par l'incertitude des résultats de la journée, et par les alarmes que venaient de provoquer les premières dépêches du lieutenant-général Drouet-d'Erlon, touchant les progrès des alliés sur la haute Nivelle, et leur présence en face du Mondarrain. Cette retraite et le passage de la Bidassoa doivent être exécutés le même soir ; les divisions se rapprochent de la rive gauche : mais le ciel, serein pendant la journée, se couvre tout-à-coup d'épais nuages au coucher du soleil ; une pluie affreuse rend bientôt la crue des eaux de la rivière,

(*) Hors deux officiers supérieurs, tous les chefs de corps de la garnison avaient été tués ou blessés dans le siége, principalement le 31 août, en soutenant l'assaut. L'arme du génie éprouva en particulier de grandes pertes ; les capitaines Saint-George et Moréal, jeunes officiers qui donnaient les plus grandes espérances, périrent, entre autres, en défendant la brèche.

qui reçoit les torrents des deux versants des Pyrénées, aussi effrayante que rapide.

Les troupes de l'aile droite et de la réserve, et les deux pièces qui ont suivi leur mouvement, arrivées deux heures avant la nuit à hauteur des ponts jetés le matin, gagnent la rive opposée un peu avant que le flux de la marée et le gonflement des eaux aient rendu le passage impossible. Les ponts sont bientôt renversés et entraînés par le courant; le volume et la rapidité de la rivière augmente à vue d'œil, et la Bidassoa n'est plus guéable sur aucun point. Ces circonstances forcent le général Clausel de passer la nuit avec tout son corps d'armée sur la rive gauche, espérant qu'au point du jour la baisse des eaux permettra de franchir le torrent sans obstacle. Vain espoir! la Bidassoa, le 1er septembre au matin, roule ses flots avec la même impétuosité que la veille. Cependant le lieutenant-général Clausel ordonne de tendre des cordages fixés à des avant-trains d'artillerie, et d'établir ainsi une communication d'une rive à l'autre: mais les prolonges rompent, et cet expédient ne sert qu'à engloutir les hommes et les chevaux employés à cette infructueuse tentative.

Dans cette position critique dont un ennemi audacieux eût si facilement tiré avantage, les Français doivent se résoudre à remonter la Bidassoa, la distance d'une demi-lieue, et atteindre le pont de Bera, proche le village de ce nom. Ce pont se trouve

couvert, du côté d'Espagne, par un couvent crénelé qui lui sert de tête, et dont on n'a eu la veille ni l'idée ni le besoin de s'emparer : négligence funeste, qui oblige la colonne française, réunie en une seule masse, de défiler dans cet étroit passage, tandis que l'ennemi fait le feu le plus actif par les créneaux du couvent, et n'a que l'embarras du choix de sa victime. La perte de 1,000 hommes paie cette déplorable absence de précautions ; ce nombre serait même plus considérable, si la batterie aux ordres du chef de bataillon Lunel, placée la veille en face du gué sur la rive droite, n'avait été portée par cet officier supérieur à hauteur de Bera, et, dirigée sur le couvent, n'eût, par la justesse de son feu, protégé le passage. Placé à la tête de 200 voltigeurs, le général Vander-Maesen tient aussi en respect, par un tiraillement soutenu, la garnison du fort tout le temps que la troupe française emploie à franchir ce dangereux défilé. Mais à la fin cet intrépide général tombe blessé à mort, au moment où sa belle conduite rend ses jours encore plus précieux à l'armée française.

Le 1er septembre au soir, les divisions de l'aile droite prennent leurs positions de l'avant-veille sur la Bidassoa inférieure ; les troupes du lieutenant-général Clausel retournent dans les lignes en avant d'Ascain ; les divisions Darmagnac et Maransin, détachées du centre pour la dernière expédition, re-

joignent ce corps à Ainhouë et au camp de Suraïde. L'armée avait à regretter la mise hors de combat de 3,157 Français, d'après les états; dans ce nombre, la moitié, blessée légèrement, fut de retour à ses drapeaux peu de semaines après. La perte la plus sensible était celle des généraux Vander-Maesen et Lamartinière : le premier, Hollandais d'origine, mais Français de cœur, ne vivait déjà plus quand on l'emporta du champ de bataille; sa dépouille mortelle fut déposée sans pompe au sommet de la Baïonnette. Ce lieu, placé en face de Bera, parut le plus digne de recevoir des restes si précieux : il rappelait celui où le général avait si courageusement terminé sa carrière et sa vie. Son compagnon d'armes vécut quelques jours encore, et expira à Saint-Jean-de-Luz.

Unis par l'amitié la plus tendre, ces deux chefs distingués de l'armée française brillaient encore par les mêmes qualités militaires, et par les mêmes services rendus. La fin des braves les attendait l'un et l'autre aux limites de la France. En accordant les éloges les plus vrais et les mieux mérités à ces deux belles vies, l'armée d'Espagne et des Pyrénées donne aussi à leur mort un tribut universel de regrets : elle déplore la fin prématurée de ces deux soutiens de la gloire de nos armes, alors surtout, que la France menacée d'une prochaine invasion, eût trouvé en eux deux de ses plus intrépides défenseurs.

Une certaine lenteur, provoquée par le mauvais temps et aussi par le défaut d'accord à l'époque des premières opérations de la campagne, avait fait perdre, presque sous les murs de Pampelune, le fruit de la marche entreprise pour débloquer cette place. Une tentative où la résolution avait été plus consultée que la prudence, entraîna dans le passage de la Bidassoa et dans l'attaque de l'ennemi, le 31 août, des résultats analogues : remarquons toutefois que le plan de ce double mouvement paraît, comme il a été dit, ne pas avoir entièrement appartenu au général en chef de l'armée d'Espagne et des Pyrénées, mais être plutôt l'ouvrage d'un souverain, qui exigeait de ses lieutenants une obéissance absolue.

Aigris, sans doute, par les pertes essuyées dans les derniers assauts qui venaient de leur livrer Saint-Sébastien, et animés par tout le feu du combat, les coalisés méconnurent tout-à-fait, maîtres de cette place, le système de modération qui leur avait valu jusqu'à ce jour des éloges dans les premiers moments d'occupation des villes de guerre qui tombaient en leur pouvoir. Saint-Sébastien devient le théâtre des plus grands excès de la part des vainqueurs; ni l'âge ni le sexe ne sont respectés; ils assassinent indistinctement amis et ennemis. La ville, livrée sous les propres yeux des chefs, pendant quatre jours, au plus affreux pillage, devient enfin la proie des flammes; 17 maisons restent seules de-

bout au milieu des ruines de cette malheureuse cité. Quand la fureur n'a plus où s'exercer, et que le calme est rétabli, indignés eux-mêmes d'une si atroce conduite tenue au sein d'une armée alliée, les Anglais et les Espagnols s'accusent réciproquement : aucuns n'osent s'avouer coupables des désordres et de l'horrible incendie dont Saint-Sébastien a été la victime.

Le général Rey ayant à cœur, dans cet intervalle, de conserver à la France la poignée de braves qui lui restaient, fait offrir au lieutenant-général Graham une suspension d'armes de 15 jours : le fort Lamothe, dernier asile de la garnison, devait être rendu après ce terme, si elle n'était pas secourue ; le général Rey exigeait aussi la condition expresse de rentrer en France avec sa troupe. Ces propositions suggérées au digne gouverneur de Saint-Sébastien, plutôt par son ardeur d'être utile encore à sa patrie que par la position désespérée où se trouvait la garnison, furent rejetées par le général anglais. L'artillerie ennemie se remet en action les 5, 6 et 7 septembre ; de nouvelles batteries, plus avantageusement situées, et armées de 54 canons, dont 17 battent immédiatement en brèche, sont dirigées contre le fort ; le belvéder s'écroule, les défenses sont détruites, les parapets rasés. Enfin, le 8 au soir, après la ruine entière des revêtements et des abris, le manque de vivres, d'eau, de matériel et de munitions de guerre, écrasée par terre et par

mer, la garnison se détermine à capituler : 1,135 hommes, dont 570 blessés, sortent, le 9 à midi, avec les honneurs de la guerre; déclarés prisonniers, ils sont immédiatement embarqués. Ces restes précieux emportent, dans leur captivité en Angleterre, l'estime et l'admiration de leurs ennemis ; et ceux-ci ne purent s'empêcher de leur en donner des témoignages authentiques, quand ces braves Français défilèrent devant l'assiégeant : témoignages scellés d'ailleurs du sang de plus de 4,000 coalisés mis hors de combat dans cette belle défense. L'Angleterre ne fut point pour la précieuse garnison de Saint-Sébastien un lieu d'exil indéfini : échangé au début de 1814, le peu de Français qui avait survécu au siége de cette place, vint se réunir à ses frères d'armes du continent, et disputer quelques mois après la victoire à toutes les armées d'Europe coalisées dans le sein même de la France.

Aucun événement militaire autre que la reddition de Saint-Sébastien, n'eut lieu dans le courant de septembre 1813 : ce mois fut passé, par l'armée française, à construire ou à remettre en état divers ouvrages ou retranchements sur divers points de la ligne. Le général ennemi l'emploie à une nouvelle organisation des éléments qui composent son armée, et appelle à lui les troupes du siége de Saint-Sébastien et de forts détachements retirés de l'intérieur de l'Espagne. Ces dispositions prises, le général anglais

médite de reprendre lui-même l'offensive. La possession de Saint-Sébastien lui en facilite les moyens: la gauche de l'armée coalisée trouve dans cette place un point d'appui dont elle a manqué jusqu'à ce moment : le port rend les communications avec l'Angleterre sûres et immédiates; il offre enfin un asile aux convois maritimes destinés à alimenter cette armée immense, forcée d'opérer dans un pays ruiné par la guerre et n'offrant plus de ressources.

Renonçant ainsi au système lent et timide adopté depuis sa présence sur les Pyrénées, lord Wellington ne désespère pas d'aborder le premier avec succès l'armée française. Ce général ne peut ignorer que fortement réduite à la suite des affaires précédentes, cette armée n'a pas encore réparé ses pertes. Il se décide, sur ces motifs, à tenter le passage de la Bidassoa, proche de son embouchure, et au point où elle sépare notre droite de la gauche de l'ennemi. Son projet est ensuite d'enlever les fortes positions occupées par les Français derrière ce torrent; et quand la droite des Français sera fortement engagée derrière la basse Bidassoa, de faire attaquer, comme le 31 août, les généraux Conroux et Darmagnac à Sarre et à Ainhouë, par les troupes ennemies stationnées en face de ces points. Du reste, nul mouvement, nulle démonstration, ne font soupçonner un projet de cette importance; tout, au contraire, se prête à aplanir au général anglais les difficultés:

il attaque à l'instant même où le général en chef de l'armée française est à cinq lieues de son extrême droite, passant, dans la plus grande sécurité, une revue aux camps d'Espelette et de Sarre.

Le 7 octobre, au point du jour, l'ennemi franchit la rivière en face d'Hendaye : il choisit le moment où, la marée s'étant retirée, la Bidassoa, devenue plus basse, favorise le passage. Un simple poste de 30 hommes, commandé par un officier, gardait le gué, et avait remplacé depuis peu de jours un bataillon stationné auparavant à Hendaye : ce détachement, qui appartient à la division Maucune, est refoulé sur les postes plus éloignés; l'ennemi reste, par cette retraite, maître de la rive droite sur ce point, et y développe deux divisions.

La 4^{me} armée espagnole, aux ordres de don Manuel Frayre, descendue cependant de San-Martial, dans la nuit, se tient cachée dans les maïs adjacents à la Bidassoa, sur la rive gauche, en face de Béhobie : elle y reste en repos jusqu'à neuf heures du matin. A cette heure, le général espagnol épie le moment où, les Français rentrés dans leur camp, la sécurité paraît régner sur notre rive : il passe la rivière à gué, et pousse nos premiers postes. Le général Maucune, dont la division est encore chargée de la défense de ces passages, arrive bientôt sur les points où le combat est engagé, et essaie d'arrêter l'ennemi : 2 pièces descendent par ses ordres de la

Croix-des-Bouquets, et se portent sur la montagne de Louis XIV, située derrière Béhobie, pour en disputer les approches. Mais à peine le canon a-t-il commencé le feu, que, trop aventuré dans cette position, il doit se retirer, non sans danger d'être pris. Redescendu sur la route de Saint-Jean-de-Luz, il y est rejoint par une autre batterie, servie par des canonniers du 3^{me} à pied. Les pièces, protégées par quelques troupes d'infanterie qui font la meilleure contenance, soutiennent la retraite, et se replient lentement et avec ordre par cette même route.

Les coalisés s'avancent cependant en forces contre les hauteurs de la Croix-des-Bouquets, situées à un quart de lieue de la rivière. Les deux divisions de la gauche, réunies à Hendaye sous les ordres de sir Thomas Graham, font à leur tour replier les Français, et sans donner à ceux-ci le temps de revenir de leur première surprise, prennent aussi direction sur la Croix-des-Bouquets, pour attaquer les hauteurs par le flanc droit. Tout-à-fait isolée, au moment qui nous occupe, par la retraite des détachements de la basse Bidassoa, cette position, presque inexpugnable sans cette circonstance, est assaillie par 15,000 coalisés. On l'abandonne après une faible résistance, et les troupes de Frayre s'y établissent. La colonne de sir Thomas Graham continue sa marche sur Urugne, et serre de près les Français, principalement sur le revers et la descente des hau-

teurs abandonnées, sans leur permettre de chicaner le terrain à droite et à gauche de la route. Ceux-ci atteignent Urugne à midi; l'ennemi y pénètre aussi, et leur dispute la partie basse du village. Mais une redoute construite en arrière et à gauche d'Urugne, dans la guerre de 1793, et nouvellement relevée, prête son appui aux Français, qui se développent aussitôt dans le camp dit des Gendarmes dont l'ouvrage fait partie, et prennent leurs mesures de défense. Battus par l'artillerie des retranchements, les coalisés suspendent leur marche; ils se replient même immédiatement jusqu'à la Croix-des-Bouquets, et se développent sur les revers de ces hauteurs en regard d'Urugne. Les avant-postes français sont alors portés sans obstacle à l'extrémité du village, dans la direction de l'ennemi.

La défense du camp de Jolimont ou de la Baïonnette, situé à une lieue de la Bidassoa, et aussi à une grande lieue de la route d'Espagne, était confiée au général Taupin, ainsi que la redoute du même nom, établie autour du calvaire d'Urugne. Ce général avait pris les armes au point du jour. L'ennemi était aussi sous les armes, sans donner d'ailleurs aucun indice d'un mouvement offensif. A neuf heures, les Anglais s'ébranlent, comme pour faire des évolutions d'école. Le général Taupin, qui va faire rompre les rangs, retient à cette vue les régiments sous les armes. Il ne tarde pas à apercevoir, non sans quelque surprise,

les troupes coalisées se grossir peu à peu; de nouveaux renforts se réunissent encore sur ces points, et forment une colonne formidable qui prend de suite l'offensive. Cette colonne, qui s'élève à 20,000 hommes, c'est-à-dire, au quadruple de la division Taupin, s'avance, partie à l'attaque directe de la montagne, partie à droite et à gauche pour déborder les flancs des hauteurs. Taupin déploie son intrépidité habituelle dans la défense de sa position. Accablés toutefois par le grand nombre d'ennemis, les Français abandonnent la montagne et la redoute qui la couronne. Leur général arrête sa troupe, et essaie, agresseur à son tour, de reprendre ses premières lignes; mais les Français, trop peu nombreux, échouent dans cette entreprise.

Enfin, le même jour 7 octobre, à neuf heures du matin, la division Darmagnac est vivement abordée sur la Nivelle en avant d'Ainhouë, et à la forge d'Urdach, par le corps anglo-portugais du lieutenant-général Hill. Cette forge et les montagnes qui l'avoisinent, ainsi qu'une maison crénelée à l'extrême droite, faiblement défendues par nos troupes, restent au pouvoir de l'ennemi. Celui-ci médite alors une marche oblique par sa gauche, pour tomber sur la droite de la division Darmagnac, et la rejeter en arrière d'Ainhouë, malgré la protection qu'elle retire dans ce moment d'une demi-batterie placée sur une éminence au-dessus de la forge, et servie

avec activité par des canonniers badois. Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, empressé de dégager cette division, et d'empêcher surtout que les coalisés, poursuivant leur marche, ne fassent jonction avec les troupes qui menacent plus à gauche la redoute Sainte-Barbe et la vallée de la Nivelle, Drouet-d'Erlon, disons-nous, envoie l'ordre au général Darricau (*), dont la division est encore inactive sur le camp de Suraïde, de descendre de cette position, et de tomber d'équerre sur la gauche de la colonne ennemie, au moment où celle-ci débordera le flanc droit de la division Darmagnac. Cette manœuvre, qui doit placer les coalisés absolument dans la même situation où ils prétendent jeter le général Darmagnac, les force de suspendre leur marche; ils ne tardent pas à abandonner la maison crénelée, dont ils avaient voulu se servir comme point d'appui, et regagnent à la hâte les premiers postes,

(*) Le général Darricau, dont nous aurons plus d'une occasion de parler dans le courant de ce récit, blessé à Vittoria, était resté quelques mois éloigné de ses drapeaux. De retour à l'armée d'Espagne et des Pyrénées, à la fin de septembre, il reprit le commandement de la 6[e] division, qui avait déjà été deux ans sous ses ordres dans la péninsule. Le général Maransin, chef de cette division pendant l'absence du premier, passa à la 5[e], veuve du général Vander-Maesen; et le général Boyer fut pourvu de la 9[e], après la mort du général Lamartinière.

après avoir essuyé une perte d'environ 300 hommes dans cet engagement.

Les opérations du lendemain 8 octobre ne présentèrent de l'activité et de sérieux résultats que sur un seul point. La division Conroux, établie en avant de Sarre, occupait aussi la redoute Sainte-Barbe qui défend les débouchés d'Echalar, en face du village que nous venons de nommer. Sur quelques légers mouvements de la part de l'ennemi, les troupes françaises, renfermées dans les ouvrages, peu pénétrées de l'idée que ces retranchements exigent par leur importance d'être défendus jusqu'à la dernière extrémité, les abandonnent avant que le général Conroux soit là pour donner ses ordres. Une crainte prématurée et non moins blâmable entraîne aussi l'évacuation de la partie moyenne de la montagne de la Rhune en avant d'Ascain. La perte de ces deux clefs de la portion de notre ligne occupée par le lieutenant-général Clausel étant des plus regrettables, de promptes mesures sont ordonnées aux généraux Conroux et Maransin, et leurs troupes se mettent en devoir d'arrêter l'ennemi. Ce résultat est obtenu, et les coalisés suspendent leur marche vers Sarre et la vallée de la Nivelle.

Ainsi se terminèrent les attaques dirigées, les 7 et 8 octobre, contre les principales barrières que la nature avait données à la France sur les Pyrénées. Les succès de l'ennemi, trop facilement obtenus,

deviennent bientôt le sujet d'entretiens à Bayonne, dans les camps, sur les divers points de la ligne. On se montre, à cette occasion, peu avare d'assertions incohérentes, absurdes : avancés sans réflexion, les ouï-dire circulent, trouvent des organes, et des oreilles complaisantes qui les recueillent. Mais la grande masse de l'armée repousse bientôt un langage toujours d'obligation après quelque défaite. Du reste, un coin du voile qui enveloppa les causes de notre mauvais succès, dans la journée du 7 octobre, sera peut-être soulevé dans la suite de ce récit. On dut pour le moment se contenter de rendre pleine justice à la vigilance du général anglais, et à son habileté dans le choix d'émissaires aussi exactement informés.

Arrivé le 7 à une heure après-midi seulement sur les points où notre droite était engagée, à Urugne, le général en chef n'eut que le temps de donner des ordres pour s'opposer aux progrès de l'ennemi. L'insuffisance des moyens à sa disposition s'opposant à des tentatives sérieuses pour reprendre nos premiers postes, le maréchal se borne à intimer l'ordre de fortifier sans délai tous les points susceptibles d'être gardés avec avantage sur la ligne de défense qui nous reste encore en avant de la Nivelle.

Cette ligne présentait cependant une solution de continuité en face de Sarre, après la perte de la redoute Sainte-Barbe. Placé entre la montagne de

la Rhune et la rivière, cet ouvrage, avons-nous dit, formait la clef de la position : sans cet appui, nul espoir d'empêcher l'ennemi de pénétrer de ce côté sur le territoire français. Les Espagnols gardaient Sainte-Barbe et ses alentours; le maréchal donne l'ordre de les en chasser et de s'emparer de la redoute à un prix quelconque. Le général Couroux, chargé de cette opération, forme ses deux brigades en colonne dans la nuit du 12 au 13 octobre. La première commandée par le général Rey (*), marche directement sur l'ouvrage, précédée de 50 sapeurs du génie, munis de madriers destinés à être jetés en travers des fossés pour favoriser l'escalade. Le général Béchaud, avec la 2e brigade, doit observer les Espagnols, et les contenir à droite et à gauche de la redoute. L'intrépide Couroux est lui-même avec les carabiniers du 12e léger en tête de la division, et dirige le mouvement. Les deux brigades s'ébranlent à la fois, une heure avant le jour. Parvenues à peu de distance des ouvrages, nos troupes essuient un feu des plus vifs de l'intérieur de la redoute et des lignes adjacentes; mais ce contre-temps ne peut les arrêter, et elles atteignent bientôt les glacis. Les sapeurs pla-

(*) Le lecteur ne doit pas confondre le général Rey, attaché à la division Conroux, avec le général Emmanuel Rey, défenseur de Saint-Sébastien, et conduit prisonnier en Angleterre.

cés à la tête des assaillants, jettent alors leurs madriers en travers des fossés. Les troupes du général Rey se précipitent aussitôt sur ce pont improvisé, gravissent le parapet de la redoute, et enlèvent cet ouvrage à la baïonnette avec 200 Espagnols qui le défendent. Les coalisés reviennent en forces au point du jour pour reprendre Sainte-Barbe : ils sont reçus avec la plus grande vigueur, et après d'infructueux efforts, finissent, à la suite d'un tiraillement prolongé, par abandonner leur projet. A neuf heures du matin, les Français restaient paisibles possesseurs de Sainte-Barbe, et la tranquillité était rétablie de suite sur cette portion de la ligne.

Admise par le silence de l'ennemi durant un mois entier, après les affaires de la Bidassoa et de Sainte-Barbe, à jouir d'un repos absolu, l'armée française put détourner son attention des résultats purement militaires, et s'occuper d'exemples de la plus sévère rigueur donnés par la cour martiale, sous la présidence du général de brigade de gendarmerie grand-prévôt de l'armée : ces exemples avaient paru d'une urgente nécessité. Quelques militaires s'étaient livrés à de coupables excès le 7 octobre dans Urugne, au moment où la troupe française s'y repliait poursuivie par l'ennemi; Sarre avait souffert aussi, le 8 du même mois, lorsque les défenseurs de Sainte-Barbe et des hauteurs de la Rhune s'étaient confusément repliés en arrière

sur le village. Ces excès, toujours répréhensibles, semblaient offrir un plus grand degré de criminalité, depuis que la discipline militaire avait repris tout son nerf à la réorganisation de l'armée : le contraste des désordres commis avec la conduite accoutumée de la troupe devint funeste aux militaires réputés coupables. Un capitaine de voltigeurs du 45^e^ de ligne (division Conroux) fut la principale victime expiatoire de ces désordres. Exempt de reproches jusqu'alors, cet officier jeune encore, mais ancien et brave militaire, couvert d'honorables cicatrices et souffrant même de blessures graves reçues trois mois auparavant dans l'expédition de Pampelune, est prévenu et ensuite convaincu devant la cour martiale, d'être resté spectateur des excès de sa compagnie dans une habitation de Sarre; d'en avoir expulsé avec violence et voie de fait un gendarme qui s'y était porté d'office pour y ramener l'ordre ; enfin, dans un mouvement frénétique, provoqué, dit-on, par l'ivresse, d'avoir fait menace de mettre le feu à l'habitation. Condamné à la peine de mort, ce capitaine marche au supplice avec courage « Voltigeurs, dit-il à ses propres soldats » chargés de cette cruelle exécution, vous savez » que je ne crains pas la mort : faites votre devoir, » et visez juste. » L'armée prit la part la plus vive à cette fin malheureuse : oubliant le crime d'un moment en faveur de 12 ans de conduite sans tache.

Cet acte de la plus grande rigueur de la cour martiale répandit au reste une crainte salutaire dans la troupe : et nul ne s'exposa plus dans cette campagne à encourir un aussi terrible châtiment (*).

Le canon de Pampelune avait cessé de se faire entendre : cette circonstance nous faisait conjecturer que la place était tombée au pouvoir de l'ennemi. Pampelune se rendit, en effet, par capitulation le 23 octobre; mais la nouvelle officielle de cette perte ne fut connue de l'armée qu'après l'issue des opérations militaires qui vont suivre. L'officier français chargé de l'apporter, avait été retenu plusieurs jours dans le camp ennemi : mesure arbitraire, et qui semblait avoir pour but de dérober au général français un événement à la suite duquel, toute l'armée coalisée devenant disponible, l'ennemi ne pouvait manquer de reprendre prochainement l'offensive. Nous apprenons enfin que la place s'était rendue faute de subsistances, et que le général Cassan, gouverneur, et la garnison, déclarés prisonniers de guerre, avaient été conduits en Angleterre. Ces troupes ne partagèrent pas immédiatement avec celles de Saint-Sébastien la faveur de l'échange, et ne pu-

(*) Les parents de infortuné militaire furent instruits de sa mort; mais on leur a constamment laissé ignorer les raisons qui l'avaient provoquée : le lecteur nous saura gré, pour ce motif, d'avoir tu le nom de cet officier.

rent ainsi être admises à l'honneur de défendre leurs propres foyers en 1814 : la conduite des défenseurs de Pampelune était cependant en tout point digne d'éloge, et ils n'avaient cessé, durant les cinq mois de blocus, de se montrer bons Français.

SOMMAIRE DU LIVRE DEUXIÈME.

Levée de 30,000 hommes décrétée pour l'armée des Pyrénées. — Arrivée des conscrits sur la ligne. — Spectacle qui les y attend. — Débouchés des montagnes fortifiées. — Patience et résignation de l'armée. — Tableau d'un incendie de camp. — Travaux remarquables effectués par l'artillerie. — Disposition des troupes françaises sur le terrain à défendre. — Préparatifs de l'ennemi pour l'attaque. — Journée du 10 novembre. — Evacuation de Sarre et de la Rhune. — Retraite d'Ainhoué et du camp de Suraïde. — Perte de la redoute Louis XIV, et des points environnants. — Passage de la Nivelle et position à Abancen-Borda. — Succès du général Foy sur les derrières de l'ennemi. — Résultats généraux de l'action qui précède. — Reconnaissance poussée par les alliés sur Cambo. — L'armée française se rapproche de Bayonne, et s'étend derrière la Nive. — Situation de Bayonne. — Camp retranché établi autour de ses remparts. — Projets d'agression du général en chef ennemi. — Il passe la Nive, le 9 décembre. — Manœuvres ordonnées par le général français dans la nuit suivante. — Journée du 10. — Motifs qui s'opposent à la pleine réussite de nos attaques. — Défection des troupes allemandes. — Affaires des 11 et 12 décembre. — Bataille sanglante du 13, à Saint-Pierre-d'Irube. — Résultats des mouvements ordonnés aux divisions Abbé, Foy, Darmagnac, Darricau et Maransin. — Projets de l'ennemi dans la soirée. — Pertes réciproques éprouvées dans les dernières actions. — Position respective des deux armées à la fin de décembre. — Mesures prises par le chef de l'état pour repousser l'invasion étrangère. — Tableau du midi de la France à cette époque. — Caractère distinctifs de ses habitants.

LIVRE II.

Suite de la Campagne de 1813, sur l'Èbre et les Pyrénées.

Les affaires meurtrières déjà livrées par l'armée d'Espagne et des Pyrénées, avaient apporté dans ses rangs des diminutions considérables, qui la mettaient hors de possibilité d'opposer à l'avenir une barrière aux coalisés. Le besoin de nouvelles troupes exposé par le maréchal Soult au chef de l'état quelque temps auparavant, et même à une époque où la nécessité d'un renfort pouvait paraître moins urgente, provoqua la demande, faite par le ministre de la guerre au sénat, de 30,000 hommes pris sur les classes antérieures à la conscription de 1814. Cette levée fut l'objet d'un sénatus-consulte du 24 août 1813, et d'un décret impérial du 28 du même mois.

Les militaires de l'armée d'Espagne et des Pyrénées n'avaient aucun nouveau désir à former quant à l'avancement aux grades successifs : ce passage, en progression avec les pertes entraînées par les sanglantes affaires que nous livrions sur tant de points à la fois, était même devenu d'une effrayante rapidité. Mais depuis plusieurs années on avait interdit

aux armées d'Espagne l'espoir d'obtenir ce signe magique de l'honneur, fait pour élever le militaire aux plus brillants efforts du courage : mobile aussi indispensable que puissant, depuis que la vraie récompense d'un service rendu à la chose publique n'existait plus dans la gloire de lui avoir été utile. A défaut de voir satisfaire ses droits à cette distinction tant désirée, l'armée ne vit pas sans un profond sentiment de gratitude que, lui tenant compte de ses efforts, on s'empressait d'envoyer des secours en hommes, à cette portion de la grande famille qui défendait sur la Nivelle l'intégrité du territoire. Elle vit bientôt affluer sur Bayonne la plus grande partie du contingent demandé sur la nouvelle levée aux trente départements du Midi, désignés pour le fournir. Les jeunes conscrits, à leur arrivée, rejoignaient leurs régiments respectifs campés sur la ligne, et paraissaient se voir avec autant de résignation que de surprise, transportés dans peu de jours du sein paisible de leurs familles au sommet des Pyrénées.

Tout présentait à ces jeunes Français un spectacle imposant et extraordinaire, dans ces lieux où allait commencer pour eux une existence nouvelle. Leur soudaine translation au bivouac, sur les cimes incultes et nébuleuses des Pyrénées, qui allaient devenir leur séjour comme depuis quatre mois elles l'étaient du reste de l'armée, les forçait d'embrasser la nature des privations qui les attendaient dans leur

nouvelle carrière. L'aspect des camps établis sur ces montagnes ; la vue des vieux et impassibles débris de nos grandes armées qui les habitaient, et dont les jeunes conscrits étaient à l'avenir appelés à partager les fatigues et les dangers, devaient tremper promptement le moral de ces derniers, et leur imprimer sans retard l'esprit militaire. Toutefois le mouvement qui vivifiait les camps et les transformait en des espèces de villes populeuses où, autour des bivouacs et malgré les fatigues et les privations, la vivacité, la gaieté, les saillies, en un mot, le caractère français, se retrouvaient en entier, indiquaient aux nouveaux soldats que le sort a peut-être réservé à la vie des camps une mobilité de situation qui lui prête quelque charme. La comparaison de tout ce qui les entourait sur les Pyrénées, avec les bords fertiles de l'Adour et de la Nive inférieure, qu'ils apercevaient en arrière dans le lointain, devait pénétrer enfin ces nouvelles levées ainsi que les vieilles troupes, de la tâche importante qu'elles avaient à remplir, et du devoir que leur imposait la France de fermer aux étrangers l'accès de ces riches contrées. Tous ces motifs rendirent l'éducation militaire des jeunes arrivants prompte et facile : ils reçurent l'instruction première du soldat en présence de l'ennemi, sur le même terrain qui devait, peu de jours après, servir à tous de théâtre pour leurs débuts guerriers, à quelques-uns de tombeau.

Ces spectacles n'étaient pas les seuls dont les habitants des camps fussent appelés à jouir. Les points les plus accessibles de la ligne étaient, dans la saison propice, régulièrement visités par les colons des villages situés au pied des montagnes; moins au reste par un pur motif de curiosité, que par l'attrait d'un certain lucre résultant de la vente de pain, de vin et d'autres comestibles tous à portée des facultés du soldat. La place accoutumée de ces marchés était une des extrémités du front de bandière; et la grossière abondance qui y régnait n'en rendait pas le coup d'œil entièrement dépourvu d'intérêt. D'ailleurs cette partie bruyante du camp semblable à une cité populeuse et animée, comparée à la vue austère des armes rangées non loin de là en faisceaux, et à celle des retranchements, des palissades, des canons établis sur leurs plates-formes et se montrant en dehors des embrasures, offrait un contraste bizarre et que sa nouveauté rendait curieux à observer. Parmi les vendeurs se trouvaient bon nombre de Basquaises : toutes présentaient à l'œil une taille svelte et bien prise, des traits fins et spirtiuels, un sourire gracieux. Timides les premiers jours à l'aspect des figures sévères de nos grenadiers, ces jeunes filles furent promptement rassurées, et devinèrent sans peine que la confiance et l'intérêt, bien plus que la crainte, étaient les sentiments que le militaire français désirait leur inspirer. Un prompt

débit et d'abondantes recettes étaient d'ordinaire le prix de l'activité : aussi voyait-on, aux aurores, plusieurs rivales d'intérêt gravir à l'envi les rampes, ou suivre avec légèreté les sentiers qui conduisaient au camp.

Les avant-postes, quoique privés en général de ces marchés et des spectacles qui les accompagnaient, n'étaient pas tout-à-fait délaissés : ils servaient parfois aussi de rendez-vous aux curieux des environs. Les épouses des généraux admises, grâce à quelques modifications de l'ordre du jour qui les concernait, à revenir à Bayonne, la plupart escortées d'une intéressante famille, ne tardent pas à diriger leurs courses vers les camps. Elles paraissent même aux avant-postes, où les attendait un spectacle tout aussi extraordinaire pour elles que l'était pour nous leur présence dans ces lieux sauvages et inhabités.

Le général en chef de l'armée française, hors d'état, malgré les renforts arrivés, de balancer la supériorité de son ennemi quant au nombre, veut s'attacher du moins à tirer tout le parti possible des positions qui nous restent encore sur les Pyrénées : il prescrit, en conséquence, la plus grande activité de mesures depuis l'affaire du 7 octobre, pour faire fortifier tous les points de la ligne. Celle-ci n'était pas susceptible partout du même degré de résistance. Dans son développement, quelques portions, déjà fortes par elles-mêmes, avaient été rendues inexpug-

nables; d'autres, naturellement faibles, ne conservaient, même avec les travaux exécutés pour les défendre, qu'une valeur médiocre. Une suite d'ouvrages étroitement liés entre eux couvraient la chaîne des Pyrénées depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'au Mondarrain. Dans l'intervalle entre ce point et Saint-Jean-Pied-de-Port, les montagnes sont entièrement nues, et trop escarpées pour craindre que l'ennemi pût les franchir : les seuls débouchés de Bidarry et de Saint-Jean-Pied-de-Port, plus accessibles, parurent pour ce motif devoir être gardés.

Quatre chemins, dont deux seulement praticables pour l'artillerie, pénètrent d'Espagne dans l'arrondissement littoral des Basses-Pyrénées et se réunissent à Bayonne. La route directe de Madrid se trouvait battue en avant de Saint-Jean-de-Luz, et dominée à droite et à gauche par des ouvrages qui couvraient toutes les hauteurs de Bourdagaie, entre entre Siboure et Urugne, et s'étendaient jusqu'aux avant-postes français, établis, d'après ce qui a été dit, dans ce dernier bourg : ce passage ne pouvait donc être forcé par les alliés sans qu'ils s'exposassent à de grands sacrifices. Les camps de la Nivelle ou de Belchenia autour d'Ascain et de Serres, et les redoutes construites en avant de ces deux villages, étaient susceptibles aussi d'une défense efficace. Enfin le double passage qui partant de Maya se dirige vers Urdach et le Mondarrain, quoique barré par des

points fortifiés d'une moindre valeur que les précédents en avant et en arrière d'Ainhoué et au-desssus d'Espelette, pouvait encore être disputé avec avantage. Aucune défense accessoire ne paraissait, au contraire, capable de corriger en entier les défauts de la position qui couvre le village de Sarre : l'intervalle de plus d'une demi-lieue ouvert entre la hauteur de la Rhune et le pont d'Amots sur la Nivelle présentant à l'ennemi un débouché facile pour pénétrer en France, et franchir la ligne des Pyrénées.

La redoute Sainte-Barbe avait été construite au milieu de cet intervalle dans les premières guerres. Relevé depuis par les Français et repris, comme on l'a vu, sur les Espagnols, le 13 octobre au matin, cet ouvrage était destiné à fermer ce passage dangereux. Le général français, redevenu maître de Sainte-Barbe, s'empresse d'augmenter la force de ce retranchement; une seconde redoute construite proche de la première, et d'autres travaux importants faits par les troupes de la division, et confiés aussi aux mêmes sapeurs du génie qui avaient contribué à la reprise de l'ouvrage, le mettent ainsi que ses environs dans un état respectable de défense. Profitant du calme parfait qui règne sur la ligne dans la majeure partie d'octobre, l'armée emploie ainsi tous les moyens dont la rigueur de la saison laisse disposer, et poursuit sans relâche la confection des immenses travaux ordonnés par le général

en chef sur les divers points à défendre. Les redoutes et retranchements de la première ligne étaient terminés vers le 20 du même mois ; on travaille, de ce jour, avec une égale activité à la seconde ligne qui doit s'étendre de Saint-Jean-de-Luz à Cambo. Une tête de pont d'une étendue considérable, destinée à protéger le passage de la Nive, couvre toute la partie élevée de ce dernier bourg. Les camps en avant d'Espeletttc et de Suraïde, les ouvrages de Sarre et de Saint-Pé et le camp de Serres font aussi partie de cette ligne. Une troisième ligne enfin commence à s'élever, en arrière des deux autres : elle a pour centre le point d'Abancen-Borda entre Saint-Pé et Araunts; sa gauche est appuyée à la Nive à Ustaritz, et sa droite portée à Bidard, touche à la mer. Chaque division d'infanterie avait pour tâche de fortifier son front et les points destinés à être défendus en cas de retraite. L'exécution des travaux plus délicats ou qui méritaient par leur importance des soins particuliers, était confiée aux sapeurs du génie. Le tracé et la direction des ouvrages appartenaient d'ailleurs aux officiers de la même arme ; et ceux-ci déployèrent dans cette circonstance autant d'activité que de connaissances de leur art.

Le service des régiments en ligne sur les Pyrénées se trouvait partagé, durant les quatre mois de séjour dans ces montagnes, entre la garde des camps,

l'instruction pratique, et les travaux des retranchements et des redoutes. La troupe ne manifesta aucun symptôme de vague ou d'inquiétude pendant cet intervalle; et les fatigues et les privations étaient supportées par elle avec patience et courage : car les marchés avaient disparu des camps avec les beaux jours, et une modique ration d'eau-de-vie était le seul avantage accordé aux hommes employés à élever les retranchements. La nature de ces travaux était encore préférée par le soldat aux fatigues qui l'attendaient dans les voyages relatifs aux distributions. Obligé de se rendre tous les deux jours, quelquefois tous les jours, à une forte distance du camp, le détachement appelé à ce service ne trouve, sur la fin, que des chemins fangeux, pratiqués dans des terres compactes. Il doit souvent traverser avec son fardeau des ravins profonds, sillonnés aussi par des torrents; gravissant ensuite la rampe escarpée et rapide qui conduit au bivouac, il se traîne péniblement jusqu'au terme de son voyage.

Malgré cette série non interrompue de fatigues et de travaux, l'armée voyait avec une résignation bien digne d'éloges son séjour se prolonger à l'approche de l'hiver sur les cimes des Pyrénées, où le soldat s'estimait heureux de pouvoir remplacer le bivouac par un misérable abri recouvert de chaume ou de gazon. Le temps, dans l'été de 1813, avait montré la plus fatigante inconstance, et l'automne

vit presque sans discontinuité des ondées de pluie forcer de suspendre brusquement les travaux. Souvent aussi les soldats enfermés dans leurs cahuttes, à l'heure où livrés au sommeil ils oubliaient les fatigues de la journée, essuyaient tout-à-coup les ravages d'un ouragan furieux qui renversait sur leur tête leurs chétives habitations. Obligés, après une nuit cruelle, de reconstruire au point du jour leur frêle édifice, ils le voyaient avec douleur devenir, quelques heures après, de nouveau le jouet des vents.

Une fois au milieu du silence de la nuit, un cri d'alarme se répand dans le camp, et réveille en sursaut les soldats épouvantés. Est-ce l'ennemi qui projette quelque entreprise nocturne? Mais sa ligne paraît tranquille, et nos avant-postes n'aperçoivent rien qui indique une attaque prochaine. La cause de cet effroi spontané est promptement connue : une faible lueur s'élève au-dessus d'une des barraques de la ligne; enveloppée d'abord d'une épaisse fumée qui a dérobé son existence, cette clarté s'est fait jour, et devient le précurseur d'un violent incendie. Le feu prend bientôt de l'intensité, et après avoir consumé cette habitation de chaume et de fougère, se promène rapidement à droite et à gauche. Poussé par le vent, il envahit les barraques adjacentes, et le reste du camp devient à son tour la proie d'un embrasement général. Alors une scène aussi bizarre

que lamentable vient frapper les spectateurs accourus au premier signal de l'événement : des soldats demi-nus paraissent comme des ombres errantes à la porte de leurs cahuttes en feu, et s'en éloignent aussitôt avec effroi. Sur leurs épaules sont chargés pêle-mêle les vêtements, les armes, les objets de campement. Ce butin en sûreté, ils projettent un nouveau voyage pour disputer aux flammes les vivres, les ustensiles de cuisine, quelques meubles grossiers et à l'avenant de la demeure abandonnée; mais le feu leur barre le passage, et ces objets sont perdus sans retour.

Cependant la flamme s'élève avec force, et ses tourbillons, qui se dessinent dans les airs au milieu des ombres de la nuit, formeraient un spectacle imposant digne de fixer nos regards, si toute l'attention n'était absorbée par la crainte de voir le feu gagner le camp voisin. Tous les assistants se mettent donc à l'ouvrage : les uns, armés de longues perches, attaquent les barraques extrêmes, et renversent l'édifice que l'incendie n'a pu encore achever; d'autres, munis de branches d'arbres, essaient de couper sur le sol la communication du feu que l'herbe desséchée peut, en brûlant, apporter aux environs. L'artillerie voisine attelle son parc, et se tient prête à abandonner, au premier ordre, des points aussi dangereux. On se rend à la fin maîtres des flammes, et les premières habitations sont les seules à regret-

ter. Témoins eux-mêmes de cette perte, les soldats incendiés attendent avec résignation que la place de leur camp leur soit rendue : c'est à voir tout promptement consumé pour se remettre de suite à l'ouvrage, que se borne leur désir; le feu a pris soin de les satisfaire, et ils sont bientôt libres de procéder péniblement à l'entière reconstruction de leur chétive demeure.

L'artillerie redoublait cependant d'activité dans l'établissement et ensuite dans l'armement de ces batteries. Ce double travail présentait de grands obstacles à surmonter; ces obstacles étaient la rigueur de la saison, la difficulté du terrain, la pénurie des moyens. A force de persévérance, du canon avait été élevé sur des points, tels que le rocher du Mondarrain, réputés d'abord inaccessibles. Les pièces de campagne restent disponibles pour le service des divisions. L'armement des redoutes et des autres ouvrages sur la ligne s'organise par les soins du général Tirlet, en vertu d'instructions du général en chef, avec des canons de fer trouvés dans l'arsenal de la marine à Bayonne, ou retirés des bâtiments en rade dans le port. Ce matériel, qui exige déjà des soins infinis pour être transporté dans les divers camps, ne peut être logé par les canonniers qu'à force de bras dans les emplacements disposés pour le recevoir. Il faut ensuite créer, en quelque sorte spontanément, des affûts particuliers à cette nouvelle ar-

tillerie : ceux des pièces de marine dites caronnades qui en font partie exigeant, entre autres, un exhaussement considérable pour que la bouche à feu puisse tirer par une embrasure de hauteur ordinaire. Ces obstacles sont vaincus. Les blindes des magasins à poudre, les bois à plates-formes sont abattus, puis équarris et débités sans frais par les canonniers eux-mêmes dans les parties boisées qui environnent les redoutes : ces militaires maniant enfin avec autant d'adresse, d'activité et d'économie la hache et la scie que l'écouvillon, ne cessent de donner des preuves d'un zèle infatigable, pendant tout le temps que dure la construction, et plus tard l'armement et l'approvisionnement des batteries.

Le canon des divisions, destiné à agir avec elles en rase campagne, a sa place déterminée sur les points de la ligne les plus accessibles et où ses effets doivent être les plus avantageux. Les chevaux des parcs éprouvent cependant de grandes privations à l'époque qui nous occupe, soit à cause des bivouacs, soit par la pénurie de fourrages : cette situation donne de vives inquiétudes, et, prolongée, peut amener la ruine des chevaux. Les moyens de faire arriver dans les camps les fourrages, en les puisant d'abord au principal dépôt établi à Bayonne, en les faisant venir ensuite de l'intérieur, attirent en conséquence l'attention du général en chef. Il est réglé que des bateaux de fourrages qui, par la navigation de l'A-

dour, descendent journellement à Bayonne de Peyréhorade, de Dax et des autres dépôts de l'intérieur, seront de suite mis à la disposition de l'artillerie, et remonteront la Nive jusqu'à Ustaritz : leur cargaison proportionnellement répartie entre les compagnies du train de service aux batteries est, de ce lieu de dépôt, transportée sur la ligne. Grâce à l'ordre parfait et à la régularité de ces distributions, l'artillerie peut espérer de rendre dans les actions prochaines les services accoutumés.

La disposition des troupes françaises pour fortifier et défendre après la ligne des Pyrénées, quant à l'ordre des corps d'armée et des divisions, était la suivante : les divisions Boyer, Maucune et Villate, (aile droite), gardent sous les ordres du lieutenant-général Reille, Urugne, la droite et la gauche de la grande route d'Espagne, et toute la ligne de Bourdagaie en avant de Saint-Jean-de-Luz. Les divisions Taupin et Maransin sont établies au-dessus d'Ascain; celle-ci occupe en particulier, sur la première ligne, la petite Rhune avec trois bataillons, et tient aussi quatre régiments campés en arrière au col de Sarre. La division Darricau, détachée du centre, garde le camp de Serres, dont une portion contient déjà la brigade italienne. La division Conroux défend Sarre et les redoutes Sainte-Barbe : ces quatre divisions forment l'aile gauche aux ordres du lieutenant-général Clausel. Le général Darmagnac,

(centre), occupe, sous les ordres du lieutenant-général Drouet-d'Erlon, les divers postes et la forge d'Urdach en avant d'Ainhouë : attaquée par des forces supérieures, la division doit se replier en arrière sur la droite du camp de Suraïde, et entrer en contact avec le général Conroux. La brigade Boivin (division Abbé) garde la gauche du camp, et la seconde brigade, commandée par le général Maucomble, le Mondarrain et le Chopora en avant d'Espelette. La division Foy, détachée de l'aile droite, s'était portée de Saint-Jean-Pied-de-Port aux débouchés de la vallée d'Ossès, à Bidarry, avec ordre de marcher en avant et d'attaquer l'ennemi, aussitôt que celui-ci aurait pris l'offensive sur les autres points de la ligne. La brigade Pâris laisse quelques troupes d'observation devant les défilés de Jaca, et se rapproche de Saint-Jean-Pied-de-Port, pour couvrir cette place. Enfin la division de dragons de l'armée et la division de cavalerie légère, cantonnées sur les derrières depuis notre rentrée d'Espagne, se dirigent aussi vers les Pyrénées, et sont ensuite placées en seconde ligne, sur les points où le général en chef suppose que cette troupe peut rendre quelque service. L'intervalle attaquable avait cinq lieues de pays depuis Urugne jusques à Cambo. La défense de ce dernier bourg et de sa tête de pont était confiée à 2 bataillons de gardes nationales des Landes aux ordres du colonel Lalanne.

Les ouvrages des deux lignes avancées étaient à peu près terminés dans les derniers jours d'octobre. On travailla dès-lors sans relâche aux retranchements d'Abancen-Borda, destinés à servir de troisième ligne. Ainsi occupés, les Français attendaient avec confiance que l'ennemi donnât suite à ses desseins, et, comme ses derniers mouvements semblaient l'indiquer, reprît l'offensive. Mais le temps était devenu si contrariant sur la fin d'octobre, que ce fut une opinion assez généralement accréditée auprès de nous, que les coalisés renonceraient, à cause de rigueur de la saison et du mauvais état des chemins, à continuer leurs progrès; la valeur de nos positions venant surtout d'être accrue par des défenses accessoires dirigées et construites avec habileté. Cette opinion était encouragée et partagée même par les Basques et les autres habitants du pays : ceux-ci, lors de la chute des premières neiges à la fin d'octobre, nous rappelèrent que les opérations actives avaient cessé sur leurs montagnes entre les troupes espagnoles et l'armée républicaine aux approches de l'hiver de 1793 à 1794, dans les circonstances à peu près semblables à celles de la campagne de 1813 qui nous occupe aujourd'hui.

Cependant le général anglais recherchait dans le courant d'octobre la partie vulnérable des positions de son adversaire : leurs défauts en avant de Sarre n'avaient pu lui échapper; il savait aussi de quelle

importance serait pour lui la possession de ce village : maître de Sarre, lord Wellington peut marcher par Saint-Pé et Araunts directement sur Bayonne et séparer en deux l'armée française, forcée d'agir dans un long intervalle de cinq lieues d'Urugne à Cambo. Ce général fait, dans cet espoir, travailler sans relâche, dès le lendemain du passage de la Bidassoa, à un chemin dans le bas-fond sur le revers méridional de la montagne, qui communique de Berra aux débouchés en face de Sarre, et soit praticable pour l'artillerie. Mais afin de détourner notre attention des points importants qui avoisinent ce dernier village, le général ennemi détache de nouvelles troupes du corps d'observation établi à Maya, et les dirige vers le Mondarrain. Ce surcroît de forces, qui reste stationné devant un bataillon de la brigade Maucomble (division Abbé), placé sur ce rocher, semble ne plus devoir laisser de doute que l'intention des alliés ne soit d'opérer par ce point le passage des Pyrénées. Ceux-ci espèrent par ces démonstrations alarmantes, engager le lieutenant-général Drouet-d'Erlon à dégarnir la droite de son camp de Suraïde pour renforcer le poste du Mondarrain; le contact entre les troupes du camp et la division Conroux une fois rompu, cette dernière restera isolée en avant de Sarre et entièrement livrée en quelque sorte à la merci de l'ennemi. Mais le projet des coalisés n'obtient point le succès qu'ils en atten-

dent : Drouet-d'Erlon, plein de confiance dans le bataillon qui défend le rocher du Mondarrain, ne change rien à la distribution de ses forces ; il les tient seulement plusieurs nuits sur pied pour éviter toute surprise. A ce service fatigant succède bientôt la mesure de faire prendre les armes à la troupe, à trois heures du matin ; le silence de l'ennemi et le vague apparent de ses intentions font replacer enfin les choses dans leur état naturel, et rendent à l'armée française sa sécurité première.

L'atmosphère pluvieuse d'octobre s'étant à la fin éclaircie, et les vents impétueux qui règnent dans les premiers jours de novembre ayant séché les chemins et les communications, le 10 du même mois à 6 heures du matin, nos avant-postes sont abordés vivement sur plusieurs points, et l'attaque se prolonge bientôt sur presque toute la ligne. Quelques démonstrations faites d'abord par l'ennemi contre les lignes établies en avant de Saint-Jean-de-Luz fixent l'attention du maréchal; mais ces tentatives, qui n'étaient que simulées, sont victorieusement repoussées par le lieutenant-général Reille, chargé de la défense de cette droite.

Des opérations bien autrement sérieuses se passaient à trois lieues de là. Lord Wellington exécutant ses projets sur Sarre, faisait déboucher 10,000 hommes et du canon venus de Berra de derrière la montagne de la Rhune ; tandis qu'une seconde colonne

presque aussi nombreuse se précipitait d'Echalar et du mont Atchubia sur la division Conroux : celle-ci, à peine forte de 5,000 combattants, occupe les deux redoutes Sainte-Barbe et les lignes construites à droite et à gauche de ces ouvrages en avant de Sarre. Nos troupes sont attaquées au point du jour. Guidées par leurs généraux qui se placent à leur tête, elles résistent d'abord avec intrépidité aux premiers efforts de l'ennemi; mais celui-ci déploie ses masses sous la protection de son artillerie et de nombreux tirailleurs, et après une vive canonnade enlève Sainte-Barbe. Cette prise rapproche les alliés de Sarre, et leur avant-garde force bientôt le faubourg, soutenue par le feu des troupes et du canon, formés sur le plateau que les Français viennent d'abandonner.

L'ennemi avait attaqué à la même heure la petite Rhune gardée par 3 bataillons de la brigade Barbot (division Maransin). Une première colonne d'environ 2000 hommes descendue de la montagne supérieure s'était portée, dans la direction d'Ascain, sur le flanc droit du 4me léger au poste de l'Étoile, afin de tourner la position de ce côté; tandis que trois autres masses, dont deux anglaises et une portugaise, débouchent de front du haut de la grande Rhune, et manœuvrent, les deux premières pour enlever le rocher et en arrière la place-d'armes, qui servent à unir les deux Rhunes; l'autre, pour aborder les Français par la gauche et leur couper la retraite. Ces attaques

simultanées, que protégent deux pièces de montagne établies par l'ennemi à mi-descente de la grande hauteur, lui réussissent : le 4^{me} léger est forcé dans les redans et les autres retranchements plus éloignés de l'Étoile; le rocher et ses défenses sont enlevés à leur tour. Le donjon, situé au-delà sur le point culminant de la position, prolonge encore sa résistance; ce poste, malgré la vigueur de ceux qui le défendent, finit lui-même par succomber, et le général Barbot est obligé de faire replier toute sa première ligne sur le camp de la 2^{e} brigade. Le 50^{me} soutient la retraite; le 34^{me}, quoique fortement engagé à la rampe de la Rhune, protége aussi le mouvement et contient l'ennemi. Deux pièces de montagne dont les brancards sont cassés ne peuvent dans cette circonstance être sauvées et l'on en fait l'abandon.

Les coalisés, contenus sur ce point, surmontaient plus à gauche les obstacles qui leur sont opposés et forcent la division Conroux à évacuer Sarre. Dans cet état de choses, le général Maransin fait sur-le-champ occuper la redoute Louis XIV par le 59^{e} (brigade Barbot), et désigne ce poste au général de ce nom pour s'y replier avec toute sa troupe. La 2^{e} brigade, restée jusque-là tranquille dans sa position, commençait alors à être fortement attaquée : par sa bonne contenance, elle parvient à dégager le 34^{e} qui se trouvait déjà débordé, arrête ensuite l'ennemi, resté maître de la petite Rhune et prêt à descendre

dans la vallée. Le 27^{e}, qui fait partie de cette brigade exécute une belle charge; le colonel Saint-Cyr du 50^{e} est blessé, un instant après. Ces opérations coïncident avec celles du 130^{e} : placé à la gauche du camp, ce régiment s'oppose à la marche des alliés qui débouchent de Sarre et les tient en respect, jusqu'à ce que la 2^{e} brigade, sur l'ordre du général divisionnaire, pour éviter d'être entièrement tournée, se soit repliée jusqu'à la seconde position, à hauteur de la redoute Louis XIV, et sur la même ligne que la 1re brigade.

Les colonnes ennemies descendues de la Rhune s'étaient réunies, après la retraite de la division Maransin, contre le général Taupin placé à la droite sur le prolongement de la ligne. Celui-ci, dont la gauche se trouve entièrement démasquée par les mouvements rétrogrades des troupes de Sarre et de la Rhune, reçoit bientôt l'ordre du chef de l'aile gauche de se replier aussi vers la redoute que nous venons de nommer. Taupin fait occuper sans délai un ouvrage du même genre, mais plus à droite vers Ascain, par 400 hommes du 88^{e} de ligne aux ordres du chef de bataillon Gilles. Dans cette seconde position, la gauche du lieutenant-général Clausel, formée de la division Conroux, était appuyée au pont d'Amots, et sa droite, établie à Ascain, se rattachait aux troupes du général Darricau, placées dans le camp de Serres, en arrière de la Nivelle. Le général en chef avait lui-même porté son quartier-général à l'extrémité de ce

camp, depuis le commencement de l'action, pour embrasser de là les points les plus importants de cette vaste ligne de bataille, et se rendre compte de toutes les opérations.

A huit heures du matin, peu de temps après que l'ennemi s'est emparé de Sainte-Barbe; la division Darmagnac appartenant au corps du lieutenant-général Drouet-d'Erlon est attaquée, sur tous les points en avant d'Ainhouë et à la forge d'Urdach, par une partie des troupes anglo-portugaises aux ordres du général Hill. Forcés après quelque résistance de céder au nombre, les Français abandonnent Ainhouë et se replient vers le camp de Suraïde. Leur droite appuyée à la division Conroux au pont d'Amots, ces troupes s'établissent à l'instant dans les redoutes construites sur cette partie du camp, ou se déploient sur les côtés de ces ouvrages. Mais à peine en ligne, elles voient en avant de cette droite la position de Sarre évacuée; et il est à craindre qu'une portion de la colonne ennemie qui a repoussé le général Conroux, parvenant à déborder et à tourner ensuite le camp de Suraïde, ne prenne en queue les défenseurs de cette position. Découragée par cette réunion de contre-temps, la division Darmagnac n'oppose qu'une faible résistance, lorsque les coalisés, déjà maîtres d'Ainhouë, se présentent dans un ordre formidable devant les redoutes de la droite du camp : les Français abandonnent ces ouvrages, et cette posses-

sion coûte aux assaillants peu de sacrifices. Le général Darmagnac essaie cependant de prendre une position transversale perpendiculaire à ce camp, pour éviter de prêter son flanc droit au corps ennemi qui s'est emparé de Sarre, et se ménager une retraite; mais le terrain montueux, coupé et boisé, favorise peu ce mouvement rétrograde. La division se replie toutefois avec plus d'ordre qu'on ne pouvait l'espérer, ayant affaire à un ennemi très-nombreux, et agissant elle-même sur un terrain tout-à-fait impropre aux évolutions militaires.

Les coalisés, possesseurs de la droite du camp, marchent sans désemparer sur le général Abbé, qui occupe avec une de ses brigades la gauche de la position et les redoutes qui en couronnent le sommet. Ce général, remarquable par un imperturbable sang-froid, veut avec cette seule brigade tenir plus de 12,000 hommes en échec, et disputer à outrance la possession de la partie du camp et des ouvrages qui lui sont confiés; son canon, tirant à mitraille, a déjà renversé les têtes des colonnes ennemies et balayé les approches des redoutes. Mais le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, juste appréciateur de l'intrépidité du général Abbé, ne croit pas cependant devoir exposer la brigade à être écrasée à pure perte, et donne l'ordre de la retraite sur Espelette. La brigade Maucomble (même division), obligée, par suite de ce mouvement, d'abandonner les points inexpug-

nables du Mondarrain et du Choppora sans avoir brûlé une amorce, se replie, en couronnant les hauteurs et dans un ordre parfait, sur la tête du pont de Cambo. Le général Abbé, de son côté, prend position avec la 2e brigade sur les éminences en arrière d'Espelette, bien décidé à arrêter l'ennemi, tant que de nouveaux ordres ne lui prescriront de rejoindre la brigade Maucomble à Cambo, ou de se replier sur Ustaritz ou Larresore.

Cependant les troupes du lieutenant-général Clausel, à peine formées dans leur seconde position, entre le pont d'Amots et Ascain, dans la redoute Louis XIV et sur les côtés de cet ouvrage, se disposent à la plus vigoureuse résistance. La redoute, à l'arrivée du 59me que nous avons vu s'y diriger d'après l'ordre du général Maransin, était déjà gardée par un détachement de jeunes conscrits ; l'artillerie du corps d'armée commandé par le chef de bataillon Lunel occupait aussi l'ouvrage dès le point du jour, et devait coopérer à sa défense. Tandis que l'on combattait encore dans les dernières positions de Sarre et que les premières troupes du 59me atteignaient la redoute, l'ennemi se rendait maître du pont d'Amots ; un instant après il occupait aussi le contre-fort des hauteurs de Louis XIV, et se préparait à l'attaque de notre seconde ligne. L'engagement ne tarde pas à devenir excessivement vif. L'ennemi qui se masse sur le plateau du contre-fort sous la protection de milliers de tirailleurs, embrasse bien-

tôt tout le développement de la position; ses colonnes débouchent enfin sur la redoute principale et les ouvrages adjacents; elles sont repoussées; une seconde tentatitive n'est pas heureuse.

Pendant la durée de ces opérations, et tandis que toutes les troupes françaises disponibles, portées sur les retranchements, dirigent une charge sur la masse des coalisés qui marchent de front pour s'en emparer, une colonne qui vient de forcer la division Conroux et l'a séparée de ses communications avec le reste du corps d'armée, se précipite sur le flanc gauche de la division Maransin. Ainsi découvert, le général Barbot (*) est forcé à son tour, et poussé avec une partie de ses troupes dans le ravin en arrière de la position. Tout se trouve bientôt enveloppé; la nature du combat change, et ce n'est plus pour la victoire que l'on agit, mais pour se dégager. La redoute Louis XIV est enlevée de vive force, et une partie de ses défenseurs y reçoit la mort. Le bataillon du 88me, placé, comme il a été dit, par le général Taupin dans une des redoutes, ne peut être délivré au moment où la division commence sa retraite : les hommes de ce bataillon tombent tous au pouvoir de l'ennemi avec l'ouvrage qu'ils défendent. Le reste des troupes se dispose à passer la Nivelle à Saint-Pé; mais des tirailleurs portugais, favorisés par la possession du pont d'Amots et de la droite du camp de

(*) Aujourd'hui lieutenant-général.

Suraïde, avaient déjà atteint ce village en longeant la rive droite de la Nivelle. Nos troupes durent en conséquence franchir la rivière plus bas, sur deux ponts voisins de la ferme d'Ibarren. L'artillerie, durant cette retraite, courut risque, à cause des mauvais chemins, de tomber au pouvoir de l'ennemi; mais grâce à l'officier supérieur qui la commande, les pièces repassent aussi la Nivelle et sont mises à couvert sur la rive droite : un seul canon versé en cage et resté sur place, fut à regretter dans ce périlleux trajet.

Le mouvement des divisions Taupin et Maransin sur Saint-Pé avait été, comme on vient de le dire, provoqué par la retraite du général Conroux. Celui-ci, après la perte de Sarre, s'appuyait fortement au pont d'Amots qu'il avait fait retrancher : délogé de ce poste, il s'était replié encore, et avait pris sa direction le long de la rive gauche de la Nivelle : mais en disputant le terrain avec la haute intrépidité qui le distingue, le brave Conroux est blessé à mort, et réalise les propres paroles prononcées par lui, le jour de la reprise de Sainte-Barbe, que les environs de Sarre seraient son tombeau. La retraite des troupes du lieutenant-général Clausel (aile gauche), derrière la Nivelle, laisse les coalisés maîtres de la vallée formée par cette rivière jusqu'à Saint-Jean-de-Luz, et les jette ainsi sur le flanc gauche des divisions de l'aile droite aux ordres du lieute-

nant-général Reille. Dès lors ce dernier, inexpugnable jusque-là dans ses positions de Bourdagaie et de Sibourre, dut les abandonner, les voyant sur le point d'être tournées, et se replier aussi sur la Nivelle. Les réserves du général Villate suivent ce mouvement : la division espagnole du général Casa-Palacio passe la rivière sur un pont jeté par les pontonniers à l'extrémité du coude qu'elle forme au-dessous d'Ascain; elle vient prendre ensuite position dans le camp de Serres, à côté de la brigade italienne qui l'occupait depuis plusieurs jours avec la division Darricau.

Cependant les coalisés, après un assez long intervalle de repos, descendent vers trois heures, des hauteurs adjacentes à la redoute Louis XIV, et marchent sur Saint-Pé, à l'attaque de la nouvelle ligne prise par le général Clausel, à droite du village, derrière la Nivelle. Leur principal objet était, occupant déjà Saint-Pé par des tirailleurs, de s'emparer du chemin qui conduit directement de ce village à Bayonne, pour forcer à une retraite définitive sur cette place les troupes françaises de l'aile droite et de l'aile gauche, ou, si elles tiennent ferme, les tourner par leur gauche, et les séparer de la portion alors réunie avec le général Drouet-d'Erlon à Cambo et Espelette. L'attaque de l'ennemi réussit, et nos troupes qui après les engagements du matin étaient encore dans un certain état de désunion, cèdent le terrain sans

trop de résistance. En possession néanmoins de la route de Bayonne avant que les coalisés soient assez en nombre à Saint-Pé pour la leur disputer, ces troupes se replient sur Abancen-Borda, et après un fort engagement d'arrière-garde bien soutenu par les 27^me^ et 130^me^ de ligne, atteignent enfin, à l'entrée de la nuit, les lignes de ce nom. Ces ouvrages n'étaient encore qu'ébauchés; le lieutenant-général Clausel les fait nonobstant cela occuper sur-le-champ, ainsi que les bois de Saint-Pé, situés à droite des retranchements.

La division Darricau, qui, placée dans le camp de Serres derrière la Nivelle, servait à raccorder en quelque sorte les troupes des généraux Reille et Clausel, n'avait point été engagée dans la journée; mais la retraite de l'aile gauche démasquait la position du général Darricau, et pouvait compromettre la division. Ce général prévient cet accident : il se replie sur le Houhabéa, ou rivière du Bidard, et évite par ce mouvement prématuré d'être entamé à son tour. La retraite ordonnée au lieutenant-général Reille ramène du reste, quelques instants après, comme il vient d'être dit, une partie de la réserve dans ce même camp de Serres : en sorte que cette position reste encore occupée, le 10 novembre au soir et toute la nuit suivante, ainsi que Saint-Jean-de-Luz, par les troupes de l'aile droite, développées aussi sur toute la Nivelle inférieure. La perte de Sarre,

et les mouvements exécutés dans la journée par les lieutenants-généraux Reille, Clausel et Drouet-d'Erlon, avaient eu, en définitive, pour résultat, le 10 novembre au soir, la retraite de l'armée française sur une position à peu près concentrique à celle du matin, mais à une lieue plus en arrière : la gauche appuyée alors à la Nive au village de Larressore; le centre placé sur la route de Saint-Pé à Bayonne, au point d'Abancen-Borda et dans les bois adjacents; la droite sur la Nivelle de Serres à Saint-Jean-de-Luz. Les résultats de la journée, pour l'ennemi, étaient la possession des villages d'Urugne, de Sarre, d'Ascain, de Saint-Pé, d'Ainhouë, d'Espelette et de Suraïde, sur le territoire français.

Au premier signal d'un engagement sur la ligne, le général Foy devait, d'après les ordres du général en chef, prendre l'offensive et déboucher par Bidarry, aborder la droite des alliés, les rendre par ce mouvement plus circonspects dans leur attaque, et parvenir même à jeter le désordre sur les derrières de leur armée. Le général Foy remplit ses instructions avec le talent et la rare intrépidité qui le distinguent : il franchit le Gorospil, culbute les troupes espagnoles du général Morillo qui lui sont opposées, pénètre à leur poursuite jusqu'au défilé du col de Maya, et répand l'épouvante sur les points qui servent d'appui à la droite de la ligne ennemie. Ces succès auraient eu les suites les plus avantageuses, si nos

positions à Sarre, à Ainhouë et à Suraïde n'avaient pas été forcées dans la journée. Ils servirent donc à répandre un nouveau lustre sur le chef qui les avait dirigées, mais non à apporter des changements dans l'ensemble des résultats. Le général Foy, amenant 150 prisonniers, des bagages et des troupeaux capturés à l'ennemi, repasse en conséquence les Pyrénées et se replie avec ordre sur Cambo.

Le 11 au point du jour, nos divisions, dont quelques-unes avaient été surprises par la nuit désunies et isolées, rentrent sans délai à leurs ailes respectives. Les retranchements d'Abancen-Borda à peine ébauchés, et les bois de Saint-Pé, ne paraissent pas susceptibles d'être gardés; on les évacue dans la nuit du 10 au 11. Le pont d'Ustaritz sur la Nive est coupé, et ce bourg immédiatement abandonné. Le 11, à 10 heures, les Français quittent la rive droite de la Nivelle et Saint-Jean-de-Luz, après la rupture des trois ponts établis sur la rivière, de cette dernière ville à Ascain. Le 11, à 10 heures du matin, notre armée s'étendait de la mer à la Nive, la droite appuyée à Bidard; la gauche en position en avant du village d'Araunts sur le monticule appelé Sainte-Barbe. Le général en chef, afin de concentrer ses forces et d'en disposer avec le plus d'avantage, en évitant de laisser de la discontinuité entre les corps d'armée, fait exécuter vers midi un léger mouvement rétrograde : le lieutenant-général Drouet-d'Er-

lon, avec les troupes du centre, est placé au-dessous d'Araunts ; le corps du lieutenant-général Clausel s'établit à Arçangues, sur le chemin de Saint-Pé à Bayonne; le lieutenant-général Reille, avec les divisions de l'aile droite et les réserves, continue d'occuper Arbonne et Bidard. L'ennemi se présente le 11 seulement à 10 heures du matin devant Saint-Jean-de-Luz, et pénètre sans obstacle dans cette ville que les Français viennent d'abandonner.

La réunion des combats qui précèdent, peu connue, n'a pas encore reçu de nom : nous l'appellerons l'affaire des Pyrénées et de la Nivelle. Les positions de notre armée sur ces montagnes n'étaient pas susceptibles de résister partout également. Cette circonstance aplanit à l'ennemi la chute des points principaux de la ligne : toutefois ces avantages ne furent obtenus sans des pertes considérables, et il est permis d'avancer que si nos troupes, accablées par le nombre d'ennemis, cédèrent le terrain, ce ne fut qu'avec honneur. Les suites immédiates de l'engagement du 10 novembre furent, on l'a déjà dit, de livrer à l'ennemi les débouchés de ces montagnes depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'à la haute Nive. Le matériel abandonné dans les redoutes tomba aussi en son pouvoir : il était assez considérable, mais de peu de valeur, et se composait en entier de pièces en fer coulé montées sur des affûts marins. Les coalisés s'emparèrent aussi de quelques

approvisionnements de vivres et de fourrages, que l'activité et puis la réussite de leurs opérations ne nous permirent pas d'enlever à Espelette et à Saint-Jean-de-Luz. L'étendue territoriale des cantons qui ont ces deux villes pour chefs-lieux appartenait le 10 au soir à l'armée anglo-espagnole-portugaise; lord Wellington établit aussi le lendemain son quartier-général à Saint-Jean-de-Luz. La perte des deux armées dans l'affaire des Pyrénées s'éleva de part et d'autre à 2,500 ou 3,000 hommes hors de combat.

Aux regrets de voir l'ennemi sur le territoire français se joignaient ceux dus à la perte du général Conroux. Il avait pris naissance dans les derniers rangs de l'armée, et militaire dès le berceau, ne devait qu'à lui seul ses grades et ses honneurs. Il réunissait dans un degré éminent à la bravoure du soldat les talents du général; les formes aimables du Français s'alliaient aussi chez lui aux rares qualités militaires que la nature lui avait départies; et son caractère élevé et chevaleresque lui donnait quelque ressemblance avec les immortels héros de nos premières campagnes. La troupe, dont il était adoré, perdit en lui un père, l'armée un de ses bons généraux, la France un de ses plus braves défenseurs.

Fidèle à son système de prudence et de lenteur, l'ennemi ne fait, dans la journée du 11, aucun mouvement offensif sur le gros de l'armée française, et

se contente de pousser une reconnaissance sur la tête du pont de Cambo. Le général Foy, revenu de son expédition de Maya, avait reçu ordre d'occuper ce poste sans délai, et s'y trouvait alors renfermé. Les coalisés s'en approchent avec du canon qu'ils mettent de suite en batterie. Les ouvrages de Cambo étaient à l'épreuve, mais mal défilés : cette circonstance nous occasione une perte de quelques hommes. Nos pièces finissent cependant par réduire celles de l'ennemi au silence et forcent les agresseurs à s'éloigner. Le général Foy ayant remarqué, au demeurant, que cette tête de pont, quoique très-propice pour favoriser plus tard une irruption sur la droite de l'armée coalisée, offre des fautes de construction qui l'empêchent d'être défendue avec avantage, signale ces défauts au général en chef. Le premier ne tarde pas à recevoir l'ordre d'abandonner cet ouvrage, et de faire sauter le pont en arrière. Le général Foy, par suite du même ordre, prend position, et se retranche dans le bas de Cambo, sur la rive droite de la Nive.

Cependant, une pluie abondante tombée dans cette journée du 11 avait gonflé les eaux de cette rivière, et rendu son lit non guéable jusqu'au-dessus de Cambo et d'Itsassu. Cette circonstance n'est point négligée par le général en chef; regardant la Nive comme une ligne assurée dans cette arrière-saison de 1813, son projet est de faire occuper for-

tement les divers passages dont l'ennemi pourrait plus tard s'emparer pour la franchir sans danger : par ces dispositions, l'armée coalisée sera circonscrite dans les seuls cantons de Saint-Jean-de-Luz, d'Espelette et d'Ustaritz, que lui a livrés l'affaire du 10 novembre, et devra perdre les avantages que cette possession peut lui donner pour envahir le reste du département des Basses-Pyrénées.

Le projet du général français reçoit un commencement d'exécution, le 12 dans la journée. Dès le matin, la division Darricau avait traversé Bayonne, et s'était d'abord portée sur la Nive, à Cambo, en suivant la route de Saint-Jean-Pied-de-Port; cette troupe descendit ensuite, le long de la rive droite, jusqu'au village de Jatzou, et alla prendre position à hauteur d'Ustaritz, devant l'emplacement du pont rompu le 10 dans notre retraite. La division Darmagnac est établie sur la même rive, à Villefranque. La division Abbé, placée en réserve, occupe, à une lieue en avant de Bayonne, les hauteurs de Saint-Jean-le-Vieux-Mouguerre, à gauche de la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port : ces 3 divisions, et les troupes du général Foy, qui s'étendent alors depuis le bas Cambo jusqu'à Hatsou, passent sous les ordres du lieutenant-général Drouet-d'Erlon; celui-ci se trouve par suite chargé de la défense de tout le cours accessible de la Nive.

Poursuivant son projet de concentration, le gé-

néral en chef fait replier le corps du général Clausel, et le porte en avant du château de Marac; les avant-postes établis et retranchés sur les hauteurs de Moncrau, à trois quarts de lieue de Bayonne, en arrière du point de réunion des chemins d'Ustaritz et de Sarre. Le lieutenant-général Reille continue de garder, avec les divisions Maucune et Boyer (aile droite), et les réserves du général Villate, la route de Saint-Jean-de-Luz, et s'avance jusqu'à hauteur de Biarits. Le grand-quartier-général est établi, le 12, à Bayonne. Le but du maréchal, en rapprochant les deux ailes de son armée de cette place, était de les avoir sous la main; de couvrir aussi et de protéger au besoin les travaux immenses de Bayonne, jetés sur les trois fronts qui regardent l'Espagne, en avant du château de Marac et sur les routes de Saint-Jean-de-Luz et de Saint-Jean-Pied-de-Port. Ces travaux avaient pour objet de rendre cette place le boulevart de la France dans les Pyrénées-Occidentales. Ceci nous conduit à exposer la nature et l'importance de ces ouvrages, et la position de Bayonne, comme destinée à préserver la partie sud-ouest de la France de l'invasion dont elle était menacée.

Peu de villes se présentent avec autant d'avantages que Bayonne, soit comme position militaire, soit par la richesse de ses environs et la beauté du paysage qui l'entoure. L'Adour, qui, descendu des

glaciers du Tour-Malet derrière le pic du Midi, arrose et enrichit les trois départements de l'ancienne Gascogne, vient, après un cours demi-circulaire de 50 lieues, former, au pied de ces mêmes montagnes, et presque à son embouchure, le port marchand de Bayonne; tandis que la Nive, torrent indompté vers Saint-Jean-Pied-de-Port, mais bientôt rendu plus calme par le flux de la mer, vient aussi payer à Bayonne le tribut de ses eaux, et s'y réunir aux flots tranquilles et majestueux de l'Adour. C'est au confluent de ces deux rivières, sur leurs bords, et dans cette position remarquable, que Bayonne est bâtie. La place présente peu de superficie; mais tout le parti possible a été tiré du terrain qu'elle occupe, et sa population est hors de ligne avec le peu d'étendue de l'enceinte. Les rues sont régulières, et le luxe des habitants, la richesse de leur demeure, lui donnent dans sa petitesse l'aspect d'une grande ville. Quant à leur physionomie morale, ces habitants nous parurent différer peu de ceux des autres cités principales du Midi : n'avançant toutefois ici qu'avec défiance le jugement que nous portâmes sur Bayonne, à une époque où, par des motifs qui seront bientôt exposés, la France, et surtout le Midi, éprouvaient un déplacement complet de sentiments : je dirais que la population de cette ville parut aux yeux de l'armée, à l'exception de quelques membres du haut commerce, dont les

vues nobles et le zèle désintéressé ont déjà été signalés, exclusivement livrée à ses spéculation de négoce, et peu faite à ces élans qui dans le commun danger doivent porter les citoyens à substituer, pour quelques instants, à leurs intérêts privés, ceux de la chose publique.

Les fronts qui constituent Bayonne place forte, sont établis sur les trois routes respectives d'Espagne, qui, par Saint-Jean-de-Luz, Ainhouë, Saint-Jean-Pied-de-Port, se réunissent dans la première ville. Ces fronts entourent donc toute la partie de l'enceinte qui regarde les Pyrénées, en s'appuyant à l'Adour par les deux extrémités. Le tracé de cette enceinte, dont les bastions sont à orillons, est peu antérieur au système moderne. La plupart des ouvrages avancés n'ont point de revêtement en maçonnerie. Un plus grand défaut signale encore le front qui barre la route de Saint-Jean-Pied-de-Port : vu d'une certaine distance sur cette route, le front dont il s'agit est dominé par un rideau presque parallèle au rempart. La construction d'un vaste camp retranché, dont il sera bientôt parlé plus au long, dut corriger ce défaut, et envelopper aussi toutes les éminences qui pouvaient nuire à la défense de Bayonne sur les trois routes d'Espagne. La citadelle, élevée sur la rive droite de l'Adour, domine et bat la ville et ses environs ; elle défend aussi la rade et protége la navigation : cette pièce est l'ouvrage du

célèbre Vauban, aussi-bien que la citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port.

La ville de Saint-Esprit, bâtie sur cette même rive droite, communique avec Bayonne par un beau pont en bois établi sur pilotis, le seul jeté sur l'Adour depuis Dax. Nonobstant ce voisinage de la place, Saint-Esprit appartient au département des Landes, qu'il faut traverser en partie pour atteindre le bourg que nous venons de nommer. Mais ces plaines de sable, ces monotones forêts de pins, ces champs incultes, cette terre marâtre que le voyageur affligé rencontre dans les Landes, disparaissent dès qu'il a atteint les bassins de l'Adour inférieur et de la Nive : leurs rives et les coteaux qui les avoisinent sont peuplés d'habitations où le luxe des embellissements se marie à ce que la nature offre de plus brillant, de Bayonne à Ustaritz, et aux environs de Saint-Pierre-d'Irube et de Saint-Étienne-d'Arribe.

L'émotion jetée parmi nous à l'aspect encore éloigné de ces lieux, le jour où l'armée mit le pied sur le sol français, après 6 ans d'absence dans la péninsule, ne sortira jamais de notre mémoire. Déjà, en quittant Pampelune, le 24 juin, l'idée de revoir sous peu de jours la France remplissait notre esprit d'une douce préoccupation. A mesure que la colonne approchait des dernières limites, soit prévention, soit réalité, on commençait à éprouver

l'heureuse influence de ce voisinage. Quelque chose de moins sauvage dans la nature, des mœurs plus douces chez les habitants des vallées rapprochées des Pyrénées, une physionomie, un costume, un langage particulier, tout semblait annoncer le terme de notre voyage et l'accomplissement de nos vœux. Tout-à-coup un horizon immense s'offre à nos regards étonnés; notre cœur bat avec plus de force, quelques larmes involontaires s'échappent de nos yeux, et un cri général part de la colonne et retentit au loin : C'est la France! c'est la France! Oui, nous foulons le sol tant désiré! Éloigné de nous depuis 6 ans, et presque perdu sans retour, nous le revoyons enfin! Ce paysage appartient aux fertiles bords de l'Adour et de la Nive; chacun y plonge d'avides regards et en mesure l'étendue. Jetant alors un dernier coup d'œil en arrière sur les sommets arides que nous abandonnions, pour reporter ensuite la vue sur le magnifique spectacle qui se montre devant nous, jamais les environs de Bayonne ne brillèrent d'un plus vif éclat; jamais notre chère patrie, que nous n'espérions plus revoir, ne nous parut plus digne de porter le nom de belle France.

Ces riches habitations d'Ustaritz, de Saint-Pierre-d'Irube, de Saint-Étienne; ces retraites paisibles où le cri de la guerre n'avait pas été depuis long-temps poussé, devaient bientôt, arrachées en quelque sorte

au domaine de la nature, être envahies par les travaux militaires, et éprouver les dégâts et les pertes que les armées traînent à leur suite. Quand nos troupes, forcées d'abandonner les Pyrénées, se replièrent en novembre sur Bayonne, la cognée dut être impitoyablement portée dans de belles allées, objet d'un demi-siècle de culture, d'attente et de soins. Des vergers, des parterres, se virent bientôt transformés en bivouacs d'hommes et de chevaux, et les habitations dont ils faisaient l'ornement furent crénelées et servaient de réduit. Un seul motif peut faire excuser ces singulières métamorphoses, et répondre victorieusement aux reproches dont l'armée française et son chef ont été l'objet de la part des Bayonnais aigris par le malheur : il fallait défendre le terrain pied à pied, et créer à l'ennemi des obstacles à chaque pas : les considérations locales, les intérêts particuliers devaient céder à nos yeux et s'éteindre devant d'aussi puissants motifs.

Cette lésion des propriétés impérieusement commandée par les circonstances, réclamée aussi par le système de défense opiniâtre adopté par le général en chef, fut surtout ruineuse quand celui-ci, immédiatement après son retour de l'expédition de Pampelune, donna l'ordre d'entourer Bayonne d'un vaste camp retranché. Ce camp, jeté parallèlement aux fronts de la place, à 300 toises environ de la crête des glacis, s'appuyait par sa gauche à l'Adour,

au-dessus de la ville; adjacent ensuite aux deux rives de la Nive, il allait enfin aboutir à l'Adour au-dessous de Bayonne. Il comprenait trois parties bien distinctes: le front de *Mousserolles*, à l'extrême gauche, barrait la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, et battait les environs du faubourg de ce nom, entre l'Adour supérieur et la Nive; ces dangereux accidents de terrain signalés plus haut étaient aussi contenus dans son enceinte. Plus à droite, le front dit *de Marac*, jeté en avant du château, alors impérial, de ce nom, coupait le chemin d'Ainhouë, et s'appuyait à la rive gauche de la Nive; il allait se raccorder par sa droite au front *de la porte d'Espagne*, qui interceptait la grande route de Saint-Jean-de-Luz, et se terminait à un marais adjacent à l'Adour inférieur.

La première idée de ces ouvrages appartenait, dit-on, à Vauban; et l'on assure que les projets et les plans de ce grand ingénieur se trouvaient déposés dans les cartons des fortifications de Bayonne, d'où furent retirés ces précieux documents. On leur donna, il est vrai, au moment de l'exécution, un développement beaucoup plus considérable, calculé sur les localités, sur les ressources, sur l'effet qu'on espérait en obtenir. Ces immenses travaux avaient pour but de présenter une deuxième enceinte d'ouvrages, dont l'ennemi serait obligé de faire un siége en règle et de s'emparer, avant de cheminer vers le corps de

place; ils peuvent servir, en outre, à mettre à l'abri de toute insulte les divisions de l'armée destinées à agir en avant de Bayonne et sur les deux rives de la Nive. Leur construction avait été fortement activée : commencés dans les premiers jours d'août, ils pouvaient à la fin de novembre être armés et palissadés. La confection de ces travaux regardait d'abord spécialement la garnison de Bayonne : on ne tarda pas à lui adjoindre, comme auxiliaires, une partie de la réserve, et plusieurs bataillons de gardes nationales réunies dans les départements voisins. Un pont de bateaux s'établit aussi sur la Nive, au-dessus de Bayonne, entre la place et les camps retranchés : son objet est de faciliter les moyens de jeter, à volonté, des troupes et de l'artillerie de campagne sur l'une ou l'autre rive, sans être assujetti à traverser la ville.

D'autres ouvrages sont projetés aussi par le génie sur la rive droite, pour achever de rendre Bayonne l'un des boulevarts du Midi : la citadelle, quoique fort élevée au-dessus de la campagne, était dominée à peu de distance des glacis par des hauteurs qui lisaient même dans l'intérieur du terre-plain; ces hauteurs sont couronnées de redoutes ou de lunettes, rattachées par des caponnières aux fronts principaux. Quelques retranchements en terre construits aussi à Saint-Étienne au-dessus de Saint-Esprit, complètent le système de défense sur la rive droite

de l'Adour. Quant à la partie basse du Saint-Esprit, elle ne fut point fortifiée; sur la remarque, que placée sous le feu de Bayonne et séparée des remparts par la rivière, qui n'a pas plus de 100 toises de large sur ce point, et battue par la citadelle, cette ville n'offrait par sa possession aucun avantage à l'ennemi. La garnison de Bayonne, forte de 8,000 hommes, fut sur-le-champ réglée à raison de 14,000, qui, en effet, reçurent plus tard cette destination. Le chef du gouvernement d'alors venait de désigner depuis peu un commandant supérieur pour la place. Ces importantes fonctions étaient confiées au général de division Thouvenot; le même ordre prescrivait aux généraux de brigade Berge et Garbé d'entrer aussi dans Bayonne, pour y commander respectivement l'artillerie et le génie.

La ville qui nous occupe peut donc être considérée comme une vaste tête de pont, jetée devant une rivière considérable qui, par sa largeur et sa profondeur sur cette partie, est dans toutes les saisons une ligne assurée. Les ouvrages immenses dont on avait entouré les dehors de Bayonne, la rendaient, en outre, dans les premiers jours de décembre, une de nos places frontières les plus fortes. Profitant, d'un autre côté, des fortes crues de la Nive, notre armée gardait, à la même époque, tous les points de la rive droite où, supposée revenue à son cours naturel, la rivière pouvait être franchie : dans cet état

de choses, la présence des corps des lieutenants-généraux Reille et Clausel en avant d'Anglet et Moncrau, et la réunion des divisions Foy, Darricau, Darmagnac, derrière la Nive, resserrent la grande armée coalisée et la tiennent entièrement circonscrite dans la partie des cantons de Saint-Jean-de-Luz, d'Ustaritz et d'Espelette, les seuls occupés par elle, depuis le 10 novembre, en-deçà des Pyrénées.

L'armée française jouit d'un mois de repos dans la position avantageuse que son chef lui avait donnée. Ce calme n'est interrompu que quelques instants seulement, le 23 novembre : dans cette journée, une forte reconnaissance ennemie s'avance contre la portion de notre ligne établie à Moncrau, et couverte par la division Taupin en avant du front de Marac; mais cette agression est repoussée avec vigueur par le 45ᵉ régiment, et tout rentre dans le premier état. Le 30 du même mois, un léger engagement a lieu aussi entre les Basques de Baigorry, organisés en compagnies franches, et de forts détachements espagnols ou portugais descendus dans la vallée : les chasseurs basques mettent l'ennemi en fuite, et lui font essuyer des pertes.

Cependant la désastreuse campagne de 1813 en Saxe venait d'être terminée. La victoire, favorable dans les premières opérations à Lutzen et à Bautzen, et plus tard à Dresde, avait brusquement quitté nos drapeaux, et fait place à d'horribles catastrophes.

Une opiniâtreté intempestive dans le chef dont le caractère de fer ne pouvait ni croire à l'inconstance de la fortune, ni tenir compte des avis prudents de ceux qui l'entouraient; des revers partiels éprouvés isolément par plusieurs de ses lieutenants; des défections aussi inconcevables qu'inattendues, venaient d'entraîner la ruine de l'armée française : les débris de cette armée si belle et si valeureuse en entrant en campagne 5 mois auparavant, s'étaient vus entourés de toutes les forces réunies des puissances du Nord coalisées, formant la masse d'hommes la plus considérable que les nations modernes aient fait agir à la fois. Le sacrifice terrible, mais commandé par les circonstances, d'une partie de notre malheureuse troupe, pouvait seul sauver le reste : ce sacrifice avait été consommé!!!..... Une retraite plus désordonnée encore que celle de Vittoria, venait de ramener sur les frontières de France les tristes éléments de notre armée : Hanau avait vu cependant quelques lueurs de notre ancienne fortune; mais le Rhin avait été repassé le 1er novembre, et les débris de l'armée française disposés sur la rive droite devaient remplir l'impuissante tâche de fermer l'entrée de la France aux étrangers, et de prévenir une invasion indubitable et prochaine.

Le chef de l'état prévoyant que les chances de la guerre pouvaient lui être défavorables, et la suite n'a que trop justifié ces craintes, prenait ses mesu-

res, dès le 9 octobre, placé encore au cœur de l'Allemagne, pour recréer une nouvelle armée : 280,000 hommes, dont 120,000 sur les classes antérieures à 1814, et 160,000 sur la conscription anticipée de 1815, devaient remplacer les forces à peu près égales que l'Allemagne avait vues disparaître. Ces levées extraordinaires furent l'objet d'un sénatus-consulte, présenté au sénat le même jour, 9 octobre, et adopté, séance tenante, par ce corps. Un contingent de 30,000 hommes pour l'armée d'Espagne et des Pyrénées, pris sur les 120,000 qui composaient la première levée, étaient déjà, ainsi qu'il a été dit, rendu à ses drapeaux; mais cette armée avait encore ses droits dans la répartition des 160,000 conscrits de 1815. Les autorités locales procédèrent avec activité, dans les derniers jours d'octobre 1813, à ces différentes levées, et les hommes appelés furent dirigés sans délai sur la frontière.

Tandis que les armées des puissances coalisées du Nord se préparaient sourdement et dans un repos momentané à envahir sur plusieurs points le territoire français, lord Wellington s'apprêtait, de son quartier-général de Saint-Jean-de-Luz, à donner le signal de l'offensive. Trop resserré dans les trois cantons que lui avait livrés le passage des montagnes, ce général en chef avait le projet de s'étendre dans le reste de l'arrondisssement de Bayonne, et d'occuper ensuite toutes les Pyrénées-Occiden-

tales. Le passage de la Nive ne pouvait encore s'effectuer de vive force, car cette rivière était alors grossie par les pluies de novembre, et de plus gardée par 3 divisions françaises, établies sur les points les plus importants de son cours. Ces obstacles, insurmontables pour le moment, s'aplanirent trois semaines après; c'est-à-dire, dans les premiers jours de décembre : le temps devenu serein, et la Nive rendue guéable, décident le général anglais à ne plus retarder ses tentatives de passage.

Le 9 décembre, au point du jour, un grand feu allumé sur une hauteur en arrière de Cambo, donne le signal de l'attaque aux troupes anglo-portugaises stationnées sur la rive gauche de la Nive. A ce signal, les 3 divisions françaises, placées sur la rive gauche, volent aux armes. Cependant l'ennemi passe la rivière au gué, entre Cambo et Jatsou. Chargé de garder ces deux points, le général Foy se porte au-devant des coalisés, à la tête de sa 1re brigade, commandée par le général Fririon : celle-ci fait la meilleure contenance; elle ne peut toutefois arrêter la marche des colonnes ennemies, bien supérieures en nombre, et se voit forcée de se replier. Le mouvement s'exécute avec ordre, et l'on gagne les hauteurs en arrière de Cambo. Arrivé à la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port, le général Foy fait halte, et prenant position au-dessus de la ferme de Lorminthoa, arrête l'avant-garde ennemie.

La 2e brigade de la division était cependant restée isolée au bas Cambo, par le brusque passage de la Nive au-dessous de ce point. Le général Berlier, qui commande ce détachement, hors d'état de recevoir les ordres de son chef immédiat, se dirige avec habileté vers cette même route de Saint-Jean-Pied-de-Port; mais l'ennemi y est déjà, et la brigade française se trouve entièrement séparée du reste de la division. Le général Berlier se décide sans retard à prendre sa direction sur la place que nous venons de nommer. L'inaction des alliés, qui n'osent s'aventurer dans un pays inconnu et poursuivre la colonne en retraite, détermine bientôt le général français à faire halte; il manœuvre ensuite sur le flanc droit de l'armée anglaise, traverse le bois d'Hasparren, et vient rejoindre enfin, sans aucune perte, à deux heures du soir, le général divisionnaire et la 1re brigade, à la ferme de Lorminthoa.

Le feu allumé le matin par les coalisés ayant donné l'éveil sur toute la ligne, la division Abbé, cantonnée au Vieux et Petit-Mouguerre, avait pris les armes dès le point du jour. Le général en chef lui-même, accompagné de son état-major, s'était porté à la tête de cette division, que le lieutenant-général Drouet-d'Erlon dirigeait déjà par la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port, sur le point où le général Foy soutenait l'action. Pendant cette marche, une vive fusillade se fait entendre en arrière

sur la rive droite de la Nive inférieure : elle provient de la résistance opposée par les troupes du général Darricau à la division anglaise du général Clinton, qui, détachée du corps du maréchal Béresford, avait effectué le passage à Ustaritz. Une partie de cette colonne, une fois sur la rive droite, s'était prolongée aussi, en descendant la rivière, jusqu'à Villefranque, pour attaquer le plateau de ce nom, gardé par la division Darmagnac. La situation des généraux Foy et Abbé, jetés à deux lieues et demie en avant sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, peut devenir critique, si les divisions Darricau et Darmagnac sont forcées dans leurs positions, et obligées de se replier sur cette route, qui n'est qu'à trois quarts de lieue de la Nive. Mais le maréchal Soult s'étant porté sur les lieux où ces dernières agissent, s'assure par lui-même des bonnes dispositions qui ont été prises ; il revole donc vers le point où, à deux lieues de Villefranque, les divisions Abbé et Foy sont engagées sous les ordres immédiats du général Drouet-d'Erlon.

Celui-ci, rassuré sur les mouvements qui peuvent avoir lieu sur ses derrières, avait porté en ligne la division Abbé, et fait mettre 8 pièces de canon en batterie presque à bout portant. Arrêté par cette audacieuse manœuvre, l'ennemi est tenu en échec une partie de la journée sur le même terrain que le matin, et ne peut dépasser la ferme de Lorminthoa.

Les succès étaient balancés aussi entre les divisions Darricau et Darmagnac, et les corps ennemis qui leur tenaient tête. Quoique maîtres de la rive droite de la Nive, depuis Cambo jusqu'à Villefranque, ces derniers n'avaient pu avancer dans l'intérieur des terres; à la nuit tombante seulement, le plateau de Villefranque, enlevé d'abord par les alliés, repris ensuite par les troupes du général Darmagnac, reste, en définitive, au pouvoir des assaillants, après des pertes considérables. La nuit qui, succédant à un des jours les plus courts de l'année, est accélérée en outre par un temps nébuleux, met un terme au combat : les résultats sont pour l'ennemi la possession des deux rives de la Nive, de Cambo à Villefranque, et un appui sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, mais seulement à deux lieues de Bayonne.

Les opérations sur la rive gauche de la Nive étaient moins sérieuses. Le lieutenant-général Hoppe avait poussé cependant, dans cette même journée du 9, une forte reconnaissance contre le front d'Espagne, à la suite de laquelle les troupes françaises établies en avant, sur la route de Saint-Jean-de-Luz, se replièrent, et occupèrent de suite la portion du camp retranché qui barrait cette route. Une autre colonne d'alliés, longeant le rivage de la mer, avait pénétré aussi, le 9, dans Anglet. Du reste, ces mouvements partiels parurent donner peu d'inquié-

tude, et le maréchal Soult n'avait pas cessé de diriger en personne les opérations sur les points où la Nive avait été franchie.

Rentré à la nuit tombante à Bayonne, le général français médite un projet digne de figurer auprès de ses opérations militaires les mieux entendues. Il voit l'armée coalisée séparée en deux par la Nive, et occupant une ligne de bataille de trois lieues de long. Les communications de l'ennemi sont mal assurées d'une rive à l'autre; car les ponts ont été jetés dans la journée à la hâte. La Nive est sujette à des crues subites, et la journée a été pluvieuse : la rivière peut grossir dans la nuit, rompre les ponts, et achever de couper les communications entre les deux rives. L'occasion paraît en conséquence favorable pour porter l'armée française sur l'une ou l'autre rive, et attaquer brusquement l'ennemi, qui ne peut nous opposer sur les deux points que des forces divisées. Tel est, en résultat, le mouvement que le général en chef fait exécuter dans la nuit du 9 au 10 octobre : les 4 divisions qui, la veille, ont agi sur la rive droite avec le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, se replient sur Mousserolles; elles passent ensuite la Nive au pont construit en arrière du front de ce nom, et prennent position sur la rive gauche en avant du camp retranché de Marac.

Trois colonnes sont formées au point du jour. La première, destinée à agir sous les ordres du lieu-

tenant-général Reille. à droite par la route de Saint-Jean-de-Luz, est composée des divisions Foy, Leval, Boyer, et des réserves du général Villate; la seconde, commandée par le lieutenant-général Clausel, comprend les divisions Taupin, Maransin et Darricau, et doit se porter au centre de l'attaque contre le plateau de Bassussarry et Arcangues, pour tourner la position de l'ennemi, et rejeter sa gauche sur Saint-Jean-de-Luz. Enfin, les divisions Abbé et Darmagnac, dirigées par le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, doivent couvrir les points adjacents à la Nive inférieure en avant de Moncrau, et observer aussi l'ennemi sur la route d'Ustaritz : 30 bouches à feu sont portées au même instant en ligne par le général Tirlet. Le mauvais état des chemins, rendus presque impraticables par la pluie abondante tombée sans discontinuité depuis la veille, avait retardé la marche des troupes ; ce n'est que vers dix heures du matin que l'attaque peut commencer, malgré l'activité déployée par le général français dans l'exécution de son projet.

La distribution des forces de l'ennemi et ses mesures de défense étaient les suivantes : sur la rive gauche de la Nive, une division anglaise et 2 brigades portugaises réunies sous les ordres du lieutenant-général Hoppe occupaient la gauche ; appuyées à Bidard, ces troupes étaient fortement retranchées derrière des coupures pratiquées sur la route de

Saint-Jean-de-Luz et dans le terrain accidenté qui l'avoisine. Le centre établi à Arcangues était couvert par la division du général Alten. Placé plus à droite et appuyé à la Nive, le maréchal Béresford avait dans la nuit concentré ses forces à Ustaritz, pour les diriger de là sur les points où le danger serait le plus imminent. Enfin le lieutenant-général Hill, resté sur la rive droite de la Nive avec 13,000 hommes seulement, dut s'avancer par la route de Saint-Jean-Pied-de-Port jusqu'au-dessus de Saint-Pierre-d'Irube; la retraite de nos troupes ayant laissé le terrain entièrement libre, ce général anglais eut même, dans la journée, la facilité de pousser une reconnaissance contre le front de Mousserolles, et d'explorer aussi le terrain à son extrême droite, en s'étendant jusqu'à l'Adour. Ainsi placée, l'armée ennemie n'occupait pas moins de trois lieues d'étendue; les troupes espagnoles du général Morillo couvraient ses derrières dans la direction de Saint-Jean-Pied-de-Port, à hauteur de Cambo, à Urcuray.

Les ordres une fois transmis par le maréchal aux corps destinés à agir, le lieutenant-général Reille attaque le bois de Barouillet à gauche de la route de Saint-Jean-de-Luz, avec les divisions Leval et Boyer, et pousse avec vigueur l'ennemi jusque dans ses retranchements. Plus à gauche, le général Foy, soutenu en arrière par les réserves du général Villate, s'avance

dans la direction d'Arbonne, tandis que le lieutenant-général Clausel dirige la division Taupin sur le plateau de Bassussary, centre de l'ennemi. Les coalisés, culbutés aussi sur ce point, abandonnent le plateau et se replient derrière les ouvrages d'Arcangues. A midi, le succès paraît certain : nous tenons déjà 1,000 prisonniers, et l'alarme est répandue sur toute la ligne ennemie. Mais le général anglais qui, le matin ou peut-être même dans la nuit précédente, observe des mouvements dans nos bivouacs, se doutant de l'abandon de la rive droite de la Nive et de la présence de toute l'armée française sur la rive gauche, avait, comme nous l'avons dit, réuni des forces imposantes à Ustaritz. Justement inquiet toutefois à l'instant que nous retraçons, ce général en chef s'empresse de signifier à ses lieutenants l'ordre de prolonger le plus possible la résistance sur les points attaqués, afin de pouvoir de son côté activer l'arrivée des troupes de renfort et les porter en ligne. Quinze mille hommes sont dirigés, en effet, sur les retranchements de Bidard, d'Arcangues et d'Araunts, et se joignent aux défenseurs.

Cependant le lieutenant-général Reille faisait des efforts multipliés pour déboucher du bois de Barrouillet. L'ennemi, couvert par des accidents de terrain, et embusqué derrière les haies et les fossés, profite de l'instant où nos sapeurs, placés en tête

des troupes, pratiquent des coupures dans les obstacles pour en faciliter l'entrée : les coalisés se précipitent sur les têtes des colonnes qui débouchent par ces ouvertures, et les forcent à la retraite. Ces attaques partielles sont renouvelées avec énergie par les divisions du général Reille, mais aucune avec un plein succès. En face d'Arbonne, le général Foy était aussi vivement engagé dans l'intervalle. Vers 3 heures du soir, la brigade allemande (bataillons de Francfort, Nassau, Baden), appartenant aux réserves du général Villate, massée jusque-là derrière la division Foy, est à son tour portée en ligne, et ses tirailleurs abordent l'ennemi. Mais ce nouvel engagement, dans lequel le général Villate est blessé, n'a pas une issue plus décisive que ceux qui l'ont précédé sur notre droite : l'ennemi continue à se maintenir dans ses positions, et les nouveaux renforts qu'il reçoit d'Ustaritz, le rendent bientôt inexpugnable.

Le lieutenant-général Clausel déploie cependant ses divisions sur le plateau de Bassussary, dont la droite se raccorde avec les points occupés par le général Foy, et marche contre la position d'Arcangues. Ce village était fortement retranché, et l'ennemi avait transformé en réduit l'église établie au centre sur une hauteur. Clausel fait soutenir son attaque par une batterie de 12 pièces placées au milieu du plateau enlevé. La pluie abondante qui

ne cesse de tomber rend le terrain difficile, et empêche nos troupes de charger avec succès : cette circonstance ajoute un nouvel avantage à celui que les coalisés retirent déjà de leurs positions et des renforts qui viennent les seconder. Le général Clausel pénètre néanmoins, à la tête des divisions Taupin et Maransin, dans le village d'Arcangues, et arrive jusqu'au pied des murs de l'église. Mais les Anglais, à couvert dans cet édifice, font de son intérieur un feu des plus meurtriers; tandis que nos armes inondées par la pluie ne rendent, à cause de leurs fréquents ratés, qu'un médiocre service. La nuit, anticipée par l'état brumeux de l'atmosphère, vient mettre un terme aux opérations de la journée. Le lieutenant-général Clausel se replie et établit ses troupes sur le plateau de Bassussarry, qui était déjà occupé par la division Abbé.

Cette division, détachée du corps commandé sur la route d'Ustaritz par le général Drouet-d'Erlon, avait été appelée au secours du général Clausel au moment où, l'ennemi recevant du renfort dans sa ligne d'Arcangues, les troupes françaises engagées sur ces points avaient dû être nécessairement soutenues. Quant à la division Darmagnac que nous avons laissée en position en avant de Moncrau, sur cette même route d'Ustaritz, elle ne prit aucune part active à la journée, et dut se borner à observer les débouchés et le cours de la Nive, pour prévenir, au besoin, les

mouvements offensifs de l'ennemi, le long de cette rivière, contre la gauche de notre ligne.

L'issue de cette seconde journée serait devenue décisive pour les Français, si le plan habilement conçu par le général en chef, et exécuté avec une rare intrépidité, quoique avec trop de lenteur peut-être, par les lieutenants-généraux et les commandants des divisions, eût été secondé par le temps. La perte des alliés fut de beaucoup au-dessus de la nôtre : ils n'eurent pas moins de 5000 hommes hors de combat, et nous laissèrent 1000 prisonniers ; la perte de l'armée française ne dépassa pas 3000 combattants.

L'ennemi ne fait aucun mouvement dans la nuit du 10 au 11 octobre ; mais un événement remarquable et imprévu tout à la fois avait lieu aux avant-postes des réserves de l'armée française. Ces réserves composées en grande partie des troupes allemandes, et commandées alors par le général Jamin (le général Villate avait été blessé dans la journée), doivent, par la suite des dispositions prescrites, se replier et se concentrer. L'ordre de réunir ses divers postes, et de joindre le reste des troupes, est apporté au colonel du régiment de Nassau, que son rang de bataille place alors en première ligne. Cet officier supérieur retarde sous quelque prétexte d'obtempérer à cet ordre, et se sépare bientôt après d'un bataillon de Baden ; rejoint au même moment par les troupes de Francfort, il fait défiler en silence sa colonne assez

proche des autres postes français, et passe vers dix heures du soir à l'ennemi. Des instructions secrètes du souverain transmises, dit-on, l'avant-veille à ce colonel par un officier spécialement chargé de cette mission, avaient motivé ce brusque départ. Il est juste de dire que ces transfuges, au nombre de 1600, qui jusqu'à cette époque et dans la journée même s'étaient constamment montrés émules des Français, légitimant en quelque sorte leur défection, refusèrent de prendre parti contre nous : ils demandent avec instance au général anglais de revoler dans leurs foyers, joindre leurs compatriotes, et combattre sous les propres yeux de leur souverain dans la coalition armée de toute l'Europe contre la France.

Instruit de l'événement, le général Jamin se réserve d'en donner plus tard avis au général en chef; voulant toutefois éviter de compromettre les bataillons étrangers placés encore en première ligne, le général Jamin fait relever immédiatement ces troupes, qui reçoivent quelques heures après l'ordre de se replier sur Bayonne.

Le but du maréchal Soult n'était rempli qu'en partie après la journée du 10, puisque on avait échoué dans le projet de forcer les positions de l'ennemi : mais la Nive avait été repassée par la majeure portion des troupes anglo-portugaises jetées sur la rive droite; et cette circonstance aplanissait les moyens d'attaquer les alliés sur cette rive, et d'en

reprendre l'entière possession. Jaloux de prévenir un semblable mouvement, ou même de profiter du vide qu'il suppose peut-être laissé dans nos rangs par le départ des troupes allemandes, le général anglais fait avancer, le 11, vers dix heures du matin, 4 régiments à gauche du plateau de Bassussarry, dans l'intention de le reprendre. Mais quelques bataillons des divisions Darricau et Boyer, placés derrière ce prolongement, arrêtent la colonne ennemie, et passent de suite à l'offensive, culbutent les forces qui leur sont opposées, font plusieurs centaines de prisonniers, et ramènent les coalisés dans leurs ouvrages. Le général Hoppe ayant, de son côté, détaché quelques troupes de la gauche pour secourir le centre qui venait d'éprouver un échec, le maréchal Soult profite du mouvement pour attaquer cette gauche ainsi dégarnie. Le général ennemi, qui veut éviter un dangereux événement, rappelle sans retard les troupes à leur premier poste. Atteint cependant, et refoulé sur les ouvrages, il perd quelques hommes et laisse des prisonniers au pouvoir des Français. Ces affaires de peu d'importance, dans lesquelles la division Darricau fut seule engagée, terminent la journée du 11.

Le 12, les deux lignes restent dans un repos absolu : quelques mouvements sont néanmoins aperçus sur la droite de l'armée coalisée, vers Araunts; un fort rassemblement de troupes paraît aussi sta-

tionné auprès du château de ce nom, appartenant au sénateur Garat. Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, que nous avons vu ne pas quitter sa position sur la route d'Ustaritz dans les deux journées précédentes, les signale au maréchal. Celui-ci admet que ces mouvements ne peuvent provenir que d'une nouvelle portion du corps de sir William Béresford, qui, de la Nive, aura été appelée sur la ligne : ce qui indique que l'attention de l'ennemi est entièrement fixée sur la rive gauche. Le maréchal se détermine, pour ces motifs, à repasser brusquement sur la rive droite, pour attaquer le lieutenant-général Hill à Saint-Pierre-d'Irube, où l'on n'ignore pas que, depuis le 10 au matin, il est resté en position. La situation de Bayonne favorise la marche à exécuter dans ce but : le trajet, pour se porter rapidement d'une rive à l'autre, en passant la Nive au pont de Mousserolles, n'est que de trois quarts de lieue pour les Français; forcé de faire un long détour, l'ennemi a trois lieues à parcourir pour arriver sur le même terrain.

Les ordres donnés, 4 divisions françaises, savoir, les divisions Foy, Darmagnac, Abbé et Darricau, s'ébranlent dans la nuit, se jettent par Bayonne sur la rive droite de la Nive, et campent au bas de Saint-Pierre. Tout porte à croire qu'une manœuvre faite au milieu des ténèbres et avec la plus grande réserve échappera à la prévoyance du géné-

ral anglais, et sera partout couronnée d'un plein succès : cette occasion est même la première où l'on peut se promettre d'aborder l'ennemi à forces égales, et de le trouver une fois en défaut. Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, qui doit commander l'attaque, attend avec impatience le point du jour. Presque certain du succès de cette journée, le maréchal avait fait aussi donner l'ordre au général Pierre Soult, son frère, commandant la cavalerie légère de l'armée, et à plusieurs escadrons de dragons, de s'avancer de Mendionde jusqu'à hauteur de Cambo, pour être en mesure de couper la retraite aux alliés sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, et de lui fermer toute communication avec la Nive. Le 13, avant le jour, le général en chef est lui-même rendu sur le terrain avec son état-major, et se place sur un plateau au bas Saint-Pierre-d'Irube, pour diriger de là toutes les opérations.

Chaque corps ayant reçu dans la nuit les instructions qui le concernent, la division Abbé s'avance de front par la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port, vers l'ennemi en bataille au haut Saint-Pierre-d'Irube, sur les hauteurs de Losterenia. La division Darricau suit la rive droite de la Nive pour tourner la gauche de cette position, en prenant à sa naissance le contre-fort sur lequel elle est établie. Le général Foy se dirige sur Saint-Jean-le-Vieux-Mouguerre pour attaquer la droite, et la première

brigade de la division Darmagnac marche en seconde ligne, pour seconder ce mouvement. Le général Tirlet fait mettre en même temps 22 pièces en batterie par le chef de bataillon Lambert (*) : 16 sont destinées à débusquer les coalisés du haut Saint-Pierre; 6 servies par des canonniers à cheval doivent appuyer le mouvement du général Foy.

L'ennemi est abordé sur tous les points avec une rapidité et une assurance que l'on peut regarder comme un présage certain de la victoire ; et dans moins de quelques minutes, les deux lignes passent, du calme paisible de la nuit, au fracas effroyable d'une artillerie servie avec une prodigieuse activité, et des feux roulants de mousqueterie. Mais soit que le général en chef ennemi, prévoyant l'attaque, ait redoublé de vigilance; soit que nos feux éteints par négligence en face d'Arcangues, allumés au contraire à Mousserolles, ne laissent au général anglais aucun doute sur nos desseins : le corps du général Hill qui, dans la nuit, était à peine de 13 à 15,000 hommes, est sur-le-champ renforcé de 3 divisions : au lieu du nombre que nous croyons avoir à combattre, c'est 40,000 coalisés qui viennent se ranger successivement en bataille ; la gauche appuyée à la Nive, la droite établie à des hauteurs qui se raccordent avec Saint-Jean-le-Vieux-Mouguerre.

(*) Aujourd'hui colonel.

Le général Abbé, après une attaque vigoureuse protégée par le feu de son artillerie, pousse cependant les premiers postes ennemis, la baïonnette aux reins, jusque dans les lignes supérieures, et va atteindre le haut Saint-Pierre. S'il reçoit quelques renforts dans ce moment, malgré l'énorme supériorité des Anglais, l'affaire est gagnée sur ce point où les opérations sont les plus décisives; l'artillerie ennemie accablée par la nôtre, hors d'état de garder sa position, est déjà en pleine retraite. La division Foy et la première brigade du général Darmagnac, suivies d'une batterie d'artillerie à cheval, ont pendant ce temps marché sur la montagne de Partouhiria, pour tourner la droite des coalisés par le Vieux-Mouguerre : cette montagne est enlevée, et nos troupes sont presque en potence sur le flanc droit de l'ennemi, à l'instant où le général Abbé parvient de son côté à atteindre le haut Saint-Pierre. Ces circonstances réunies rendent la position des alliés au plus haut point critique. Lord Wellington, qui d'Ustaritz s'est porté sur la ligne au premier signal de l'action, ne comptant plus sur le succès, allait, dit-on, ordonner la retraite, quand l'arrivée de ses renforts passant en toute hâte de la rive gauche de la Nive sur la rive droite, lui permet de remplacer par des troupes fraîches celles qui ont été écrasées au début de la journée.

Cependant les troupes de renfort demandées par

le général Abbé ne lui sont point envoyées. Dans cette situation, qui d'abord si avantageuse devint bientôt critique, Abbé anime ses soldats par sa présence et son exemple; deux officiers qui lui servent d'aides-de-camp sont blessés mortellement à côté de lui; le général Maucomble, qui commande une des brigades, est mis hors de combat. Abbé n'étant point secouru se voit obligé de céder du terrain. Quoique réduit à ses propres forces, il revient deux fois encore à l'attaque du haut Saint-Pierre; mais l'ennemi, qui ne cesse de recevoir de nouveaux secours, est rendu bientôt inexpugnable dans ses positions. Forcée d'abord de se retirer, mais remise promptement en batterie, l'artillerie anglaise foudroie nos troupes, dont l'attaque diminue de vigueur à mesure que les rangs s'éclaircissent.

Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, jugeant trop tard peut-être que la division Abbé est dans l'impossibilité d'agir si elle n'est soutenue, donne au général Gruardet (division Darmagnac) l'ordre de ranger en bataille sa brigade perpendiculairement, et à droite de la route de Saint-Jean-Pied-de Port, et de marcher en avant. Le premier ordre s'exécute; mais les blessés qui se détachent en grand nombre de la division Abbé et traversent les rangs de la seconde ligne, entravent les évolutions commandées par le général Gruardet; sa brigade éprouve même presque aussitôt un mouvement de fluctua-

tion et de désordre dont elle-même ignore la cause : malgré les efforts du lieutenant-général Drouet-d'Erlon et du général Gruardet pour donner à cette troupe une meilleure attitude, l'ordre ne peut y être rétabli.

Pendant la durée de toutes ces opérations au centre et à gauche de la ligne, le général Darricau exécutait l'ordre reçu : il avait cheminé le long de la rive droite de la Nive, pour attaquer la gauche de l'ennemi et surprendre ses derrières à Villefranque. Mais les mouvements du général français, ralentis par les difficultés du terrain, n'avaient pu coïncider avec ceux de la division Abbé. Le général Darricau, après un engagement dont le succès est balancé, se décide vers midi à se conformer au mouvement rétrograde de la division Abbé : évitant ainsi d'être lui-même tourné, il revient prendre sa position du matin. Le général Mocquery, commandant une des brigades, était du nombre des blessés.

Le général Abbé qui, loin d'être secouru par la la brigade Gruardet, trouve celle-ci désunie, n'est plus en état de hasarder une quatrième attaque du haut Saint-Pierre : il range sa division en bataille, à la naissance de la position occupée par les alliés, et attend, ainsi que le général Darricau, de nouveaux ordres. Les généraux Foy et Darmagnac se replient de même, et reprennent leur position du matin sur le plateau de bas Saint-Pierre. L'ennemi com-

mence à midi une nouvelle action qu'il augure devoir lui amener d'importants résultats. Pour y mettre obstacle, le maréchal envoie l'ordre à la division Maransin de quitter le camp de Marac, et de se porter sans délai, par le pont de Mousserolles, en avant du front de ce nom, sur les points où le combat est engagé.

Sans chercher à gagner du terrain sur notre front, lord Wellington s'attache à fixer notre attention au bas Saint-Pierre et sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, par un feu de mousqueterie et d'artillerie des plus vifs : son but est de nous dérober la marche d'une forte colonne qui, descendant de Vieux-Mouguerre, cherche à se prolonger jusqu'à l'Adour, pour donner cet appui à la droite de l'armée alliée. Le général anglais réussit dans ce projet, non sans acheter ses succès par de grands sacrifices : il essuie, une partie de la soirée, dans ce périlleux trajet, le feu de la division Maransin, et d'une batterie d'artillerie légère avantageusement placée au centre de cette troupe. Un tiraillement des plus vifs était aussi entretenu sur les bords de la Nive, que l'ennemi venait d'atteindre. Plus à gauche, un feu de mousqueterie, également meurtrier, se prolongeait sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port ; mais les coalisés, placés à découvert à mi-portée du haut Saint-Pierre, restent exposés au feu des voltigeurs des divisions Foy et Darmagnac ; tandis que ceux-ci,

retranchés dans les maisons du bas Saint-Pierre ou cachés par les plis du terrain, ont bien moins à souffrir. Durant les six dernières heures de cette sanglante journée, enfin, nous ne cessions de voir des masses de blessés ennemis s'éloigner du champ de bataille, et suivre lentement la rampe qui conduisait à leur ambulance, établie dans le haut Saint-Pierre.

D'après les ordres reçus, le général Soult s'était porté, le 13 au matin, avec sa cavalerie, de Mendiondé sur Hasparren et Urcuray, à hauteur de Cambo; pendant qu'à deux fortes lieues plus loin, une partie de l'armée disputait avec tant de vigueur la possession du haut Saint-Pierre-d'Irube. Cette cavalerie fut engagée avec les troupes du général espagnol Morillo et plusieurs escadrons anglais, et il y eut réciproquement quelques blessés et des prisonniers de faits. Le 13 au soir, le général Soult supposant avec raison que le succès n'avait pas couronné nos opérations sur la Nive inférieure, se replia sur Bonloc, en arrière, à droite des points où sa troupe avait agi dans la journée.

Nos divisions passent la nuit qui termine cette bataille meurtrière au bivouac dans les positions du matin. Elles prennent les armes au point du jour, quoique rien n'indique sur la ligne ennemie des dispositions alarmantes. Une simple reconnaissance est poussée vers neuf heures du matin par les coalisés, le long de la Nive, jusqu'au pied du château

de Belvéder; mais quelques coups de canon tirés par une pièce de 4 en batterie dans la grande allée de cette habitation, où quelques postes français sont établis, font tout rentrer dans l'ordre. L'ennemi ne paraît plus occupé dans la journée qu'à donner la sépulture au grand nombre de morts des deux partis qui, déjà dépouillés, couvrent la rampe du haut Saint-Pierre et des champs circonvoisins.

L'atmosphère était parfaitement pure dans cette matinée; mais les rayons du soleil, réfléchis par ces cadavres blanchâtres, répandaient aux alentours une teinte lugubre et sinistre. Les regards machinalement fixés sur ces objets, chacun de nous déplore en silence le triste résultat des batailles, et paie un tribut de regrets à ceux de ses compagnons d'armes qui naguère en ont été les victimes. L'attention captivée même par ce pénible spectacle, on ne perd rien des derniers et charitables devoirs que les Anglais rendent sans préférence à tous les morts répandus sur le champ de bataille. Uni en quelque sorte d'intention avec l'étranger pour cette cérémonie funèbre, on accompagne des yeux les restes qu'on suppose avoir appartenu à quelques Français, jusqu'au moment où la tombe les reçoit et se referme sur eux.

L'affaire du 13 décembre est une des plus sanglantes que les armées d'Espagne aient livrées : elle nous laissa le regret de n'avoir pu obtenir les ré-

sultats que l'on se proposait en combattant, c'est-à-dire, l'entière possession de la rive droite de la Nive. La perte fut très-forte des deux côtés : nous eûmes 3,700 hommes hors de combat; deux généraux blessés. La perte de l'ennemi fut évaluée par lui-même à 6,000 hommes. Les motifs qui firent qu'un projet d'attaque aussi bien préparé que sagement conçu, n'eut point dans l'exécution la réussite désirée, furent recherchés : on assigne comme tels, outre l'éveil donné à l'ennemi dans la nuit du 12 au 13, à l'égard des feux, la trop grande précipitation qui empêcha de faire simultanément toutes les attaques; et plus encore les grandes forces déployées par les alliés sur les points compromis.

Les sanglantes batailles de la Nive, livrées sans interruption du 9 au 13 décembre, coûtèrent à ces derniers, de leur propre aveu, 16,000 hommes, et 10,000 hommes à l'armée française; elles virent deux grands capitaines déployer toutes les ressources de leurs talents et de leur expérience, et les troupes rivaliser de courage et faire les plus vigoureux efforts. Deux fois, suivant le propre langage du général anglais, la retraite de son armée allait être ordonnée: le 10, dans l'attaque d'Arçangues par le lieutenant-général Clausel; le 13, au moment où le général Abbé atteignait le haut Saint-Pierre. La consternation avait, le premier jour, frappé l'ennemi jusque dans Saint-Jean-de-Luz; et les habitants s'étaient flattés

un instant d'accueillir dans la soirée même l'armée française au sein de leur ville.

Saint-Jean-de-Luz fut aussi témoin de l'énorme quantité de blessés que les alliés y transportaient, les 10, 11 et 12 décembre, en silence et avec mystère, pour mieux cacher leurs pertes. Les blessés du 13, dont le nombre était encore plus considérable, furent distribués dans les villages en arrière de la ligne, aux environs d'Ustaritz et d'Espelette; ces bourgs en étaient encombrés. Les militaires francais les plus grièvement blessés dans la dernière action, recueillis sur des bateaux au bas Saint-Pierre, descendirent la Nive, et rentrèrent à Bayonne, qui n'était qu'à trois quarts de lieue du champ de bataille. Ces convois furent reçus par les habitants. Abandonnant les toits et les clochers d'où ils observaient avec inquiétude les circonstances du combat, les Bayonnais se précipitent sur les quais pour remplir les devoirs de la plus touchante humanité, et apportent à nos malheureux compagnons d'armes, les soins les plus désintéressés avec dévouement et promptitude.

La série des opérations militaires que nous venons de faire connaître, depuis la rentrée du maréchal aux armées d'Espagne jusqu'aux sanglantes affaires de la Nive, ne donna pas l'avantage à nos armes; cependant le sommet des Pyrénées et les bords de la Bidassoa et de la Nive, quoique moins signalés dans nos fastes militaires que d'autres théâtres de nos

immortelles campagnes, présentent aussi un grand nombre de faits partiels que les Français de Hohenlinden, d'Austerlitz, de Dresde ne désavoueraient pas. Quelques observations jetées sur cette matière expliqueront suffisamment les causes de cette absence d'heureux résultats.

Les suite des affaires de Sorauren pour délivrer ou ravitailler Pampelune, et du 31 août pour débloquer Saint-Sébastien, indépendantes de la conduite de l'armée française, et peut-être même de la volonté du général en chef, n'ont prouvé, comme le lecteur a pu s'en assurer dans le livre précédent, que l'insuffisance de nos moyens pour terminer à souhait des opérations qui présentaient de si grandes difficultés. Quant au passage de la Bidassoa par les coalisés le 8 octobre : le manque de précautions et de mesures de sûreté sur notre rive, répréhensible sans doute, mais étranger à la bonne contenance de la troupe, peut faire justement taxer de quelque négligence les chefs qui commandaient aux avant-postes, mais ne doit porter, au fond, qu'une faible atteinte à leur conduite militaire proprement dite (*). L'inutilité de nos efforts pour fermer aux

(*) La défection d'une partie des troupes de la Confédération du Rhin, dans la nuit du 10 au 11 décembre, et le mystère qui présida à leur passage dans les rangs ennemis, donneront peut-être l'explication que nous avons retardé de produire du

étrangers le passage des Pyrénées, s'explique par la presque impossibilité de garder avec des forces réduites une ligne aussi vaste, parsemée d'issues et de débouchés, et par la nécessité de n'opposer à l'ennemi que des troupes morcelées et une résistance partielle; tandis que libre de choisir son point d'attaque, il a pu y transporter ses masses et accabler les défenseurs. Enfin les causes qui, du 9 au 13 décembre, empêchèrent d'obtenir un succès complet dans les affaires de la Nive, viennent d'être suffisamment développées par le récit qui précède. Que si l'on considère, en définitive, que les alliés employèrent 6 mois d'efforts et de sacrifices avant de parvenir en quelque sorte à toucher le sol français, malgré les puissants moyens à leur disposition : ce retard fera suffisamment l'éloge de la conduite de l'armée d'Espagne et des Pyrénées dans la campagne qui vient d'être décrite.

La journée du 13 décembre avait donné à la droite de l'armée coalisée l'Adour pour appui : elle s'é-

succès des coalisés, le 7 octobre, dans l'attaque de la Bidassoa : il nous répugne toutefois d'admettre que le général anglais entretînt déjà à cette époque des intelligences secrètes avec les chefs des troupes étrangères au service de la France. La conduite franche et irréprochable des Allemands, postérieurement aux affaires d'Hendaye et d'Urugue, et même dans la journée du 10 quelques heures avant leur fuite, repousse, on peut le dire, tout soupçon à cet égard.

tendit dès ce moment sur la rive gauche de ce fleuve sur un cours de 3 lieues, depuis ses avant-postes devant Mousserolles et Bayonne jusques à Urt ; l'ile d'Holhariague, séparée de cette rive par un canal d'une faible largeur, tomba aussi au pouvoir de l'ennemi. Celui-ci envahit enfin, peu de jours après les derniers engagements, les cantons situés à gauche de la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, qui ont Hasparren et Labastide de Clarence pour chefs-lieux. La gauche de son armée depuis le 13 décembre resta, comme par le passé, appuyée à la mer ; le centre occupa Ustaritz et Villefranque sur la Nive ; la droite s'étendit dans l'intervalle compris entre cette rivière et l'Adour supérieur. L'armée coalisée, ainsi distribuée, se déployait suivant une demi-circonférence de trois lieues de rayon autour de Bayonne. Le grand quartier-général continua d'habiter Saint-Jean-de-Luz. La majeure partie de la cavalerie ennemie, faute de fourrages, ne dépassa point les Pyrénées, et resta même cantonnée loin des frontières sur les bords de l'Èbre.

Forcé, par la présence des alliés sur l'Adour, de changer sa ligne d'opérations et son plan de défense, le maréchal laisse le lieutenant-général Reille, avec la division Abbé, Leval et Maransin (aile droite), en avant du front de Mousserolles, de Marac et de la porte d'Espagne ; ses postes couverts par des épaulements et des défenses pratiquées autour des

maisons dont l'occupation pouvait présenter quelque avantage. La division Boyer est placée en réserve à Saint-Étienne, en avant de la citadelle de Bayonne. Le corps du général Drouet-d'Erlon doit garder la ligne de l'Adour, depuis Saint-Esprit jusqu'à l'embouchure des Gaves : à cet effet, la division Foy est provisoirement établie à Saint-Martin-des-Signaux, et la division Darmagnac à Saint-Laurent. Le lieutenant-général Clausel réunit, le 1er janvier, les divisions Taupin et Darricau en avant de la Bidouze, et occupe derrière lui les points de Guiche, Came, Bidache, qui sont retranchés sans délai. Ces troupes se lient par leur gauche à la division de dragons du général Treillard, en réserve à Saint-Palais, et à la cavalerie légère du général Soult située à Mendionde et à Bonloc. Restée, lors des dernières opérations, à Saint-Jean-Pied-de-Port, la brigade Pâris est chargée de garder encore les débouchés d'Espagne en avant de ce point. Dans cette position, l'armée française se développe aussi suivant une courbe demi-circulaire, la droite à l'embouchure de l'Adour; le centre au confluent de cette rivière et des Gaves; la gauche à Saint-Jean-Pied-de-Port. Le grand quartier-général est porté le 20 décembre à Peyrehorade, c'est-à-dire, à peu près au centre de la nouvelle ligne. Les parcs de réserves d'artillerie et les dépôts de l'armée, éloignés des divisions actives, étaient déjà établis à Dax depuis le milieu de

novembre ; un ordre du général en chef avait prescrit aussi de remettre en état la vieille enceinte de cette place, qui, favorablement située sur l'Adour, forme en quelque sorte la clef de la navigation supérieure de cette rivière. Quelques villes des Landes, situées au-dessus de Dax, reçoivent aussi une portion des dépôts que cette place ne peut contenir en entier. Le maréchal ordonne en même temps la construction d'un pont de bateaux sur l'Adour à Port-de-Lannes, afin d'établir les communications entre Bayonne et Peyrehorade, et lier les troupes du général Clausel avec le reste de l'armée.

Celle-ci subit quelques changements d'organisation dans les derniers jours de 1813. La division Taupin avait déjà été dissoute après l'affaire du 10 novembre, et fondue dans les autres corps (*). Les réserves aux ordres du général Villate éprouvent le même sort à la fin de décembre; la brigade d'infanterie italienne du général Saint-Pol, détachée la première des réserves, avait, dans le courant de novembre, été appelée au-delà des Alpes, à la défense de son propre territoire. Quinze cents hommes environ de l'ex-garde de Napoléon (Joseph), en Espagne, troupe d'élite et d'une bravoure achevée, qui jusque-là faisaient partie de cette même réserve, ne forment

(*) Le général divisionnaire était passé au commandement de la 4e, veuve de l'intrépide Conroux.

plus un corps séparé, et sont versés dans les compagnies de grenadiers et de voltigeurs de l'armée. Les trois régiments espagnols de *Castille*, de *Tolède* et *Royal-Étranger*, fortement réduits, sur la fin de cette campagne, à laquelle ils avaient pris une part très-active et toujours digne d'éloges, sont licenciés. Les officiers d'origine française prennent rang dans l'armée; les officiers étrangers et les hommes sont envoyés à Libourne (Gironde). Enfin la résidence de Mortagne (Orne) est assignée à ce qui reste encore de troupes allemandes.

Ces troupes, qui avant leur départ avaient été désarmées à Bayonne, se composaient du dépôt des régiments de Nassau et de Francfort, passés à l'ennemi le 10 novembre au soir, et du bataillon de Baden, qui n'avait pas partagé cette défection (*). Nos soldats gémirent de ne pouvoir accorder quelques regrets à ces étrangers, si long-temps compagnons de notre gloire, et plus tard de nos revers. Ceux-ci, en quittant Bayonne et l'armée, semblaient aussi,

(*) L'ordre de désarmer les troupes allemandes avait été envoyé de Paris au maréchal Soult; mais, expédié par la voie ordinaire au lieu de l'être par estafette, il n'était arrivé que le lendemain du départ des bataillons de Nassau et de Francfort. Le colonnel de Nassau ne mit personne dans la confidence de son projet; afin d'en mieux assurer l'exécution, il avait laissé ses domestiques, la caisse de son régiment, son quartier-maître et son dépôt à Bayonne.

dans de touchants adieux, désavouer la conduite de leurs chefs, et rejeter des sentiments de patriotisme qui leur avait, en quelque sorte, fait un devoir de l'ingratitude et de la trahison.

Le général en chef reçoit, sur ces entrefaites, des nouvelles de Santona par deux bâtiments qui, expédiés sur ce point chargés de subsistances, avaient effectué heureusement leur retour. Ce poste maritime était alors la seule possession qui nous restât sur les côtes de l'Océan, en Espagne; la garnison dut être augmentée; et des soldats choisis dans les régiments d'infanterie de l'armée, ainsi que des canonniers, pris à raison de deux hommes par compagnie d'artillerie, furent désignés, et se tinrent prêts à s'embarquer pour cette destination. Mais l'active surveillance exercée par les bâtiments anglais, à la barre de l'Adour et sur les côtes de Bayonne, empêchant de donner suite à ce projet, les hommes rentrèrent quelques jours après à leurs corps respectifs. Malgré cette pénurie de défenseurs, Santona ne fut abandonné qu'après la cessation des hostilités, lors de la remise définitive des places qui, ne faisant point partie du territoire de l'ancienne France, durent retourner à leurs premiers possesseurs.

Cependant le chef de l'état voyait la frontière sud-ouest de l'empire envahie, et celle de l'est menacée; le 21 décembre, la neutralité de la Confédéra-

tion Suisse avait été violée par le général en chef ennemi, le prince Schwarzemberg, et les colonnes étrangères débouchaient dans le Haut-Rhin et les Vosges : ainsi nul doute que la F. ance ne soit sous peu livrée à une irruption générale. Dans un état de choses aussi alarmant, la conscription, le mode accoutumé jusqu'alors de recomposer ses armées, paraît insuffisant à Napoléon, pour se créer les moyen de refouler hors du territoire français les étrangers tout prêts à l'envahir. Un décret du 27 décembre 1813, prescrit l'organisation de compagnies de gardes nationales : cette force, destinée à être rendue mobile et à former la garnison des places de guerre, doit se recruter parmi les Français non mariés qui ont déjà satisfait aux tirages antérieurs. Le même décret ordonne aussi la formation de compagnies de gardes nationales sédentaires, qui reçoivent, sous le nom de cohortes urbaines, les individus de l'âge de 20 à 60 ans, non réclamés par les conscriptions précédentes, et les gardes d'honneur, et ceux qui, réformés ou remplacés, sont libérés enfin du service des gardes nationales actives. L'organisation de cette force armée particulière éminemment utile, avait pour but de maintenir la tranquillité dans l'intérieur des villes populeuses : à défaut de conjurer l'orage qui allait fondre sur la France, l'attitude de ces cohortes peuplées d'individus tous gens d'aveu, et la plupart fortunés, pouvaient en diminuer les

ravages, et prévenir l'horrible fléau de la guerre civile.

Un décret de la même date désigne, sous le nom de commissaire extraordinaire, un sénateur ou conseiller-d'état pour se rendre au chef-lieu de chaque division militaire : munis de pouvoirs étendus, ces commissaires doivent surtout accélérer la levée des troupes et l'organisation des gardes nationales, pourvoir à l'armement et à l'équipement des nouvelles levées, faire approvisionner les places, ordonner enfin, suivant l'urgence des circonstances, des levées en masse. Le sénateur comte Cornudet et le conseiller-d'état comte Caffarelli sont désignés pour remplir ces importantes fonctions; le 1er dans la 11^{me} division, celui-ci dans la 10^{me}, et se rendent, dans les derniers jours de décembre, aux siéges de leurs arrondissements respectifs, à Bordeaux et à Toulouse. Il est temps de jeter un coup d'œil sur l'état et les dispositions dans lesquelles se trouvait le midi de la France, à l'arrivée de ces commissaires et au moment où son invasion par la grande armée anglo-espagnole-portugaise devenait imminente.

Comme le reste de la France, le Midi gémissait sous le despotisme d'alors. Instruments aveugles de ce pouvoir, une partie des autorités placées par lui dans les cantons méridionaux, et ses agents même les plus subalternes, employaient sans discernement les mesures les plus odieuses pour exécuter

ses volontés, et semblaient s'étudier à lui créer tous les jours à plaisir, par leur conduite, de nouveaux ennemis. Un assemblage hétérogène et monstrueux d'indignes concussions quand elles pouvaient impunément s'exercer, d'intolérables rigueurs dans le cas contraire, présidait surtout aux levées destinées à couvrir l'énorme consommation d'hommes que des campagnes désastreuses avaient entraînée. La désolation et la ruine étaient portées sans pitié dans les familles où le deuil régnait déjà; tandis que des impôts excessifs, autres suites naturelles d'une guerre malheureuse, étaient répartis d'une façon souvent arbitraire et toujours perçus avec violence.

C'est dans ces circonstances que le nouveau chef prit le commandement de l'armée d'Espagne et des Pyrénées, et ne put que suivre la marche qui lui était tracée par l'autorité supérieure pour l'administration de cette armée. Le défaut de fonds affectés au département de la guerre reproduisit avec tous ses abus le système des réquisitions, dont le nom abhorré était depuis 20 ans dans l'oubli. Les moyens de faire vivre la troupe, confiés comme par le passé à une administration qui, injustement, je le suppose, n'avait point l'entière confiance de l'armée, devint aussi l'apanage des autorités locales, dont quelques-unes, certaines d'échapper aux regards dans un moment où tout annonçait un boulever-

sement prochain, redoublaient d'ardeur pour mettre la dernière main à leur fortune, et la préserver ensuite du naufrage.

Des réquisitions furent frappées par l'autorité compétente sur 30 départements du Sud-Ouest : le produit, du moins d'après le langage peut-être suspect des contribuables, aurait été bien au-delà des besoins calculés sur l'effectif de l'armée destinée à le consommer. Mais des mesures administratives insuffisantes, ou plutôt nuisibles, étaient par malheur le plus souvent employées, pour opérer dans les magasins de l'armée le versement des objets requis, et nul ordre, nul système ne présidaient à leur rentrée. On a vu, par exemple, des voitures et leurs bestiaux arriver jusqu'à l'Adour, avec leurs chargements, de points éloignés de plus de soixante lieues de la frontière. L'emploi de moyens de cette nature éteignait pour le reste de la campagne le peu d'énergie qu'aurait pu conserver la population du pied des Pyrénées, naturellement active et brave, mais lasse de sacrifices trop renouvelés, et disposée à s'éloigner chaque jour d'un gouvernement qui, selon elle, par le refus d'une paix proposée à diverses reprises, avait attiré lui-même l'ennemi au sein de la France. Ainsi, lorsqu'à la fin de 1813, le chef de l'état, trompé par ce grand nombre d'adresses arrachées aux citoyens par ses agents, crut pouvoir faire un appel aux

Français, la population du Midi, mécontente, abattue, se montra incapable de prendre une attitude imposante; et très-peu d'individus parurent disposés à porter à la France un secours qui, sans espoir de la préserver d'un envahissement, pouvait du moins en abréger l'étendue et la durée.

Il faut toutefois le dire : le patriotisme qui réchauffe les habitants du nord et de l'est de la France, et leur inspire un noble élan qui dans plus d'une occasion a été funeste à nos ennemis, est moins prononcé dans les villes et les campagnes du Sud. Toujours près de ses intérêts, l'habitant du Midi fait sa principale étude de son bien-être, sans chercher si le bien-être du citoyen n'a pas un rapport plus ou moins direct avec celui de l'état. Doué néanmoins d'un caractère vif, entreprenant et léger, il se jette avec violence dans tous les changements, et prend une part souvent trop active dans les secousses politiques. La bravoure, le belliqueux entraînement, on ne saurait les lui refuser; mais peut-être a-t-il besoin de s'éloigner de ses foyers pour devenir surtout bon soldat, à moins qu'il ne défende chez lui une cause que son intérêt lui a fait épouser avec chaleur. A cette indifférence, que l'habitant du Midi puise dans son caractère, pour tout ce qui est étranger à ses avantages privés, se joignait, en 1814, un profond éloignement pour le régime d'alors; régime opposé surtout aux habitu-

des et aux principes des Méridionaux, en ce qu'il n'y avait sous ses bannières ni tranquillité ni repos à espérer. Des intérêts froissés enfin à cette époque par les sacrifices journaliers et le système des réquisitions, empêchaient l'habitant de coopérer de bon cœur au soutien d'une cause entièrement ruineuse et sans avantages pour lui, et aux opérations d'une armée dont la présence trop prolongée lui était devenue d'un poids accablant : aussi les commissaires extraordinaires dans les 10e et 11e divisions militaires firent-ils, au nom de la patrie, de vains appels.

Les généraux anglais, dès qu'ils eurent le pied en France après le passage des Pyrénées, surent mettre habilement à profit cette profonde inertie répandue sur la plupart des départements du midi de la France, et ce désir, d'abord vague, ensuite bien prononcé, d'un changement. Quoique réduits, plusieurs mois, à la simple possession de quelques cantons au sud de Bayonne, les coalisés étendirent au loin les sourdes menées et leurs intelligences mystérieuses. Leur respect étudié pour les propriétés, leur conduite conciliante et protectrice, leurs profusions répandues, louées, grossies par leurs agents, leur créèrent de nombreux admirateurs et de chauds partisans. Une portion des Méridionaux cependant, réduite par la suite et la force des événements à l'état d'inertie absolue, les voyait arriver

sans crainte ni désir. D'autres, sacrifiant tout à la cupidité qu'ils espèrent prochainement assouvir par le contact et l'argent des étrangers, ne voulaient voir dans ceux-ci que des amis et des frères.

La plus simple observation devait néanmoins convaincre ces Français dégénérés, que la discipline militaire respectée dans l'armée anglo-portugaise était autant dans la politique de ses chefs que dans leurs principes; que les difficultés et les périls d'une invasion donnaient naturellement de vives alarmes aux généraux étrangers, fort éloignés sans doute de concevoir l'état du midi de la France tel que leurs émissaires le leur représentaient; que ce n'était pas sans effroi que, jetant un coup d'œil sur le passé, le cabinet britannique voyait que toutes les entreprises de ce genre avaient été tentées sans succès; et que Charles-Quint lui-même, à la tetê d'une armée formidable, avait échoué dans ses projets, à une époque aussi désastreuse pour la France que celle de 1814.

Quels avantages pouvaient donc se promettre dans le Midi les généraux étrangers, malgré la supériorité de leurs forces, si, en tolérant la licence, ils eussent froissé une population si tenace pour ses intérêts, appauvrie déjà par les réquisitions frappées depuis six mois, et plus tard par la présence et le passage de l'armée française en retraite? Ces chefs prévirent habilement que la plus légère atteinte por-

tée à la propriété, eût sorti l'habitant de son apathie et armé son bras : grâce à leur système conservateur, ils évitèrent de rendre la guerre nationale, et laissèrent le peuple attendre dans un silence léthargique l'issue des événements.

Tel est le plan, vrai modèle d'adresse et de persévérance, dont l'exécution valut aux étrangers des admirateurs si passionnés dans quelques villes du Midi, et des adulations quelquefois à tel point obséquieuses, qu'ils furent embarrassés et presque confus d'une pareille conduite. Ils reconnurent aussi dans quel excès de faiblesse peut tomber la population la plus formidable, quand, à force de désastres, rendue sourde à la voix de l'intérêt commun, elle se laisse entraîner sans guides dans les bras du premier qui veut bien tenter sa facile conquête.

SOMMAIRE DU LIVRE TROISIÈME.

Situation morale de la France au début de la Campagne de 1814. — Premières Opérations à l'armée d'Espagne et des Pyrénées. — Espérances non réalisées de voir les Espagnols se détacher de la coalition. — Arrivée des conscrits de 1815. — Succès du général Harispe à la tête des levées basques sur le général espagnol Mina. — Situation critique de l'armée anglo-espagnole-pourtugaise pendant janvier 1814. — Démembrement de l'armée française. — Lord Wellington reprend l'offensive. — Affaires d'Helette et de Saint-Palais. — Les Français en position derrière les Gaves. — Causes présumées de l'inaction des coalisés dans les premiers mois de l'hiver de 1814. — Leurs projets sur les Gaves d'Oleron et d'Orthez. — L'ennemi passe ce dernier Gave. — Les Français concentrés à Orthez. — Coup d'œil sur la situation de l'armée et de la France à cette époque. — Journée du 27 février. — Premiers Succès des Français sur plusieurs points de la ligne. — Manœuvre de l'ennemi. — Mouvements divers qui précèdent notre retraite définitive. — Position à Sault-de-Navailles. — Résultat de la bataille d'Orthez. — L'armée française à Saint-Sever. — Projets de lord Wellington sur Aire. — Le maréchal Soult s'y rend le premier et y prend position. — Objet de cette manœuvre. — Combat d'Aire retraite et position sur le haut Adour. — Infraction à la discipline militaire dont fut alors taxée l'armée française. — Aperçu sur le blocus de Bayonne. — Béresford marche sur Bordeaux et s'en empare. — Le général français reprend l'offensive. — Il se porte sur Lembèze et Conchez. — Inquiétudes de l'ennemi à la suite de ce mouvement. — Il nous force enfin à nous replier devant lui. — Marche des corps des lieutenants-généraux Reille et Clauzel sur Tarbes. — Belle conduite du général Drouet-d'Erlon à Vic-Bigorre. — L'armée française à Tarbes. — Apperçu sur le moral de la population des Hautes-Pyrénées. — Affaire de Tarbes. — Indécision des manœuvres de l'ennemi pendant toute la campagne. — Quelle en était la cause. — Le maréchal Soult à Saint-Gaudens. — Les coalisés échouent dans leur projet de nous couper la retraite. — Arrivée de l'armée française à Toulouse. — Réflexions sur la retraite d'Orthez. — Sensations éprouvées par les militaires méridionaux en traversant leur pays en 1814.

LIVRE III.

Campagne de 1814.

L'attitude de l'armée française durant la campagne de 1814, a été une des plus imposantes et peut-être la plus extraordinaire qui soit présentée par l'histoire militaire des peuples : conduite à la victoire depuis 22 ans, rendue surtout cosmopolite dans les dix années du régime impérial, cette armée se rappelait à peine qu'elle laissait une patrie en arrière d'elle. La France, privée depuis si long-temps de l'aspect de ses braves, ne connaissait de même l'armée que par l'éclat de ses victoires, et les levées d'hommes appelés pour réparer des pertes, ou voler à de nouveaux succès le plus souvent trop chèrement obtenus. Il n'avait fallu, du reste, rien moins que ce prestige de gloire, que cette idée magique habilement exaltée d'appartenir à une grande nation, pour faire plier en silence, sous le joug de fer imposé par le despotisme d'alors, un peuple encore jaloux d'une liberté illusoire sans doute, mais cherchée au milieu de vives commotions et payée par d'horribles sacrifices.

Abandonnés à la fin par la victoire et la fortune qu'un chef trop ambitieux avait lassée, forcés de per-

dre en quelque mois des conquêtes obtenues durant 20 ans de travaux, trahis par des alliés imprudemment agrandis et armés de nos propres mains, les restes de ces belles et grandes armées n'avaient trouvé de refuge que dans le sein de la France elle-même ; mais en traînant à leur suite une multitude innombrable d'ennemis, et les maux inséparables de la guerre depuis long-temps rejetée au dehors. Du premier moment de nos revers, l'étonnement, l'admiration même produits par de vastes entreprises toujours couronnées du succès, qui jusqu'alors avaient tenu lieu d'esprit public, n'ayant plus pour aliment la gloire et les conquêtes, perdirent tout-à-coup de leur chaleur première. Ces sentiments disparurent en entier quand l'armée, après ses désastres, fut forcée de se replier dans les anciennes limites de sa nation : dès lors l'inquiétude, le découragement, la stupeur dominèrent seuls dans l'intérieur de la France; et une inertie profonde et presque générale fut opposée à un gouvernement qui, dépouillé de son prestige accoutumé, ne présenta plus que le despotisme dans toute sa nudité. C'est dans un pareil état de marasme politique que les glorieux débris de nos armées trouvèrent la France, quand ils durent expulser de son sein 600,000 étrangers qui se disposaient à l'envahir.

Ainsi 30,000 hommes dans le Midi, 100,000 environ au Nord, à l'Est et autour de la capitale, sans es-

poir de réparer leurs pertes, en face d'une population muette qui, loin de seconder leurs efforts, les regarde avec injustice comme l'instrument d'un souverain qui n'est plus avoué par elle, et contrarie même sur quelques points leurs opérations; des forces si réduites, disons-nous, ont lutté trois mois, avec des avantages balancés, contre les armées réunies de l'Europe coalisée, et cédant, à la fin, plus à l'empire des circonstances qu'aux efforts de l'ennemi, ont conquis les éloges de leurs propres adversaires, et des droits à l'admiration de la postérité.

Tels sont les événements militaires dont il nous reste à présenter ici le tableau, en nous bornant à ceux qu'ont amenés les opérations de 1814, dirigées par le maréchal Soult dans le Midi de la France.

L'Adour qui depuis Urt jusqu'à son embouchure servait de limite aux deux armées opposées, à la fin de 1813, est d'une largeur imposante après sa jonction avec les Gaves; grossi d'ailleurs par les pluies de décembre, l'Adour nous présentait une ligne assurée. L'ennemi fut donc réduit, pour le moment, à n'établir que de simples postes soutenus par du canon, sur la rive gauche, dans un intervalle de 3 lieues, d'Urt à Mousserolles. Entièrement maître de cette rive, il parvint néanmoins à inquiéter notre navigation, et les correspondances nautiques de Bayon-

ne avec Dax et les départements de l'intérieur : nos bateaux chargés de vivres et de fourrages, quelquefois même de malades ou de blessés, obligés de défiler, pour ainsi dire, devant les postes ennemis, ne purent descendre ou remonter l'Adour que de nuit, exposés à un feu meurtrier, et atteindre le terme de leur voyage sans avoir à bord un certain nombre d'hommes hors de combat.

Ces convois, dans le principe, durent être mis à l'abri d'insulte par une escorte de chaloupes canonnières armées de caronnades; mais ces objets présentant avec les embarcations une masse flottante considérable, donnaient l'éveil à l'ennemi, et pouvaient difficilement être garantis de son feu. Reconnu enfin d'un médiocre avantage, l'emploi d'une escorte avec des bâtiments armés fut bientôt presque abandonné. Les bateaux s'attachèrent, dès ce moment, à longer le plus possible, dans le périlleux trajet d'Urt à Bayonne, la rive droite de l'Adour, sous la protection des postes français établis sur cette même rive.

Les coalisés, bornés à l'ouest par la mer, au nord par l'Adour, au sud par les Pyrénées, étaient, en outre, observés à l'est par le corps du lieutenant-général Clausel; pressés à Urcuray, point d'appui de leur droite sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, par d'autres troupes d'infanterie, ils avaient encore sur leurs derrières la division de dragons du

général Treillard et la division Soult de cavalerie légère. Cette position désavantageuse de l'armée ennemie rendait presque sans conséquence les avantages obtenus par elle à la suite des sanglantes affaires de décembre; les opérations de son général en chef avaient repris aussi leur caractère d'incertitude et de lenteur accoutumée. Maître de l'île d'Holhariague, formée par l'Adour en face de la Honce à deux lieues de Bayonne, et séparée de la rive gauche par un canal de peu de largeur, lord Wellington fit des tentatives, le 1er janvier 1814, pour s'emparer de celles de Broc et de Bérens, situées un peu au-dessus et plus rapprochées de notre rive. L'occupation de ces points importants eût facilité aux alliés les moyens de brusquer le passage de la rivière, ou tout au moins d'achever de couper nos communications maritimes, déjà si difficiles, entre Bayonne et Dax; mais ces deux postes furent vaillamment défendus par quelques détachements de la division Foy, et restèrent en notre pouvoir.

Cependant le maréchal Soult méditait de pousser une forte reconnaissance sur le flanc droit des coalisés, et de resserrer leur armée dans de plus étroites limites sur la rive droite de la Nive. Le 3 janvier, c'est-à-dire, deux jours après que la division Taupin eut rejoint sur la Bidouze la division Darricau, ces deux corps réunis sous les ordres du lieutenant-général Clausel, marchent en avant. Le général Darricau

passe la Joyeuse ou Gambouri au-dessus de Labastide-de-Clarence, repousse les postes ennemis, s'empare de cette ville, et se portant sans s'arrêter, en observation sur le chemin qui mène d'Hasparren à Urt, refoule les coalisés jusqu'au village de Briscous. La division Taupin s'avance en même temps de Bidache sur Bardos : la 1re brigade, commandée par le général Rey, s'étend jusqu'à la Joyeuse, sur la route de Bardos à Urt; la brigade Béchaud (même division) rejoint les troupes du général Darricau à Labastide. Moitié de la division aux ordres de ce dernier est dirigée, le même jour, sur le plateau à gauche d'Ayherre, pour entrer en contact avec la brigade Pâris. Celle-ci, précédée de la cavalerie légère du général Soult, avait déjà pris position sur les hauteurs de Bonloc, après avoir forcé l'ennemi à se replier en toute hâte.

Alarmé de ces divers mouvements, lord Wellington arrive de Saint-Jean-de-Luz, et réunit les corps des généraux Hill et Beresford au bourg d'Hasparren que sa position fait choisir pour centre d'opérations. Le 4 et le 5 se passent sans engagement; le 6 à trois heures après midi, les colonnes ennemies se déploient et présentent 25,000 hommes devant les divisions Taupin et Darricau, campées sur la rive gauche de la Joyeuse, en avant de Labastide-de-Clarence. Un engagement général paraissait inévitable; mais la tête de la division Darricau est seule

attaquée et se replie sur la rivière; le général en chef donne même l'ordre à cette troupe de regagner la rive droite et d'occuper Labastide. L'ennemi, resté en présence durant la journée du 7, ne fait aucune tentative pour reprendre le terrain perdu les jours précédents. De son côté, le maréchal Soult, satisfait d'avoir évité une affaire générale que la modicité de ses forces ne lui permet d'accepter que dans un cas désespéré ou de grande importance, replace ses troupes sur le pied de défensive; après avoir, avant tout, donné l'ordre au général Foy de passer l'Adour avec sa division, et de venir l'établir, partie sur la rive droite de l'Arran, partie sur les deux rives de la Bidouze. Ces mesures prises, le maréchal rentre à Peyrehorade; lord Wellington, sans inquiétude dès-lors pour la droite de son armée, retourne aussi à son quartier-général de Saint-Jean-de-Luz.

Vers les premiers jours de janvier 1814, des déserteurs espagnols reçus dans notre camp, y répandent la nouvelle que les troupes de leur nation vont incessamment se détacher de l'armée coalisée, et rentrer dans leurs foyers. Les attaques portées à la fierté castillane par le gouvernement anglais, et le prétexte de puissants secours fournis aux Espagnols, dans la lutte qu'ils venaient de soutenir, pour s'immiscer dans les affaires intérieures de la péninsule, et la regarder comme tributaire de la Grande-

Bretagne, paraissaient être les principales causes de cette prétendue rupture. Une circonstance plus remarquable pouvait encore, à la même époque, ne pas rendre cet espoir tout-à-fait illusoire : je veux dire le traité conclu le 11 décembre 1813, au château de Valençai, entre le chef du gouvernement impérial et Ferdinand VII, dont l'évacuation de la France par l'armée coalisée, et l'échange réciproque des prisonniers, étaient les principales clauses. Mais ce traité, porté à Madrid, le 6 janvier 1814, par le duc de San-Carlos, éprouva un refus absolu de la part des cortès, comme dicté sous l'influence d'une puissance étrangère; et ce conseil, par cette ferme résolution, parvint à obtenir le retour du roi dans ses états, sans aucune restriction. Du reste, ce prince rentré en Espagne parut plus empressé de renverser les cortès, et de ressaisir ce même pouvoir absolu qui devait six ans après s'échapper encore de ses mains, que de donner ses soins à la politique extérieure de son royaume. Sa présence à Madrid ne parut donc opérer aucun changement dans les dispositions hostiles de la nation à notre égard.

Tandis que les troupes des deux partis prenaient, sur les divers points de la ligne, un repos que les fatigues de la campagne précédente et la rigueur de l'hiver rendaient indispensable, les commissaires extraordinaires redoublaient d'efforts, de Bordeaux et de Toulouse, chefs-lieux de leurs arron-

dissements respectifs, pour donner des résultats avantageux à leur mission. Ils répandaient des proclamations, où les noms, autrefois magiques, alors sans valeur, d'indépendance et de patrie étaient prodigués : toute l'activité de ces fonctionnaires venait se briser contre l'inertie générale. L'organisation des gardes urbaines, dont l'existence semblait aux citoyens autant dans leur propre intérêt que dans celui de l'état, fut seule rapidement terminée. L'exécution du décret du 9 octobre, concernant la levée de 120,000 hommes sur la conscription anticipée de 1815, était de même activée par les autorités compétentes. Cette opération se fit en général avec ordre et promptitude ; et quelques symptômes séditieux, qui s'étaient manifestés dans un petit nombre de communes du département des Landes, ne troublèrent que momentanément la tranquillité publique, et furent promptement réprimés. Nous vîmes, dès les prémiers jours de 1814, affluer sur Bayonne et les points principaux de la ligne, la portion de la levée des 120,000 hommes fournie à l'armée d'Espagne et des Pyrénées par les départements voisins. Ces conscrits arrivaient en détachements isolés, la plupart encore sans armes ni vêtements. Toutefois (l'assertion d'un témoin oculaire ne peut être contestée), le plus grand nombre de ces jeunes soldats, arrachés quelques jours auparavant à leurs familles éplorées, mais Français et militaires par

essence, traversaient Bayonne faisant entendre des chants guerriers, et allaient se ranger à leurs drapeaux avec des signes bien marqués d'allégresse et parfois d'enthousiasme.

Le général Harispe venait d'être rappelé de l'armée d'Aragon, pour organiser la levée en masse des Basses-Pyrénées; les généraux Maransin et Darricau reçurent l'ordre d'aller procéder à une semblable opération, le premier dans les Hautes-Pyrénées, l'autre dans les Landes, départements qui les avaient vus naître (*). Ces officiers-généraux, précédés d'une réputation militaire justement acquise, investis aussi de l'estime et de la confiance de leurs concitoyens, auraient réuni sans contredit les qualités propres à remplir leur mission avec avantage. Harispe, témoin lui-même, 21 ans auparavant, du patriotisme qui avait fait voler les Basques à la défense de leur frontière, peut surtout ne pas désespérer d'en rallumer encore les étincelles; mais l'état moral de cette population n'était plus le même en 1814. Les Basques, indépendants par caractère, étaient, comme le reste de la France, las du joug qui pesait sur eux; les entraves que la guerre d'Espagne apportait depuis six ans à leur commerce, ou

(*) Les divisions respectives qui portaient les n°s 5 et 6, furent confiées, durant l'absence des chefs titulaires, aux généraux Rouget et Villate.

plutôt à la contrebande active qu'ils entretenaient avec cette nation, les éloignaient d'ailleurs d'un gouvernement habitué à punir des peines les plus rigoureuses cette coupable industrie; enfin, l'exacte discipline de l'armée coalisée donnait aux habitants une pleine sécurité, et leur ôtait tout prétexte de voler aux armes.

Quelques Basques répondent cependant à l'appel qui leur est fait par le général Harispe; celui-ci, investi du commandement d'une division formée de quelques bataillons de volontaires du pays, de gardes nationaux des départements voisins et de plusieurs détachements d'infanterie, prend de suite la direction de l'extrême gauche de l'armée. Les brigades Pâris et Dauture, attachées aussi dès ce moment à cette gauche, sont remplacées sans délai sur le plateau d'Ayherre par la brigade Lamorandière (division Villate), et se portent à Hélette, sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port. Le général Harispe établit aussi son quartier-général à Hélette, éclairé par la cavalerie légère du général Soult, qui occupait Saint-Martin-d'Arbesson, Hélette, Mendionde et la moyenne Nive.

Harispe reçoit l'ordre de chasser de la vallée d'Osses les troupes du général Espoz-y-Mina, descendues de celles de Bastan pour fourrager. A la tête de ses compagnies de chasseurs basques et béarnais, sous les ordres supérieurs du colonel La-

lanne leur compatriote, et de quelques troupes d'infanterie, Harispe tombe, le 8 janvier, avec sa petite armée sur le général espagnol; et, quoique son adversaire jouît comme partisan d'une grande réputation, Harispe le culbute et fait échouer son projet.

Mina ne fut guère plus heureux, le 10 janvier, au village de Macayes, vers lequel cet ancien chef de guerillas s'était avancé dans l'intention de fourrager de nouveau : attaqué brusquement par le général Harispe, il perdit un bon nombre d'hommes et de chevaux. Le premier, rebuté par le mauvais résultat de ses entreprises, abandonna enfin la vallée de Baigorry, et redescendit dans celle de Bastan. Le succès du général français était complet : il avait fait échouer les projets de son ennemi, forcé Mina de quitter notre sol, et mis par ses manœuvres notre gauche à couvert.

Le général espagnol reprend courage, et projette une nouvelle expédition dans la vallée d'Osses; il y pénètre le 20 janvier, par Saint-Martin-d'Arosa et Bidarry. Harispe dirige aussitôt une partie de ses forces par la rive droite de la Nive, et se jette avec l'autre sur la rive gauche; il repousse les troupes du général Morillo, destinées à protéger les fourrageurs, force ceux-ci à battre en retraite, et rentre victorieux à Hélette.

Toutes ces circonstances rendent la position

de l'ennemi de plus en plus critique. Renfermé dans un petit espace entre les Pyrénées, la mer, l'Adour et l'armée française, il occupe un pays peu riche par sa nature, et qui, depuis six mois, devenu le théâtre de la guerre, était dans ce moment dénué de tout. La disette de vivres et surtout de fourrages y faisait de rapides progrès; les Basques éprouvaient eux-mêmes les ravages de la famine. L'Espagne, le Portugal ou l'Angleterre auraient inutilement cherché à alimenter l'armée : les bâtiments expédiés par ces puissances, et chargés de denrées, de liquides et d'objets d'habillement, après avoir été battus par d'horribles tempêtes dans le golfe de Gascogne, venaient échouer sur les côtes; et les plages des Landes, depuis Bayonne jusqu'à Royan, étaient couvertes des débris de ces convois. Les fourrageurs ennemis, forcés de s'écarter de leur ligne, afin d'aller à la recherche de vivres pour les hommes et de fourrages pour les chevaux, tombent à chaque pas dans les embuscades que leur tend notre cavalerie légère : celle-ci, maîtresse des excellents cantons de la Nive supérieure, et libre de ses mouvements, sa retraite étant assurée par la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, peut agir avec la plus grande sécurité, et harceler sans relâche les détachements ennemis. Les privations qui assiégeaient l'armée coalisée, le malaise qu'elle éprouvait à la suite d'une automne pluvieuse et pendant un hiver froid et hu-

mide, avaient rendu son état des plus tristes sur la fin de 1813 et dans le mois de janvier 1814. Les désertions y étaient fréquentes : point de jour où nos avant-postes ne recueillissent des soldats étrangers, principalement des Espagnols, exténués de faim et dans le plus absolu dénûment. Lord Wellington n'a plus en résultat que deux moyens pour prévenir la ruine prochaine de son armée : repasser les Pyrénées, ou attaquer les Français. Ce général en chef ne peut se résoudre à abandonner volontairement le fruit de ses succès précédents; il projette en conséquence l'attaque de notre ligne.

L'occasion était favorable pour l'ennemi : déjà très-inférieure en nombre aux coalisés, l'armée française venait d'être privée de deux divisions d'infanterie, qui réunissaient ensemble 15,000 baïonnettes. Deux mille soldats d'élite, pris dans tous les régiments, pour repeupler la garde impériale; 6 compagnies de canonniers, toute l'artillerie à cheval, avaient aussi été dirigées depuis peu sur Paris, avec ordre de rejoindre l'armée destinée à agir, sous les ordres immédiats du chef de l'état, au nord et à l'est de cette capitale. Plusieurs légions de gendarmerie à pied, et la division de dragons commandée par le général Treillard, étaient parties en outre pour la même destination. L'on ne peut enfin évaluer à moins de 35,000 fantassins, 7000 hommes de cavalerie, 800 artilleurs avec leurs canons, les forces

dont l'armée d'Espagne et des Pyrénées avait été appauvrie en faveur de l'armée de Nord, depuis la rentrée en campagne en juillet précédent. Le départ des troupes qui nous étaient récemment enlevées, les seules, avec celles de la garde, à opposer à l'ennemi presque avec certitude du succès, et qui justifièrent entièrement, le 17 février, à Montereau, les espérances fondées sur le concours de leurs efforts, ne fut pas vu sans douleur : cette distraction, survenue en effet au moment où l'invasion prenait plus de gravité, où notre ligne, alors plus étendue, était par suite plus difficile à défendre, devait péniblement affecter le soldat et l'habitant. Il n'échappe à personne que, si les 9 divisions ont essayé sans succès de se maintenir sur les Pyrénées et la Nive, l'armée française, réduite de plus de 20,000 vieux soldats, ne peut désormais compter sur aucun avantage.

Animée des meilleures dispositions, malgré ses mauvais succès et les pertes en hommes qu'elle venait d'éprouver, cette armée devait sa vigueur bien moins à sa force numérique qu'à son attitude morale. Sa situation actuelle est du reste peu rassurante pour l'avenir. La ligne, plus étendue que par le passé, devient par cela même plus difficile à défendre, et nul espoir de rendre désormais nos efforts fructueux ; l'état de médiocrité auquel est réduite notre armée indiquant assez qu'on fait peu de foi sur

sa coopération, pour terminer la grande querelle que les opérations du Nord paraissent presque seules appelées à vider.

A d'autres époques, l'idée de territoire envahi, d'honneur national compromis, eût fait tressaillir la troupe, et provoqué dans ses rang un élan et une énergie surnaturelle dont l'ennemi aurait bientôt ressenti les terribles effets. Conduits au contraire par une série de revers, et comme pas à pas, au point où se trouve l'armée au début de 1814, la plupart des vieux militaires, toujours braves, mais impassibles après tant de combats et de travaux, abordent froidement la perspective d'une invasion générale à repousser comme celle d'une campagne ordinaire; et, réduits à ne voir dans tout ce qui se prépare autour d'eux que les opérations du moment, s'abstiennent d'embrasser la marche générale des événements, et d'en calculer les déplorables suites. Ceux d'entre nous dont l'imagination ardente trouvait, en outre, un aliment dans le feu de la jeunesse et dans les amorces d'une courageuse ambition, ou dont le cœur neuf encore battait fortement au seul nom d'honneur, de patrie et de gloire nationale : ceux-là sentent leur âme navrée de la présence de l'étranger sur le territoire français. Chacun d'eux désirerait pouvoir se multiplier à l'infini, voir la population entière partager cette ardeur, se lever en masse et exterminer l'ennemi. Un prompt retour

en eux-mêmes et un instant de réflexion viennent calmer toutefois ce patriotique entraînement : frappés de l'inertie profonde et générale de la France à cette époque, ils s'attachent à en rechercher les causes; et les trouvent sans peine dans la conduite imprudente d'un homme qui, élevé par la nation à la suprême grandeur, avait plus tard méconnu sa bienfaitrice, et s'étant isolé d'elle, en était alors abandonné à son tour.

Les corps désignés pour rejoindre aux environs de Paris furent les 7ᵉ et 9ᵉ divisions, commandées respectivement par les généraux Leval et Boyer. L'armée d'Espagne et des Pyrénées ne compte plus que 7 divisions, et un effectif d'environ 35,000 fantassins. Elle conserve en outre sa division de cavalerie légère forte d'à peu près 1800 chevaux, et un parc d'artillerie de 50 pièces de canon. L'armée coalisée venait d'être renforcée, au début de la campagne d'hiver, de 6000 hommes d'infanterie et de 1400 cavaliers arrivés d'Angleterre : elle comprenait d'abord 9 divisions de troupes anglo-portugaises; de plus, la 4ᵉ armée espagnole, commandée par le général don Manuel Frayre; enfin, les troupes de la même nation, aux ordres des généraux Longa, Morillo et Espoz-y-Mina : la force de cette armée formidable n'était pas, dans cet état, au-dessous de 90,000 baïonnettes et de 10,000 chevaux.

Le démembrement de l'armée française sert à

l'ennemi de signal pour redonner de l'activité à ses opérations; l'envahissement des Basses-Pyrénées, l'isolement et le blocus de Bayonne, de Saint-Jean-Pied-de-Port, de Navarreins, entrent de suite dans ses projets. Le passage de l'Adour, en amont et en aval de la première de ces places, présentait de grandes difficultés; l'ennemi renonce pour le moment à les surmonter. Il ne se propose de même rien de sérieux contre les divisions Foy, Taupin et Villate, sur la Joyeuse : appuyées en arrière de la Bidouze et aux points retranchés de Guiche, Came et Bidache, et agissant d'ailleurs dans un terrain inégal et difficile, ces divisions lui paraissent inexpugnables. Le général anglais, cherchant un site plus propre au développement de ses masses, veut dégager ses derrières du voisinage dangereux des troupes du général Harispe et de la cavalerie du général Soult; il se décide, pour ces motifs, à diriger ses efforts sur la gauche de notre ligne, pour achever, en cas de succès, de couper les communications entre cette gauche et Saint-Jean-Pied-de-Port: une fois l'armée française rejetée derrière les Gaves, l'ennemi préludera, par l'envahissement des Basses-Pyrénées, à celui du midi de la France (*).

(*) Les torrents qui arrosent l'ancienne province de Béarn sont appelés Gaves par les habitants du pays. On les distingue entre eux, en ajoutant au nom générique celui de la principale

Le 14 février, le lieutenant-général sir Rowland Hill attaque, à la tête de tout son corps d'armée, la division Harispe à Hélette. L'ennemi se bat en désespéré, et le soldat, qui est sur le point de périr de faim, veut la mort ou la victoire. Notre position est forcée après une vigoureuse défense, et nos troupes doivent à la fin battre en retraite. Le général Harispe, hors d'état de lutter, avec 4000 conscrits et quelques canons de montagne, contre 15,000 coalisés protégés par de l'artillerie, se replie, par Martin-d'Arbesson, sur la Bidouze, et prend position à Garris, un peu en avant de Saint-Palais, sa gauche appuyée, à Beyrie, sur la brigade de cavalerie du général Berton.

Le 15, l'ennemi recommence l'attaque à la chute du jour, avec une nouvelle vigueur. La division Harispe, réunie à la brigade Pâris, occupait une position avantageuse; mais, tandis que les alliés, trois fois supérieurs en nombre, nous abordent de front, la division espagnole de Morillo, que la retraite du général Pâris a laissée libre sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, s'avance aussi vers Saint-Palais, pour se jeter sur nos derrières. Les Français déploient la plus grande intrépidité dans

ville où ils passent; le Gave de Pau, qui est aussi celui d'Orthez, et le Gave d'Oleron, sont les principaux, et reçoivent tous les autres.

cette journée du 15; forcé néanmoins de se replier encore sur Saint-Palais pour éviter d'être coupé, le général Harispe, qui les commande, passe la Bidouze, quitte Saint-Palais à une heure du matin, et fait détruire le pont. L'ennemi l'ayant rétabli sur-le-champ, notre colonne continue son mouvement rétrograde sur le Soison ou Gave de Mauléon, et prend position, le 16, sur la rive droite, à Arrivérette.

Pendant les opérations de la droite de l'ennemi, les 14 et 15 février, le centre de son armée, formé des divisions Clinton et Alten, sous les ordres du maréchal Beresford, s'était porté vers la Joyeuse. Mina, débouchant de la vallée de Bastan sur Baygorry et Bidarry, avait paru aussi, avec une partie de sa division, devant Saint-Jean-Pied-de-Port, dont rien, depuis la retraite du général Pâris, ne l'empêchait de faire immédiatement le blocus. Le lieutenant-général Clausel évite de s'engager contre Beresford; mais tenu de se conformer aux mouvements exécutés sur sa gauche par le général Harispe, il fait replier, le 15, les divisions Taupin et Villate, passe la Bidouze, et occupe Bergoney, Isharre, Labets, appuyé par sa droite au général Foy. Celui-ci, placé alors sur cette rivière, gardait Came avec sa 1re brigade; la 2e, sous les ordres du général Berlier, s'était portée à Hastingues, après avoir laissé des détachements dans la tête du pont de

Guiche, et des postes sur tout le cours inférieur de la Bidouze. A la gauche, Clausel fait jeter aussi des troupes sur les deux rives du Gave de Mauléon, et couvre Arriverette ainsi que les bacs d'Hautevielle et d'Osserin.

Le lieutenant-général Hill continue cependant ses progrès, et se présente le 17 devant Arriverette. Repoussé d'abord avec vigueur par la brigade Pâris, mais secouru à temps, ce général anglais parvient à brusquer le passage du Soison, au gué, au-dessus du village, et force la colonne du général Harispe de battre encore en retraite jusqu'au Gave d'Oleron. Un mouvement analogue dut être exécuté par les généraux Taupin et Villate, et leurs troupes respectives se replient avec ordre sur ce Gave. Le général Foy quitte aussi définitivement la rive droite de la Bidouze et le poste d'Hastingues, ainsi que des retranchements qu'il avait fait élever à la hâte aux environs de ce point : sa 2^{e} brigade (général Berlier) occupe, le 17, Orthevielle, derrière le Gave ; elle y est rejointe le lendemain par la 1re brigade, aux ordres du général Fririon, qui, après avoir échangé quelques coups de canon avec les Anglais, avait aussi repassé le Gave. Le général en chef prescrit de couper les ponts jetés sur cette rivière ; celui de Sauveterre, excepté seul de cette mesure, est couvert par une tête. Libre, après notre retraite, de s'étendre entre les Gaves de Mauléon et

d'Oleron, l'ennemi se présente, le 19, sur la rive gauche de ce dernier Gave, qui, dans toute l'étendue de son cours, sépare les deux armées.

La retraite de toute la gauche de l'armée française sur le Gave d'Oleron était le résultat des sanglantes affaires d'Hélette et de Saint-Palais, et des engagements sur la Joyeuse, la Bidouze et le Soison. Ce mouvement de conversion, auquel le confluent des Gaves et de l'Adour au-dessous d'Hastingues avait en quelque sorte servi d'appui, rendait notre ligne de bataille non plus, comme auparavant, perpendiculaire aux Pyrénées, mais à peu près parallèle à ces montagnes. Dans cette position, l'extrême gauche, sous les ordres du général Harispe, forme un cordon sur le Gave, de Navarreins à Sauveterre. Trois cents hommes de la division Villate occupent la tête du pont de Sauveterre; le reste du corps est développé sur la rivière, dans les points adjacents à ce passage. Le général Taupin garde Athos avec sa 1re brigade, aux ordres du général Béchaud; la 2e, commandée par le général Rey, est à Caresse, en face de Labastide-de-Béarn, sa droite appuyée à la division Foy. Celle-ci, chargée du cours inférieur des Gaves, depuis leur réunion jusqu'à leur embouchure dans l'Adour, occupe encore Peyrehorade et Orthevielle. Restés sur la rive droite de l'Adour, les généraux Rouget et Darmagnac gardent, avec leurs divisions respectives, la

rive droite du fleuve, à partir du confluent avec les Gaves jusqu'à Bayonne. Enfin, la division Abbé, employée depuis deux mois au service des avant-postes dans les camps retranchés de cette place, reçoit ordre de s'y renfermer, si l'ennemi, à la suite des mouvements offensifs, nous force d'abandonner Bayonne à sa propre défense. Le maréchal Soult, afin de suivre de plus près les manœuvres de l'armée coalisée, se porte à Orthez, le 22 février, et établit son quartier-général dans le faubourg appelé Départ, au sud de la ville, dont le Gave de Pau le sépare.

Les motifs de l'inaction de lord Wellington, pendant les deux mois écoulés depuis le passage de la Nive jusqu'à l'affaire d'Hélette, ont été l'objet de suppositions diverses : on a voulu expliquer cette immobilité, en établissant une corrélation de mouvements entre la marche des alliés dans le Nord et les manœuvres de l'armée anglo-espagnole-portugaise au pied des Pyrénées. Certes, les avantages d'une pareille correspondance ne paraissaient pas devoir compenser le malaise, les privations de toute espèce, et les pertes éprouvées par cette armée dans les deux premiers mois d'hiver de 1814.

Ce système d'indécision et de lenteur semble trouver une explication plus légitime, dans les obstacles que présentait aux alliés une ligne forte et bien gardée ; dans l'activité infatigable des géné-

raux français, qui, depuis le 13 décembre, ne cessent de harceler l'ennemi, principalement sur la Joyeuse et la Nive supérieure, par des attaques moins meurtrières que multipliées, mais toujours inquiétantes : hors d'état d'apprécier encore le profond sentiment d'inertie qui paralysait la France au début de 1814, lord Wellington envisageait sans doute exclusivement les difficultés de porter la guerre dans le cœur d'une nation grande, valeureuse, et depuis 20 ans dominatrice en Europe. L'offensive hasardée par l'ennemi, le 14 février, peut donc être attribuée, sans trop d'erreur, à la confiance que le général anglais retire de sa supériorité numérique ; et la réduction que l'armée française vient d'éprouver paraît enfin avoir principalement déterminé ce général à reprendre une agression dont les circonstances s'étaient plu à lui préparer les succès.

Le Gave d'Oleron, guéable dans les temps ordinaires, n'était point une ligne; les alliés poussent néanmoins une reconnaissance dans les journées des 20, 21, 22 et 23 février; des détachements envoyés pour s'assurer de la position des gués et explorer la rive gauche du Gave, se montrent aussi en face de Sauveterre, de Caresse, de Peyrehorade et d'Orthevielle ; un fort rassemblement de troupes paraît en outre stationné devant la première ville que nous venons de nommer.

La présence de colonnes ennemies devant Sauveterre, sur la rive gauche du Gave d'Oleron, ne mettait plus en doute les futures intentions des alliés. La route de Bayonne à Toulouse, par Orthez et Pau, longe la rive droite de l'Adour et ensuite des Gaves; parallèle aux Pyrénées, elle sert de base à trois autres routes, qui, partant de Bayonne, d'Orthez et de Pau, se dirigent respectivement, par le département des Landes, sur l'intérieur de la France (*). Des chemins vicinaux ou d'arrondissement, la plupart impraticables pour l'artillerie, pénètrent aussi dans les Landes, appuyés à la même base. Une des trois routes, supposée au pouvoir de l'ennemi, lui ouvrait, suivant ses desseins, le cœur de la France, mais non toutes avec le même avantage. Ainsi, la route de Bayonne à Dax, que les alliés ne pouvaient d'ailleurs atteindre qu'en passant l'Adour de vive force, et qui, libre pour eux, les eût tenus acculés à la mer, ne devait point les occuper. La possession du grand chemin de Pau à Aire, trop éloigné à l'est, aurait compromis la sûreté de leurs dépôts, ainsi que la base de leurs opérations sur les Pyrénées. Lord

(*) La première route porte le nom de route de Paris à Bayonne par Bordeaux. Les deux autres se réunissent à Roquefort de Marsan, et n'ont plus qu'un même embranchement, sous le nom de route de Paris à Pau par Périgueux.

Wellington aspire donc à s'emparer des communications d'Orthez à Saint-Sever et à Mont-de-Marsan. Maître d'Orthez, le général anglais force son adversaire à se replier, pour éviter que l'armée française ne soit séparée en deux par le passage des Gaves, ou isolée en partie dans le pays absolument impropre à la guerre que baigne l'Adour, entre Bayonne, Orthez et Dax. Or, pour réussir dans ce projet, l'ennemi doit s'attacher exclusivement à passer le Gave au point de Sauveterre, ou aux environs de ce bourg, afin de se précipiter de là sur Orthez, et prévenir, par sa brusque présence dans ce point important, la réunion des troupes françaises qui gardent l'Adour inférieur et la rive droite des Gaves.

Les desseins du général anglais n'avaient point échappé à son vigilant adversaire. Décidé de renoncer à ses communications avec Bayonne (la rupture du pont de bateaux de Port-de-Lanne, à la suite des crues d'eau de février, les rendait tous les jours plus difficiles), le maréchal avait prescrit au lieutenant-général Drouet-d'Erlon de passer l'Adour, avec les divisions Rouget et Darmagnac, et de se porter rapidement sur Peyrehorade. Réunie en entier sur la rive gauche de l'Adour, l'armée française prendra Orthez pour son point général de concentration, si l'ennemi réussit à passer le Gave.

Le 23 février, les alliés opèrent un mouvement général, et sir William Beresford débute à la gauche par quelques démonstrations contre les postes français placés proche de l'embouchure des Gaves. Le 24, au point du jour, l'ennemi dirige une fausse attaque sur Peyrehorade, et contre la tête du pont de Sauveterre. Un détachement de troupes alliées passe en même temps la rivière au gué, un peu au-dessous de ce dernier bourg; mais le 119ᵉ de ligne, en position à Sauveterre, aborde immédiatement les agresseurs, et les refoule sur le Gave, avec perte de 3 à 400 hommes pris ou emportés par le courant. Ces tentatives, qui fixent notre attention, la détournent du véritable passage, que l'ennemi exécute le même jour à Villenave et au-dessous de Laas, à Montfort, entre Sauveterre et Navarreins.

Maîtres de la rive droite du Gave d'Oleron, les détachements anglo-portugais aux ordres du général Hill se disposent à marcher sans délai sur Orthez, avant que l'armée française puisse s'y réunir: le brusque passage du Gave vient, par le fait, de séparer de nous et de rejeter fortement à gauche la division Harispe et la brigade Pâris, commandées par le lieutenant-général Clausel; et l'ennemi n'a plus qu'un trajet de trois lieues de Villenave à Orthez. Mais, au premier signal d'une action, le 24 au matin, l'armée française a pris les armes sur toute

la ligne. Les divisions Darmagnac et Rouget, conduites par le général Drouet-d'Erlon, viennent, conformément aux ordres reçus, de passer l'Adour, sur un pont volant établi à Port-de-Lanne, dans la journée du 24. Le général Foy, engagé avec Beresford, le tient en respect devant Peyrehorade. La division Taupin, réunie à Caresse et à Athos, se dispose aussi à agir. Le 24 au soir, les troupes reçoivent l'ordre d'effectuer dans la nuit le passage du Gave de Pau, et d'opérer de suite le mouvement convenu de concentration sur Orthez. La division Villate, dirigée par le général en chef en personne pendant cette marche de nuit, devra contenir l'ennemi le temps convenable, et doit se replier ensuite elle-même derrière le Gave de Pau, pour atteindre le point général de réunion.

L'ensemble et la promptitude président à l'exécution de ces divers mouvements : les divisions Foy, Darmagnac et Rouget s'avancent sur Orthez, sous les ordres des lieutenants-généraux Reille et d'Erlon, par le grand chemin de Bayonne; le général Taupin se replie, à la nuit tombante, avec sa division, sur Salies, traverse le Gave à Bourenx, et fait sauter le pont de ce nom. Le 25 au point du jour, ces quatre divisions, établies proche de la route en arrière de Baïgts, à une lieue d'Orthez, attendent de nouveaux ordres. Des postes de cavalerie sont cependant laissés en observation sur les principaux points du

cours du Gave de Pau, depuis Baïgts jusqu'à Peyrehorade. A neuf heures du matin, le général Villate, qui dans la nuit s'est replié sans bruit sur Orthez, abandonne le faubourg de Départ, adjacent à la rive gauche du Gave, et passe la rivière. Une épaisse fumée, suivie d'une forte explosion, annonce dans ce moment que le pont d'Orthez, le seul resté encore debout sur le Gave de Pau, vient d'être renversé par la mine, et qu'il n'y a plus de Français au-delà de ce torrent.

Le maréchal, malgré la sagesse de ses combinaisons, ne paraissait pas sans inquiétude à l'instant qui nous occupe. Les alliés, accourus en force et avec une étonnante rapidité sur les traces de la division Villate, occupaient déjà les hauteurs qui dominent Orthez au-dessus de Départ; le pont avait d'ailleurs résisté aux efforts de la mine, et sa rupture n'était pas complète. Il est vrai que nos voltigeurs fermaient à l'ennemi cet important débouché, et disputaient à outrance la possession de la tête du pont, secondés dans leurs efforts par une batterie placée à droite de la route de Bayonne, qui prenait l'ennemi de revers. Le général français jugeant convenable, en cet état de choses, de faire occuper Orthez sans délai par les corps des lieutenants-généraux Reille et Drouet-d'Erlon, les troupes abandonnent, vers dix heures du matin, le plateau de Baïgts et se dirigent sur Orthez. Quant

à la colonne aux ordres du général Clausel, rejetée, d'après ce qui précède, fortement à gauche par le brusque passage de l'ennemi à Villenave, sa vraie position n'était point connue; mais l'armée accordait depuis long-temps une entière confiance aux généraux chargés des mouvements de cette colonne, et avait peu de crainte sur l'issue de leurs opérations.

Les alliés venaient cependant d'établir du canon sur les hauteurs de Départ, et le faisaient jouer contre la ville. Les troupes françaises de l'aile droite, forcées dans ce même moment de monter avec lenteur la rampe extérieure qui conduit au château et aux monticules en arrière d'Orthez, étaient surtout en butte à ses coups. Nos batteries échangent sur-le-champ des boulets avec l'artillerie anglaise, mais cette canonnade est de peu de durée. Des démonstrations plus sérieuses avaient lieu au pied des hauteurs de Départ; une nuée de tirailleurs ennemis, descendus vers midi dans ce faubourg que notre retraite avait rendu libre, veut s'emparer d'une vieille tour qui forme une espèce de tête au milieu du pont d'Orthez : nos voltigeurs tiennent vigoureusement dans ce poste, et ne peuvent en être expulsés.

L'armée française venait, dans l'intervalle, d'être établie militairement proche d'Orthez, sur la route de Bayonne, et au-delà de la ville supérieure, sur

les hauteurs et les vignes adjacentes au vieux château. Il y eut des ravages commis : ces résultats, inséparables de la présence d'une forte masse de troupes, furent cependant moins graves que la précipitation des mouvements qui nous amenaient à Orthez pouvait le faire craindre. Les habitants s'abstiennent du reste de plaintes inutiles; tout résignés, ils gardent un morne silence au milieu du tumulte qui les environne, et contemplent, avec moins de crainte que de surprise, la présence des Français, et la perspective, aussi neuve que triste, de l'arrivée prochaine de l'ennemi au sein de leur ville.

Quand cette alarmante impassibilité était mûrement observée, et que l'habitant du Midi, si tenace pour ses intérêts, si jaloux de ses droits de propriété, supportant en silence les sacrifices qu'on lui impose, étouffe devant nous la plainte et le regret, l'armée ne pouvait se défendre des plus pénibles réflexions. On le voit souvent refuser, avec une opiniâtreté désespérante, jusqu'à des titres légaux qui constatent les ob ets versés par lui pour l'usage de la troupe; et notre empressement à légitimer cette délivraison est méconnu et même repoussé. Soit oubli de ses intérêts, soit abandon facile et volontaire de son avoir, tout, dans cette conduite bizarre, nous afflige et nous déconcerte. Le propriétaire veut-il se ménager des griefs contre l'armée, et, dégagé de tout motif de retenue, acheter le droit de

voler au-devant des étrangers? Cette incurie est-elle chez lui l'indice du dernier période de l'abattement et de la démoralisation? On eût certes préféré voir l'habitant, par une résistance vigoureuse et légale aux actes parfois arbitraires de quelques chefs subalternes, soutenir ses droits et repousser l'injustice ou l'usurpation. Cette attitude révélerait du moins une certaine énergie de caractère, une volonté décidée, et nous admettrions avec joie que ces dispositions ne perdraient rien de leur force, dirigées contre l'ennemi, si ce dernier ose se montrer usurpateur à son tour.

Connaissant toutefois l'esprit des campagnes du Midi, leur indépendance de caractère, leur haine pour des dominateurs étrangers; rassurés par suite sur l'opinion que les alliés se formeraient dans peu du paysan du pied des Pyrénées, nos craintes sur l'appui que le peuple prêterait au vainqueur étaient promptement dissipées; mais la situation prochaine de la France et de l'armée devenait un objet intarissable de méditations et de conjectures.

Il est dans la carrière des armes, comme dans les autres sans doute, des intervalles où l'esprit, profondément frappé d'une idée, cherche à rentrer en lui-même, concentre ses facultés, s'empare de l'objet qui l'occupe, le sonde dans toutes ses parties, et y puise à la fin de mûres réflexions et de graves conséquences. Ceux à qui la nature avait donné cette

belle faculté de méditer et de sentir fortement, source inépuisable de grandes jouissances, souvent aussi de déplorables erreurs, profitaient du calme de la nuit et du silence des bivouacs pour recueillir leurs idées et se retrouver tout entiers. Fuyant le sommeil, et debout au milieu de leurs compagnons endormis, lorsque les feux prêts à s'éteindre ne rendent plus qu'une lueur pâle et vacillante, leur imagination se promène d'abord sur ce qui les entoure; elle franchit ensuite les bornes du camp, et se repose aussi sur le spectacle offert par la présence de l'armée ennemie, à peu de distance de la nôtre, sur la rive gauche du Gave. La voilà cette armée qui, il y a moins de deux ans, était aussi devant nous aux bouches du Tage, de la Guadiana, du Guadalquivir, ou dont les pavillons se réfugiaient dans les baies de Cadix, à l'abri du feu de nos batteries établies sur les côtes de l'Andalousie! Quinze mois auparavant, ces mêmes troupes ont été rejetées encore au-delà du Tormès et de Salamanque, dans les chemins impraticables qui avoisinent Rodrigo et les confins du Portugal !!! L'armée française n'est-elle pas peuplée de ces mêmes bataillons qui, stationnés aujourd'hui derrière le Gave, ont jadis bivouaqué sur l'Adige, le Danube, la Vistule, le Niémen? Plusieurs de nous ont enfin parcouru en vainqueurs les bords du Nil et du Jourdain.

La pensée embrasse aussitôt ces époques éclatantes

et presque fabuleuses de notre gloire militaire, où, victorieux de l'immense coalition armée contre la France, nos drapeaux flottaient aussi dans les déserts de la Haute-Égypte et sur les plages de la Syrie. Quelle suite de hauts faits! quelle richesse de souvenirs! quels hommes peuplaient ces immortelles phalanges! Après : quelle série de revers! quels changements inouïs de position à peu d'années d'intervalle! Les triomphes épuisés en Europe, l'armée française allait vaincre alors au-delà des mers, et réaliser ces expéditions idéales de l'antiquité. Placée aujourd'hui derrière un torrent, au cœur même de la France, son ambition se borne à défendre quelques lieues du sol sacré; encore le voit-elle se dérober à chaque instant sous nos pas, sans espoir aucun d'arrêter l'invasion étrangère, qui prend tous les jours une nouvelle et déplorable activité.

On ose à peine se demander ce que deviendra la patrie à l'issue de cette lutte, où ses armées, si faibles, doivent infailliblement succomber. L'intégrité du territoire, l'indépendance de la nation seront-elles respectées? L'attitude qu'elle saurait prendre, si on la menaçait de partage, et son horreur pour le joug étranger, sont, il est vrai, des garanties rassurantes, qui écartent toute crainte de droits de conquête et d'assujettissement. Assailli toutefois par une série d'idées et de conjectures, l'esprit cherche à plonger dans un avenir obscur et

vague comme la situation qui le fait naître. En cet état, on s'aperçoit à peine que la nuit se dissipe et fait place au jour. Présages, illusions, projets, tout disparaît avec elle. La vue des armes et des bivouacs éclairés par les premières lueurs, nous rappelle notre vraie situation comme notre premier devoir : disputer le terrain pas à pas, malgré la pénurie de nos moyens, redoubler d'efforts et de sacrifices pour la défense du sol sacré, succomber tous au besoin dans cette lutte inégale, tels sont les objets dont notre âme est désormais remplie, et qui l'absorbent tout entière.

Les inquiétudes causées par l'absence du lieutenant-général Clausel cessèrent dans la journée du 26; Clausel avait habilement manœuvré sur la droite des coalisés, les 24 et 25; le 26, au point du jour, il parvint, après de longs détours, à rejoindre l'armée française à Orthez, en cheminant par la route de Pau. Tout était calme dans cette journée; l'ennemi paraissait immobile dans ses positions de la veille au-dessus de Départ, et aucune démonstration n'avait lieu sur la rive gauche du Gave. La lenteur ordinaire du général anglais peut même faire présumer que, satisfait du terrain que la retraite de l'armée française lui a abandonné dans les Pyrénées, il replacera ses troupes en cantonnement, et nous laissera tranquilles possesseurs de la rive droite du Gave.

Cependant, le 26 dans la soirée, le maréchal Soult apprend, non sans quelque surprise, du colonel du 15^e de chasseurs à cheval, chargé de garder avec son régiment les gués, et d'observer le cours de la rivière depuis Puyoo jusqu'au confluent avec l'Adour, que le corps de cavalerie britannique de sir Stapletton-Cotton, et les troupes d'infanterie du lieutenant-général Picton, ont passé le Gave au-dessous du pont rompu de Bourenx, et paraissent déjà formées sur le plateau de Baïgts. Un second rapport, non moins alarmant, prévient le maréchal que le corps d'armée commandé par Beresford est parvenu, dans la nuit précédente, à franchir aussi le Gave au-dessous de Puyoo, proche de Peyrehorade, à Cauneille et à la Hontan. Enfin, le général Foy visitant, le 26 à midi, avec son chef d'état-major, les postes de la division le long de la rivière, avait aperçu distinctement des mouvements de troupes sur la rive gauche, et des masses ennemies qui semblent se diriger sur le gué de Bourenx, sans doute pour rejoindre les colonnes jetées déjà dans la journée sur la rive droite. Ces divers renseignements, parvenus à la fois au quartier-général, mettent de suite à découvert les projets des coalisés; il est même à craindre qu'après s'être emparés des chemins et des hauteurs à l'ouest d'Orthez, ceux-ci ne parviennent, au moyen d'un large mouvement, à tourner les positions de l'armée française

en arrière de cette ville : enveloppée alors par des forces bien supérieures, cette armée risque de perdre, en un seul jour, le fruit de la belle résistance qu'elle a jusqu'à ce moment opposée à l'ennemi.

Après des marques non équivoques de mécontentement données par le général en chef au colonel du 15ᵉ de chasseurs, sur la lenteur de cet officier à signaler les démonstrations des alliés et leurs progrès sur la rive droite du Gave de Pau, le maréchal ne se dissimule point combien la situation de l'armée française est critique : il doit se décider sur-le-champ à présenter la bataille ou à battre en retraite. Cette dernière détermination prise, l'armée française est ramenée sur la ligne de la Garonne. Le général en chef ne réalise au plus que 32,000 combattants. Mais plein de confiance dans ses troupes, il prend la résolution vigoureuse de prévenir, s'il en est encore temps, le passage du Gave par ce qui peut rester d'armée ennemie sur la rive gauche, et de marcher en outre sans remise à l'attaque des masses déjà réunies en avant de Baïgts.

A six heures du soir, l'aile droite de l'armée (divisions Taupin et Rouget) est portée, par le lieutenant-général Reille, sur la route de Dax; le général Taupin occupe, à l'extrême droite, le village de Saint-Boës; le général Rouget s'établit sur le plateau situé en arrière; la brigade Pâris forme la ré-

serve de cette aile et suit le mouvement. Le centre, commandé par le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, entre presque aussitôt en ligne; la division Darmagnac, qui en fait partie, est placée à gauche de la division Rouget, sur les hauteurs en avant de la route de Dax et au nord de celle de Bayonne. La division Foy, qui était restée presque toute la journée sous les armes, continue à occuper ses positions de la veille sur la route de Bayonne, la droite appuyée au général Darmagnac, la gauche au Gave. Les divisions Harispe et Villate, placées sous les ordres du général Clausel, forment la réserve. La première, développée sur la rive droite du Gave, est destinée à défendre le passage de la rivière en amont d'Orthez; la division Villate prend position au-dessus du château, au village de Rontun, pour garder la route de Saint-Sever ou de Mont-de-Marsan, qui est celle de la retraite. Une portion de la cavalerie légère du général Soult est chargée d'observer le corps du lieutenant-général Hill, encore stationné en face d'Orthez, sur la rive gauche du Gave; tandis que le général Berton, avec quatre escadrons de chasseurs, un régiment d'infanterie légère et deux pièces de canon, placé sur la route de Toulouse entre Pau et Lacq, doit garder aussi le passage de la rivière. L'artillerie de l'armée, qui se compose de 50 bouches à feu, est portée, par le général Tirlet, sur les points de la ligne où les effets du canon

peuvent être les plus efficaces; sur ce nombre, 16 pièces (celles du général Berton comprises) sont détachées, avec les troupes du lieutenant-général Clausel, pour seconder ses mouvements.

Le terrain occupé à l'ouest d'Orthez par les troupes de l'aile droite et du centre de l'armée française, était une suite de rideaux inégaux, d'un accès assez difficile, et d'environ trois quarts de lieue d'étendue. La droite de ce côté s'appuyait à Saint-Boës, la gauche au Gave. Cette position était entièrement de circonstance : on a vu que le général en chef voulait tomber brusquement sur la portion d'armée ennemie qui venait d'effectuer le passage, et qu'il suppose encore réunie sur le plateau de Baïgts; mais les alliés avaient mis une telle promptitude, le 26 et la nuit suivante, à franchir la rivière, que leur armée se trouvait en mesure, le 27 au point du jour, de prendre elle-même l'offensive et de marcher en avant. Le général français, malgré ce contretemps, n'en persiste pas moins à disputer le terrain pied à pied, et prend alors la résolution spontanée de défendre la ligne où l'armée a, la veille, établi ses bivouacs. Une forte reconnaissance est poussée vers l'ennemi en avant de Saint-Boës, le 27 à sept heures du matin; mais ce mouvement n'a pas de suite; on procède même à une marche rétrograde vers ce village, lorsqu'il n'est plus douteux que la majeure partie de l'armée coalisée, après avoir passé

le Gave, marche à l'attaque de notre ligne dans différentes directions.

Les avant-postes restent calmes jusqu'à 8 heures du matin. L'ennemi, dans l'intervalle, fait avancer des masses imposantes par la route de Peyrehorade et de Bayonne. Ses premières colonnes paraissent néanmoins sur le chemin de Dax : ce sont les mêmes qui, sous les ordres de sir William Beresford, avaient franchi le Gave au-dessus de la première ville que nous venons de nommer. L'intention de ce maréchal, alors à la tête de deux divisions d'infanterie anglo-portugaise et d'une brigade de cavalerie, était de tourner notre droite, confiée au général Taupin, et de rejeter l'armée française sur Orthez; de s'emparer ensuite de la route de Mont-de-Marsan, et de nous couper la retraite. Nos avant-postes se replient sur les premières maisons de Boës, et ce village est à l'instant occupé par le 12e d'infanterie légère. Le général Rey (1re brigade de la division Taupin), fait mettre sans délai en batterie 4 pièces qui commencent l'action. L'ennemi nous oppose aussi du canon; mais son artillerie est de suite démontée et cesse le feu. A la suite d'un tiraillement de courte durée, le maréchal Beresford fait vivement aborder le village de Saint-Boës, et parvient à débusquer le 12e, qui se retire en bon ordre et rejoint sa brigade, rangée en bataille en arrière du hameau. Peu d'instants après, le lieutenant-

général Drouet-d'Erlon s'engageait aussi avec trois divisions anglaises (Walker, Picton et Clinton) arrivant de Baïgts par le grand chemin de Bayonne. La division Rouget, placée entre les généraux Taupin et Drouet-d'Erlon, était encore en repos, ainsi que la brigade Pâris en seconde ligne sur le même point.

Dans ce moment, un aide-de-camp vient annoncer au maréchal, dont toute l'attention se porte sur Saint-Boës, qu'une des divisions de la gauche ne tardera pas à être fortement engagée. « Dites à votre général, repart vivement celui-ci, qu'il doit répondre à l'appel que nos braves compagnons nous font de l'armée du Nord ; il faut attendre l'ennemi à la baïonnette (*). »

Cependant sir William Beresford, maître des premières maisons de Saint-Boës, veut poursuivre ses succès et marcher en avant. Les maisons du village, situées sur un plateau peu étendu, et rangées avec assez d'ordre à droite et à gauche de la route, forment une espèce de défilé ; ce défilé se prolonge aussi au-delà du hameau, sur une langue étroite, bornée des deux côtés par des ravins, qui empêchent la colonne attaquante de se déployer avec avantage. Cette circonstance est mise à profit ; nos canons,

(*) Les armées françaises venaient de remporter sur les coalisés, dans le Nord, la victoire de Montereau, le 18 février.

en batterie sur le front de la division Taupin, sont chargés à mitraille, et attendent le moment où l'ennemi débouchera du village en colonne serrée. Celui-ci se montre enfin, et les pièces commencent le feu. Les Anglais, foudroyés par ces décharges meurtrières reçues à bonne distance, s'arrêtent tout-à-coup et chancellent; à une seconde décharge, ils font volte-face. Abordés au même instant à la baïonnette par la division Taupin, ils laissent le village rempli de leurs morts. Trois fois l'ennemi marche avec la plus grande assurance contre les batteries qu'il est sur le point d'enlever; trois fois les régiments de la division, secondés par leur artillerie, exécutant la même manœuvre, obtiennent le même succès.

La défense à la gauche était soutenue avec une égale vigueur. Placé à la tête de sa 1re brigade, dirigée par le général Fririon, le général Foy, en position sur la route de Bayonne, avait jusque-là repoussé les attaques opiniâtres de l'ennemi, et conservé son terrain. La 2e brigade (général Berlier), en arrière et à droite, était restée en colonnes à hauteur de l'ancien couvent des Bernardines, entre la route de Bayonne et celle de Dax, prête à agir. L'artillerie française gardait en outre partout une supériorité bien marquée; et la victoire, encore indécise, allait visiblement pencher pour nous, quoique l'ennemi, deux fois plus nombreux, développât

sans cesse de nouvelles forces sur tous les points d'attaque.

Lord Wellington, rebuté du mauvais résultat des mouvements dirigés contre Saint-Boës, et de la résistance opposée à sa droite, sur la route de Bayonne, allait, dit-on, suspendre son agression et ordonner la retraite; il se décide cependant à faire donner sa réserve, et à tenter, par un dernier effort, de ramener la victoire dans ses rangs. La nature du terrain oblige la division Rouget de refuser sa gauche, au point où elle se raccorde avec la division Darmagnac : l'objet du général anglais est de pénétrer entre ces deux divisions, et de séparer l'armée française en deux. La forte réserve d'infanterie et de cavalerie dont lord Wellington peut encore disposer, lui permet de donner suite à son projet sans dégarnir sa ligne d'attaque; hors de cette condition, l'entreprise serait des plus hasardeuses.

Ce général en chef fait donc avancer sur la division Darmagnac la cavalerie des généraux Cotton et Sommerset, et porte sans délai la division Alten contre la gauche du général Rouget. Celui-ci dirige un feu meurtrier de son artillerie, tirant à mitraille sur les têtes des colonnes ennemies, au moment où elles se montrent au-dessus des sinuosités du terrain qui d'abord nous dérobent leur marche. Ces têtes de colonnes sont renversées et disparaissent;

mais leurs rangs éclaircis se repeuplent sur-le-champ de nouvelles troupes; et ces renforts, malgré les pertes qu'ils essuient, continuent de marcher en avant avec une rare intrépidité. Le projet de l'ennemi va donc réussir, et les divisions françaises sont sur le point d'être séparées.

Le général Darmagnac, hors d'état, malgré la bonne contenance de ses troupes, de prévenir le danger qui les menace, ordonne la retraite. Toute cette gauche eût été infailliblement compromise, si elle n'avait suivi ce mouvement rétrograde, puisque les divisions Darmagnac et Foy allaient se trouver coupées du reste de l'armée, et rejetées ensuite sur le Gave. Cette dernière division était d'ailleurs, dans l'intervalle, fortement engagée de front contre la colonne du lieutenant-général Picton; les ravages du canon ennemi sur la brigade Berlier engagèrent même le général qui la commandait de *se défiler* derrière les murs de l'ancien couvent des Bernardines, et de se faire aussi un abri des maisons qui avoisinent cet édifice. En avant de ces points, la brigade Fririon défendait encore avec vigueur les mamelons sur lesquels elle était assise; mais le général Foy venait d'être frappé presque mortellement d'une balle à l'épaule droite, et le départ du champ de bataille d'un chef aussi intrépide avait jeté dans les rangs un découragement sensible, dont les suites pouvaient être funestes : cet événement malheu-

reux était donc un nouveau motif pour accélérer la retraite des troupes du centre.

Le mouvement se fait avec ensemble; les 6e léger, 59e et 69e de ligne (brigade Fririon), résistent aux efforts multipliés de l'ennemi, en cédant le terrain peu à peu, et se retirent en ordre de l'autre côté de la grande route d'Orthez à Dax. Cette retraite est protégée par les 36e et 65e (2e brigade), qui, déployés alors à droite et à gauche des maisons qui leur ont jusque-là servi d'abri, opposent une vigoureuse résistance. La retraite des deux divisions du centre était même presque entièrement exécutée, que le 36e, commandé par le brave colonel Maitrot, défendait encore avec opiniâtreté sa première ligne de bataille; cette vaillante troupe dut à la fin céder à la force des choses, et se replier sur sa division, dont le général Fririon venait de prendre le commandement.

Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, refusant sa gauche, se retire parallèlement au Gave, et abandonne tout-à-fait les routes d'Orthez à Bayonne et à Dax. Ce mouvement rétrograde isolé ne laisse pas le temps au général en chef de donner des ordres, pour que la retraite de tous les corps d'armée s'effectue simultanément; le lieutenant-général que nous venons de nommer, forcé d'opérer la sienne en arrière d'Orthez, entre le château et la route de Dax, sur un terrain inégal, coupé de ravins et

couvert de broussailles, ne peut lui-même, empêché par ces difficultés, conserver l'ordre parfait qui jusque-là avait régné dans les deux divisions placées sous son commandement.

Cependant le général Harispe, chargé de la défense d'Orthez, et resté une partie de la journée en repos, venait d'entrer en ligne contre une portion de la colonne du lieutenant-général Hill. Celle-ci, descendue des hauteurs de Départ, avait passé la rivière au gué, au-dessus de Souhars, à quelques centaines de toises d'Orthez, malgré la résistance de deux bataillons de la brigade Baurot, qui, trop peu nombreux, s'étaient à la fin décidés à la retraite. Le général Harispe, dont les communications avec la route de Mont-de-Marsan risquent d'être coupées, si les coalisés, après un grand effort sur sa gauche, parviennent à s'emparer, en arrière d'Orthez, du village de Sallespice, placé au point de réunion des chemins que doit suivre l'armée française; Harispe, disons-nous, reçoit du lieutenant-général Clausel l'ordre de céder le terrain. Cette retraite s'opère avec régularité; mais le canon du général Harispe, engagé dans un terrain peu favorable et mal reconnu, ne peut rendre qu'un médiocre service : trois pièces restent même au pouvoir de l'ennemi, sans avoir agi assez utilement pour nous dédommager de leurs pertes.

Durant l'exécution de ces mouvements sur la gau-

che de l'armée française, les divisions Rouget et Taupin, et la brigade Pâris, étaient encore, à deux heures et demie du soir, inébranlables dans leurs positions, à l'extrême droite de la ligne. Les alliés, maîtres cependant du terrain que la retraite du lieutenant-général Drouet-d'Erlon leur avait laissé, se renforçaient sur la gauche du général Rouget, et s'avançaient dans un ordre menaçant vers la rampe qui forme, à l'ouest d'Orthez, la route de Dax. Le général Soult donne aussitôt l'ordre au chef d'escadron Leclerc, du 21[e] de chasseurs à cheval, de charger l'ennemi par cette route. Cette opération, exécutée avec autant de succès que de bravoure, fait mettre bas les armes à un bataillon ennemi. Toutefois, l'escadron emporté par son ardeur, s'engage ensuite dans un chemin creux et inconnu, et les chasseurs essuient, en cherchant à rentrer dans la ligne, une décharge meurtrière de mousqueterie faite à bout portant par des Anglais embusqués sur ce point. Les prisonniers sont abandonnés, et un petit nombre de braves de l'escadron parvient seul à se dégager, et à rejoindre la division. La présence des coalisés, à gauche et presque sur les derrières des troupes du lieutenant-général Reille, force celui-ci à ordonner la retraite dont les autres corps lui ont donné le signal. Le général Rouget se dirige donc presque aussitôt, mais sans précipitation, vers un chemin à angle droit sur la route de Dax, dé-

signé pour cette retraite. L'ennemi reste dès ce moment maître de la route, car la brigade Pâris, après lui avoir fortement disputé cette possession, avait été forcée elle-même de se replier.

Le général Taupin faisait encore face aux coalisés sur cette route, mais perpendiculairement à la direction qu'elle suit. Placé, suivant son habitude, à la tête des tirailleurs de la division, Taupin portait, depuis le début de la journée, toute son attention sur les attaques vigoureuses du maréchal Beresford contre le village de Saint-Boës, et secondait avec ses régiments les effets meurtriers de son artillerie : celle-ci, trois fois presque entourée, comme il a été dit, avait trois fois, par l'énergie et la justesse de son feu, repoussé l'ennemi, et laissé les Français maîtres du champ de bataille. Le général Taupin était donc étranger à la marche rétrograde exécutée derrière lui par les divisions du centre, et ensuite par les troupes des généraux Rouget et Pâris, dont le résultat est la présence des coalisés sur la route de Dax, et en queue des troupes françaises.

Les communications sont dès-lors interrompues entre nous et le reste de l'armée ; le général en chef voit la division Taupin presque entourée ; il est forcé de l'envisager comme perdue, et déjà le général Béchaud, commandant une de nos brigades, vient de rester mort sur le champ de bataille. L'ennemi

déploie cependant ses colonnes en face, sur les derrières et sur le flanc gauche de la division Taupin; il dirige en outre, sous nos yeux, des masses pour la tourner par la droite. Alors seulement nos troupes, qui viennent de rentrer pour la quatrième fois victorieuses dans Saint-Boës, jettent un regard en arrière, et aperçoivent distinctement les Anglais, maîtres de la route de Dax, s'avancer pour nous cerner. Les cris « nous sommes coupés! l'ennemi est sur la route! » commencent à se faire entendre dans les rangs. Nos régiments, déjà tournés, sans espoir aucun de salut s'ils restent en place et s'obstinent à prolonger une défense inutile, abandonnent à la fin la position si glorieusement défendue durant près de huit heures, et se jettent, à droite, dans un ravin profond, seule issue qui leur reste encore. Sir William Beresford, dégagé pour lors de tout obstacle, opère sa jonction avec les généraux Picton et Alten sur la crête des hauteurs, et le champ de bataille reste à l'ennemi.

Les coalisés, maîtres de toutes les éminences et de la route de Dax, marchent vivement sur la trace de nos colonnes pressées et se retirant avec peine par un chemin creux et étroit, et nous écrasent du feu de leur artillerie, qui, à cette portée, était des plus meurtriers. La division Villate, seule troupe qui n'eût point été engagée, est conduite par le général Clausel, pour soutenir la retraite et protéger

le mouvement de l'aile droite et du centre de l'armée française, sur la route de Saint-Sever; mais, avant d'atteindre cette route, les troupes resserrées dans un chemin encaissé, raboteux, où toutes les armes sont obligées de marcher confondues, foudroyées en outre par l'artillerie ennemie, éprouvent un moment de désordre. La confusion dans les rangs ne tarde pas à augmenter, quand on apprend que le corps du lieutenant-général Hill, qui, d'après ce qui précède, avait franchi le Gave au-dessus de Souhars, s'avance avec rapidité par cette même route. Le moment est critique; la précipitation augmente, et nos troupes éprouvent un assez long intervalle de désunion et de désordre que rien ne peut prévenir. L'armée française regagne dans cet état la grande route de Saint-Sever, au village de Sallespice, avant que la colonne du général Hill puisse atteindre ce même point. La retraite se poursuit alors avec rapidité, mais aussi avec plus d'ordre; et l'armée arrive, vers six heures du soir, au défilé de Sault-de-Navailles.

Cette ville, située sur le Luy-de-Béarn, n'offrait qu'un pont de bois pour le passage de la rivière: l'armée française risque ainsi d'être atteinte et chargée par la cavalerie ennemie; mais la rive droite du Luy domine l'autre, et offre des éminences que l'on met sur-le-champ à profit pour arrêter les alliés. Sur l'ordre du maréchal, le général Tirlet devra

sans délai faire mettre en batterie 12 pièces sur les hauteurs du Sault-de-Navailles, à gauche de la route de Saint-Sever. Plusieurs compagnies de sapeurs du génie, jusque-là en réserve, sont immédiatement dirigées, à droite de la route, vers un mamelon surmonté d'un bouquet d'arbres, avec ordre de défendre la position à outrance. Ce monticule sert bientôt de point de réunion à plusieurs régiments, et il s'y forme en peu d'instants une force imposante. Ces mesures, d'où dépendent en grande partie le salut de l'armée française, s'exécutent avec une rare précision. Malgré les encombres de voitures, d'équipages et d'artillerie que présentent les rues étroites, tortueuses et en contre-pente rapide de Sault-de-Navailles, les 12 pièces sont mises en batterie par le général Tirlet lui-même, et commencent un feu des plus vifs sur la cavalerie anglaise, qui presse notre arrière-garde.

Arrêté par ces obstacles imprévus, l'ennemi concentre ses forces, pour marcher avec ordre au passage de la rivière qui le sépare de nous. Les Français, durant cet intervalle, traversent le Luy sur le pont et dans les gués adjacents, et prennent de suite position sur l'autre rive. L'intention du général en chef étant, au reste, de ne garder Sault-de-Navailles que le temps nécessaire pour mettre à couvert les parcs d'artillerie, les équipages et les blessés, l'armée française se porte, à l'entrée de la nuit, à deux

lieues en arrière, à Hagetmau, où le quartier-général venait de la précéder. La division Villate, et la division de cavalerie légère du général Soult, sont chargées de garder Sault-de-Navailles jusqu'à dix heures du soir; c'est-à-dire, le temps nécessaire à la rupture du pont, suivant l'ordre donné au premier de ces généraux.

Sault-de-Navailles est aussi occupé plus tard par le général Harispe. L'arrière-garde de ce dernier, formée d'un bataillon de gardes nationales du pays, et de détachements du 115ᵉ de ligne, avait soutenu, chemin faisant, un engagement sérieux contre la cavalerie ennemie, et sa perte s'était élevée à 200 hommes. Le général Berton se rend de son côté à Hagetmau, par Mant et Samadet, après avoir réuni à lui un bataillon de conscrits qui allait rejoindre à Orthez. Placé, comme il a été dit, à Lacq, sur la route de Pau, pour observer le cours du Gave, ce général avait ordre de se retirer par Orthez sur Sault-de-Navailles, quand il y serait forcé par des masses; mais la prompte retraite de notre aile gauche, après que les coalisés eurent passé le Gave, enleva au général français l'occasion de tomber sur leur flanc droit; Berton dut se borner, en conséquence, à marcher parallèlement à nous dans sa retraite sur Hagetmau, en menaçant toutefois la droite de l'ennemi.

La position occupée par l'armée française, dans

la journée du 27, n'était point, d'après ce qui précède, celle que son général en chef voulait prendre : l'inébranlable résolution de disputer, malgré l'inégalité du nombre, le terrain pied à pied, quand l'ennemi se porta brusquement en avant, le 27 au matin, fut, on le répète, l'unique motif qui décida le maréchal à rester en place, et à se mettre de suite en mesure de défense pour livrer une action générale. Il serait donc superflu de signaler ici les défauts d'une position qui ne pourrait passer pour militaire, et sur laquelle les circonstances seules nous firent jeter les yeux.

Les deux armées se battirent à Orthez avec la plus grande intrépidité ; et, quoique l'ennemi fût deux fois à peu près supérieur en nombre (il présenta en ligne 70,000 hommes, et les Français moins de 35,000), le succès de la bataille resta long-temps incertain. Il fut décidé en faveur des coalisés, par la manœuvre audacieuse exécutée entre les divisions Rouget et Darmagnac, et aussi par le passage du Gave de Pau, au-dessus de Souhars. La bonne contenance des Français dans cette affaire mérite d'autant plus d'éloges, qu'aux motifs de découragement puisés dans le souvenir d'une suite non interrompue d'actions malheureuses, se joignait chez eux la perspective désespérante d'efforts toujours infructueux, luttant contre un ennemi qui opposait sans cesse plus du double de combattants.

Nous perdîmes, dans la journée du 27, le général de brigade Béchaud, resté mort sur le champ de bataille; le général Foy y reçut une blessure très-grave qui nous causa long-temps de vives inquiétudes sur des jours aussi précieux. Mais le sort, après l'avoir admis durant 22 ans à partager la gloire et les périls de ses frères d'armes sur les champs de bataille, lui réservait des triomphes non moins brillants dans une nouvelle carrière; et son langage à la tribune nationale, devait nous révéler un de nos plus éloquents orateurs. Notre perte peut s'évaluer à 1500 morts et à 2500 blessés, dont 1500 restèrent au pouvoir des étrangers. La perte de ceux-ci fut plus considérable, on la porte à 2000 morts; nous apprîmes en outre de militaires faits prisonniers dans cette journée et échappés plus tard des mains de l'ennemi, qu'il fut recueilli à Orthez 4000 coalisés blessés et seulement 1500 Français. Ceux-ci, condamnés à être prisonniers dans leur propre pays, quelques-uns même dans leurs foyers, trouvèrent chez les habitants de cette ville de dignes compatriotes. Les blessés, accueillis par les particuliers, furent l'objet de soins affectueux; ces derniers allégèrent de leur mieux les peines dont nos soldats étaient accablés, et favorisèrent même l'évasion de quelques-uns d'entreux qui vinrent, quelques jours après, proclamer à leurs drapeaux l'humanité de leurs compatriotes d'Orthez.

Le même jour que nous livrions l'affaire de ce nom, le général espagnol Morillo envoyait une sommation menaçante au gouverneur de Navarreins; celui-ci y répondit à coups de canon. La place de Jaca capitula aussi le 27 février : des mouvements confiés au général Pâris, avaient été tentés à la fin de la campagne précédente, dans le dessein de réapprovisionner ce poste important; mais ce projet ne put réussir, et la place dut se rendre faute de vivres; aux termes de la capitulation, la garnison rentra en France sur parole.

Les résultats de la bataille d'Orthez furent de grande conséquence pour l'armée coalisée : celle-ci n'avait, pour ainsi dire, touché qu'à peine le sol français avant cette époque ; mais bientôt après, dans le courant de mars, elle eut la faculté de s'étendre, et toute la rive gauche de la Garonne finit par lui rester. Nombre d'habitants de quelques villes importantes envahies, furent taxés de n'avoir pas séparé, dans cette occasion, la cause de la France d'avec celle du gouvernement d'alors. Trop empressés peut-être de sacrifier à l'éloignement qu'ils ressentaient pour celui-ci, l'esprit national qui, dans une situation quelconque, doit animer les citoyens, ils virent l'occupation de leur territoire par l'armée coalisée, bien moins avec le déplaisir que la présence d'un ennemi doit inspirer, qu'avec la joie de trouver dans son arrivée une occasion de secouer le joug

qui pesait sur eux. Cette conduite et ces raisons, que l'état d'isolement et d'abandon de la plupart des départements du Midi de la France à cette époque, ont pu faire admettre, auraient peine à être légitimées, si, loin des événements et dépouillé des préventions, on devait peser les hommes et les choses avec impartialité et justice.

Honneur soit, à cette occasion, rendu à l'armée d'Espagne et des Pyrénées! sans espérance de succès à cause de son petit nombre, découragée par ses revers, et disposée au vague et à l'inquiétude, elle n'en resta pas moins obéissante et ferme dans son devoir : sourde à toutes les insinuations clandestines qui lui furent faites, elle se montra éminemment française, et ne s'écarta pas un instant du sentier que son honneur et la position désespérée de sa malheureuse patrie lui prescrivaient de tenir à cette époque.

Sans anticiper sur les événements, poursuivons notre récit, et esquissons les manœuvres qui ont suivi la bataille d'Orthez.

La division Villate et la division de cavalerie du général Soult, formées sur la rive droite du Luy-de-Béarn à Sault-de-Navailles, y restent, ainsi que nous l'avons dit, le temps nécessaire pour contenir l'ennemi avant la rupture du pont. Cette arrière-garde se dirige sur Hagetmau, à dix heures du soir. Elle y arriva à deux heures de la nuit, au moment

où l'armée évacue ce bourg et se porte sur Saint-Sever. Le 28 dans la matinée, l'armée traverse cette dernière ville sans s'y arrêter; elle descend la côte qui conduit à l'Adour, passe de suite le pont, et établit ses bivouacs sur la rive droite, à l'embranchement des routes de Bordeaux par Mont-de-Marsan et Bazas, et de Toulouse par Grenade, Barcelonne et Auch. Quelques heures de repos sont accordées à la troupe. L'intérêt de l'armée, qui, depuis la veille au matin, était sur pied, l'exigeait ainsi; il était urgent d'ailleurs de réorganiser quelques régiments, qui se ressentaient encore du désordre amené par la retraite précipitée du 27. Le général Tirlet met aussi à profit la présence de toute l'artillerie française à Saint-Sever, et fait exécuter des mouvements de chevaux, de voitures, de munitions, nécessités par les pertes et les consommations de la veille. Ces pertes en hommes et en chevaux étaient considérables; mais la brillante conduite de l'arme, et les services rendus par elle à Orthez, ne furent point méconnus : des témoignages publics de satisfaction donnés au général Tirlet, par le maréchal Soult lui-même, au nom de l'armée française, en devinrent la flatteuse récompense.

Le projet de lord Wellington, de se porter brusquement de Villenave à Orthez, pour s'emparer de la route de Mont-de-Marsan, et nous rejeter sur Dax et les Landes, avait eu un commencement de

réussite : l'armée française, en retraite devant l'ennemi, suit une direction qui ouvre à celui-ci le cœur de la France. Lord Wellington espère aussi, par la rapidité de ses mouvements, enlever à son adversaire les moyens de chercher une nouvelle base d'opérations dans les départements coupés et montueux du Gers et des Hautes-Pyrénées, et nous forcer de poursuivre nos mouvements, par Mont-de-Marsan, sur Bazas et Bordeaux. Le général anglais se flatte alors de rejeter les Français sur la rive droite de la Garonne, et de rester unique possesseur de la rive gauche de ce fleuve. Ainsi, tandis qu'une portion de l'armée coalisée se porte directement, le 28, de Sault-de-Navailles sur Hagetmau et Saint-Sever, sir Rowalnd Hill remonte l'Adour avec 30,000 hommes, et marche sur Aire pour occuper cet embranchement des routes du Gers, et des Hautes et des Basses-Pyrénées.

La position de l'armée française, en arrière de Saint-Sever, dans la soirée du 28 février, ne paraissait rien moins que rassurante, puisque des deux routes qui se présentent pour sa retraite, une, la route de Mont-de-Marsan, nous rejette sur Bordeaux par les Landes, pays nullement propre à la défensive, très-favorable au contraire au déploiement de la nombreuse cavalerie ennemie ; l'autre, celle de Toulouse par Auch, encore moins sûre dans ce moment, nous conduit à la rencontre du

général Hill, qui s'avance rapidement sur Aire. Toutefois, cette alternative, si critique au premier aperçu, le général français l'a prévue. En se concentrant à Saint-Sever, il a voulu faire croire au général ennemi que l'armée française suivra devant elle la route de Mont-de-Marsan. Le grand objet du premier, au contraire, est de s'emparer de la route d'Auch et du cours supérieur de l'Adour, pour maintenir le théâtre de la guerre dans le midi de la France, au lieu de le porter dans l'intérieur. Celui-ci n'éprouve donc, à Saint-Sever, d'autre inquiétude que celle que peuvent provoquer à juste titre les manœuvres du lieutenant-général Hill sur Aire. Prenant en conséquence, le 28 au soir, une résolution prompte et énergique, le maréchal Soult laisse brusquement à gauche la route de Mont-de-Marsan, et se jette dans la direction de Toulouse, afin d'atteindre, par la rapidité de son mouvement, les positions d'Aire et de Barcelonne, avant que le général Hill puisse s'en emparer.

Malgré les ordres donnés, un assez grand nombre de militaires français, qui ont mis du retard ou de la mauvaise volonté à rejoindre, le 28, leurs corps respectifs, se dirigent au hasard sur Mont-de-Marsan : forcés d'arriver à Langon, pour passer la Garonne et trouver une route sûre à tenir, ils ne purent rejoindre l'armée que dans Toulouse plusieurs semaines après, en suivant la rive droite du fleuve. La

garnison de Dax fut impérieusement obligée d'agir de la sorte. Cette ville, devenue un des magasins principaux de l'armée, avait été mise à l'abri d'un coup de main et munie d'une garnison. Le général Darricau, qui joint à ce commandement celui de tout le département des Landes, averti par une ordonnance dévouée que le général en chef lui adresse de Saint-Sever, abandonne Dax sans délai. L'ennemi s'en empare le 29 février, peu d'instants après le départ des Français; mais il ne peut y faire des prisonniers, ni même capturer les approvisionnements de guerre et de bouche qui se trouvaient auparavant réunis sur ce point.

La division Villate est relevée à l'arrière-garde par la division Harispe, d'Hagetmau à Saint-Sever. On coupe le pont de cette dernière ville sur l'Adour : la mesure était commune à tous ceux que l'on avait trouvés jusque-là. Le 28 au soir, le maréchal arrive à Grenade; l'artillerie de l'armée, et les équipages s'y rendent aussi. Le 1er mars, à trois heures du matin, l'armée se porte sur Aire et Barcelonne. Les divisions Harispe et Villate (aile gauche) passent l'Adour au pont de Barcelonne, retournent sur leurs pas en suivant le fleuve, et vont prendre position; savoir : la première, sur les hauteurs de la Serre, à droite en avant d'Aire, proche du confluent de la Grave et de l'Adour; la division Harispe, plus à gauche, de manière à couvrir la route de Pau. Les

divisions Taupin et Rouget (aile droite), placées en réserve, gardent les environs de Barcelonne et le pont de ce nom, tandis que le lieutenant-général Drouet-d'Erlon, resté à Cazères, entre Grenade et Barcelonne, et éclairé par la brigade de cavalerie légère du général Berton, contient les alliés sur la route de Saint-Sever. Les parcs d'artillerie et des équipages sont, dans cette même journée, portés à couvert sur les derrières de l'armée. Quant aux malades et aux blessés, évacués déjà la veille sur Toulouse, ils se trouvent, au moment qui nous occupe, entièrement à l'abri des poursuites de l'ennemi. Dans cet état de choses, le général en chef prend la détermination de tenir en échec la partie de l'armée coalisée qui marche sur nos traces par Grenade, et d'arrêter aussi le corps du général Hill, que la présence du lieutenant-général Clausel à Aire n'avait précédé que de quelques heures.

Les mesures prises par le maréchal, à Aire, après avoir atteint, grâce à la précision et à la rapidité des mouvements, cette importante position, ont été improuvées par quelques officiers de l'armée d'Espagne et des Pyrénées : dans leur façon de voir, le premier exposait ses troupes, déjà si réduites, aux chances d'une nouvelle action, sans en retirer un avantage bien positif. Il nous paraît cependant prouvé, par ce qui précède, qu'en arrêtant l'ennemi à Aire, le général en chef se ménage la faculté

d'un retour dans le département des Basses-Pyrénées, et l'entrée des Hautes-Pyrénées, pays de chicane et de guerre défensive. Il gagne de la sorte un temps précieux, et laisse, en temporisant avec sagesse, les affaires du Nord donner un résultat définitif. Bordeaux reste, il est vrai, à découvert et abandonné à lui-même; mais cette circonstance n'engage-t-elle pas aussi l'ennemi à diriger un fort détachement sur cette ville, et à démembrer par suite son armée? Manœuvrer et tenir les coalisés en échec à l'entour d'Aire, permettait encore au général français de ne pas trop s'éloigner de Bayonne. Placé enfin en observation derrière l'Adour, entre les routes de Toulouse par Auch et par Tarbes et Saint-Gaudens, celui-ci peut se jeter sur l'une de ces routes, si son adversaire parvient à s'emparer de l'autre. Or, pour remplir ces conditions, et s'approprier les deux rives de l'Adour supérieur, il était d'absolue nécessité d'arrêter le corps du général Hill qui marchait sur Aire, et de contenir aussi la portion de l'armée coalisée qui s'avançait, par Saint-Sever et Grenade, sur Barcelonne. Les lieutenants-généraux Clausel et Drouet-d'Erlon sont respectivement chargés de cette double opération; le premier, sur la rive gauche de l'Adour, au-dessous d'Aire; l'autre, sur la rive droite, entre Grenade et Barcelonne.

Cependant sir Rowland Hill, prévenu de vitesse

par le général Clausel dans la position en avant d'Aire, prend ses mesures, le 2 mars au matin, pour en débusquer les Français. A midi, les divisions Villate et Harispe sont vivement attaquées sur les hauteurs qu'elles occupent derrière la Grave. Nos troupes défendent d'abord le terrain avec avantage, et une brigade portugaise commandée par le général d'Acosta est fortement ramenée, en laissant le champ de bataille couvert de ses morts. Le lieutenant-général Hill porte aussitôt en ligne le reste de son corps d'armée, et dirige spécialement la division Steward contre le général Villate. Celui-ci, repoussé du plateau de la Serre, se rapproche d'Aire, et se replie bientôt sur le bras gauche de l'Adour qui baigne le midi de la ville, et en forme une presqu'île; le même général repasse enfin ce canal, et laisse l'ennemi entièrement maître du plateau abandonné.

Tandis que le corps du lieutenant-général Hill disputait aux Français la rive gauche de l'Adour, les coalisés s'avançaient aussi en forces, par la grande route de Saint-Sever à Barcelonne. Le 2 mars, dès le point du jour, les tirailleurs anglais avaient commencé d'inquiéter les avant-postes du général Drouet-d'Erlon à Cazères. Impatienté de ce tiraillement, celui-ci se dispose à envoyer un officier de son état-major aux premières troupes ennemies, pour prévenir que si l'on ne discontinue cette fusillade, il va faire attaquer par plusieurs bataillons : lorsque ce lieute-

nant-général aperçoit plusieurs colonnes anglaises marcher distinctement sur la route, et ne doute plus que l'attaque ne devienne très-sérieuse. Drouet-d'Erlon qui n'a pas l'ordre de s'engager, mais seulement de tenir ses adversaires en échec, commence son mouvement rétrograde sur Barcelonne, sous la protection du 6e léger, jeté en tirailleurs à droite et à gauche du grand chemin. Le général Berton, placé avec sa brigade de cavalerie légère sur la droite à l'extrême arrière-garde, favorise aussi le mouvement, et tient en respect la cavalerie ennemie. Le terrain adjacent à la route étant du reste coupé et difficile, nos bataillons se trouvent dans la nécessité de se replier en colonnes sur cette même route qui, tracée en ligne droite, les expose au feu de l'artillerie anglaise. Cette situation désavantageuse nous causa la perte d'un assez bon nombre d'hommes : la plus sensible fut celle du chef de bataillon du génie Blagnac, officier distingué de son arme, qui fut atteint mortellement d'un boulet de canon. La retraite se poursuit cependant avec ordre, jusqu'à l'angle formé par le chemin en face d'Aire. Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon fait halte sur ce point, sous la protection de son artillerie, et flanqué aussi par du canon établi sur la rive gauche de l'Adour, au-dessus d'une culée qui existe encore de l'ancien pont d'Aire renversé par les eaux quelques années auparavant.

Le général Clausel continuait cependant d'être fortement attaqué à Aire; engagé à la fin avec un ennemi bien supérieur en nombre, il se voit forcé de céder du terrain, et réclame des secours. Il est d'ailleurs à craindre que les coalisés, après avoir repoussé les Français sur la rive gauche de l'Adour, ne s'emparent, à trois quarts de lieue en arrière de la ville, du pont du Léez, passage indispensable à notre armée pour atteindre l'Adour supérieur, et suivre le plan d'opérations arrêté par le général en chef. Il faisait, du reste, le 2 mars, un temps affreux, et l'occasion était propice pour placer entre nous et l'ennemi une infinité de petites rivières que la pluie avait dans la journée singulièrement grossies, et qui se dirigent, du sud au nord, sur l'Adour qui les reçoit toutes. Le lieutenant-général Reille, avec l'aile droite, quitte, dans cet objet, Barcelonne à 4 heures du soir, et franchit l'Adour, au pont du même nom que l'on occupe sur-le-champ. La division Rouget qui fait partie de cette aile est immédiatement dirigée sur Aire au secours du général Clausel; la division Taupin (même corps d'armée), établie en réserve au pied des hauteurs et des bois de Cazamont, proche du pont du Léez, est provisoirement chargée de garder ce passage important.

L'arrivée de la division Rouget rétablit le combat à Aire; l'ennemi, qui déjà avec fait attaquer la ville par des tirailleurs, devient plus circonspect, et la

retraite de la division Villate facilitée par ce renfort s'opère avec ordre, en arrière de la ville et sur le pont du Léez. Le général Harispe se replie aussi, à la nuit tombante, vers ce même pont; placée toutefois durant l'action à la gauche de la ligne proche de la route de Pau, la division Harispe avait eu sa retraite coupée sur Aire, aussitôt que l'ennemi s'était rapproché de la ville sur les traces de la division Villate. Dans cette situation, le général Harispe est obligé de se replier d'abord par cette route de Pau jusqu'à la ferme de Larquéral; la colonne tourne ensuite les hauteurs et les bois de Cazamont, et se dirige sur Crabot pour atteindre le pont du Léez que le reste de l'aile gauche et toute l'aile droite françaises achevaient alors de passer.

Cette opération terminée, le pont, déjà disposé dans la journée par les sapeurs du génie, est détruit, et la colonne continue sans empêchement sa retraite une partie de la nuit, par la route de Madiran et Vic-Bigorre sur le haut Adour. Le même soir, les troupes du lieutenant-général Drouet-d'Erlon, les seules restées sur la rive droite, dépassent Barcelonne, où elles étaient arrivées à cinq heures du soir. Laissant à leur gauche la route d'Auch par Nogaro, elles se jettent dans la direction de Plaisance, pour atteindre les points qui leur ont été assignés par le général en chef dans la nouvelle ligne que doit occuper l'armée française. Bi-

vouaquées, dans la nuit du 2 au 3, entre Barcelonne et Saint-Germier, ces troupes se remettent en route le 3 au point du jour, et arrivent le 4 à Plaisance. Ce même jour 4 mars, l'aile droite, l'aile gauche et le quartier-général occupent Madiran. Le 5 à midi, la colonne passe l'Échez à Maubourguet. Le lieutenant-général Reille s'établit dans ce bourg avec la division Taupin; la division Rouget se porte à Lafitale. L'aile gauche (divisions Harispe et Villate) continue son mouvement, et va prendre position à deux lieues au-dessus, à Vic-Bigorre et à Rabastens. Une brigade de cavalerie légère, aux ordres du général Vial, reste à Plaisance, à la disposition du lieutenant-général Drouet-d'Erlon; la brigade Berton (même arme) forme les avant-postes du général Reille, à Maubourguet. Le maréchal Soult occupe Rabastens avec son état-major, et y place son quartier-général.

L'armée française ne fut pas suivie dans sa retraite, et l'infanterie ennemie ne dépassa point le Leez; une portion de la cavalerie anglaise, commandée par le général Fane, se porta seulement à Vieilla, ses avant-postes sur la Sage. Ainsi, l'objet des opérations du maréchal à Aire, à Barcelonne, venait d'être rempli : l'ennemi, qui n'avait pas perdu moins de 1200 hommes dans le dernier combat, reste, par la rupture des ponts et les crues subites de cette multitude de torrents qui se jettent dans

l'Adour, isolé à deux journées des Français; tandis que ceux-ci ont pris possession du cours supérieur de l'Adour, et sont à cheval sur les routes qui, de ses rives, se dirigent sur Toulouse par Auch, et par Tarbes et Saint-Gaudens. Un repos absolu de huit jours, dans cette situation avantageuse, fut le résultat de la résistance que nous avions opposée à Aire.

Ce repos nous était indispensable, après des marches fatigantes, suites de la journée du 27. La désertion, en outre, favorisée par la rigueur de la saison, prenait un caractère alarmant. Les jeunes soldats des cantons laissés en arrière, exempts de reproches sous tous les rapports jusqu'à cette époque, ne pouvaient résister à l'attrait de revoir leurs familles. Cédant peut-être même à d'autres influences, un grand nombre regagnaient leurs foyers avec armes et bagages pour ne plus s'en éloigner. La troupe, habile à se dérober aux regards de ses chefs pour commettre du désordre, se livrait à des excès réprouvés par une discipline sévère, et qui, ailleurs que dans une colonne de marche, ne fussent point restés impunis.

Des militaires, indignes de porter ce nom, quittent les rangs et s'écartent à droite et à gauche de la route, pénètrent de force dans les habitations, menacent les propriétaires; et, se livrant même à des voies de fait criminelles, exigent effrontément de ceux-ci des indemnités pécuniaires, pour que

leurs propres maisons soient respectées. Le lendemain, lents à se remettre en route, ces militaires étaient surpris par l'ennemi et faits prisonniers.

Les chefs, n'importe le grade, s'attachaient cependant à prévenir, autant que possible, ces coupables désordres. Leurs efforts étaient souvent efficaces, et l'habitant trouvait en eux des réparateurs de torts et des juges équitables et désintéressés. Parfois aussi, tout le zèle pour le bien était en défaut : séparés par des torrents débordés de la route sur laquelle chemine la colonne, et hors de possibilité d'être atteints, les maraudeurs mettent le temps à profit et explorent à loisir les habitations isolées. Témoins involontaires et presque forcés de leur inconduite, principalement dans le trajet d'Aire à Maubourguet, nous gémissions de ne pouvoir y porter remède. Il est du moins constant que des généraux français, animés d'une juste indignation, saisissaient l'arme d'un soldat de la colonne, et faisaient feu sur les hommes qui, errant çà et là éloignés de la route, se montrent insensibles aux appels réitérés et aux remontrances de leurs chefs. D'autres officiers, suivant leur grade, se rendent aussi utiles médiateurs entre les militaires et l'habitant. Des témoignages de gratitude, d'estime et d'amitié, de la part du dernier, étaient quelquefois la précieuse récompense du zèle à remplir notre devoir; et nous aimons à conserver la douce con-

viction que ces sentiments n'ont rien perdu aujourd'hui de leur première intensité.

Les pénibles impressions laissées dans l'esprit des Méridionaux par l'inconduite d'un petit nombre de militaires, à la fois indisciplinés et mauvais soldats; les intérêts de ces Français froissés à cette époque par les impôts, les réquisitions, et tous les sacrifices provoqués par des guerres trop prolongées, expliquent les motifs qui, au pied des Pyrénées surtout, ont aliéné, peut-être avec injustice, à l'armée le cœur et la confiance de ses concitoyens. De là est résulté ce langage, aussi peu vrai par sa généralité que peu français, que les militaires étrangers offraient à l'habitant de plus sûres garanties que l'armée de sa propre nation. Toutefois, que la teinte de défaveur jetée alors sur nos troupes par des caractères aigris ou des cœurs ulcérés, ne serve plus de prétexte pour inculper sans sujet les restes précieux des armées de cette époque; et que des griefs qui, vrais ou supposés, ont été suffisamment expiés par de grandes infortunes, soient voués à un éternel oubli. Si des attaques individuelles ont pu avec quelque justice être adressées à des militaires de l'armée des Pyrénées, grâce au ciel, il en existe encore qui, glorieux de lui avoir appartenu, retrouvent au fond de leur cœur le digne témoignage d'une conscience sans reproche.

Tandis que l'armée française manœuvrait sur les

Gaves, et atteignait plus tard le haut Adour, le général Hoppe, commandant l'aile gauche de l'armée coalisée, s'occupait du blocus de Bayonne. La garnison, y compris la division Abbé qui s'y était jetée en entier, s'élevait à 13,700 hommes, et tous les moyens de défense étaient préparés. L'éloignement du général Drouet-d'Erlon, que nous avons vu quitter la rive droite de l'Adour pour se réunir à l'armée française à Orthez, avait laissé l'ennemi libre de passer cette rivière, soit en amont, soit en aval de la place : cette entreprise était au reste difficile et périlleuse. Les coalisés se présentent, le 21 février, à l'embouchure de l'Adour dite le Boucau, et s'occupent sur-le-champ de la construction du pont qui doit leur assurer les deux rives du fleuve. Un grand nombre de petits bâtiments, destinés à cet ouvrage, sont poussés au large; mais seulement lorsque l'ennemi suppose que le passage peut s'effectuer sans obstacle.

Ces obstacles étaient le feu d'une portion de la flottille équipée et armée par les Français, après le 13 décembre, pour protéger la navigation de l'Adour, et alors stationnée au Boucau. La corvette la Sapho, armée dans ce moment, barrait en outre l'entrée du port, au-dessous de la promenade des allées marines; elle fut battue durant toute la journée du 23 février, par le canon ennemi, établi au pied des dunes sur la rive gauche de l'Adour. Après une dé-

fense des plus vives, la corvette, privée de son commandant, blessé à mort dans l'action, et presque démâtée, ne put être préservée d'une ruine totale qu'en se faisant remorquer, à trois heures après midi, jusqu'au mouillage intérieur, sous le feu du canon de la citadelle. La portion de la flottille qui gardait l'embouchure de la rivière fut attaquée aussi, dans cette journée, par les bâtiments ennemis; elle dut céder au nombre, et vint se ranger, après une défense également digne d'éloges, à côté de la Sapho dans la rade intérieure.

L'embouchure de l'Adour libre et au pouvoir des alliés, le 23 au soir, le général Hoppe porte de suite sur la rive droite, au moyen de radeaux, 600 hommes appartenant aux gardes anglaises. Cette rive était occupée par deux bataillons d'infanterie française et du canon; mais les troupes, on ne sait trop pour quel motif, reçoivent ordre de se replier sur les glacis de Bayonne. L'établissement du pont de bateaux jeté par les coalisés, de la rive sud à la rive nord, n'est du reste terminé que le 24 : cette opération ne peut même se faire sans de grandes difficultés, le passage de la barre de l'Adour étant très-périlleux, à cause des bancs de sables mouvants qui obstruent le lit de la rivière à son embouchure. Les difficultés sont cependant levées par l'activité de l'amiral Penrose, commandant en chef les forces maritimes de l'Angleterre sur ce point; et la presque

totalité des troupes coalisées destinées à agir au nord de Bayonne, effectue le passage et occupe la rive droite. Des chemins construits par l'ennemi dans les dunes contre la mer, et par conséquent non aperçus de la place, servent aussitôt à conduire le gros matériel de son armée depuis Biaritz jusques au Boucau. Arrivée à sa destination, cette artillerie est immédiatement portée sur la rive opposée.

Vainqueur de ces divers obstacles, le général Hoppe ne met plus de retard dans l'exécution de ses projets, et marche sur la citadelle de Bayonne pour en faire de suite l'investissement. Le grand chemin de Bordeaux par les Landes avait déjà été intercepté le 23; l'ennemi était même parvenu dans la journée à placer quelques postes sur la route de Peyrehorade ou de Toulouse. Ces mouvements coïncidaient avec ceux du lieutenant-général don Manuel Frayre, qui, à la tête de la 4e armée espagnole, s'avançait par la route de Saint-Jean-Pied-de-Port pour cerner la place du côté de Mousserolles, entre l'Adour et la Nive.

L'ennemi, encouragé jusqu'à ce moment par le succès de ses opérations autour de Bayonne, se propose de reconnaître de plus près les ouvrages de la citadelle, et de serrer fortement nos avant-postes sur la rive droite de l'Adour. Le 27 février, à deux heures après midi, il fait des démonstrations offensives sur les routes de Toulouse et de Bordeaux :

son but principal est de s'emparer du plateau compris entre les deux routes, appelé plateau de Saint-Étienne, à cause de sa situation en avant de ce faubourg. Dans cette vue, le général Hoppe étend sa droite, et l'établit en face des ouvrages de la citadelle, tandis que les troupes de son extrême gauche parviennent à se glisser dans un chemin creux et détourné adjacent à la route de Toulouse, et s'emparent des premières maisons de Saint-Esprit, à l'est de cette ville. Le péril est jugé imminent dans Bayonne; toute la garnison prend les armes, et des troupes sont dirigées sans délai vers les points menacés. Le général Thouvenot, gouverneur de la place, se porte lui-même à la citadelle, et donne ses ordres. Les Anglais sont attaqués avec vigueur dans les maisons dont ils viennent de se rendre maîtres. Forcés presque aussitôt de les abandonner, ils remontent à la fin la rampe tortueuse qui les y avait conduits. Ils conservent cependant la possession du plateau compris entre les deux routes, devenu, comme nous l'avons dit, le principal objet de leurs mouvements dans cette journée. Les pertes de l'ennemi s'élevèrent à 800 hommes, le 27 février; les nôtres furent moindres des deux tiers : le général Thouvenot, gouverneur, se trouvait au nombre des blessés.

La garnison n'eut plus de repos à partir du jour de l'investissement : et bien que les camps retranchés et les autres ouvrages avancés sur tous les fronts de

la place fussent déjà dans le meilleur état de défense, on n'osait se livrer à une trop prompte sécurité. La vigilance la plus exacte est surtout recommandée depuis que l'ennemi, maître du plateau de Saint-Étienne-d'Arribe, était, de cette position, à portée de lire dans l'intérieur des ouvrages de la citadelle. Nos canonniers eurent ordre aussi d'entretenir, de jour et même de nuit, un feu assez vif pour empêcher l'assiégeant de former des établissements solides sur le plateau qu'il venait de nous enlever. Cette activité de mesures de la part des Français donna lieu à quelques mouvements de troupes dans l'armée coalisée. En résultat, peu de jours après que l'ennemi eut solidement établi le blocus de Bayonne, la plupart des détachements anglais qui avaient participé à cette opération furent dirigés sur le gros de leurs forces, que lord Wellington avait réunies, après le combat d'Aire, aux environs de cette ville et de Garlin, sur la rive gauche de l'Adour. Le lieutenant-général Hoppe conserva cependant la direction générale des travaux devant Bayonne, ayant sous ses ordres la 4e armée espagnole, qui fut provisoirement affectée au blocus de cette place.

Les troupes anglaises enlevées au général que nous venons de nommer, devaient remplacer, à Garlin, une colonne de 15,000 alliés, qui, de Saint-Sever, venait d'être dirigée sur Bordeaux : mouvement facile à prévoir, lorsque, le 2 mars, nous avions laissé

entièrement libre la route de Mont-de-Marsan pour manœuvrer sur Aire et l'Adour supérieur. L'occupation de Bordeaux était confiée au maréchal Beresford, alors à la tête des divisions Colle et Walker, et d'une brigade de cavalerie anglaise. Le général Lhuilier, commandant la 11ᵉ division territoriale, avait à peine 2000 conscrits à sa disposition pour défendre l'immense cité qui lui servait de quartier-général : forcé de l'abandonner, à l'approche des alliés, il passe la Gironde, et prend position sur la rive droite du fleuve. Bordeaux est occupé, le 12 mars, par Beresford, précédé d'une avant-garde de 800 hommes ; mais ce maréchal, par des motifs qui seront exposés tout à l'heure, ne tarde point à recevoir l'ordre de retourner sur ses pas, avec la majeure partie de sa troupe, et de rejoindre le gros de l'armée coalisée en arrière de Conchez, entre Aire et Garlin.

Le général anglais Dalhousie, resté à Bordeaux avec 4000 hommes de sa nation, fait sommer immédiatement le fort de Blaye : ce poste interceptait la navigation de la Gironde, et sa possession eût assuré au général ennemi un établissement solide sur ce fleuve. Le commandant de Blaye, officier supérieur amputé, et d'une bravoure reconnue, se défend d'écouter aucune condition. Sur son refus, le fort est bombardé, mais sans résultat. Cependant la colonne du général Lhuilier s'était réunie aux troupes orga-

nisées à Périgueux, par le général Decaen. Ces forces, détachées depuis peu en partie de l'armée de Lyon, devaient former le *corps d'observation de la Gironde,* sous le commandement de ce dernier général. Leur effectif s'élevait environ à 6000 hommes, et ne laissait pas que de donner de vives inquiétudes aux coalisés. Le général Decaen allait, en effet, recevoir dans peu l'ordre de repasser la rivière, et de reprendre possession de Bordeaux. Mais des événements au-delà de tout espoir ayant, quinze jours après, suspendu les hostilités sur ce point, la ville, ainsi que toute la rive gauche de la Garonne, continua à être occupée par les Anglais.

Le maréchal Soult apprend, à son quartier-général de Rabastens, ces divers mouvements dans les rangs de ses adversaires : il voit l'armée ennemie partagée en plusieurs portions isolées et sensiblement affaiblie; il conçoit dès-lors la possibilité, malgré la réduction de l'armée française qui compte à peine 25,000 combattants, de contraindre les coalisés, en marchant sans remise à leur rencontre, d'accepter une bataille hasardeuse avant l'arrivée des renforts attendus de Bayonne, ou de rappeler et de réunir les détachements qui viennent de se diriger sur la Gironde. Cette diversion remarquable doit ainsi conserver à la garnison de Bayonne son avantage sur les troupes du blocus; retarder l'occupation importante de Bordeaux, ou forcer les Anglais

à évacuer cette place si déjà ils en sont les maîtres.

Le général français peut encore avoir un autre but : c'est d'attirer sur lui toute la grande armée coalisée; de commencer dès ce jour, en se rabattant dans les Hautes-Pyrénées, pays de chicane, une guerre de position; d'offrir ainsi peu de développement aux grandes forces de l'ennemi; de ralentir et d'entraver le mouvement de ses masses; de neutraliser enfin les effets de sa nombreuse cavalerie.

Envisagé sous l'un ou l'autre de ces divers points de vue, ce projet sera constamment admiré des hommes de guerre, et jugé digne du général qui l'avait conçu : prendre l'offensive et marcher à l'ennemi à l'instant où celui-ci, enivré de ses prétendus triomphes, nous croit hors d'état d'engager à l'avenir une nouvelle lutte, était une idée aussi heureuse que grande. Agresseurs dans ce moment, nous perdions ce reste d'attitude d'armée battue que nous conservions depuis Orthez. Cette tendance précieuse que possède le soldat francais de passer avec rapidité du découragement à l'espoir, était aussi mise à profit et pouvait amener les plus heureux résultats. L'armée, après la lecture d'une proclamation énergique où l'on vantait sa noble attitude dans de si graves circonstances, où de justes éloges étaient donnés à son dévouement, et de nouveaux appels faits à son patriotisme et à sa fidélité; l'armée, di-

sons-nous, s'ébranle le 13 mars et marche sur Lembége.

Le bruit circule dans les rangs qu'il s'agit de prendre la direction de Pau; mais, arrivées à Lembége, nos troupes laissent à droite la route qui conduit à la première ville, et se jettent dans la direction de Conchez qui est aussi celle d'Aire. Le lieutenant-général Reille arrive à Conchez à cinq heures du soir, avec les divisions Taupin et Maransin (*). Le général Drouet-d'Erlon s'était porté, en même temps, avec les divisions Fririon et Darmagnac, de Plaisance à Maubourguet, sur les traces de l'aile droite, et de manière à effectuer sa jonction en avant de Conchez. L'aile gauche (divisions Harispe et Villate), aux ordres du lieutenant-général Clausel, se dirige aussi sur le même point, en appuyant sur Garlin. Cette marche est éclairée par la brigade Berton (cavalerie légère), qui, placée à l'extrême droite de l'armée, s'était avancée sur Viella. Le 10^{e} de chasseurs à cheval, qui fait partie de cette troupe, obtient même un succès brillant et complet, à une lieue en avant de la ville que nous venons de nommer, située à l'embranchement des routes qui conduisent à Aire : 400 hussards anglais veulent dans cette position ha-

(*) Le général Maransin, de retour de sa mission dans les Hautes-Pyrénées, avait repris dans la journée le commandement de la 5^{e} division, des mains du général Rouget.

sarder une charge; elle est vigoureusement repoussée, et l'ennemi perd 40 hommes et autant de chevaux.

Les alliés, déconcertés de notre brusque mouvement, avaient abandonné Conchez le 13 au matin; leurs avant-postes se retirent avec précipitation derrière le Léez, et ils s'empressent de couper les ponts. Resté cependant, après l'affaire d'Aire, sur la rive droite de l'Adour entre cette ville et Garlin, le général anglais n'avait pas déjà vu sans quelque surprise la sécurité que l'armée française, malgré ses derniers revers, montrait depuis les premiers jours de mars derrière le haut Adour: cette circonstance, en lui donnant de forts soupçons sur quelque projet offensif de notre part, avait justement motivé la demande d'un premier renfort, retiré, avons-nous dit, du blocus de Bayonne. Sir William Beresford avait dû aussi arrêter sa marche sur Bordeaux, et revenir sur ses pas rejoindre l'armée coalisée avec 12,000 hommes de la colonne dirigée vers la Gironde.

Cette armée occupait alors une forte position en arrière du Gros-Léez; la gauche appuyée à Aire, la droite à Garlin, ses derrières parallèles à la route de Pau. Attaqué le 14 au matin, l'ennemi, privé encore des troupes ramenées de Bordeaux et des forces qu'il attend de Bayonne, se serait trouvé au dépourvu, sous le rapport des combattants et des

mesures de défense : mais les Français durent consacrer quelque temps à rétablir les ponts, et donnèrent exclusivement à cette opération les journées de 14 et partie de celle du 15, passées de la sorte dans un inutile repos. Les deux divisions du général Reille occupaient alors Portet, et le plateau de ce nom, adjacent au Léez. Les corps des lieutenants-généraux Clausel et Drouet-d'Erlon, plus avancés, étaient à Castel-Pugon, à peu de distance de Garlin, derrière le Gros-Léez, séparés par ce torrent de la droite de l'ennemi. Un second combat de cavalerie, entièrement à notre avantage, avait eu lieu dans cet intervalle sur la route de Pau, au village de Clarac : la brigade Vial, placée à notre extrême gauche, avait rencontré et culbuté une brigade de cavalerie anglaise et fait des prisonniers.

Cependant le général en chef de l'armée opposée, déjà grossi des 12,000 hommes que Beresford vient de ramener, s'était empressé en outre de réunir les détachements disséminés auparavant à Aire, à Pau, à Orthez, à Mont-de-Marsan. Cette armée, formée sur le plateau en arrière de Garlin, choisi d'avance pour centre général de concentration, ne présente pas, le 15 au soir, moins de 60,000 combattants. Le général français ne croit plus devoir courir les chances d'une action contre des forces si supérieures, et se décide à se tenir sur une prudente défensive. Il est parvenu toutefois à réunir sur un seul point, en face de

l'armée française, toutes les forces disponibles de l'ennemi; et cette concentration forme, comme il a été dit, un des objets principaux que le maréchal Soult s'est proposé dans l'exécution de sa dernière manœuvre.

Le 16 au point du jour, un léger mouvement rétrograde s'exécute et ramène l'armée à hauteur de Lembége. Le lieutenant-général Reille occupe cette ville avec les troupes de l'aide droite; ses avant-postes couverts par quelques escadrons de cavalerie légère, sont portés à trois quarts de lieue sur la route de Conchez à Castillon. Les divisions du centre se placent à la droite de Lembége. Les troupes du général Clausel tiennent Simacourbe, sur la route de Pau. Le grand quartier-général est établi un peu en arrière, au village de Momy. L'ennemi reste dans un repos absolu le 17. Cette inaction permet de pousser une reconnaissance sur les derrières à Hagetmau; la distance est de 8 fortes lieues de pays. Cette opération délicate et périlleuse, qui exigeait à la fois de la prudence et de l'activité, avait pour but de s'assurer si les environs d'Orthez et la route de Bayonne à Pau et à Tarbes étaient fortement occupés par les troupes alliées; ou bien, comme le général français le désire, si toute leur armée nous fait face sur le Léez en avant de Lembége. Ce brusque mouvement pouvait encore donner à l'ennemi de l'inquiétude pour la sûreté de ses derrières, et le for-

cer, dans la crainte de partisans, à s'avancer avec plus de circonspection.

Le chef d'escadron Dania, à la tête de 100 chevaux montés par des hommes d'élite, commandait l'expédition. Parti de Momy à la chute du jour, cet officier supérieur, après avoir suivi toute la nuit en silence et avec ordre des chemins creux et détournés que les guides du pays lui indiquent, arrive une heure avant le soleil en vue et proche d'Hagetmau. Il arrête sa troupe et lui donne quelque repos; elle remonte à cheval au point du jour, et pénètre bride abattue dans le bourg où tout est encore paisible. Les vedettes placées, on explore toutes les maisons, et l'on s'empare d'une centaine d'hommes endormis que l'on fait prisonniers. On ramène aussi 40 chevaux et des bagages, et l'on rend enfin la liberté à un bon nombre de Français pris à Orthez et éloignés, depuis, de nos rangs. La présence sur la route d'un régiment d'infanterie anglaise, empêche cependant le chef de l'expédition de poursuivre ses succès et de rester plus long-temps en place. Il se replie avec adresse et évite l'ennemi, suivi des hommes et des objets capturés. De retour le 25 au quartier-général, l'officier obtient les éloges dus à une entreprise qui, bien que légère, n'avait laissé rien à désirer dans son exécution.

Dans la journée du 18, le général anglais fait avancer quelques troupes contre le 12^{me} léger appar-

tenant à la brigade Rey (division Taupin), et engage avec ce régiment une action de peu d'importance, qui même est à notre avantage; des masses se dirigent cependant, par notre droite, sur la route de Maubourguet, et ne tendent à rien moins qu'à déborder cette droite, et à jeter sur nos derrières la majeure partie de l'armée coalisée. Les positions au-dessus de Lambége ne deviennent plus tenables dès ce moment, et l'ordre de les évacuer est donné sans délai.

L'aile droite arrive à Lembége à cinq heures du soir, les lieutenants-généraux Reille et Clausel ne s'y arrêtent point. Ces troupes passent le Louet, et vont prendre position à dix heures de la nuit, un peu en arrière delà le ruisseau du Laïza, sur le plateau entre Lamayou et le bois de Labatut. Ce ruisseau coule dans un ravin profond, et ses rives présentent de forts accidents de terrain qui peuvent être défendus. Le général en chef, dont le but invariable est d'arrêter l'ennemi partout où il se rencontra une position militaire, fait ranger en bataille sur la rive du Laïza, les divisions Taupin, Maransin, Villate et Harispe : son dessein est de barrer de front le passage aux coalisés, ou de tomber, si l'occasion se présente, sur le corps ennemi qui s'aventurerait à descendre dans le bassin de l'Adour pour agir sur nos derrières. Le général Drouet-d'Erlon couvre d'ailleurs la droite de l'armée avec les divisions Fririon et Darmagnac, et occupe la

route de Lembége à Maubourguet. Le général en chef peut donc, à l'instant qui nous occupe, se livrer tout entier, et avec quelques probabilités de succès, au dessein d'arrêter l'ennemi derrière le Laïza.

Cependant le général anglais qui, depuis le 25 au soir, réunit une armée de 60,000 combattants, las de rester depuis plus de quinze jours immobile devant une poignée de Français, s'était enfin décidé à prendre une menaçante offensive. Les manœuvres de son adversaire, dans les journées des 16, 17 et 18 mars, annonçaient clairement l'intention d'abandonner le grand chemin de Toulouse par Rabastens, Mirande et Auch. Le général anglais médite, en conséquence, de se jeter, par une marche rapide, dans la vallée de l'Adour, et, maître de Tarbes, de couper à l'armée française la grande route qui, par cette ville et Saint-Gaudens, conduit aussi à Toulouse. Ce résultat important, ou plutôt décisif, exige la condition expresse de s'emparer de Vic-Bigorre, qui n'est qu'à trois lieues de Tarbes : possesseur de Vic, l'ennemi devra remonter brusquement l'Adour, et atteindre sans obstacle l'importante ville de Tarbes.

Ce projet avait eu un commencement d'exécution le 16; mais c'est surtout le 18 dans la soirée que les mouvements des coalisés prirent une certaine activité et devinrent menaçants. Tandis que

leur droite s'avance, en effet, par Conchez et Lembége, le centre se porte sur Maubourguet et Vic par Madiran, et la gauche prend sa direction sur Plaisance. Ce premier indice des intentions de l'ennemi était précisément le motif qui avait engagé le général français d'abandonner Lembége, le 18 au soir, pour aller prendre position derrière le Laïza, et couvrir Vic-Bigorre et Tarbes. Observons même ici que des deux routes qui conduisent à Vic par Maubourguet, celle de Madiran appartenait, à notre insu, aux coalisés, le 18 au soir; quant à la route de Lembége à Maubourguet et Vic, il est dit plus haut qu'elle était gardée par le lieutenant-général Drouet-d'Erlon. La brigade de cavalerie légère du général Berton s'était portée aussi à Maubourguet, pour observer l'ennemi dans la double direction de Lembége et de Madiran.

Le 19 au matin, le général Berton, déjà placé la veille en avant de Maubourguet et de Sauveterre, aperçoit l'ennemi déboucher en forces par le chemin de Madiran. Trop inférieur en nombre, Berton, après avoir exécuté plusieurs belles charges, se replie en arrière de Maubourguet; mais, soit négligence de la part de cet officier-général, soit qu'il eût été réellement jeté par des forces supérieures à droite et hors de la direction de Vic-Bigorre, il passe l'Adour, et se retire sur Rabastens en disputant, il est vrai, le terrain pied à pied. Le lieutenant-général Drouet-

d'Erlon ignore ce mouvement; persuadé même que Vic est occupé, il s'y achemine dans la journée; les bagages du corps d'armée reçoivent aussi l'ordre de prendre les devants, et de se réunir à Vic. A onze heures, Drouet-d'Erlon, accompagné seulement du colonel Hugo, chef d'état-major de la 1re division, et de quelques hommes à cheval, dépasse les équipages, traverse l'Échez, et pousse aussitôt en avant sur la route de Maubourguet, afin de reconnaître l'emplacement à donner au corps d'armée, et se réunir au général Berton, qu'il ne peut supposer placé ailleurs que sur cette route. Plein de cette idée, le général Drouet-d'Erlon refuse d'ajouter foi au rapport des habitants, qui assurent que les Anglais sont à peu de distance et ne tarderont point à paraître. Le lieutenant-général ne doute plus enfin de cette dangereuse proximité, lorsque après avoir fait encore 400 pas dans la direction de Balot, et sur la remarque du colonel Hugo, il aperçoit distinctement des pelotons de cavalerie anglaise établis sur la route : cette troupe appartient, en effet, à la colonne du général Fane, qui, ayant abandonné la poursuite du général Berton sur Rabastens, espère se jeter sur les derrières de l'armée française à Vic, et de là marcher sur Tarbes.

Il n'y a pas un instant à perdre; ainsi, tandis que le lieutenant-général reste en observation avec son escorte, qui est à peine de 15 cavaliers, officiers

d'état-major et chasseurs, le même colonel se porte sans délai au-devant des troupes pour faire accélérer leur marche. Les voltigeurs du 6e léger passent les premiers l'Échez, prennent de suite à gauche, et atteignent au pas de course le terrain qui leur a été désigné en avant de Vic, à hauteur de Balot. Le bataillon du même régiment ne tarde pas à suivre les voltigeurs; et bientôt le reste de la division, placée alors sous les ordres du général Pâris (*), est porté aussi en ligne. Ces troupes se jettent à droite et à gauche de la route, dans les vignes à hautes branches qui couvrent la plaine de Vic entre l'Adour et l'Échez. Quatre pièces de canon, commandées par le chef de bataillon Lunel, sont un instant après mises en batterie sur la route; le reste de l'artillerie du corps d'armée, les bagages et les blessés, reçoivent l'ordre de traverser Vic, et de se diriger en arrière sur Tarbes.

La promptitude de ces manœuvres en impose aux alliés; abordés avec vigueur, et n'ayant encore que peu de forces réunies, ils cèdent même du terrain et se replient sur Balot. Une fusillade des plus vives ne tarde pas néanmoins à s'engager entre les troupes de la division Pâris, et des masses enne-

(*) Ce général, promu depuis quelques jours seulement au grade de divisionnaire, avait pris le commandement de la 1re division, conduite auparavant par le général Fririon depuis la blessure du général Foy à Orthez.

mies qui débouchent sur Balot de plusieurs directions. L'artillerie française commence son feu à deux heures du soir, tandis que les nombreux pelotons de tirailleurs destinés à la seconder se détachent de notre ligne, et forcent les coalisés à ne marcher que pas à pas. Cependant une forte colonne ennemie suit la rive gauche de l'Adour, et se prolonge sur Artagnan, dans le dessein de tourner la droite des Français, et de s'emparer plus tard de la route de Tarbes. Ce projet est encore déjoué; le lieutenant-général Drouet-d'Erlon fait porter en avant la division Darmagnac jusque-là en réserve, et l'établit à hauteur de la division Pâris. Cette troupe fraîche appuie sa droite à l'Adour, et contient l'ennemi dans la partie de notre ligne qui avoisine cette rivière.

Le général en chef, placé alors derrière le Laïza, à deux lieues nord-ouest de Vic, avec les divisions de l'aile droite et de l'aile gauche, et prêt à s'engager, n'apprend que vers midi la présence des Anglais dans cette ville. Ce nouvel incident rend plus que hasardée la position des corps des lieutenants-généraux Reille et Clausel : jetés encore en avant, à six lieues de Tarbes, ces corps risquent de ne pouvoir atteindre ce point, le seul favorable par sa situation pour réunir l'armée française. Les troupes se replient donc immédiatement et s'échelonnent; elles marchent dans cet ordre, mais avec la plus grande

diligence, sur Tarbes. Des dépêches se succèdent cependant du grand quartier-général à celui du lieutenant-général Drouet-d'Erlon : toutes prescrivent à celui-ci de tenir vigoureusement à Vic-Bigorre, pour donner le loisir au reste de l'armée d'exécuter sa retraite. La position de Vic, et la route qui de ce bourg conduit à Tarbes au pouvoir des alliés, nul doute que ceux-ci ne s'interposent entre cette dernière ville et les troupes de l'aile droite et de l'aile gauche, et ne parviennent à nous couper entièrement la retraite.

Cependant les divisions Pâris et Darmagnac qui, jusqu'à trois heures du soir, avaient eu l'avantage en avant de Vic-Bigorre, entre l'Échez et l'Adour, étaient forcées de céder du terrain. Attaquées de front par les colonnes réunies des généraux Fane et Picton, aux ordres de sir Rowland Hill, ces troupes avaient encore leur droite menacée par le corps ennemi qui, de Plaisance, se dirigeait aussi sur Tarbes par Rabastens, et dont la marche était alors observée par le général Berton. Cette réunion de circonstances et l'infériorité numérique du lieutenant-général Drouet-d'Erlon, le forcent de se replier sur Vic, et d'abandonner ensuite cette ville, sans quitter toutefois un seul instant la route de Tarbes. La division Pâris ouvre le mouvement; la division Darmagnac forme l'arrière-garde et soutient la retraite.

A trois lieues de Vic, les corps des généraux Reille et Clausel se dirigent aussi sur Tarbes, par Ger, au travers d'une plaine sablonneuse. Le trajet, avons-nous dit, est de six heures de marche; les divisions forment une longue colonne; l'artillerie ne peut avancer que lentement, et ses chevaux exténués de fatigue tombent, et hors d'état d'être relevés sont délaissés sur la route. La plaine ne présente d'ailleurs aucun accident de terrain pour se préserver de la cavalerie ennemie, si elle paraît dans ce moment. Cette marche, aussi pénible qu'extraordinaire, se termine bien avant dans la nuit, mais n'éprouve heureusement aucun obstacle de la part de l'ennemi. La division Taupin, à l'extrême arrière-garde, bivouaque sur le plateau de Ger; les divisions Maransin, Villate et Harispe sont établies autour d'Ibos, dans la plaine de Tarbes; le quartier-général occupe cette ville. Fortement engagé dans cet intervalle, depuis deux heures jusqu'à la nuit, Drouet-d'Erlon n'avait pas dépassé cependant le village de Pujo, situé à une lieue au-delà de Vic, dans la direction de Tarbes. Ses troupes bivouaquent aux environs du hameau : les réserves d'artillerie, les bagages et les malades de l'armée, arrivés à Tarbes déjà dans la soirée, eurent seuls l'ordre de rester dans cette ville.

L'occupation de Tarbes était pour nous de la plus haute importance : sa position est militaire, la ville

se trouvant au départ de toutes les routes qui traversent l'ancienne Gascogne. Tarbes n'est pas moins remarquable par sa situation au milieu d'une plaine fertile, de deux lieues de diamètre, arrosée d'une infinité de ruisseaux, et qui, bordée par de riches coteaux élevés en amphithéâtre, a pour limite, au sud, ces chaînes imposantes qui donnent leur nom au département. L'Adour, en fécondant le territoire de cette ancienne capitale de la Bigorre, porte jusque dans l'intérieur des habitations le tribut de ses eaux, et leur donne une salubrité et un agrément qu'on ne saurait trouver dans les autres villes. Tarbes, grâce à tous ces avantages, est un des plus jolis séjours du midi de la France.

Tarbes était le premier chef-lieu que l'armée traversait depuis sa retraite des Pyrénées : il n'était pas sans intérêt d'observer les dispositions d'une ville assez considérable, qui devait fixer nos idées sur l'esprit des autres points du département. La sombre stupeur que nous avions remarquée à Hagetmau, à Barcelonne, à Grenade, à Lembége, avait ici une teinte moins sévère. Les esprits, toujours abattus, mais embrassant depuis près d'un mois toute la gravité des circonstances, s'étaient comme identifiés avec l'idée d'une prochaine invasion, qui n'a plus rien, à leurs yeux, d'alarmant et d'extraordinaire; pour tout dire enfin, le passage de l'armée française en retraite n'est désormais qu'un specta-

cle, et l'arrivée des troupes ennemies qu'un changement de scène.

Des nuances très-marquées distinguaient toutefois l'esprit des habitants des Hautes-Pyrénées de celui de leur chef-lieu. Les montagnards, qui en peuplent les parties méridionales, sont pauvres et par cela même avides de butin. Naturellement agiles et robustes, une grande partie se consacre dès l'enfance au soin des baigneurs qui, dans la saison opportune, affluent de tous les points de l'Europe dans les nombreux établissements thermaux que possède la contrée. Le séjour prolongé dans ces montagnes, l'habitude de les gravir, chargés le plus souvent de lourds fardeaux, la guerre faite par leurs fiers habitants aux animaux féroces qui y tiennent leur repaire, donnent en général à cette population un caractère violent, belliqueux, indompté. La redoutable conscription qui, sans distinguer les rangs, traînait, de tous les points à la fois, les jeunes Français sur le champ de bataille, et l'appareil répressif déployé contre les retardataires, étaient sans force dans ces chaînes presque inaccessibles, et le bras de fer du régime d'alors devait plier contre une poignée de paysans insoumis. La plupart ne possède rien en fonds de terre, mais s'attache à exploiter la munificence des étrangers, que des motifs de santé, ou même la curiosité, attirent au cœur des Pyrénées, et auxquels les premiers servent de guides ou de porteurs dans

leurs incursions de montagnes. Cet échange de force musculaire et d'agilité contre de l'argent, les fréquentes occasions de voir luire ce métal dans les mains du baigneur, que son séjour aux eaux minérales condamne à tout payer au poids de l'or, rendent, à vrai dire, insatiable la jalouse cupidité du montagnard : l'enfant même, au pied du *Pic du Midi*, du *Marboré*, du *Viquemale*, avant d'articuler une parole, est déjà formé par sa mère à tendre au voyageur une débile main pour réclamer de la pitié quelque modique bienfait. Le paysan des Hautes-Pyrénées en général puisait dans ces dispositions le désir de voler aux armes, et de tomber sur les derrières de l'ennemi ; mais dans le cas unique où celui-ci, éprouvant des revers et forcé de se replier avec promptitude, eût fourni sans péril au montagnard l'occasion d'un butin prochain et assuré.

Trois routes conduisent de Tarbes à Toulouse. Celle de gauche se dirige sur Auch, par Miélan et Mirande; elle est longue et montueuse. L'autre passe par Trie, Boulogne et Lombez : c'est la plus courte; mais, médiocrement entretenue, surtout de Castelnau à Toulouse, elle est souvent rendue impraticable par les pluies. Enfin, la route de droite, plus rapprochée des Pyrénées, passe par Saint-Gaudens; elle a l'avantage d'être assez directe et en bon état, et devait fixer, pour ce double motif, l'attention de l'armée française. Sur cette direction, notre

flanc gauche, dans une longue distance, s'appuyait aux Pyrénées, et l'état du terrain ne permettait guère aux alliés d'insulter notre droite : nous perdions ces avantages en suivant les deux premières routes.

La position des Français dans la plaine de Tarbes n'était pas déjà trop rassurante : leur infériorité de forces, le peu de cavalerie de l'armée, pouvaient engager l'ennemi à nous harceler avec la sienne, qui était nombreuse et belle. Peut-être que le cours des ruisseaux qui coupent et arrosent cette belle plaine, dans tous les sens, ne donnait pas d'inquiétude au général français sur la réussite d'un pareil projet. Il était d'ailleurs très-positif que la plus grande partie de la cavalerie anglaise se dirigeait, par Plaisance, sur Toulouse, et ne tendait à rien moins qu'à nous prévenir de vitesse au milieu des plaines de Muret. Un retard prolongé dans nos mouvements pouvait donc amener les plus graves conséquences.

Le 20 au point du jour, les parcs de réserve d'artillerie et les équipages de l'armée avaient pris la route de Saint-Gaudens. Quelques heures après, toutes les divisions, réunies à Tarbes, traversent la ville, passent le pont et se jettent sur la rive droite de l'Adour, où elles se forment en colonnes. Le corps du général Clausel est mis de suite en observation sur le plateau d'Oléat, pour garder le chemin de

Trie; passage d'autant plus important que le trajet de Tarbes à Toulouse dans cette direction, ainsi qu'il a été dit, est sensiblement plus court que le trajet, par Saint-Gaudens et Muret, à la même ville.

La côte de Barbazan sur la route de Saint-Gaudens à l'extrémité de la plaine de Tarbes, appelée aussi de Piétat, du nom d'un vieux couvent qui couronne ces hauteurs, présente par sa roideur aux troupes du centre et de l'aile droite une espèce de défilé, qui ne peut être franchi que lentement : il est vrai que l'ennemi, toujours mesuré dans ses mouvements, ne paraît pas encore. Le général Taupin, destiné dans ce jour à faire l'arrière-garde, occupe à onze heures avec la 4ᵉ division le pont de Tarbes, et le faubourg d'Aureillan, sur la route de Rabastens. Ce faubourg est gardé aussi, depuis le matin, par la brigade de cavalerie légère du général Berton, qui s'y était retiré de ce dernier endroit. A midi l'ennemi établit une batterie d'artillerie à cheval sur la rive gauche de l'Adour, et semble vouloir préluder par quelques coups de canon à un engagement sérieux. Le défilé de Barbazan dégagé à la fin, par les bagages et ensuite par le gros de l'armée, la division Taupin se replie en échelons, et dans un ordre parfait, vers ce même point. Le 12ᵉ léger, à l'extrême arrière-garde, est jeté par le général Rey à droite et à gauche de la route, et s'embusque dans les vignes à hautes branches qui peuplent ce terrain,

et derrière les haies qui le divisent; le reste de la colonne prend position au pied des hauteurs.

La partie de l'armée coalisée aux ordres du lieutenant-général Hill, débouche cependant par la route de Vic; mais obligée de traverser Tarbes qui rétrécie dans le sens de la largeur se trouve avoir une très-grande profondeur, cette troupe n'est en mesure de marcher sur Barbazan que vers deux heures du soir. Une autre colonne ennemie commandée par le général Clinton, déjà en possession du faubourg d'Aureilhan, arrive en même temps par la route de Rabastens; elle se dirige de suite à gauche sur le village de Dours, pour attaquer les hauteurs d'Oléat, occupées par le général Clausel auprès du grand chemin de Trie, à la limite nord-est de la plaine de Tarbes.

L'artillerie des deux colonnes qui sont en regard sur la route de Saint-Gaudens entre bientôt en action; mais leur effet est peu sensible, et la retraite des brigades Rey et Gasquet (division Taupin) continue à s'opérer sous la protection du 12^e léger, jusqu'au couvent de Piétat, par échelons et avec tout l'ordre désirable. L'ennemi couronne cependant Barbazan vers quatre heures, et dirige un feu d'artillerie très-actif sur nos colonnes en retraite, dans la direction de Tournay. Le canon de la division Taupin, placé en arrière de Piétat, sur les monticules inférieurs, lui répond avec succès, arrête les coali-

sés et protége la retraite des troupes. Une masse de cavalerie britannique s'est jetée cependant, à notre insu, dans les bas-fonds et les ravins à gauche et au-dessous de Barbazan : son dessein est de tourner nos positions avancées et toute l'arrière-garde à Mascaras. Cette manœuvre est encore déjouée : l'artillerie du lieutenant-général Drouet-d'Erlon, établie sur les hauteurs de Lhés, arrête l'ennemi, et l'empêche de s'emparer du grand chemin, et d'inquiéter nos derniers détachements dans leur retraite. Ceux-ci se réunissent enfin au reste des troupes des généraux Reille et Drouet-d'Erlon, et arrivent au bourg de Tournay, à deux lieues et demie de Tarbes.

Pendant la marche des coalisés sur Barbazan et Mascaras, la colonne venue de Rabastens avait attaqué le général Clausel dans la position d'Oléat. Celui-ci après avoir défendu ces hauteurs avec un succès soutenu, les abandonne à la nuit tombante. Muni de nouvelles instructions, le même général quitte dans la nuit la route de Trie, et se rend avec la division Harispe à Galan. La division Villate poursuit, seule, sa retraite sur Trie, éclairée par trois régiments de cavalerie légère. Le grand quartier-général et les troupes de l'aile droite furent établies à dix heures de la nuit à Tournay. Drouet-d'Erlon avec les troupes du centre se porta, le même soir, sur Lannemezan, où les réserves d'artillerie, les parcs de l'équipage et de l'ambulance s'étaient déjà rendus dans la journée.

Si le dessein de lord Wellington était, ainsi qu'on l'a assuré, de nous prévenir de vitesse dans les plaines de Muret, on peut se demander pour quel motif ce général en chef chercha à nous déloger des hauteurs de Barbazan et d'Oléat? Pourquoi il ne nous laissa pas au contraire, le 20, dans une fausse confiance; tandis que la plus grande partie de son armée eût exécuté son mouvement sur la droite de l'armée française? Celle-ci passant la nuit du 20 au 21 à Tarbes, ou à Barbazan, l'ennemi peut gagner un temps précieux pour manœuvrer immédiatement de Vic et de Rabastens sur Trie, et occuper cette dernière ville le 20 au soir. Les opérations des coalisés, si éloignées du but qu'ils semblaient se proposer, s'expliquent peut-être en admettant que leur général ne fut à même d'apprécier les conséquences avantageuses de la marche par Trie, Boulogne et Lombez que le 20 seulement; à l'instant où, maître de Tarbes, il aperçut les Français suivre ostensiblement la route de Saint-Gaudens et se retirer sur Tournay et Lannemezan. Cette fois encore, comme dans toutes les occasions qui avaient précédé, lord Wellington, presque toujours favorisé par les circonstances pour prévenir son adversaire, et nonobstant cela presque toujours prévenu par celui-ci, ne tire aucun parti, dans les journées du 19 et du 20 mars, de l'occupation de Vic et de Rabastens, pour se porter sur Trie, Boulogne et Lombez,

et, suivant le dessein qu'on lui prête, atteindre de vitesse l'armée française dans la plaine de Muret. Le général anglais, au contraire, néglige cette double et importante possession : c'est sur Tarbes qu'il se dirige, et quoique maître de cette ville, le 20 à midi, c'est le lendemain seulement qu'il se décide à se jeter sur Trie, avec la majeure partie de son armée; laissant au lieutenant-général Hill le soin de suivre, avec 25,000 hommes d'infanterie et 4000 chevaux, les traces de l'armée française par la route de Saint-Gaudens.

La journée de Tarbes n'est pas la seule, comme on a pu s'en assurer dans le courant de ce récit et surtout dans la campagne de 1814, où l'ennemi ait montré un excès de prudence et fait preuve d'hésitation. Ses manœuvres sur les Gaves, à Aire, à Lembége, à Vic, portent le même caractère, et ne sont pas exemptes des mêmes reproches. C'est cette conduite lente et mesurée du général anglais, qui, opposée à l'infatigable activité et à la ténacité audacieuse de son adversaire, fournissait à celui-ci l'occasion d'agir avec avantage à la tête de sa faible armée de 25,000 hommes, et d'étonner l'ennemi par la hardiesse de ses mouvements. Mais l'attitude courageuse d'une poignée de Français, toujours forcés de céder du terrain, essuyant sans cesse des revers et privés de récompenses, a-t-elle entravé seule dans le Midi la marche de l'armée coa-

lisée, qui compte 90,000 hommes d'infanterie, 10,000 chevaux, et traîne à sa suite un matériel considérable et abondamment pourvu de tout? Le système de défiance et de lenteur dans l'ennemi n'est-il pas dû aussi à la crainte, au respect que lui inspire une nation naguère victorieuse sur presque tous les points de l'Europe? Incertains de l'effet produit par cette invasion aussi extraordinaire que subite sur le caractère indocile et entreprenant des Méridionaux, les alliés craignaient sans doute d'étaler leurs forces, de brusquer leurs mouvements, de laisser leurs derrières à découvert.

Les stériles acclamations d'un petit nombre de partisans, les cris intéressés de la populace de quelques villes en faveur des Anglais, appelés à en reconnaître plus d'une fois chez eux le peu de valeur, ne pouvaient rassurer ces étrangers à mesure qu'ils faisaient un pas dans l'intérieur de la France. L'inertie même de la nation à cette époque, uniquement puisée dans son aversion pour le régime d'alors, connue et appréciée par eux, ne leur offrait qu'une faible garantie. Cette sombre inertie qui donnait au paysan des Pyrénées une teinte profonde de réserve et de concentration, imprimait la terreur à l'ennemi, et détruisait en un instant la confiance factice que l'accueil éphémère d'une partie des villes lui avait inspirée. Un détachement de coali-

sés traverse-t-il un hameau? Le paysan debout et silencieux devant sa chaumière, loin d'être intimidé par le spectacle et l'attirail guerrier, les regarde avec un souris de pitié. Si l'étranger pénètre dans l'intérieur de l'habitation, il voit avec une surprise mêlée d'effroi, une arme à feu briller au milieu d'instruments aratoires; et plus loin de jeunes garçons jouant avec ces armes, que leurs bras débiles peuvent à peine supporter, et exécutant des simulacres d'évolutions militaires, lui offrent une génération naissante de braves, destinée peut-être à faire refleurir un jour les lauriers cueillis par ses devanciers. Le seul mot de tocsin que nul habitant n'était certes dans l'intention de prononcer en 1814, glaçait les coalisés d'épouvante. L'attitude de quelques gardes urbaines, et la conduite ferme d'un petit nombre de magistrats qui, au milieu de l'absence presque générale d'esprit public, se montraient encore citoyens, étaient aussi pour eux l'objet de profondes réflexions. Tout contribuait enfin à convaincre les étrangers, en traversant les campagnes du Midi en 1814, qu'ils pourraient peut-être, après des efforts multipliés, parvenir à renverser un gouvernement que la France n'avouait plus; mais que prétendre asservir la nation était une entreprise vaine, et menacer son indépendance un projet chimérique.

Le lendemain du combat de Tarbes, le 21 mars, les corps des lieutenants-généraux Reille et Drouet-

d'Erlon continuent, à trois heures du matin, leur mouvement de retraite. Le grand quartier-général, et toute l'artillerie, se rendent à Saint-Gaudens dans la journée. Deux divisions sont établies, le soir, dans la position avantageuse de la Garenne, à un quart de lieue de la ville, sur la route de Tarbes. Leur gauche s'appuie à la Garonne au point appelé le *Pujamant*, au-dessus du bourg de Valentine; leur droite peut se prolonger jusque sur les hauteurs de la Serre. Deux autres divisions reçoivent l'ordre de se réunir au village de Villeneuve, situé sur une des côtes de la belle plaine de ce nom, à une lieue de Saint-Gaudens : l'arrière-garde reste à deux lieues encore en avant, à Montrejeau.

Le général en chef arrive à Saint-Gaudens le 22 à midi; il ne peut ignorer que plus de la moitié de la cavalerie ennemie, une grande partie de son infanterie et son canon, se dirigeaient par Trie, Boulogne et Lombez, sur Toulouse. Le général Clausel, avec les divisions Harispe et Villate, et 3 régiments de cavalerie légère, observait, il est vrai, le mouvement dans la journée du 21. Muni de nouveaux ordres dans la nuit, ce général conduisant lui-même la division Harispe et la cavalerie, était descendu par la voie la plus directe de Galan sur Saint-Gaudens, en traversant les Landes de Saint-Plancard et de Franquevielle. Le général Villate se trouvait en conséquence seul, le 21 au soir, entre Castelnau et Bou-

logne; il avait en face de lui l'ennemi, et le trajet de Boulogne à Toulouse est sensiblement plus court que celui de Saint-Gaudens à la même ville. La première de ces routes est mauvaise et sujette à devenir impraticable par la pluie; mais le temps paraît alors entièrement assuré : le maréchal a donc plusieurs raisons de craindre que l'ennemi ne le devance de vitesse sous les murs de Toulouse.

Si ces craintes se réalisent, le général français pourra toujours passer la Garonne à Saint-Martory ou à Carbonne; faire sauter les ponts, se jeter dans l'Ariége, et là, changeant son système de défense, inquiéter les derrières de l'armée ennemie; lui opposer des corps nombreux de partisans; rendre de cette manière extrêmement difficiles, peut-être même impossibles, les manœuvres de la grande-armée coalisée. Mais Toulouse reste à découvert, et la chute de cette importante cité doit, sans nul doute, ainsi que la perte de Bordeaux, exercer la plus grande influence sur les événements postérieurs. Que d'inconvénients attachés d'ailleurs à un projet qui tend à porter le théâtre de la guerre dans une contrée hors d'état, par la pénurie de ses ressources territoriales, d'alimenter l'armée française, toute réduite qu'elle se trouve à cette époque!

Le général français, décidé en résultat à suivre ce parti, si les circonstances l'y contraignent, recherche avec ardeur, auprès des autorités locales de

Saint-Gaudens, tous les renseignements topographiques sur les débouchés et les routes de l'Ariége, quand une pluie abondante, survenue le 21 au soir, le fixe sur le parti qu'il doit prendre, et rend impraticable la route de Toulouse par Boulogne et Lombez. Bien assuré que l'ennemi suit cette route, le général Villate quitte, par ordre du maréchal, sa position, dans la nuit du 21 au 22. Un faible détachement continue, seul, à marcher sur Boulogne, et achève de tromper les coalisés sur la vraie situation du général Villate, lequel, suivi du reste de ses troupes, vient rejoindre, le 22 à midi, l'armée française à Saint-Gaudens. Lord Wellington se laisse prendre à cette ruse de guerre : quand, arrivé à Boulogne, il s'enquiert de la route suivie par la division Villate, il apprend, avec autant de contrariété que de surprise, l'abandon fait par elle de la direction de Lombez, et le brusque départ de cette troupe pour Saint-Gaudens. Le général anglais ne peut douter alors du piége qu'on lui a tendu; mais il n'est plus temps d'y porter remède et de revenir sur ses pas. Il persiste donc à marcher en avant, et achève d'engouffrer son artillerie et son armée dans une route impraticable.

Le maréchal profite sur-le-champ du succès de la manœuvre habile ordonnée au général Villate : il quitte Saint-Gaudens le 22, à une heure après midi. A trois heures, l'armée française, en route déjà de-

puis le point du jour dans la direction de Martres, achève d'évacuer aussi Saint-Gaudens. La division Soult, de cavalerie légère, traverse cet endroit quelques instants après; le 10ᵉ de chasseurs, que nous avons vu se signaler plusieurs fois dans cette campagne, reste cependant en observation sur le plateau de la Garenne, à l'extrême arrière-garde. Jetée alors à un quart de lieue au-dessus de la ville que nous venons de nommer, cette troupe ignore que quatre régiments anglais, après avoir longé les hauteurs de la Serre, par les landes de Pomarède, vont tomber sur ses derrières et s'emparer de Saint-Gaudens. Le 10ᵉ, averti seulement du danger par la présence de l'ennemi, se retire à bride abattue en-deçà de la ville, et s'arrête au point de la route de Toulouse appelé les Gabastoux. Quelques pelotons d'arrière-garde sont atteints cependant, dans les rues même de Saint-Gaudens, par une masse au moins décuple de cavalerie anglaise. Nos chasseurs font la meilleure contenance, et donnent, sous les propres yeux des habitants, des preuves de la plus héroïque valeur. Forcés toutefois de passer sur le ventre des escadrons ennemis pour rejoindre la colonne, ces braves perdent une cinquantaine d'hommes et autant de chevaux.

Le 10ᵉ, après ce combat glorieux, poursuit sa route et se réunit à la division au défilé de Lescalère, sans être poursuivi. Maîtres de Saint-Gaudens,

au contraire, les éclaireurs de l'avant-garde anglaise, au nombre de 1000 chevaux, l'élite de la cavalerie britannique, jugent prudent d'abandonner presque aussitôt cette ville, et se décident à rejoindre le reste du corps d'armée du général Hill, qui atteignait alors Villeneuve, et s'établissait dans la plaine, au pied de ce village. L'engagement qui précède est le seul qu'ait à soutenir notre arrière-garde. Le quartier-général de l'armée française est porté sans obstacle à Martres le même soir, et le 23 à Noé. Il s'établit enfin, le 24, dans l'importante place de Toulouse.

Les opérations militaires de l'armée d'Espagne et des Pyrénées, depuis le 27 février jusqu'au 24 mars, forment la retraite d'Orthez, fait d'armes du premier ordre dans l'histoire des troupes d'Espagne. Que si l'on considère la nécessité où se trouvait le général français de temporiser, d'arrêter la marche de l'ennemi en lui créant sans cesse des obstacles, de rendre le développement de ses masses impossible, afin de neutraliser sa nombreuse cavalerie, on peut se convaincre de l'habileté avec laquelle ce but a été rempli. La manœuvre d'Aire nous ôte l'attitude d'une armée battue, met à notre disposition les routes de Toulouse par Auch et par Tarbes, nous procure 8 jours de repos absolu. La marche sur Lembége jette du vague dans les projets de l'ennemi, et par le retour des forces dirigées sur Bordeaux, rend l'occupation de cette ville incertaine et précai-

re; cette marche restreint, en outre, en l'attirant toute sur nous, les mouvements de la grande-armée coalisée. Enfin la manœuvre des divisions Harispe et Villate, sur Trie et Boulogne, met l'ennemi dans l'impossibilité de nous inquiéter dans notre retraite, et nous fait atteindre Toulouse sans obstacle.

Si on ajoute qu'une armée qui ne compte que 25,000 hommes, met 26 jours pour faire un trajet de 40 lieues, poursuivie par une armée plus que double, qui possède une cavalerie nombreuse et belle, et dans un pays traversé de grandes routes et de chemins plus ou moins praticables, il ne peut y avoir qu'une voix sur le mérite de cette opération militaire. La lenteur des Anglais, l'indécision, l'inquiétude qu'ils éprouvent en s'avançant dans un pays inconnu; leur appréhension, fort gratuite sans doute, en laissant dans toutes les villes sur les derrières 3 à 400 habitants armés, et réunis en gardes urbaines, qu'ils supposent prêtes à tomber sur eux s'ils éprouvent quelque revers : toutes ces considérations facilitèrent sans contredit le mouvement des Français, mais ne peuvent empêcher la retraite d'Orthez de figurer dans nos annales militaires en un rang très-distingué.

Si les événements qui précèdent offraient aux militaires, sous le rapport de l'art, des objets dignes de leur attention : considérée sous un autre aspect, la marche de l'armée française dans le Midi pré-

sentait aussi à plusieurs de nous un caractère particulier et distinctif. Cette armée peuplée, comme on l'a dit, de soldats la plupart de la levée de 300,000 hommes, presque tous méridionaux, comptait encore parmi ses chefs un grand nombre d'enfants du Midi : le maréchal lui-même, plusieurs généraux divisionnaires et de brigade, ne pouvaient revoir sans émotion les bords des Gaves, de l'Adour et de la Garonne, sans y rattacher aussi d'anciens souvenirs. D'autres officiers en plus grand nombre encore, avaient eu ce même berceau ; et le sort les destinait à promener l'appareil redoutable de la guerre dans ces contrées si paisibles à leur départ, appelées aujourd'hui à voir deux armées rivales, à supporter aussi les charges qu'elles traînent à leur suite. En d'autres temps, alors que la victoire et la fortune nous souriaient, le passage d'un militaire dans ses foyers eût offert une espèce de triomphe ; et la joie de se montrer aux siens après plusieurs années d'absence, revêtu d'un grade nouveau ou paré du signe glorieux et non équivoque de la bravoure, confondue avec celle de retrouver une famille contente et radieuse, eût été pure et sans nuage. Aujourd'hui, point de réception bruyante, point de signes d'allégresse empruntés : le cœur seul fait les frais de cette touchante mais pénible entrevue.

Libre cependant de précéder la colonne de quelques heures, le militaire redouble de vitesse pour

atteindre au plus tôt le but désiré; mais tout, dans ce trajet, le prépare par un douloureux spectacle à des émotions plus tristes peut-être encore. Il ne voit sur la route, ou errer çà et là, que des bagages, des malades, des blessés, sinistres avant-coureurs d'une armée repoussée et en retraite. Il approche cependant; il pénètre dans le bourg; il salue le toit paternel; il est dans les bras des auteurs de ses jours. Quel sentiment de tristesse vient tout-à-coup se mêler aux plus tendres épanchements! Les larmes que l'on verse ne sont pas toutes de joie; l'inquiétude, l'effroi de ceux qui vous environnent viennent les corrompre : heureux même si, durant six années d'absence, la perte d'un père ou d'une mère, dont on n'a pu recueillir les derniers soupirs, n'en provoque pas de plus amères!

Cependant les divisions arrivent; le quartier-général occupe l'intérieur de la ville; les camps et les bivouacs sont établis aux alentours. Un attrait irrésistible porte à visiter, non loin de là, le champ de ses pères : la végétation en a totalement disparu sous les pas des hommes et sous les pieds des chevaux; et il ne serait plus reconnaissable, si ce lieu, si longtemps le théâtre des ébats de notre enfance, pouvait être oublié. Plus avant s'aperçoit ce plateau qui domine au loin la plaine, et non moins célèbre dans les annales de notre jeune âge : ce point est aujourd'hui hérissé d'artillerie; et c'est là au milieu de ce canon,

sur ce champ héritage de nos aïeux, que le sort a fixé en cas d'attaque notre poste, et peut-être aussi notre tombeau. Déjà les colonnes ennemies sont aperçues à peu de distance : encore quelques heures, et ces champs, ce séjour paisible de votre famille, cette famille elle-même, tout restera au pouvoir de l'étranger. Cependant la troupe a pris les armes; les bivouacs se désertent, le signal du départ est donné, et l'armée commence à défiler en retraite. On prolonge quelques instants encore cette trop courte entrevue. Le militaire s'arrache enfin à ses parents, et s'éloigne ferme et résigné. Les accents d'une mère qui fait des vœux pour un fils chéri viennent encore frapper au loin notre oreille : un signe d'intelligence annonce que ce langage est compris ; ce signe est peut-être celui d'un éternel adieu.

SOMMAIRE DU LIVRE QUATRIÈME.

Introduction. — Toulouse. — Sa situation. — Garde urbaine. — Administration et matériel de l'armée réorganisés. — Position des Français sur le Touch. — Tableau de l'intérieur de Toulouse. — Tête du pont Saint-Cyprien. — Marche de l'ennemi sur Villefranche. — Il essaie de passer la Garonne au-dessous de Toulouse. — Une partie de l'armée coalisée est compromise. — Celle-ci occupe à la fin la rive droite. — Dispositions défensives du maréchal Soult. — Ouvrages élevés à l'entour de Toulouse. — Engagements divers, préludes de l'action du jour de Pâques. — Position de l'armée française le 10 avril. — Projet de l'ennemi. — Il attaque le faubourg Saint-Cyprien. — Belle défense à la tête du pont de l'embouchure du canal. — Tentatives et défaite des Espagnols aux ouvrages du nord. — Marche de Beresford pour tourner la droite des Français. — Manœuvre décisive ordonnée au général Taupin. — Faux mouvement et retraite de sa division. — Résultats probables s'ils n'y avait pas eu de faute commise. — Marche de l'ennemi sur le pont des Demoiselles et le faubourg Saint-Étienne. — Il est repoussé. — Nouvelles attaques des Espagnols aux ouvrages du nord. — Deuxième engagement des Anglais à l'embouchure du canal. — Défense des redoutes du centre par la division Harispe. — Opérations à la grande redoute. — L'armée française appuyée au canal. — Toulouse pendant la bataille. — Conduite de la garde urbaine. — Soins prodigués aux blessés par les Toulousains. — Nuit du 10 au 11 avril. — Attitude des troupes françaises dans leurs camps. — Activité et disposition défensive du général en chef. — Le 11 avril. — Les deux armées s'observent en silence. — L'abandon de Toulouse est décidé. — Résultat, en supposant la coopération de l'armée d'Aragon. — Le général français ignorait les événements postérieurs au 31 mars. — Le général anglais pouvait les connaître. — L'armée française se retire par la route du Bas-Languedoc. — Entrée des alliés dans Toulouse. — Ils marchent sur nos traces. — Communication des préliminaires de paix signés à Paris. — Adhésion de l'armée française et de son général en chef. — Sortie exécutée par la garnison de Bayonne le 14 avril. — Fin de la campagne et des hostilités.

LIVRE IV.

Suite de la Campagne de 1814.

BATAILLE DE TOULOUSE.

Une ville qui rappelle de grands et d'antiques souvenirs, la métropole du midi de la France, illustrée par des savants du premier ordre, et la faveur qu'elle a constamment accordée à la culture des beaux-arts, Toulouse va devenir le théâtre de l'un de nos derniers et de nos plus sanglants débats : la perte de 12,000 hommes en fut la déplorable suite, et leur sang coula au moment où toute l'Europe venait de poser les armes, et allait jouir des bienfaits d'une paix si ardemment désirée de ses peuples, et si chèrement obtenue.

Puisque le devoir que nous nous sommes imposé nous force de présenter encore la triste image des combats, tandis que notre plume ne devrait s'arrêter que sur les heureuses conséquences d'une paix honorable, remplissons ce pénible engagement, et faisons d'abord connaître cette vaste cité, que sa position remarquable au confluent de la Garonne et du canal des Deux-Mers, à une distance à peu près égale des deux extrémités des Pyrénées, devait

faire regarder comme l'un des points les plus importants du midi de la France, et rendre le théâtre d'événements militaires du premier ordre.

Toulouse est située sur la rive droite de la Garonne, qui la sépare du quartier Saint-Cyprien ; un pont en pierre, orné d'un arc de triomphe (l'un et l'autre d'une construction moins élégante que solide), sert à les unir. Le canal des Deux-Mers a son embouchure sur cette même rive du fleuve, à 1,000 toises environ au-dessous de la ville; ce canal remonte vers Saint-Étienne, faubourg diamétralement opposé à Saint-Cyprien, d'où longeant en partie les promenades publiques, il se dirige sur Castelnaudary et le Bas-Languedoc. Un de ses embranchements, appelé canal de Brienne, du nom du prélat qui le fit construire, réunit une deuxième fois les eaux de la Garonne au premier canal, et les reçoit sur le quai Saint-Pierre, aux barrières de la ville. Plusieurs ponts en maçonnerie sont jetés sur le canal des Deux-Mers, dans le rayon de Toulouse même; savoir: le double pont de l'Embouchure, ou le Pont-Jumeau, au confluent des deux canaux; ceux des Minimes, de Matabiau, de Guillemery, des Demoiselles, sur les routes respectives de Montauban, d'Albi, de Lavaur, de Montaudran. Des écluses, moins multipliées du reste aux environs de Toulouse que sur d'autres points du cours du canal, servent, suivant les besoins de la navigation,

à former ou à rompre à volonté le niveau des eaux. A peu de distance du pont de Matabiau, prend son origine une ligne de monticules, appelés hauteurs de Montrave ou du Calvinet, qui s'élèvent progressivement; et après avoir été coupés par les grands chemins de Lavaur et de Revel, vont se terminer à Montaudran. La petite rivière du Lhers coule presque parallèlement à ces hauteurs, à environ 1,500 toises de Toulouse, et après un cours de dix lieues se jette dans la Garonne à l'est et un peu au-dessus de Grenade.

Toulouse n'a pas moins d'une lieue et demie de circonférence extérieure sur les deux rives de la Garonne; elle était alors environnée, sur plusieurs points, d'une vieille enceinte avec terre-plain flanquée de tourelles, dont partie est encore aujourd'hui debout. Sa population s'élève à 50,000 âmes. Malgré la divergence bien prononcée de désirs et de volontés, tous les habitants de cette vaste cité, à l'exception d'un très-petit nombre fait pour juger avec sagesse des événements de cette époque, étaient devenus timides, crédules, stupéfaits de la présence de l'ennemi aux portes de leur ville, entièrement livrés à l'appréhension de voir Toulouse devenir le théâtre d'une bataille qui devait selon eux entraîner sa ruine; presque tous incapables, dans cette grave circonstance, d'une résolution énergique.

Une garde urbaine avait déjà été organisée dans Toulouse sous les yeux du commissaire extraordinaire le conseiller-d'état Caffarelli, avec le concours des généraux Travot et Barthier-Saint-Hilaire, commandant, le premier, la 10ᵉ division; l'autre, le département de la Haute-Garonne. Cette garde avait des chefs pris parmi les citoyens, réunissant à la considération due aux qualités personnelles, le crédit que donne la fortune; elle était, d'ailleurs, composée d'habitants choisis dans diverses classes, mais tous honnêtes et tranquilles: la plupart entièrement disposés à maintenir, par une conduite ferme, la sûreté et le calme dans l'intérieur de la ville; mais très-éloignés, par l'âge, la profession, les habitudes, de faire un service mobilisé. C'est dans de pareilles circonstances que le maréchal Soult, précédé par sa haute réputation, connu aussi par une inébranlable fermeté de caractère, vint établir à Toulouse son quartier-général, et prendre cette ville pour centre de ses opérations.

Le premier soin du général en chef est de faire solder indistinctement deux mois à l'état-major et aux troupes de l'armée. Les magasins d'habillement se vident par ses ordres, et les objets qu'ils contiennent sont livrés aux régiments pour lesquels les travaux et les marches de la campagne les rendent plus nécessaires. Les distributions de vivres prennent de la régularité et de l'exactitude. Celles de

fourrages, destinés à la division de cavalerie légère et aux chevaux des divers parcs, se font avec plus de parcimonie ; réglées toutefois sur les moyens réunis à cette époque, elles sont rarement interrompues. L'effectif des divisions s'accroît aussi de plusieurs mille recrues de la conscription de 1815, qui attendaient à Toulouse l'arrivée de l'armée française, mais qui, peu exercées, ne pouvaient rendre que de faibles services. Cette troupe novice comprenait 6 bataillons appartenant aux 9ᵉ et 12ᵉ légers, 32ᵉ, 64ᵉ, 74ᵉ et 75ᵉ de ligne. Toulouse renfermait en outre un détachement formé du mélange de 30 régiments divers, attestant par leur réduction la grande part qu'ils avaient prise aux derniers travaux de l'armée française ; et de plus un escadron de dragons, peuplé de militaires de cette arme isolés. Réunies enfin aux débris de plusieurs bataillons de gardes nationales actives, ces forces formaient une réserve d'à peu près 6,000 hommes sous les ordres du général Travot, secondé dans son commandement par les généraux Porailly et Wouillemont.

Toulouse possède un arsenal de construction et une fonderie de canons, dont les produits furent précieux, en 1814, lorsque l'armée française vint chercher un refuge dans la place. Notre matériel n'avait pu être conservé en état durant la campagne précédente, faute de temps et de moyens : les magasins d'artillerie de Toulouse versèrent dans les

parcs des divisions, les canons, voitures, munitions, approvisionnements réclamés par les besoins du service. Le soin de ces mouvements fut confié par le général Tirlet aux colonels Vaudrey et Bruyer, directeurs respectifs de l'arsenal et du grand parc de l'armée. L'échange du vieux matériel contre des effets neufs terminé, l'artillerie de campagne est établie sur un mode régulier à raison de 6 bouches à feu par division d'infanterie. Quant au matériel qui se trouve excéder, partie reste en réserve pour être employée utilement quelques jours après; partie, jugée entièrement superflue, est dirigée sur Paris.

Tandis que le général en chef imprimait, dès son entrée dans Toulouse, sa précieuse activité à toutes les branches du service, l'armée française arrivait sous les murs de la ville. Elle n'y prit point ses logements : une partie, longeant les boulevarts, remonta les avenues de Saint-Cyprien, et alla camper à une lieue de ce quartier sur la petite rivière du Touch. Les divisions Taupin et Maransin (aile droite), sous les ordres du général Reille, sont établies sur la route d'Auch, à Saint-Michel et à Saint-Martin. Le lieutenant-général Drouet-d'Erlon occupe, dans la direction de Lombez et Boulogne, le village de Tournefeuille et ses environs avec les troupes du centre. L'aile gauche (divisions Harispe et Villate) reste avec le général Clausel entre Portet et Toulouse, sur l'avenue de Muret et de Saint-

Gaudens. La cavalerie est chargée de nous éclairer dans ces différentes directions.

Les mouvements des troupes vers ces nouveaux points avaient pour spectateurs, le 24, plusieurs milliers d'habitants, accourus sur les boulevarts à la rencontre de l'armée française. La pluie, qui tombait en ondées par intervalles, n'avait pu détourner ce concours et empêcher les citoyens de venir rendre une espèce de culte à nos bataillons. L'armée défilait en silence et avec calme : aucun bruit, aucune interpellation n'interrompaient cette marche imposante, et les Toulousains paraissaient saisis de respect et de recueillement à la vue de ces vieux débris des armées d'Espagne et du Portugal, auxquels les fatigues de la campagne et la marche pénible du matin au milieu de la pluie qui dégouttait encore des armes et des vêtements, n'ôtaient rien de leur mâle assurance. Le hasard, on l'a déjà dit, avait surtout peuplé cette armée de Français méridionaux ; et, sans quitter le rang, le militaire de tout grade distingue dans les groupes de spectateurs un parent, un ami. Retenus pour quelques instants encore à notre poste, nous devons comprimer les vives émotions que nous causent ces rencontres inattendues ; mais, les camps et les bivouacs établis, nulle raison n'empêche plus de voler à ses vieilles connaissances et de se livrer aux plus doux épanchements du sang et de l'amitié.

Attirés pour ces motifs dans l'intérieur de Toulouse, son aspect, auquel un grand nombre d'entre nous étaient familiarisés, présentait néanmoins un caractère particulier et inconnu. L'inquiétude, la défiance, la crainte y avaient jeté déjà de profondes racines, et tout y respirait la stupeur et le découragement. La présence, peu de jours avant l'arrivée des troupes, d'un grand nombre de goujats, de malades, de blessés, cheminant par petites masses isolées, avait provoqué ces craintes, et fait croire sans raison que toute l'armée française partageait ce désordre. Les magasins de luxe et autres, dont cette ville abonde, sont dès ce moment fermés, et les objets précieux, étalés auparavant à la curiosité ou au besoin du public, enlevés ou cachés avec soin. Plus d'échanges et d'affaires commerciales. Les administrations, les tribunaux suspendent leurs travaux. Une partie des membres qui les composent, ainsi que les plus riches propriétaires, désertent la ville; d'autres, soldats de la garde urbaine, ne portent plus que l'habit d'uniforme, et sous cette tenue restent pour ainsi dire inconnus et perdus dans la foule. Les gens timides, les femmes surtout, se tiennent à l'écart, et paraissent peu en public. Toulouse la grave, la pacifique Toulouse ne présente plus rien enfin de ses anciennes habitudes : délaissée par sa vieille population, on la dirait envahie par une génération nouvelle et toute militaire. Des canons,

des voitures d'artillerie sorties de l'arsenal, se dirigent pesamment sur la ligne, et encombrent les rues et les promenades parcourues naguère par des équipages nombreux, légers et brillants. Des fantassins, des cavaliers, des bagages et leurs conducteurs, errent çà et là dans la ville, et s'abordent, se croisent, se heurtent.

Cependant les lieux publics ne désemplissent pas: on s'y donne rendez-vous; on y fait avec ses amis, ses parents, un repas qu'abrége la crainte d'oublier un appel, de manquer à une consigne. Cette activité, cet empressement, cette confusion, ce mélange de militaires de différents grades et de toutes les armes, de curieux, de désœuvrés qui, avides de nouvelles, en provoquent d'extravagantes par leurs questions, donnent à Toulouse une surabondance de vie plus bizarre que naturelle, et nullement rassurante pour l'avenir. On se presse surtout au spectacle, inconnu depuis 6 ans à la plupart d'entre nous: on cherche des illusions: on est tenté de se croire paisible habitant de la grande ville, et libre d'en savourer les douceurs. Mais l'heure de la fermeture des portes sonne; le devoir rappelle au camp. Le militaire quitte ses amis, ses connaissances aussi vite qu'il a mis d'empressement à se rendre auprès d'eux. La Garonne franchie, il retrouve les retranchemens de Saint-Cyprien et le bivouac qui l'y attend. Quelques heures d'un pénible repos achèvent

de détruire les illusions de la journée ; et le réveil sera peut-être un cri d'alarme et le signal de nouveaux combats.

L'établissement des troupes dans une position demi-circulaire à une lieue en avant de Saint-Cyprien, avait pour but de tenir les coalisés éloignés de ce quartier, afin de leur dérober les travaux importants qui devaient l'entourer, et changer cette portion de Toulouse en une vaste tête de pont. La nature et la disposition de ces travaux ayant beaucoup influé sur les mouvements ultérieurs de l'ennemi pour éviter l'attaque directe et de vive force de Saint-Cyprien, il ne paraîtra pas inutile de donner ici une rapide description des ouvrages qui rendaient ce quartier inexpugnable.

La tête du pont de Saint-Cyprien avait deux enceintes. La première, adossée à son ancien mur de clôture, contenait un développement d'environ 600 toises. A la gauche le vaste bastion Muret, construit en avant de la grille de fer qui ferme le cours Dillon, barrait la route de Saint-Gaudens ; un second bastion entourait à droite, au nord, la tour située à l'angle du mur extérieur des hospices. Au centre devant la barrière de Fer, établie sur la principale entrée du quartier, était construit de chaque côté de la porte, un blok-house fait en palanques, donnant des feux directs sur la grande avenue, et des feux croisés avec ceux des bastions collatéraux

sur la promenade des boulevarts. Une traverse à l'épreuve du canon, construite en arrière de la grille, défendait l'entrée de cette porte, destinée à rester libre et ouverte pour les besoins du service. La portion des murailles de l'enceinte comprise entre les ouvrages était crénelée, ainsi que les habitations intérieures et adjacentes. Une tranchée large et profonde formait un fossé devant cette enceinte, et la préservait de l'escalade et de l'attachement du mineur au pied du parapet. Ces travaux étaient en pleine activité au moment de l'arrivée du général en chef dans Toulouse. Certain à peu près que cette capitale du Midi servirait plus tard d'asile à son armée, le maréchal avait lui-même ordonné ces constructions avant que l'armée s'éloignât de Bayonne; des ingénieurs attachés à l'état-major-général s'étaient même spécialement rendus à Toulouse, dans les premiers jours de mars, pour prendre la direction des ouvrages et en accélérer l'achèvement.

Une deuxième ligne de fortifications était construite en avant de la première. Elle avait pour but d'éloigner de la ville l'ennemi, dont les feux l'auraient indubitablement compromise sans cette mesure, et d'occuper des points qui formaient le complément du système de défense sur la rive droite de la Garonne. Cette deuxième enceinte, ou plutôt ce camp retranché, environnait le faubourg Saint-Cyprien proprement dit, c'est-à-dire toutes les habitations

extérieures en avant de la grille du quartier : appuyée à la Garonne, à 200 toises du bastion Muret, elle suivait en dehors les murs des cimetières, et allait couper plus loin le chemin de Fourgette-Villeneuve. Une redoute construite sur l'ancien chemin de Cugnaux, autour des maisons Aurole et Chastel, rattachait ces ouvrages à ceux de la place, dite Pate-d'Oie. La ligne se dirigeait de là vers l'ouest, pour atteindre et envelopper la maison Rodeloze, en face de l'école de tir, ou polygone de l'artillerie sur la route d'Auch ; elle se terminait enfin au moulin de Saint-Félix ou Bourrasol, au-dessous et à 400 toises du quartier. L'armement de la première enceinte, rendue sur tous les points susceptible d'une excellente défense, consistait en 15 bouches à feu. Du canon était aussi distribué dans les ouvrages de la seconde ligne les plus avancés. Celle-ci présentait du reste, sur un développement d'environ 1,200 toises, un grand nombre de points faibles ; et son tracé ne parut pas au général en chef exempt de défauts.

Deux jours s'étaient cependant écoulés depuis l'arrivée des Français derrière le Touch, avant que l'armée coalisée débouchât par le chemin de Boulogne et Lombez à Toulouse ; lord Wellington n'était même parvenu, qu'à l'aide des plus grands travaux et avec des peines infinies, à lui faire franchir enfin cette route, dans laquelle les manœuvres

de son habile adversaire avaient fait engager les alliés sans défiance. L'avant-garde ennemie se présente, le 25 mars seulement, sur les trois directions qui viennent de l'ouest, et se réunissent à Saint-Cyprien. Cette avant-garde, à la suite d'une forte reconnaissance sur notre ligne, attaque avec vigueur le général Darmagnac à Tournefeuille. Celui-ci juge prudent de céder à des forces supérieures, et de ne point s'obstiner à défendre le village ; mais il occupe avec quelques troupes le pont en arrière sur le Touch, et développe sa division sur la rive droite. Le général Darricau, qui venait, dans ce même jour, de remplacer le général Taupin à Saint-Martin, effectue aussi un léger mouvement de retraite sur Perpan. L'ennemi continue ses démonstrations, et un engagement plus vif a lieu le dimanche 27 : le pont du Touch, enlevé d'abord par celui-ci, repris ensuite par le général Darmagnac, reste enfin aux alliés, après plusieurs heures de défense et d'attaque vigoureuse ; ces opérations entraînent même un feu d'artillerie et de mousqueterie assez prolongé, pour que l'armée française soit laissée toute la journée sous les armes. La division Darmagnac se replie le soir sur le plateau de la Sypière, et rentre le lendemain dans la deuxième enceinte des ouvrages de Saint-Cyprien, en avant de la Pate-d'Oie. La division Darricau établit le 27, à l'entrée de la nuit, des postes sur la butte du polygone et les

points adjacents, sous la protection d'une batterie construite autour de la maison fortifiée de Rodeloze.

Le but de lord Wellington dans ses tentatives pour s'emparer de la rive droite du Touch, et en s'obstinant le 25 mars à nous faire rentrer dans les ouvrages de Saint-Cyprien, était de pouvoir d'abord se prolonger sans obstacle sur la rive gauche de la Garonne au-dessus et au-dessous de Toulouse. Cet objet rempli, et la rivière servant d'appui aux deux ailes de son armée, ce général allait tenir entièrement circonscrites dans l'intérieur de la tête du pont les troupes françaises qui, à la suite des derniers engagements, s'y étaient retirées. L'exécution d'un dessein plus vaste, et de nature à changer, à agrandir tout-à-coup le théâtre des opérations militaires aux environs de Toulouse, était encore créée et aplanie au général anglais par sa nouvelle position: je veux dire le passage de la Garonne. Se jeter sur les derrières de l'armée française; et à défaut de pouvoir s'emparer de vive force des ouvrages de Saint-Cyprien, les rendre inutiles; nous placer enfin dans l'alternative, en venant prendre Toulouse à dos, d'évacuer cette place ou de nous y laisser bloqués: tels étaient pour lord Wellington les résultats brillants et décisifs de ce passage.

Nul obstacle apparent n'empêchant ce général en chef, une fois en contact avec la rive gauche, de

passer sur la rive droite, il fait diriger, le 28, des colonnes et un équipage de pont de Tournefeuille sur le village de Portet, à une lieue de Toulouse sur la Garonne. La rivière ayant paru trop large dans cet endroit, l'équipage remonte jusqu'au hameau de Roques, au-dessus du confluent de l'Ariége et de la Garonne; et le 31, un pont de pontons est jeté en face du village de Pinsaguel, dans l'intention de manœuvrer par la droite des positions de l'armée française dans Toulouse, c'est-à-dire au-dessus de la ville.

Les premiers mouvements des alliés sur le point de Roques à peine signalés, le maréchal donne l'ordre au lieutenant-général Clausel de traverser Toulouse avec les troupes de l'aile gauche, et d'aller les établir en tête du faubourg Saint-Michel. La division Villate est placée sur les hauteurs, entre Saint-Agne et Pouvourville; la division Harispe prend position à l'entrée du faubourg. Les desseins de l'ennemi pour franchir la Garonne en face de Pinsaguel ne présentant bientôt plus d'incertitude, les divisions Darricau et Darmagnac, et celle de cavalerie légère aux ordres du général Soult, se portent aussi en avant de Saint-Michel sur les hauteurs de Pech-David, pour agir avec les troupes de l'aile gauche. La nouvelle position occupée par les généraux Clausel et Drouet-d'Erlon, gardait le chemin de Vieille-Toulouse, et les débouchés au sud

sur la rive droite de la Garonne qui conduisent à la nouvelle ville de ce nom; elle dominait aussi la route du Bas-Languedoc : cette position lisant en outre dans une vaste étendue de pays à l'ouest, nous laissait entièrement apercevoir et calculer les mouvements de l'ennemi. Celui-ci jette en effet, sous nos yeux, une partie de son armée avec du canon sur la rive droite, et cette colonne se dirige sans délai, par la grande route de Foix, sur Auterive, dans le dessein de passer l'Ariége et de se porter à Villefranche. La réussite de cette manœuvre, en livrant à l'ennemi la route du Bas-Languedoc, nous forçait d'abandonner Toulouse et la Garonne supérieure. Il est vrai que Montauban, dont les dehors étaient déjà fortifiés, nous assurait une nouvelle ligne d'opérations sur le Tarn; mais l'évacuation de Toulouse laissait aux alliés la liberté de s'étendre sur toute la base des Pyrénées, ce qui mettait le midi de la France entièrement en leur pouvoir.

Les coalisés arrivent à Cintegabelle, traversent l'Ariége et se dirigent sur Villefranche. Leur avant-garde avait déjà poussé jusqu'à Nailloux, à moitié distance entre les deux premières villes ; mais, après des efforts inutilement tentés, la colonne ne peut passer outre. Les chemins, dans cette partie de l'ancien Languedoc, tracés sur un fonds glaiseux, sont difficiles à suivre en hiver; les pluies tombées dans les derniers jours de mars avaient achevé

de les rendre impraticables. Lord Wellington dut, en conséquence, renoncer à son projet de prendre à dos l'armée française, en se portant de Cintegabelle à Villefranche; mais on assure que si ce général en chef avait remonté l'Ariége jusqu'à Saverdun, pour de là se diriger par Mazères sur Castelnaudary, il eût réussi dans son mouvement et atteint sans obstacle la route du Bas-Languedoc. Quoi qu'il en soit, la partie de l'armée coalisée destinée à cette opération militaire retourne sur ses pas, repasse la Garonne au pont jeté à Pinsaguel, et se réunit de nouveau à la portion restée stationnée sur la rive gauche du fleuve.

La conduite du général anglais dans cette circonstance, le choix d'un point au-dessus de Toulouse pour passer la Garonne et ensuite l'Ariége, ses tentatives pour arriver à Villefranche, indiquaient avec assez d'évidence que le but des mouvements qui précèdent était de s'emparer de la route du Bas-Languedoc; d'opérer ensuite, en descendant sur Toulouse, une diversion importante ou plutôt décisive sur les derrières de l'armée française; de lui enlever enfin la seule voie de communiquer avec les troupes de l'armée d'Aragon, réunies, à cette époque, aux environs de Narbonne et dans les Pyrénées-Orientales, au nombre de 10 à 12,000 combattants. Mais ces manœuvres et leurs résultats plaçaient lord Wellington lui-même entre les armées

françaises d'Aragon et de Toulouse : le général anglais, modèle de prudence et de réserve à toutes les époques de sa carrière militaire, qui, surtout depuis Orthez, avait déployé dans ses moindres mouvements une circonspection remarquable, aventurait donc, sans hésiter, une partie de son armée au milieu d'un pays inconnu, et s'exposait sciemment à la mettre entre deux feux.

Cette hardiesse, bien digne de fixer notre attention par sa nouveauté, ne doit point laisser de doute que la proximité de l'armée d'Aragon ne donnait aucune inquiétude au général anglais, convaincu, sans contredit, que, chargé de défendre une étendue de frontières considérable et en présence d'une ligne de troupes espagnoles, le maréchal qui commandait cette armée ne pourrait exécuter aucun mouvement sans compromettre la sûreté des points confiés à sa surveillance, pour venir devant Toulouse joindre ses efforts à ceux de son collègue. Le passage de la Garonne à Pinsaguel, et la marche des coalisés pour atteindre Villefranche et la route du Bas-Languedoc, nous laissèrent, en conséquence, la triste conviction que tout espoir de relations et de secours avec une armée voisine était désormais perdu ; il ne resta de la sorte à l'armée d'Espagne et des Pyrénées, que la perspective certaine de poursuivre la campagne avec ses forces déjà si réduites, et de trouver dans

la lutte inégale engagée avec l'armée ennemie une destruction inévitable et prochaine.

Après les tentatives infructueuses faites par lord Wellington pour manœuvrer sur la rive droite de la Garonne au sud de Toulouse, et par la route du Bas-Languedoc, ce général anglais se décide, sans désemparer, à brusquer le passage du fleuve au-dessous de la même ville. Le général Darmagnac, resté depuis le 28 mars en position avec sa troupe sur les hauteurs de Pech-David, signale en effet, le 4 avril, au maréchal, une immense colonne de troupes de toute arme, et un train considérable de voitures, qui paraissent se diriger de Pinsaguel et de Tournefeuille sur Grenade. Des observations plus exactes font reconnaître que cette colonne, qui comprenait la majeure partie de l'armée alliée, s'était arrêtée entre ce dernier lieu et le village de Beauzelle, et venait de jeter ses pontons sur la Garonne, proche du hameau de Seilh, en face de celui de Gagnac, à trois lieues environ au-dessous de Toulouse : cette opération, commencée à la chute du jour, n'avait même exigé que quatre heures, malgré la pluie qui ne cessait de tomber pendant sa durée.

Le 5 avril au matin, une avant-garde de 10,000 hommes appartenant au corps du maréchal Beresford, une partie de la cavalerie ennemie, étaient déjà passées sur la rive droite. Elles allaient être sui-

vies de la quatrième armée espagnole, aux ordres de don Manuel Frayre; quand le fleuve, gonflé dans la nuit par une crue subite d'eau, aux terribles effets de laquelle se joint le flot de plusieurs radeaux construits d'avance dans le canal de Brienne, et lancés à dessein dans le courant, vient battre avec violence contre les pontons, les sépare, les brise, détruit le pont, et coupe immédiatement toute communication entre les deux rives. Jetée par ce désastreux événement dans une position au plus haut point critique, la portion d'armée coalisée, isolée sur la rive droite, sans munitions, sans vivres, privée de tout espoir de secours, se regarde comme la proie des Français. Une profonde consternation règne aussi sur la rive opposée, d'où le désastre est aperçu, et d'où toutes les conséquences peuvent en être calculées. L'abandon, le sacrifice des 10,000 hommes d'avant-garde est, dit-on, résolu au quartier-général des alliés; on y agite même si, avant que la nouvelle de ce revers ne vienne accroître l'ardeur de quelques cantons voisins des Pyrénées que l'ennemi juge les plus redoutables, et où il sait que des partisans sont déjà tout organisés, la prudence n'exige point qu'il soit procédé sur-le-champ à une retraite définitive.

La situation désastreuse de sir William Beresford sur la rive droite de la Garonne, pouvait, en quelque sorte, avoir pour témoin l'armée française et

son général en chef, puisque nous occupions alors à peu de distance de Grenade, sur cette rive, les points de Castelnau et de Saint-Caprais, à une forte lieue au-dessous de Gagnac : nul mouvement des coalisés, nulle circonstance relative à la rupture du pont ne paraissait devoir, par suite, nous échapper. Toutefois, il passa alors pour certain que le défaut absolu de renseignements sur la vraie position des alliés, avait empêché le maréchal de tenter de détruire la colonne ennemie qui venait d'être livrée à notre merci; et que ce ne fut que plus tard, quand l'occasion était perdue, que les troupes du lieutenant-général Drouet-d'Erlon purent se tenir prêtes à marcher, de concert avec la division Taupin, désignée aussi pour prendre part à ce mouvement.

Enlever du reste et culbuter dans la Garonne tout ce qui était sur notre rive, peut paraître, au premier aperçu, une entreprise d'un succès non douteux. Mais en admettant, si l'on veut, que le maréchal fût parfaitement instruit de la situation des coalisés, et décidé même à attaquer la portion de leur armée déjà établie sur notre rive : l'objet principal de ce général en chef étant de frapper un coup décisif sous les murs de Toulouse, n'avait-il pas à considérer, avant de rien entreprendre, s'il n'était pas plus avantageux de conserver intacte son armée, déjà si réduite, pour agir avec ensemble à la tête de toutes ses forces réunies sur un terrain étu-

dié et fortifié d'avance? Au moment qui nous occupe, ce motif aurait pu le détourner de faire un détachement qui, au moins égal à l'ennemi à combattre, absorbait plus de 10,000 hommes, c'est-à-dire la moitié de l'armée française. Le maréchal ne pouvait aussi perdre de vue que, tandis que l'ennemi, attaqué et même battu à Gagnac, eût vendu chèrement sa vie, la tête du pont de Saint-Cyprien, couverte seulement par la deuxième moitié de notre armée, serait restée à la merci des nombreuses troupes qui peuplaient encore l'armée coalisée. En supposant enfin (le résultat des opérations sur la Nive ne rend pas cette supposition sans motif) le cas de non réussite contre la colonne ennemie isolée à Gagnac, plus d'espoir de défendre Toulouse, et de tenir désormais la campagne avec le peu de forces qui nous seraient restées après un engagement aussi meurtrier.

Au demeurant, le général en chef fut, à ce qu'il paraît, durant trois jours, entièrement étranger aux manœuvres de l'ennemi et à ses alarmes sur la rive droite de la Garonne; de son côté, l'armée française perdit l'occasion de l'aborder à forces égales, et de tenter une victoire déjà préparée par la crainte et le découragement des alliés. Après quarante-huit heures d'attente et d'anxiété, sir William Beresford profite de la baisse des eaux pour faire restaurer les ponts, et rétablir les communications

entre les deux rives. Le 8 avril, enfin, la portion de l'armée coalisée destinée à agir à l'est de Toulouse, et forte de 50,000 fantassins, achève de passer la Garonne; 6,000 chevaux, les parcs d'artillerie, et le quartier-général, traversent ensuite le fleuve. L'ennemi occupe sur-le-champ le bourg de Grisolles, et intercepte de la sorte la route de Montauban, qui est aussi celle de Paris. La cavalerie anglaise se prolongeait, dès le 7, dans les plaines adjacentes aux deux rives du Lhers, et poussait des reconnaissances sur Saint-Loup et Pechponieu.

Les inquiétudes causées par la marche de l'ennemi sur Cintegabelle, et par ses manœuvres vers la route du Bas-Languedoc, une fois dissipées, le maréchal changeant ses premières dispositions en avant de Saint-Michel, en avait pris de nouvelles plus appropriées aux circonstances. Il porte, dès les premiers jours d'avril, sa principale attention sur la partie inférieure du canal qui va devenir la plus voisine de l'ennemi, et contre laquelle, maître de la rive droite de la Garonne au-dessus de Toulouse, il ne peut manquer de faire de prochaines démonstrations. Les divisions Darricau (centre), Villate et Harispe (aile gauche), sont, pour prévenir ce résultat, établies en avant de l'embouchure du canal, sur les routes de Montauban et d'Albi, et aux faubourgs Saint-Étienne et Guillemery. La division Darmagnac descend, le 5, de Pech-David; et après

avoir placé de simples postes sur la Garonne au pied de ces hauteurs, vient se réunir au centre, dont elle fait partie, dans ce dernier faubourg. Les généraux Taupin et Maransin continuent d'occuper Saint-Cyprien et ses ouvrages extérieurs. Alors est conçu, arrêté et exécuté sans délai le projet destiné à faire constamment l'admiration des gens de guerre, de défendre l'immense ville de Toulouse; ou plutôt, par une étude approfondie de ses dehors, de les transformer, au moyen d'un système de points fortifiés et de lignes, en un vaste camp retranché de trois lieues d'étendue, où 21,000 Français doivent soutenir une lutte à jamais mémorable contre un ennemi trois fois supérieur.

Les ouvrages de campagne couvrent aussitôt tous les ponts du canal extérieurs à la cité; les habitations ou magasins adjacents sont crénelés; les hauteurs de Montrave ou du Calvinet, couronnées d'ouvrages, deviennent susceptibles d'une bonne défense. Cinq redoutes, construites sur ce plateau, en gardent les approches : au nord, la grande redoute, et en arrière de celle-ci la redoute triangulaire, battent la route d'Albi, la plaine de la rivière du Lhers, et le flanc gauche de la position; au centre, les redoutes du Colombier et des Augustins découvrent cette même plaine du Lhers et la route de Lavaur. Enfin l'ouvrage de droite, connu sous le nom de redoute de Sypière, voit le chemin de

Caraman : moins perfectionné que les autres, ce poste doit servir cependant d'appui à la position. Les intervalles de près de 1200 toises entre les redoutes du nord et de Sypière, surtout les points en avant et sur le flanc des premiers ouvrages, sont défendus par un système de lignes, ou par des accidents de terrain mis habilement à profit. Un chemin recouvert de madriers, fixés sur le sol, sert de communication en arrière des redoutes du nord et du centre, et remplace l'ancien sentier, impropre par la nature de son fonds glaiseux aux manœuvres de l'artillerie.

Le quartier Saint-Michel, au sud de la ville, et plus loin l'église des ci-devant Récollets, sont mis aussi en état de défense : le général en chef a pour objet de couvrir ainsi son flanc droit contre les tentatives de l'ennemi, dans le cas d'un nouveau passage de la Garonne au-dessus de Toulouse. Un vieil aquéduc, large et profond, en arrière la butte fortifiée du Jardin des Plantes, et une réserve établie dans l'habitation appelée le Busca, lient les ouvrages de Saint-Michel avec une tête d'un développement considérable construite en avant du pont des Demoiselles ou de Montaudran, laquelle fait un même système défensif avec les cinq redoutes du Calvinet, et la partie inférieure du canal. Quelques points de la vieille enceinte de ville sont disposés aussi pour recevoir du canon de gros calibre;

principalement la portion qui entoure à l'ouest l'école d'artillerie, et plus loin, les parties rapprochées des portes Arnaud-Bernard et Matabiau. Ces mêmes portes de ville, la Porte-Neuve et celle de Saint-Pierre, sont masquées par des redans. On perce de créneaux les maisons situées sur les bords du canal, entre autres, les hangars et les magasins de l'Embouchure, ainsi que le vaste couvent des ci-devant Minimes, en avant de la tête du pont du même nom. Quelques habitations sont couvertes, en outre, par des épaulements en terre, telles que les maisons Cambon et Saccarin au-dessus de Guillemery. Le Pont-Neuf, qui joint le quartier à la ville, est barré aussi par une traverse brisée; on ménage cependant un vide convenable sur les faces de l'ouvrage pour les besoins du service.

Ces travaux, ou plutôt cette immense ligne d'ouvrages, se construisit avec la plus grande rapidité : les sapeurs du génie, et les troupes d'infanterie, sous la direction des officiers du génie militaire ayant à leur tête le colonel Michaux (*), de la même arme, y travaillèrent sans désemparer. Chaque corps avait pour tâche de fortifier son front et les points extérieurs où la troupe devait agir. Le 2 avril seulement, l'armée met la main à l'œuvre : quatre jours suffisent pour mettre les redoutes à

(*) Aujourd'hui maréchal-de-camp.

l'abri d'un coup de main; le reste du temps, jusqu'au 10, est employé à régler les épaulements, à escarper les fossés, à introduire les défenses accessoires. Il est constant que le général en chef lui-même, une pioche à la main, et se mêlant aux soldats, donna un jour l'exemple du travail et de l'activité. Mais la troupe n'avait aucun besoin de ce nouvel excitatif pour apporter de l'ardeur dans ses travaux : à Toulouse comme sur les Pyrénées, sa bonne volonté, sa constance, son dévouement ainsi que sa bravoure, méritèrent les plus grands éloges.

Quelques habitants dans les premiers jours étaient vus au milieu des ouvrages. Le camp, les bivouacs, les avant-postes mêmes leur servaient de but de promenade; et fraternisant parfois avec le militaire, ils aimaient à entendre parler batailles, attentifs à recueillir les moindres détails avec d'autant plus d'avidité, que la narration était souvent plus merveilleuse et plus dénuée de vraisemblance et de raison. Bientôt les soldats s'arrogèrent, à l'insu des chefs, le droit de mettre un outil aux mains du promeneur, et de le forcer à travailler aux retranchements; lui laissant toutefois la faculté de racheter, par quelques légers sacrifices pécuniaires, sa liberté méconnue. Empêchés par cette mesure arbitraire, mais moins coupable peut-être que burlesque et bizarre, les curieux ne paraissent plus aux avant-pos-

tes ; ils se contentent de jeter de loin des regards inquiets sur ces masses de terre qui, en rendant Toulouse ville forte, augmentent les alarmes des habitants, en raison même du degré de confiance que nous donne chaque jour la rapide exécution de nos travaux. D'autres, plus craintifs encore pour l'issue des événements qui se préparent, et le rôle que leur ville est appelée à y jouer, s'abstiennent de tout spectacle qui leur annonce que Toulouse peut devenir le théâtre d'une bataille, et redoutent même d'aller sur les boulevarts en observer de loin la sinistre perspective.

Un moyen aussi ingénieux qu'expéditif, employé plus d'une fois pour barricader les rues dans nos troubles politiques, fut mis en usage sur toute la ligne : il consistait dans l'emploi de tonneaux à un fond, en place de gabions, pour construire les parapets des ouvrages. Les travaux exécutés par les troupes d'artillerie dans l'établissement de leurs pièces sur les points les plus importants, étaient aussi en pleine activité : artilleurs, pontonniers, ouvriers, soldats du train, tous rivalisent d'ardeur, sans que la rapidité du travail nuise en rien à la bonne disposition et à la force des batteries construites.

Le général en chef défendit de rien évacuer de la place ; le trésor, les équipages, qui en étaient partis, reçurent l'ordre d'y rentrer : cette mesure,

qui avait pour but de les préserver des reconnaissances ennemies susceptibles d'atteindre la route du Bas-Languedoc, fit croire que son dessein était de se défendre dans Toulouse jusqu'à la dernière extrémité, de s'ensevelir même sous les ruines de la ville. Une pareille perspective n'était rien moins que rassurante pour les habitants. Cette supposition, plus que prématurée, fait de rapides progrès : la terreur s'empare de tous les esprits; et, de ce jour, doit dater l'éloignement que la majeure partie des Toulousains a long-temps conservé et conserve peut-être encore pour le général en chef de l'armée française à cette époque. N'ayant en vue que leurs intérêts propres, sans désirer, ni à la rigueur être tenus, d'élever leur esprit à des considérations plus étendues, les habitants de Toulouse ne pouvaient voir qu'avec une sensible répugnance ce général en chef combattre encore, au prix de leur tranquillité, pour l'indépendance nationale. Exposer leur ville pour le soutien d'un état de choses que, dans l'ignorance absolue de l'armée touchant les événements survenus dans la capitale, nous croyions être toujours lié à la cause de la France, paraissait, aux yeux prévenus des Toulousains, une conduite entièrement digne de blâme. Ils ne pouvaient enfin se pénétrer de l'idée que, suivant les lois rigoureuses de l'honneur, la position de Toulouse, son importance, fissent au maréchal un de-

voir d'employer toutes les ressources de son activité et tout le courage de son armée pour se maintenir dans la place, ou pour en rendre la possession coûteuse à l'ennemi; et que ces motifs, sacrés pour un chef comptable à la patrie dans de si graves circonstances des postes qu'elle lui confie, dussent être l'unique mobile de sa conduite.

Sans rien préjuger encore sur les intentions du général en chef de se défendre pied à pied dans Toulouse, intentions qui seront suffisamment éclaircies dans le courant de ce récit, il s'en *fallut* peu que, par le fait, l'armée française ne se vît totalement enveloppée sous les murs de cette ville. Maître, depuis le 8 avril, de la rive droite de la Garonne au nord de Toulouse, et des routes de Montauban et d'Albi, lord Wellington envoya des troupes en reconnaissance vers celle du Bas-Languedoc. Ces troupes s'approchèrent de cette route, mais ne purent l'atteindre : elles suivirent jusqu'à Lanta une colonne d'observation française, composée d'un régiment de chasseurs, et de deux compagnies de voltigeurs. Ceux-ci, trop faibles pour tenir tête à l'ennemi, veulent se replier derrière le Lhers par le pont de Lasbordes; mais les alliés sont déjà maîtres du hameau de ce nom. Cette troupe remonte, en conséquence, la rivière qu'elle franchit, le 10 au matin, sur le pont de Montaudran.

Le 8 au matin, il y eut sur la route de Montau-

ban divers engagements, et des escarmouches de cavalerie vers l'Espinasse, en-deçà de Saint-Jory, où était le quartier-général des Anglais; il s'y engagea même une fusillade assez vive, que nos voltigeurs soutinrent avec vigueur. Cédant au nombre, ceux-ci se replièrent à la fin sous le canon des ouvrages de l'Embouchure et des Minimes; la brigade Vial, de cavalerie légère, se retira aussi de Fenouillet sur Croix-Dorade.

Tout était rentré dans l'ordre, quand, vers deux heures de l'après-midi, une vedette française s'étant laissé surprendre, selon d'autres ayant déserté, l'ennemi profite de cet avantage pour attaquer cette dernière brigade à Croix-Dorade, autrement dit Saint-Jean-de-Kyrie-Eleison, à une lieue de Toulouse, sur la route d'Albi. Le général Soult était aussi sans défiance dans le village avec son état-major, au moment de l'attaque. Il ne fallut rien moins que l'agilité et la bravoure des hussards du 2ᵉ, pour empêcher que cet état-major et la brigade ne fussent pris ou écharpés. Les Français n'ont que le temps de monter à cheval et de se retirer, à bride abattue, à travers le village, après avoir échangé quelques coups de carabine avec les hussards anglais. L'engagement devient plus sérieux en arrière de Croix-Dorade, à peu de distance du pont du Lhers. Les escadrons du général Vial s'y conduisent avec leur valeur accoutumée; mais ils n'étaient parvenus à

se dégager dans le village, à empêcher ensuite les progrès de la cavalerie ennemie, qu'en essuyant une perte d'environ 100 hommes et autant de chevaux pris ou mis hors de combat. Le colonel anglais Vivian, dont la brigade venait d'être engagée dans l'action, fut au nombre des blessés du côté des alliés : sa troupe ne put, du reste, dépasser le pont du Lhers, mais elle prit possession de la rive droite et de Croix-Dorade.

Le 8 avril aussi, l'entrée des étrangers dans Paris, quoique sourdement annoncée, ne fut presque plus un secret pour les habitants et la troupe. Mais cette nouvelle, isolée des incidents extraordinaires qui suivirent l'occupation de la capitale, ne portant d'ailleurs aucun caractère officiel, gardait en outre le silence le plus absolu sur le concours d'événements qui rappelait au trône de France l'ancienne dynastie de ses rois, et assurait la paix de l'Europe. Aussi tout individu dans Toulouse encore jaloux de l'honneur national, déplorant les mauvais succès qui venaient de livrer la capitale à l'étranger, et rempli de crainte que les suites de cette occupation ne fussent le partage ou l'assujettissement de la France, donna-t-il à cette perte les regrets les plus amers. Les soldats en apprennent d'abord les détails avec la froide indifférence d'hommes qu'une série de faits malheureux et de funestes défections avait depuis deux ans préparés aux événements les

plus extraordinaires. Ils n'y puisent bientôt qu'un plus ardent désir de venger les tristes résultats des opérations devant Paris; et tous les militaires de l'armée d'Espagne et des Pyrénées, n'importe le grade et l'emploi, se disposent à faire les derniers efforts pour maintenir l'indépendance de leur patrie, et non, comme on l'a faussement supposé, pour soutenir une cause qui, aux yeux des moins clairvoyants, après la prise de la capitale, et au moment où l'on combattait à Toulouse, n'existait plus pour nous.

Le 9, l'armée française prend les armes avant le jour. La division Taupin se porte, comme troupe de réserve, au-dessus de Guillemery, en avant de la maison Cambon; la garde du quartier Saint-Cyprien reste, par suite, exclusivement confiée à la division Maransin. L'ennemi emploie la journée à faire remonter la Garonne à ses pontons : il les place au-dessus du château de Blagnac, et établit de la sorte des communications plus immédiates entre la rive droite et le corps anglo-portugais du lieutenant-général Hill resté stationné en face de Saint-Cyprien, sur le plateau de la Sypière, à droite et à gauche de la route de Lombez.

La cavalerie ennemie était, le 9 au soir, observée par la nôtre sur le ruisseau de la Sillonne, au-delà de Balma et de Péchoriolle, sur la rive droite du Lhers. Le maréchal, qui lui-même était alors à

Balma, fait replier dans la nuit une partie de nos cavaliers sur Toulouse. Les autres, au nombre de 600 sous les ordres du général Berton, ne quittent Balma que le lendemain au point du jour. Vivement poursuivi dans sa retraite, le général Berton se retire cependant en ordre, et après avoir exécuté plusieurs charges sur le pont de Lasbordes ou de Saint-Martin, qu'il fait sauter (*). La cavalerie anglaise prévint, par la vitesse de sa marche, la destruction de celui de Montaudran : elle s'en empara, après que la colonne française que nous avons vue s'y diriger de Lanta, eut passé le Lhers; et malgré les efforts de la compagnie d'élite du 22e de chasseurs, qui, seule, soutint un instant tout le choc de l'ennemi, pendant que l'on essayait de mettre le feu aux fougasses. Les actions de peu d'importance qui se livrèrent du 5 au 9 avril aux environs de Toulouse, n'étaient du reste que les insignifiants prélimi-

(*) Le maréchal-des-logis Vincent, du 22e de chasseurs à cheval, se signala dans cette occasion par un trait d'une haute intrépidité. La mèche de la mine qui devait renverser le pont brûlait depuis quelques minutes, et le pont était encore debout. Témoin de l'inquiétude du général Berton, Vincent, de sa propre volonté, se précipite en avant, suivi d'un seul chasseur qu'il appelle pour tenir son cheval, met pied à terre, examine la mèche de la fougasse qu'il trouve éteinte, bat le briquet, la rallume avec de l'amadou, saute à cheval, et s'éloigne. Il n'était pas à dix pas que l'explosion eut lieu.

naires de celles que devait amener la journée du 10, envisagée par nous comme le terme de nos débats, et le témoin de nos derniers efforts.

Ce 10 avril, jour de Pâques, paraît enfin; les avant-postes sont en contact; une bataille décisive ne peut plus être différée. Chefs, soldats, tous désirent avec ardeur la fin d'un état de crise déjà trop prolongé. Les habitants eux-mêmes semblent se placer un instant au niveau des circonstances : étroitement bloqués dans leur ville, tandis que leurs propriétés extérieures restent à la merci de l'une ou de l'autre armée, tout-à-fait déçus de l'espoir dont ils s'étaient un instant flattés d'une suspension d'armes, fondé sur l'attente des nouvelles officielles de Paris, ils paraissent préférer un résultat quelconque à la pénible incertitude, à la cruelle anxiété qui les environnent. Le mouvement, l'activité, le fracas qui règnent dans la ville, le 10 au point du jour, leur annoncent que ces tristes vœux vont être remplis. Quand ils voient cependant défiler sous leurs croisées les troupes qui traversent Toulouse, et se portent de Saint-Cyprien sur Guillemery; les trains de l'artillerie suivre ce mouvement; les objets de la même arme, traînés sur les remparts de la ville pour contribuer à sa défense; la garde urbaine rassemblée, et se distribuant les postes de l'intérieur où son service l'appelle; les ordonnances à cheval passer et repasser en divers sens et se succéder ra-

pidement; qu'en un mot tout leur annonce les préparatifs d'une action générale : la résolution dont ils ont fait preuve jusque-là les abandonne; la terreur lui succède; tout ce qui n'est pas retenu au dehors par le devoir se retranche dans sa demeure, et attend, plongé dans un morne abattement, le signal de la lutte qui va s'engager.

L'armée française est en ligne avant le point du jour : la division Darricau s'étend de l'embouchure du canal à la tête du pont de Matabiau, sur la route d'Albi. Le 31[e] léger (division Darmagnac) occupe le vaste couvent des Minimes, en avant et à gauche de la tête du pont de ce nom, sur la route de Paris; quatre régiments de cette même division sont en réserve au-delà du canal, cachés par des accidents de terrain et les arbres des pépinières, entre la route d'Albi et les tuileries. La brigade Saint-Pol (division Villate) garde le mamelon de la Pujade et les retranchements avancés des ouvrages du nord; elle plonge aussi sur les bords du Lhers, et observe le débouché de Croix-Dorade. La brigade Lamorandière (même division), et les escadrons du général Vial, occupent Montblanc et les avant-postes sur la rive gauche et la partie inférieure du Lhers. Le général Harispe est chargé, avec les 81[e], 116[e] et 117[e] de ligne, de la défense des quatre redoutes établies à la gauche du plateau du Calvinet; celle de Sypière, à l'extrême droite,

est occupée par un bataillon du 9e léger, sous les ordres du général Dauture. La division Taupin, qui vient, comme la veille, de traverser Toulouse pour se rendre en réserve au-dessus de Guillemery, attend des ordres en avant de l'habitation Cambon. La brigade Berton (cavalerie légère) observe le cours supérieur du Lhers, depuis l'ancien pont de Lasbordes jusqu'à celui de Montaudran. Enfin le lieutenant-général Reille est chargé, avec la division Maransin, de garder la double tête du pont de Saint-Cyprien.

Le général en chef ne veut s'entourer, pour les opérations décisives qui vont sans nul doute avoir lieu, que de troupes d'une valeur exercée : les vieux soldats restent, pour ce motif, seuls en première ligne, au nombre de 21,000 combattants de toutes les armes. Les réserves composant, avons-nous dit, une force de 6000 hommes, occupent, sous les ordres du général Travot, la deuxième ligne : celle-ci comprend les ouvrages de Saint-Michel, la tête du pont des Demoiselles, le Busca, la butte fortifiée du Jardin des Plantes, et les vieux remparts de la ville, depuis la porte Saint-Étienne jusqu'à la grille Saint-Pierre.

Le plan d'attaque projeté par l'ennemi est vaste, et se rapporte à la quantité de combattants qu'il peut nous opposer; le voici : diriger une fausse attaque sur les ouvrages de Saint-Cyprien, en feignant de

vouloir les enlever de vive force pour y attirer notre attention, et nous engager à les renforcer en dégarnissant le reste de notre ligne; effectuer des démonstrations semblables contre la partie inférieure du canal, et donner des inquiétudes pour l'issue des opérations sur ce point, afin de mettre le maréchal dans la nécessité d'affaiblir la droite pour amener du secours à la gauche; marcher sur les redoutes du nord, les insulter de front, mais les attaquer réellement par leur flanc, et les enlever; enfin se porter, par un mouvement rapide, vers *Montaudran*, en remontant le Lhers, tourner notre droite, s'emparer du plateau du Calvinet, descendre brusquement sur le pont des Demoiselles, et l'emporter de vive force; alors se jeter sans obstacle dans la route du Bas-Languedoc, et couper ainsi la retraite à l'armée française.

Sir Rowland Hill, à la tête des divisions Steward-Murray, Morillo, et d'une brigade de cavalerie anglaise, en tout 25,000 hommes, est chargé de l'attaque des ouvrages de Saint-Cyprien. Le lieutenant-général Picton, avec sa division et les troupes légères du baron d'Alten, éclairées par une brigade de cavalerie allemande, ensemble 16,000 combattants, doit faire les mêmes tentatives sur la partie inférieure du canal. Le général don Manuel Frayre reçoit l'ordre d'aborder, avec la quatrième armée espagnole, forte de 15,000 baïonnettes, les redou-

tes du nord. Enfin le maréchal Beresford, à la tête de 20,000 Écossais et Anglais (division Cole et Clinton), doit manœuvrer sur notre droite pour enlever les hauteurs prolongées du Calvinet, et le pont des Demoiselles. Deux brigades de cavalerie, sous les ordres du lieutenant-général sir Stapletton-Cotton, sont réunies à Croix-Dorade, où se trouve aussi le quartier-général de lord Wellington, pour éclairer et seconder les mouvements de cette dernière colonne sur les deux rives du Lhers.

Sir Rowland Hill marche à l'attaque à six heures du matin : le moulin et la tuilerie de Bourrasol, à l'extrême droite de la deuxième enceinte de Saint-Cyprien, presque en face de l'Embouchure, méritent, par leur importance, de fixer les premiers son attention. Un bataillon du 40e de ligne de garde dans ce double établissement, sans artillerie à opposer à celle des alliés, ne tarde pas à apercevoir ceux-ci franchir le canal qui alimente le moulin, dans un endroit favorable par son peu de largeur, et marcher en avant pour tourner le poste; ce bataillon se décide à la retraite, après avoir reçu et exécuté l'ordre rigoureux de mettre le feu aux deux maisons abandonnées. L'ennemi, arrivé assez à temps, arrête l'incendie, et établit sur-le-champ des batteries autour de Bourrasol, en employant même à cette construction des amas de briques appartenant à la tuilerie. Ce canon pre-

nait de revers les ouvrages de la Pate-d'Oie, et la maison fortifiée de Rodeloze; tandis que de nombreux tirailleurs, sous la protection des pièces établies sur le rideau de la Sypière et sur la butte du polygone, insultaient de front ces mêmes ouvrages.

Le lieutenant-général Reille, qui ne dispose que de la division Maransin, forte au plus de 4000 combattants, reconnaît bientôt l'impossibilité de garder avec avantage une ligne de plus de 1000 toises de développement, dont un des points principaux vient même de lui être enlevé : les troupes de la maison Rodeloze se replient, en conséquence, avec ordre sur la Pate-d'Oie. Les défenseurs des ouvrages de ce nom, appartenant au 27^{e} léger, s'y maintiennent d'abord avec vigueur; mais les motifs déjà exposés, et des événements survenus sur la rive droite, exigent que la Pate-d'Oie soit évacuée. Cet abandon est suivi de celui des retranchements de Chastel et d'Aurole sur la vieille route de Cugnaux, et de toute la première enceinte. Ces mouvements rétrogrades s'exécutent avec ordre : le général Maransin profite des murs des cimetières et des jardins pour défendre le terrain pied à pied, et retarder la marche de l'ennemi. Nos troupes, arrivées sur les glacis du bastion Muret, rentrent dans cet ouvrage par la rampe latérale et défilée que l'on y a d'avance construite, et ne laissent que quelques tirailleurs en dehors.

La possession du moulin de Bourrasol avait permis aux coalisés de s'avancer vers le côté de la deuxième enceinte du quartier appuyé à droite à la Garonne : l'abandon de notre première ligne achève de leur livrer toutes les habitations situées entre la Pate-d'Oie et la grille de Saint-Cyprien, et qui constituent le faubourg proprement dit. Toutefois l'ennemi, qui, de cet instant, n'est séparé des nouveaux retranchements occupés par la division Maransin que par la promenade des boulevarts, n'ose se décider à une attaque sérieuse de Saint-Cyprien : il se contente d'établir du canon contre les deux blok-houses de l'entrée du quartier, et contre le bastion Muret; ses tirailleurs plongent aussi du haut des maisons qui bordent les boulevarts dans l'intérieur des ouvrages en face, et nous blessent nombre de soldats. Il parut urgent de se préserver de cette grêle de balles qui déjà avaient mis hors de combat plusieurs canonniers du bastion Muret; une mesure violente, mais constamment autorisée par les lois de la guerre, fut ordonnée : l'on mit le feu aux habitations dont l'existence pouvait ultérieurement nous être nuisible.

Cependant le service de l'artillerie ennemie ne discontinuait pas, et les grilles du cours Dillon ont long-temps porté l'empreinte de ses coups. Mais toutes les entreprises sérieuses des alliés contre le quartier étaient sans résultat : balayés par le

canon du bastion Muret sur la route de Saint-Gaudens, battus par les pièces des blok-houses de la grille de Saint-Cyprien sur l'avenue de Gascogne et la promenade des boulevarts, ils ne pouvaient impunément s'approcher des ouvrages pour y attacher le mineur ou tenter l'escalade. Le général Hill, perdant espoir d'obtenir sur ce point quelques succès, se décide enfin à suspendre son agression, et à ne plus ordonner contre le quartier, dans la soirée, aucune tentative sérieuse.

Sur la rive droite de la Garonne, à l'extrême gauche de la ligne, les détachements de la *division* Darricau, placés en avant de la tête du pont de l'Embouchure ou Pont-Jumeau, sont attaqués vers sept heures du matin par les troupes du lieutenant-général sir Thomas Picton, presque toutes britanniques. Ils se maintiennent quelque temps en avant du canal, et sous la protection du canon des ouvrages; mais une nuée de tirailleurs ennemis force les nôtres d'abandonner les maisons crénelées qui forment les avant-postes, entre autres, l'habitation dite Petit-Gragnagues, et de passer par la double tête du pont sur la rive gauche du canal. Les Français s'étendent de suite le long de cette rive; quelques tirailleurs se soutiennent néanmoins sur le bord opposé à droite et à gauche des ouvrages, qui leur servent d'appui, et couverts par l'épaulement naturel formé de la terre des déblais. Les écluses

restent fermées; mais les madriers horizontaux fixés contre les vannes pour le service des éclusiers et les guindages, sont enlevés. Une pièce de 4 défend les approches de l'écluse dite du Béarnais, située entre l'Embouchure et les Minimes; les trois autres écluses, qui constituent l'Embouchure proprement dite, sont sous la protection immédiate de la maison et du hangar affectés à l'administration du canal. Trois cents hommes d'élite des 39ᵉ et 65ᵉ de ligne défendent la double tête du Pont-Jumeau, qui, élevée de plus de quatre toises sur la campagne, solidement construite en barricades renforcées de fortes pièces de bois plantées verticalement, et armée de quatre pièces, est susceptible de résister à une attaque régulière et vigoureuse. Le général de brigade Berlier joint au commandement de ce poste, celui de l'extrême gauche de notre ligne sur la rive droite de la Garonne.

A sept heures, les Anglais réunissent leurs masses dans le bois du Petit-Gragnagues, appelé aussi Bosquet-Raymond, que leurs adversaires viennent d'évacuer, et s'y forment en plusieurs colonnes d'attaque. L'une, de 500 hommes, débouche par l'allée de gauche, et marche à l'assaut de la première tête qui fait face au nord. Ce mouvement est soutenu par le feu de plusieurs batteries : il retire surtout une protection efficace du canon établi auprès et au nord du moulin de Bourrasol que

nous venons d'évacuer sur la rive gauche de la Garonne. Ce canon prendrait de revers les ouvrages de l'Embouchure, si une forte traverse construite d'avance en arrière ne garantissait de ses coups; mais il balaie tout ce qui se montre dans l'allée de Brienne et le faubourg du même nom.

Cependant les Anglais courent avec audace contre les palissades de la tête du pont : arrêtés par cet obstacle, ils restent exposés à un feu de mousqueterie des plus vifs. Leur ardeur n'est point ralentie par ce contre-temps; et ils veulent encore, arrachant les palissades, se jeter au pied de l'escarpe de l'ouvrage, et tenter de l'enlever de vive force. Un officier plus téméraire se glisse jusque sous l'arche du pont, où quelques planches appuyées sur les deux rives servent de retraite aux tirailleurs restés sur la rive droite; mais il est renversé mort dans ce périlleux trajet. Par un de ces ingénieux expédients familiers aux soldats français, et que l'histoire ne trouvera pas indignes d'être recueillis, les braves défenseurs de la tête du pont, à l'instant où l'ennemi, par sa proximité d'un ouvrage qui a un certain commandement sur la campagne, peut se dérober à leur feu, s'arment de cailloux que le dépavage du pont a fournis en abondance, et achèvent avec ce nouveau genre de projectiles la défaite des assaillants. Ceux-ci essuient encore dans leur retraite les décharges à mitraille de l'artillerie du poste, et re-

tournent, dans une déroute complète, au point d'où ils étaient partis pour cette infructueuse expédition.

Trois attaques successives faites par de nouvelles colonnes ennemies et avec aussi peu de succès que la première, détournèrent à la fin sir Thomas Picton de s'obstiner, du moins pour le moment, à la prise d'un ouvrage défendu avec autant de bravoure ; d'ailleurs la division légère du général Alten venait de recevoir l'ordre de quitter cette droite pour se porter, comme troupe de renfort, au centre de la ligne d'attaque. Cinquante Français de tout grade furent mis hors de combat dans les diverses attaques de la tête du pont. L'ennemi éprouva dans ces premiers assauts une perte de 300 hommes, et eut à regretter celle du lieutenant-colonel anglais Forbes, qui dut à sa bravoure l'érection d'un mausolée encore aujourd'hui debout dans le bosquet Raymond, à peu de distance de l'endroit où ce militaire avait reçu le coup mortel.

La tête du pont des Minimes, gardée par des troupes du 36e de ligne, n'eut point à repousser, le 10 avril, d'attaque violente et directe; mais elle fut exposée, une partie de la journée, au feu de batteries anglaises établies sur les deux côtés de la route de Montauban. L'ouvrage était, en quelque sorte, flanqué et rendu inabordable, en avant et à la gauche de cette même route, par l'immense

bâtiment autrefois couvent des Minimes, crénelé et fortement occupé. L'ennemi fit des efforts pour s'emparer des maisons situées sur la route en face du couvent, afin de neutraliser le feu de ce bâtiment, et de cribler les défenseurs de la tête du pont; les Français, pour prévenir ces résultats dans l'attaque du lendemain, se décidèrent, vers dix heures du soir, à mettre le feu à ces habitations, au nombre de vingt-sept.

Tandis que sir Thomas Picton entrait en ligne, et était ensuite repoussé sur la partie inférieure du canal, le lieutenant-général don Manuel Frayre débouchait avec la quatrième armée espagnole, par le pont de Croix-Dorade, et prenait sa direction vers le mamelon de la Pujade, adjacent à la route d'Albi en face des ouvrages du nord. Ce point était occupé par quelques troupes du général Saint-Pol (division Villate); mais celui-ci, hors d'état d'engager une affaire, qui, par l'énorme disproportion des combattants, ne lui offre aucune chance favorable, fait replier sa troupe jusqu'aux lignes avancées au-dessous de la grande redoute. Deux pièces jusque-là en station auprès de la Pujade, sur la route d'Albi, rentrent aussi dans la tête du pont de Matabiau, et servent à son armement. Les hauteurs de la Pujade, devenues libres, sont sur-le-champ occupées par les Espagnols. Ils s'y forment en deux lignes et une réserve destinées à agir

contre les ouvrages du nord, simultanément avec les troupes du maréchal Beresford, qui se dirigent sur notre droite dans le dessein de la tourner et d'enlever le plateau de Montaudran. L'attaque des Espagnols est soutenue par deux batteries portugaises du calibre de 18, établies sur ce même mamelon de la Pujade, et servies avec vigueur et promptitude; la brigade de cavalerie allemande du major-général Pasomby forme aussi une réserve sur le revers en arrière de la position.

Entre huit et neuf heures, une de ces colonnes marche par la route d'Albi à l'attaque de la tête du pont de Matabiau; l'autre, ayant le général et son état-major en tête, se dirige vers les deux redoutes du nord (la grande, et la redoute triangulaire). Le feu de ces ouvrages, sur la colonne ennemie, devient dans ce moment de la plus grande activité; le général Tirlet donne même l'ordre à l'artillerie de la division Villate de descendre dans les lignes inférieures, afin d'obtenir un tir plus rasant, et par suite plus efficace. Malgré la bonne contenance des troupes de cette division, les retranchements avancés qui font système avec les redoutes, assaillis par une nuée d'Espagnols, courent le risque d'être enlevés : ceux-ci sont déjà logés sous l'escarpement de ces ouvrages, et s'avancent en même temps en bon ordre et avec assurance pour tourner cette partie de notre ligne, quoique le canon de position, éta-

bli sur la vieille enceinte de la place, prenne dans ce moment part à l'action, et dirige au loin ses coups sur les têtes des colonnes ennemies en marche vers les redoutes.

Moins heureux dans l'attaque du pont de Matabiau, les Espagnols sont trompés par le silence prémédité de cet ouvrage, et s'y dirigent sans défiance; quand tout-à-coup, reçus à bout portant par un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie, ils s'arrêtent et chancellent. Le général en chef met cette circonstance à profit : prenant lui-même l'offensive, il veut tomber sur le flanc gauche des Espagnols, et séparer leur corps d'armée en deux; la rapidité de cette manœuvre est le garant de son succès. Le général Darmagnac, dont quatre régiments ont été placés en réserve, cachés dans les pépinières entre les tuileries et la route d'Albi, s'élance tout-à-coup, à la tête des 51e et 75e de ligne, sous les ordres immédiats du général Leseur, sur l'ennemi, qui ne l'a pas encore aperçu; un bataillon du 6e léger (division Darricau) débouche aussitôt de la tête du pont de Matabiau pour seconder ce mouvement. Ces troupes attaquent à la baïonnette la gauche des Espagnols, et la culbutent. Ceux-ci, battus de front par le feu des ouvrages, sur leur flanc gauche par les bataillons dont l'existence vient seulement de leur être révélée, quittent leurs rangs, fuient en déroute, et laissent en

moins d'une demi-heure 2,000 hommes hors de combat sur le champ de bataille. Vivement poursuivis, quelques-uns vont se rallier auprès de l'artillerie portugaise sur la Pujade même. D'autres se dirigent au hasard le long du canal, et courent à une nouvelle déroute que leur fait essuyer le 31ᵉ léger sous les murs du couvent des Minimes. Un grand nombre enfin se précipite pêle-mêle dans le vieux chemin de Périoles, situé au-dessous de l'escarpement des ouvrages, et qui serait devenu son tombeau, si l'arrivée du général Alten, accouru de la droite au secours des Espagnols, n'eût fait juger prudent au général Darmagnac de ramener à leur première place les troupes victorieuses.

Les opérations de l'armée française à Saint-Cyprien, à l'Embouchure, au centre, ont été jusqu'ici couronnées du succès, et la journée vient de commencer sous les plus heureux auspices. Un seul espoir reste à l'ennemi pour que sa défaite ne soit pas entière, celui de réussir dans l'attaque qu'il va entreprendre sur notre droite. L'honneur de ses armes dépend de cette opération; les résultats de la campagne semblent également s'y rattacher. De même la défense de cette droite, bien dirigée, doit nous assurer une victoire complète; mais faire perdre, si elle échoue, le fruit de nos premiers succès.

La troisième colonne ennemie, formée des divisions Cole et Clinton, sous les ordres de Beresford,

s'était formée, avons-nous dit, à Croix-Dorade dès le point du jour. Elle se dirigea, après avoir passé le Lhers, sur le hameau de Mont-Blanc, d'où quelques troupes de la brigade Lamorandière (division Villate) reçurent ordre de se retirer à son approche, ainsi que du château de Nicole qui en fait partie, et des bosquets de Pychery. Nous vîmes bientôt cette colonne remonter la rive gauche du Lhers, dans le dessein de se porter contre notre droite, tandis qu'un corps nombreux de cavalerie, en suivant l'autre rive, devait passer le pont de Montaudran, et tourner du même côté la butte de ce nom, et le plateau du Calvinet ou de Montrave, qui en est le prolongement.

Cette formidable colonne, évaluée au premier coup d'œil à 30,000 hommes, mais que des calculs plus exacts ont portée à 20,000 combattants, la plupart Écossais, l'élite de l'armée anglaise, cheminait sur trois lignes dans le bas-fond entre le Lhers et les hauteurs, parallèlement à notre front, et exposée à un feu des plus violents du canon des ouvrages établis sur le plateau. Le terrain à traverser aux environs de la Juncasse ou Campardon, inondé tout récemment par les pluies, avait encore quelques points aquatiques ou marécageux : les éviter, en s'éloignant de la direction prescrite, c'est retarder le moment de l'attaque, et perdre un temps précieux ; se rapprocher des positions du Calvinet, c'est

se mettre à la merci de notre canon. Les Écossais surmontent avec la plus courageuse obstination les difficultés du terrain dans la route à poursuivre : nous voyons ces intrépides étrangers se précipiter dans les marais, y cheminer couverts de boue, dans l'eau jusqu'à la ceinture, et au milieu d'une grêle de boulets et d'obus.

La tête de cette colonne arrive à hauteur des retranchements des Augustins, et montre l'intention de les menacer ; mais quelques troupes débouchent sans délai de ces ouvrages, et, placées en tirailleurs en avant sous la protection du canon de la redoute, forcent l'ennemi de continuer sa marche jusqu'à la route de Caraman, à hauteur et en face de cette autre redoute de l'extrême droite, connue sous le nom de Sypière (*). Cet ouvrage, destiné à obtenir, dans la journée du 10 avril, une déplorable célébrité, était d'une exécution peu soignée, et d'ailleurs dépourvu d'artillerie; mais l'escarpement du terrain rendait sa position forte et son accès difficile; le général Dauture (division Harispe) y était enfermé avec un bataillon du 9ᵉ léger, et devait diriger la défense.

(*) La position de Sypière, appui de notre droite sur les hauteurs du Calvinet, ne doit pas être confondue avec le plateau du même nom adjacent à la route de Lombez, en face du quartier Saint-Cyprien, et occupé par le corps anglo-portugais du lieutenant-général Hill, sur la rive gauche de la Garonne.

Sir William Beresford venait enfin d'arriver avec la division Cole, tête de sa colonne, à hauteur du point jugé par lui le plus favorable pour tourner la droite de la position : ce mouvement parallèle à notre ligne, et exécuté sous le feu des batteries du plateau, avait donné à la gauche de l'ennemi une extension qui n'était pas sans danger. Beresford arrêtant ses troupes en face de la Sypière, se dispose à marcher contre cette redoute, sans attendre même que la division Clinton, qui le suit, soit arrivée sur le terrain à portée de lui prêter secours : cet excès de confiance et de promptitude peut avoir pour l'ennemi les plus funestes conséquences.

Cependant la division Taupin est rappelée en toute hâte des ouvrages du nord, vers lesquels le général en chef l'a dirigée à sept heures du matin, pour y prendre part aux opérations que tout annonçait devoir être les plus importantes sur ce point. Cette division n'a pas avec elle son artillerie ; forcée d'ailleurs de traverser en colonne un terrain labouré, glaiseux et coupé de fossés, dans un trajet de près de 1,000 toises, elle se ressent un instant, arrivée sur le plateau entre les routes de Lavaur et de Caraman, de la précipitation qu'elle a mise pour se rendre au nouveau point où elle est appelée. Restée néanmoins une demi-heure sur place avant d'agir, la division Taupin a eu le temps de se former à loisir, et de prendre son terrain.

Le maréchal Soult, qui ne voit en ligne que les troupes de Beresford, à peu près au nombre de 8,000 hommes, conçoit la possibilité d'attaquer immédiatement, de culbuter la tête de la colonne ennemie, et de la couper du reste de son corps d'armée, avant que celui-ci soit en mesure de la secourir. Il ordonne, en conséquence, au général Taupin de porter la brigade Rey, composée de quatre bataillons des 12 léger, 32e et 43e de ligne, à la droite de la redoute de Sypière, et de la tenir embusquée un peu au-dessous de la crête, vers la ville, pour agir au premier signal; tandis que la deuxième brigade, formée des 47e, 55e et 58e, commandée par le général Gasquet, secondée par le 21e de chasseurs à cheval, doit tomber sur le flanc droit de l'ennemi, au moment où celui-ci, gravissant l'escarpement, marchera sur l'ouvrage : cette dernière brigade débouchera, à cet effet, avec force par la route de Caraman, dont les retours favorisent la manœuvre prescrite. Six escadrons, aux ordres du général Berton, se porteront avec une égale rapidité sur le flanc gauche des coalisés pour y jeter le désordre.

Nul doute que cette portion de colonne ennemie, ainsi enveloppée, et que l'on estime forte de 8000 hommes, ne tombe tout entière en notre pouvoir : point de secours à attendre pour elle du reste de l'armée, dont, par l'extension de sa gauche, elle est encore séparée par un terrain inégal, difficile et

marécageux. « Les voilà ! général Taupin, » s'écrie le maréchal Soult, qui juge avec son coup d'œil exercé combien la tête de la colonne ennemie s'est aventurée ; « les voilà ! je vous les livre, » ajoute-t-il d'un accent qui semble prophétique ; « ils sont à nous ! » dit-il à ceux qui l'entourent. « Ils sont à nous ! » répètent les soldats avec le plus grand enthousiasme. Les escadrons de chasseurs qui doivent seconder le mouvement du général Gasquet sur la droite de l'ennemi, ceux de la même arme, destinés avec le général Berton à menacer sa gauche, partagent cet élan, et attendent avec la plus vive impatience l'instant de donner : jamais troupe n'a été animée de meilleures dispositions, ni de plus belles espérances.

La brigade Rey s'ébranle, conduite par le général Taupin en personne. Mais par une de ces erreurs déplorables, dont l'histoire de nos dernières campagnes n'offre que trop d'exemples, Taupin, emporté par son ardeur et par l'espoir d'une si brillante réussite, et embrassant, à l'approche de l'ennemi, les ordres du général en chef avec moins de régularité et de calme, que de rapidité et d'élan : Taupin, au lieu de déployer la brigade Rey à la droite de la redoute, et d'attendre, défilé par le terrain, l'ennemi de pied ferme, s'avance à la rencontre de celui-ci, à la tête de la brigade encore ployée en colonne, le 12ᵉ léger en tête, et se trouve bientôt, dans le même

ordre, entre les Anglais et la redoute, qui est contrainte au silence, pour que son feu ne tombe pas sur nos propres rangs.

L'ennemi, qui voit avancer les Français au pas de charge, et ses flancs menacés par nos escadrons, ne peut se défendre en ce moment de la plus vive inquiétude : il fait néanmoins bonne contenance, et couvre sur-le-champ ses flancs par des carrés. La redoute est dépourvue d'artillerie, si nécessaire dans ce moment décisif pour foudroyer ces masses ; celle de la division Taupin, destinée à défendre l'ouvrage, ayant été, dès le matin, laissée en position à côté des redoutes du nord, à 1,000 toises du point actuellement menacé. Il est vrai que sur l'ordre du général en chef, l'artillerie de la division Maransin venait d'arriver de Saint-Cyprien ; et, placée sur la hauteur, devait en garder les approches. Mais gênée dans son champ de tir par les troupes imprudemment portées en avant, ses effets ne pouvaient plus avoir l'efficacité désirée. Ce contre-temps, le silence de la redoute, l'inquiétude jetée dans les rangs par la chute de quelques fusées à la Congrève lancées par l'ennemi, projectiles inconnus à la plupart de nos soldats, impriment aux troupes un premier mouvement d'hésitation, et leur ardeur n'est plus la même.

Cependant les Anglais, étonnés de ne pas voir se déployer et agir avec plus d'ensemble et de vigueur

la masse de troupes qu'ils ont devant eux; rassurés, en outre, sur le degré de résistance de la redoute dont ils veulent s'emparer, passent tout-à-coup de l'inquiétude à l'espérance. Au lieu de laisser les Français se déployer, l'ennemi se livre lui-même à une brusque offensive, et commence le feu avec toute la vigueur que le désir et l'espoir de la victoire peuvent lui donner. Dans nos rangs serrés en masse aucun coup n'est perdu; et nous ne pouvons opposer que le feu insuffisant du premier bataillon du 12e léger, tête de notre colonne : ainsi les soldats des derniers rangs, qui voient tomber à droite et à gauche leurs camarades sans pouvoir venger leur perte, se livrent au plus funeste découragement. Le général Taupin veut rappeler la confiance dans sa troupe, et la ranimer par son exemple : on le voit en avant de sa première brigade, à l'endroit le plus périlleux; mais victime expiatoire de la faute commise, il tombe blessé à mort. Dès ce moment la brigade Rey chancelle; la colonne anglaise s'avance; la nôtre se replie sur la redoute. Le bataillon qui garde cet ouvrage hésite à son tour; nul motif cependant ne rend alors sa position désespérée : l'ennemi n'y dirige point d'attaque, et n'a pu encore faire entrer en ligne son artillerie. Une déplorable faiblesse, impossible à prévoir, s'empare néanmoins des troupes qui défendent la Sypière. Au moment où la division Taupin

repoussée arrive sur l'ouvrage, ce poste est abandonné; l'ennemi s'y précipite, et cette importante position ne lui coûte que de légers sacrifices.

Cette perte irréparable fut pour nous un coup de foudre, et nous refusions de croire à un malheur trop réel. Il fallut donc voir tout-à-coup s'évanouir nos espérances, et abandonner la perspective d'une victoire qui semblait assurée. Ce sacrifice, aussi cruel qu'inattendu, causa à toute l'armée les regrets les plus amers. Le général en chef, comme nous, ne put intérieurement se défendre du plus violent désespoir. Évitant toutefois de rien manifester qui pût décourager la troupe, il fut maître de lui-même; et, calme au milieu de cette déplorable catastrophe, il sembla deviner que la journée n'en serait pas moins une des plus glorieuses de sa carrière militaire.

La brigade Rey descend des hauteurs de Sypière, et se porte par un mouvement rapide et même confus de retraite, sur les maisons Saccarin et Cambon, en avant de Guillemery; la brigade Gasquet est obligée d'exécuter un semblable mouvement sans avoir presque été engagée. Le général Soult soutient la retraite avec sa cavalerie légère, et couvre les approches du pont de Montaudran ou des Demoiselles. L'artillerie de la division Taupin arrive dans ce moment : placée le matin par le général Tirlet, d'après les ordres du général en chef lui-même, à

côté de la grande redoute, cette artillerie a continué d'agir sur ce point. L'officier qui la dirige, ne recevant pas d'ordre au moment où les troupes de Beresford, après avoir défilé sous son feu, se prolongent vers la Sypière, prend sur lui de retourner à sa division pour contribuer à la défense de la redoute de ce nom. Cet officier, malgré toute la diligence qu'il met à franchir avec sa batterie les 1,000 toises d'intervalle qui la séparent de la droite, ralenti dans sa marche par ses pertes en hommes et en chevaux, et par la difficulté d'agir sur le chemin recouvert en madriers, ne peut atteindre la division Taupin qu'à l'instant de sa retraite. Mais il se dirige spontanément, et avec la plus grande rapidité, vers le plateau à droite de la maison Saint-Raymond ou Saccarin : quatre pièces, mises en batterie sur ce point avantageux, commencent le feu. Soutenue par les grenadiers du 75^{e} (division Darmagnac), qui, après la défaite des Espagnols, retournent sur leurs pas à la défense du plateau que nous venons de désigner, cette artillerie remplit le double but de servir de centre de ralliement aux troupes repoussées à la Sypière, et d'arrêter l'ennemi, qui, sans cet obstacle, enlèverait de suite le faubourg Guillemery et les passages du même nom sur le canal.

Avant d'exposer la deuxième période de la bataille, cherchons les conséquences probables de la

journée du 10 avril, en accordant à la manœuvre ordonnée par le général en chef la réussite qu'elle semblait devoir obtenir, c'est-à-dire de repousser l'ennemi dans l'attaque de notre droite.

Le lieutenant-général Reille était inexpugnable derrière ses retranchements, dans l'enceinte du quartier de Saint-Cyprien. Les projets des Anglais contre les têtes des ponts de l'Embouchure et des Minimes avaient échoué. La quatrième armée espagnole, aux ordres du général Frayre, avait été mise dans une déroute complète. Enfin la manœuvre décisive, ordonnée par le général en chef à la Sypière, couronnée du succès, devait nous livrer une portion du corps d'armée de Beresford, évaluée à 8,000 hommes. Est-il présumable, en cet état de choses, que lord Wellington, repoussé sur tous les points, se fût hasardé à renouveler ses tentatives avec des troupes affaiblies par les pertes de la journée, découragées par les mauvais succès des premières opérations, et pleines de défiance sur les résultats d'une deuxième attaque? Un général, dont les vertus philantropiques ont trouvé de si éloquents panégyristes, instruit sans nul doute de la reddition de Paris, et peut-être même des événements postérieurs à la prise de cette capitale, n'aurait eu garde, suivant toutes les apparences, d'acheter par de nouveaux sacrifices la conquête d'une ville, dont la possession ne devait être que d'un médiocre poids

dans la balance politique, et qu'il eût fallu arracher à une poignée d'hommes tous décidés, si la gravité des circonstances l'avait fait juger nécessaire, à s'enterrer sous les ruines de Toulouse.

Accorder au général anglais l'intention, après avoir échoué le 10 avril, de se maintenir sur la rive droite de la Garonne, en admettant que l'armée française, devenue encore plus entreprenante par le succès, n'eût pas refoulé les coalisés sur l'autre rive, est une supposition susceptible d'un examen particulier. Aucun avantage réel n'était d'abord acquis à l'armée ennemie par sa présence précaire, et sans point d'appui à l'est de Toulouse; les communications de la rive droite à la rive gauche du fleuve restaient, dans ce cas, entièrement incertaines, et les coalisés étaient exposés à voir se renouveler les accidents qui, le 5 avril, les avaient jetés dans de si vives inquiétudes. Les points occupés par l'ennemi dans les départements en arrière de la ligne, se seraient trouvés en outre abandonnés à eux-mêmes; et certes, la présence de quelques détachements disséminés dans la vaste étendue de pays entre Bayonne, Bordeaux et Toulouse, n'était nullement faite pour contenir la population belliqueuse du pied des Pyrénées, à qui les non-succès de l'armée ennemie devant Toulouse auraient servi de signal pour prendre les armes, et faire main basse sur les étrangers. D'aussi puissants motifs, connus et appréciés par

lord Wellington, lui eussent démontré la nécessité (d'après l'avis d'un grand nombre de militaires) de repasser la Garonne après l'échec du 10 avril, de s'éloigner de Toulouse, et de retourner vers sa base d'opérations sur les Pyrénées, pour prévenir le sort que, dans le cas de défaite, préparaient aux alliés les redoutables habitants de ces montagnes.

D'aussi éclatants succès auraient donc suivant toute vraisemblance été assurés, si les Français, jusqu'alors victorieux sur les autres points de la ligne, étaient restés, à la droite, inébranlables dans leur position du Calvinet. L'ardeur imprudente du général Taupin, sa mort déplorable, telles sont les causes qui, suivant l'opinion générale, firent dans ce moment échapper la victoire de nos mains. Ah! sans l'excès d'entraînement de ce général; sans le coup malheureux qui l'enleva à sa division, à l'instant peut-être où, réparant une première faute, il eût par sa ferme contenance rétabli les chances du combat: quels succès ne pas se promettre avec une troupe fraîche, composée de régiments choisis, sous les ordres de chefs d'une aussi rare intrépidité, et dans une opération où l'ennemi, à la suite d'un mouvement hardi, mais trop étendu, s'isolant de tout secours, semblait avoir couru lui-même à une inévitable défaite! Tout, du reste, n'aurait point été désespéré sur cette droite, si le bataillon renfermé dans la redoute, bien pénétré des avantages

que donnent des retranchements à leurs défenseurs, ne s'était point livré aux craintes blâmables et prématurées qui entraînèrent la chute de l'ouvrage.

Avant d'abandonner un sujet si propre à de longs et tristes commentaires, je déposerai le tribut de l'amitié sur la tombe du général Taupin. La nature lui avait peut-être refusé l'égalité de caractère, l'affabilité qui assure au chef le cœur et la confiance du soldat; mais il rachetait la rudesse de ses formes par une bravoure à toute épreuve. Plus soldat que général, son poste habituel, en chargeant l'ennemi, était au premier rang, et au dernier s'il fallait battre en retraite. Une légère teinte de présomption et de hauteur lui fut reprochée durant sa vie, et sa mort ne put le mettre à l'abri d'une critique amère. Mais n'a-t-il pas lavé sa dernière faute, si un excès d'ardeur peut rendre coupable, par sa fin digne d'un brave; et le reproche ne doit-il pas expirer sur son tombeau?

Les desseins de l'ennemi sur la droite de notre ligne venaient d'être remplis : l'abandon forcé de la redoute de Sypière, et la retraite de la division Taupin, avaient mis les coalisés en possession de la partie sud des hauteurs de Montrave. Toulouse se présentait au-dessous et en face d'eux dans toute son étendue; l'espoir d'y pénétrer après quelques heures d'un nouveau combat, dut même un instant leur paraître fondé. Il est temps de présen-

ter le tableau des opérations qui firent échouer ce projet.

Les troupes du maréchal Beresford arrêtées, d'après ce qui précède, dans leurs premières opérations contre les faubourgs Guillemery et Saint-Étienne par les pièces établies à gauche de la maison Saccarin, avaient remonté la hauteur et pris position en avant de la Sypière, sur les côtés et dans l'intérieur de cette redoute. Un certain intervalle de temps fut employé par Beresford pour opérer la réunion de toutes ses forces sur le plateau, et attendre l'arrivée de son artillerie, que le mauvais état des chemins et la difficulté des communications le long des rives du Lhers, avaient forcé de laisser en arrière à Montblanc. D'ailleurs les prochaines opérations de la colonne ennemie devaient coïncider avec les nouvelles tentatives ordonnées au lieutenant-général don Manuel Frayre contre les ouvrages du nord; et deux heures avaient été employées par celui-ci pour rallier la quatrième armée espagnole, et pouvoir la ramener au combat.

La réunion des troupes sur le plateau de Sypière, et l'arrivée de l'artillerie, deviennent pour sir William Beresford le signal de se remettre en mouvement. Il arme sur-le-champ la redoute, et divise ses forces en deux colonnes : la première se prolonge sur le plateau, et marche à l'attaque des Au-

gustins et du Colombier; la deuxième est destinée à continuer ses opérations contre notre flanc droit, et par un mouvement oblique par sa gauche, à descendre rapidement sur le pont des Demoiselles. La possession de ce passage, alors l'un des points les plus importants de la ligne, allait décider de la journée : ce débouché, en effet, une fois au pouvoir de l'ennemi, celui-ci s'emparait, sans plus trouver d'obstacle, de la route du Bas-Languedoc, la seule par où notre retraite pouvait s'effectuer : l'armée française se serait alors trouvée cernée dans Toulouse, où, malgré les dispositions du général en chef, et la belle conduite de la troupe dans la journée, notre perte était inévitable.

L'ennemi, pénétré des avantages incalculables que lui assurait la possession du pont des Demoiselles, avait déjà, dans la matinée, poussé une forte reconnaissance sur les ouvrages qui défendaient ce passage du canal. A huit heures, la tête de colonne de la cavalerie ennemie qui, sous les ordres de sir Stapleton-Cotton, venait de remonter le Lhers par la rive gauche, arrivait à Montaudran; traversant de suite la rivière sur le pont de ce nom qui, nous l'avons fait observer, n'avait pu être coupé la veille par les Français, la colonne avait franchi la butte de Montaudran, prolongement des hauteurs du Calvinet. Cette avant-garde descendue par le chemin neuf de ce village à Toulouse, s'était ensuite

avancée sur le pont des Demoiselles, au moment où les opérations les plus importantes appelant la majeure partie de nos forces et le général en chef aux ouvrages du nord, notre attention ne peut être fixée sur le nouveau point menacé. La colonne attaquante, composée presque toute de cavalerie, avait déjà fait replier quelques escadrons français placés en observation à Montaudran. Ceux-ci, arrivés sur le revers de la butte qui fait face à Toulouse, s'étaient rapprochés du pont des Demoiselles, et placés sous la protection de l'ouvrage qui l'entourait. Cette tête, d'un développement assez considérable, avait des points de discontinuité : mais une pépinière, des haies vives, une tranchée pratiquée dans le champ à droite, mises habilement à profit, rendaient ce poste susceptible d'une bonne défense. Il était armé de quatre pièces qui, à l'époque de la journée que nous retraçons, repoussèrent les tirailleurs ennemis descendus sur l'ouvrage, et les forcèrent, par un feu bien dirigé, à rejoindre les masses que sir William Beresford allait, après la prise de la Sypière, réunir sur le plateau.

Les nouvelles tentatives des coalisés sur le pont des Demoiselles, ou plutôt contre toute la partie inférieure du canal, lorsque ce maréchal eut organisé ses colonnes, deviennent plus sérieuses. L'ennemi dispose ses masses, et prélude à son attaque par

une vive canonnade de toute son artillerie, qu'il fait soutenir par une nuée de tirailleurs. L'artillerie française s'engage fortement à son tour : elle se compose d'abord du canon du pont des Demoiselles et des pièces établies à la droite de la maison Saccarin. Les 6 bouches à feu de la division Maransin, que nous avons dit être arrivées de Saint-Cyprien dans la matinée, entrent pareillement en ligne, et prennent position en avant de Cambon. La brigade Rouget (même division) se porte aussi vers midi, par ordre du général en chef, en avant de Guillemery : placée sur la même ligne que son artillerie, elle doit seconder la garnison de la tête du pont des Demoiselles et les régiments de la division Taupin, chargés aussi de la défense de toute cette partie inférieure du canal.

L'artillerie française, engagée dans l'intervalle depuis Saccarin jusqu'au pont contre les batteries ennemies, gardait un avantage soutenu, et balayant le terrain compris entre la route de Lavaur et le chemin neuf de Montaudran, avait forcé les coalisés à suspendre leur marche. Cette canonnade devenue très-vive des deux côtés se prolonge assez avant dans la soirée ; mais, à quatre heures, notre canon prend le dessus, et force l'artillerie anglaise au silence. Les tentatives des alliés pour se précipiter de l'embranchement des routes de Lavaur et de Caraman sur Guillemery, sont repoussées avec le même a-

vantage. Les approches de ce faubourg continuent d'être défendus par le 75ᵉ. Le reste de la brigade Leseur (division Darmagnac), victorieuse des Espagnols, venait aussi d'être conduite sur ce nouveau terrain par son général divisionnaire, destiné à répandre dans ce jour un nouveau lustre sur une réputation militaire déjà assise sur vingt-deux ans d'honorables services. La division Taupin, dont le général Travot avait pris le commandement, chargée enfin de couvrir les habitations de Guillemery, occupait fortement la butte et les retranchements à l'entour de la maison Cambon. Elle se maintenait avec le même avantage dans plusieurs fermes crénelées en avant du faubourg, sur la route pavée de Montaudran. La bonne contenance des troupes de cette division durant cette demi-journée prouvait, en un mot, que le revers essuyé le matin à la Sypière n'avait rien enlevé à la troupe de son intrépidité accoutumée.

Cependant le général Frayre, jaloux de réparer par quelques succès les pertes désastreuses déjà éprouvées dans la quatrième armée espagnole, était enfin parvenu à rallier sa troupe sur le mamelon de la Pujade, toujours protégé par l'artillerie portugaise. Ce général dirige une deuxième fois ses Espagnols contre la grande redoute, et les ouvrages inférieurs défendus par des détachements de la division Villate. L'attaque est vigoureuse, et

conduite avec ensemble ; mais le canon des retranchements, servi avec adressse et promptitude, secondé par des feux de mousqueterie où nos soldats font preuve de calme et de précision, arrête les Espagnols, et les éloigne ensuite avec une grande perte. La funeste résolution de ces étrangers, ou plutôt une opiniâtreté intempestive, les entraîne à tenter de nouveau la fortune, jusque-là si contraire : le sort est encore inexorable, et, après une troisième défaite, les débris de cette quatrième armée espagnole sont mis hors d'état de renouveler d'inutiles et déplorables tentatives. Le régiment de Cantabria, sous les ordres du colonel Sicilio, se maintient seul dans le vieux chemin de Périoles, caché par l'escarpement des lignes avancées : obligé bientôt après, sur l'ordre des chefs, d'abandonner cet abri, ce régiment essuie encore durant sa retraite les feux meurtriers des ouvrages supérieurs.

Les Espagnols trouvent des imitateurs à l'Embouchure du canal. Le lieutenant-général Picton aperçoit les troupes de sa nation couronner le plateau de Sypière; il peut supposer l'armée française découragée, et le moment lui paraît propice pour renouveler ses tentatives contre la double tête de l'Embouchure. Aux premières démonstrations de l'ennemi, le général Berlier fait part de sa position au général Darricau, alors au pont des Minimes, et réclame du renfort; mais ayant bientôt reçu l'avis

par le colonel Hugo, chef d'état-major de la division, que nul secours ne peut être envoyé, Berlier s'était sur-le-champ préparé à soutenir l'assaut. Les Anglais débouchent, en effet, vers deux heures de l'après-midi, du bosquet Raymond, et comme le matin, s'élancent avec la plus grande détermination contre les palissades de la tête du pont, tandis que d'autres troupes cherchent à pénétrer, par des coupures latérales ménagées pour la retraite des avant-postes français. Les coalisés sont arrêtés dans cette audacieuse manœuvre par le feu de nos tirailleurs, qui, descendus dans le fossé, se trouvent abrités par les palis. L'artillerie de l'ouvrage profite de cette conjoncture : combinant ses décharges à mitraille avec celles de l'infanterie du poste, elle retient l'ennemi sur les glacis, et complète un instant après sa déroute. Le général Berlier est mis hors de combat dans ce glorieux engagement et quitte le champ de bataille; l'ouvrage, avec l'extrême gauche de la ligne sur la rive droite de la Garonne, passe alors aux ordres du général Fririon. L'ennemi, qui avait laissé les glacis et les environs des retranchements couverts de ses morts et de ses blessés, demande, à six heures du soir, une suspension d'armes d'une heure pour les enlever : ce délai lui est accordé; il trouve même des aides dans les propres défenseurs des ouvrages, et nos soldats se prêtent avec empressement à cet acte généreux.

A la portion inferieure du canal, qui constitue l'Embouchure proprement dite, une fusillade non interrompue, partant de chaque rive opposée, occasiona des deux côtés des pertes considérables. Les Français occupaient le hangar et le logement de l'administration, l'un et l'autre crénelés; mais ils étaient contenus et gênés par le feu de l'auberge en face, sur la rive droite du canal. Un commencement d'incendie avait consumé, dans la matinée, une partie de cet établissement; l'abri que l'ennemi retira de ce que la flamme avait épargné, servit à justifier la dure extrémité qui fut prise.

La première colonne des troupes réunies par Beresford autour de la Sypière, devait, comme il a été dit, marcher, par sa droite, sur les ouvrages qui entouraient les Augustins et le Colombier, liés eux-mêmes par une ligne fortifiée avec les retranchements du nord. Des détachements de la division Harispe défendaient cette partie de la position qui, située dans le prolongement du plateau, dont la droite appartenait à l'ennemi, était vue dans sa longueur, et contre-battue par les batteries anglaises établies à la Sypière. Des tirailleurs cachés par des accidents de terrain, entre les routes de Caraman et de Lavaur, s'avançaient aussi impunément le long de la crête extérieure du plateau, jusqu'à la hauteur et en face des Augustins : ainsi abrités,

ils fusillaient les défenseurs de la redoute. Ce voisinage dangereux entravait surtout le service de notre canon, qui, pour produire de meilleurs effets, avait été mis en batterie en dehors et sur le flanc droit de l'ouvrage, perpendiculairement à la première ligne de bataille.

Pendant cette marche de l'ennemi sur le plateau du Calvinet, et contre les deux redoutes du centre, les Écossais méditaient une importante diversion, et insultaient de front les retranchements inférieurs qui liaient les ouvrages principaux. La présence de ces Écossais en dessous des escarpements pour couper notre ligne à la droite de la grande redoute, donna lieu à un engagement meurtrier : quelques compagnies du 115ᵉ de ligne s'y couvrirent de gloire, et arrêtèrent, au point dit Terre-Cabade, l'ennemi bien supérieur en nombre, et lui firent éprouver dans cette occasion une perte de 400 hommes. Les coalisés détachés de la première colonne pour faire l'attaque des Augustins et du Colombier, étaient parvenus, malgré ces obstacles, en suivant le revers de la hauteur en face du Lhers, à s'établir derrière le premier de ces ouvrages. Ils marchent sans délai contre cette redoute qui, dégarnie de son artillerie, placée en arrière en rase campagne, est d'ailleurs peu défendue par sa garnison, troupe de nouvelle levée et sans expérience. L'ennemi s'en empare, mais cette possession n'est pas

de longue durée : des détachements du 115^e se précipitent sur les Augustins, et en expulsent les alliés à la baïonnette. Contraints eux-mêmes de céder à des forces supérieures, ces intrépides Français se replient en bon ordre sur le Colombier : renforcés là par de vieilles troupes des 34^e et 81^e de ligne, ils s'avancent avec un nouvel élan contre les Augustins, et s'emparent une seconde fois de cet ouvrage, dont les défenseurs, après la plus vive résistance, meurent tous à leurs postes.

Ces importantes opérations étaient dirigées avec la bravoure et les hautes qualités militaires qui distinguent le général Harispe. Il ne peut, toutefois, prendre part plus long-temps aux succès de sa troupe : blessé d'un biscaïen au pied, il quitte le champ de bataille vers trois heures, ainsi que le général de brigade Baurot (même division), qui venait de perdre une jambe emportée d'un boulet.

Les régiments, privés de leurs généraux et assaillis par des troupes fraîches et trop nombreuses, reçoivent ordre d'abandonner les redoutes des Augustins et du Colombier, qui venaient de servir de théâtre à leur brillante valeur. Une partie se replie avec calme et lenteur sur les maisons crénelées et les batteries en avant du canal, entre Matabiau et Guillemery ; l'autre, en retraite sur la grande redoute, prend une ligne transversale en arrière du pigeonnier de Carivène, et se maintient encore

une heure et demie dans cette position, quoique battue par l'artillerie anglaise établie dans les Augustins. Le canon de la grande redoute, situé plus tard en dehors de cet ouvrage, et dirigé par le chef de bataillon Morlaincourt, répondait avec vigueur à celui de l'ennemi : mais nos canonniers étaient criblés par ses tirailleurs; car ceux-ci, après l'évacuation des lignes avancées et des Augustins, pouvaient poursuivre impunément leur marche vers la grande redoute, toujours couverts par les replis du terrain environnant.

L'ennemi semble se multiplier à chaque instant, partout il nous oppose des forces doubles; et dans cette lutte si inégale, nous avons encore le désavantage de positions dominées et battues de toutes parts. Une impérieuse nécessité nous force enfin de céder au nombre, et d'abandonner entièrement, mais avec le plus grand ordre, la première ligne des ouvrages. Le chef de bataillon Guerrier, du 45e de ligne, par une opiniâtreté peut-être intempestive, mais digne d'éloges, avait pris la résolution généreuse de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité dans la redoute triangulaire du nord. Ce brave officier supérieur reçut, dans l'intérieur de la redoute même, de vifs témoignages de satisfaction du général en chef, qui s'y était porté en personne pour lui ordonner de retirer de l'ouvrage le petit nombre de défenseurs encore debout. L'artillerie de la redou-

te, dont tous les chevaux étaient tués, courait risque de tomber au pouvoir de l'ennemi : cependant, par une persévérance qui fait honneur aux artilleurs de la division Villate, aucune pièce ne fut perdue.

Au milieu des opérations qui précèdent, l'artillerie de position, établie sur le rempart de la ville, battait le flanc gauche de la grande redoute et la route d'Albi : elle en chassa, vers quatre heures, la cavalerie ennemie qui s'y était montrée pour inquiéter les troupes des divisions Harispe et Villate dans leur retraite. Des mortiers, en batterie sur les remparts à l'est, envoyaient aussi leurs projectiles jusque dans les ouvrages du centre, et jetaient du désordre dans les pelotons ennemis qui venaient de s'y renfermer. Depuis le deuxième période de la bataille à midi, jusqu'à quatre heures du soir, le feu de la mousqueterie et du canon ne cessa pas un instant. Si l'on considère que l'occupation de la redoute de droite rendait pour la valeur les positions de l'ennemi égales aux nôtres; que la chute successive des points de notre ligne améliorait à chaque instant ceux occupés par lui; qu'il eut enfin sur nous, durant toute la bataille, l'avantage d'un nombre bien supérieur : combien doit paraître encore glorieuse la conduite de l'armée française pendant la demi-journée du 10 avril! Aussi meurtrière, mais plus effrayante que le matin, l'ac-

tion, depuis midi, se passait sous les yeux des habitants qui, du haut de leurs maisons ébranlées par la détonation non interrompue du canon des deux partis, voyaient un horizon de feu autour d'eux, et assistaient pour la première fois à de pareilles scènes.

Il était quatre heures du soir quand le lieutenant-général Clausel reçut du maréchal l'ordre de faire replier les régiments des divisions Harispe et Villate, et d'abandonner définitivement la première ligne des ouvrages. Le canal des Deux-Mers sert dès ce moment de seconde ligne à l'armée française : le général Darricau s'étend, comme le matin, depuis l'Embouchure jusqu'à Matabiau; à sa droite, les divisions Harispe et Villate occupent les fermes et les tuileries, d'avance crénelées ou couvertes d'épaulements, jusqu'à l'habitation Cambon, au-dessus de Guillemery. Entre ces deux divisions, la brigade Leseur, et la brigade Rouget, arrivée déjà avant midi de Saint-Cyprien, gardent l'entrée du faubourg de ce nom, et les retranchements des maisons Cambon et Saccarin. Enfin la quatrième division, sous les ordres du général Travot, se prolonge à droite de la maison Trinchant, sur la route pavée de Montaudran, tenant les fermes adjacentes à cette route jusqu'à celle dite Courège, vers la Sypière, et descend jusqu'au pont des Demoiselles, dont elle défend les approches. A trois heures, le

parc central d'artillerie, resté sur l'esplanade entre les portes Saint-Étienne et Montoulieu, rentre dans la ville, et vient se ranger sur la place dite des Carmes. Ce mouvement, que le général Tirlet fait exécuter par le colonel directeur Bruyer, est provoqué par la chute de quelques boulets égarés, partis des batteries ennemies de la Sypière : ces projectiles dépassant notre ligne et le canal, étaient tombés sur la promenade du Grand-Rond, et même dans quelques points de l'intérieur de Toulouse.

L'abandon des derniers ouvrages du nord laisse les coalisés y pénétrer sans obstacle : ceux-ci connaissent alors l'énormité des sacrifices que cette possession a coûtés, et restent frappés d'horreur à la vue de la quantité de leurs morts répandus sur les glacis et dans les fossés des redoutes. Il devenait, du reste, incertain si, de quatre heures du soir à la nuit, il serait tenté un dernier effort contre nos positions du canal des Deux-Mers et le pont des Demoiselles : une forte colonne, entièrement composée de troupes britanniques et alors stationnée en face de la division Travot, pouvait donner des inquiétudes à cet égard. L'artillerie anglaise, en batterie à la Sypière, garde cependant depuis près d'une heure un silence absolu, et les troupes des deux partis semblent aussi être d'accord pour se livrer au repos, lorsqu'un petit nombre de soldats

du 43ᵉ (division Travot), malgré l'ordre positif de leur chef, recommencent sans aucun motif une insignifiante fusillade. Cette provocation intempestive réveille l'ennemi, qui détache sur-le-champ de sa ligne une nuée de tirailleurs. Le feu de mousqueterie reprend dès ce moment de la vigueur; et le canon de la division, en batterie à droite de la route pavée de Montaudran et de l'habitation Trinchant, se remet en action : mais ce tiraillement, qui se prolonge jusqu'à la nuit, et s'étend vers le pont des Demoiselles, n'a d'autres résultats que d'entraîner des deux côtés des pertes aussi gratuites que déplorables.

La ville présentait dans cette journée un spectacle des plus effrayants. Les citoyens, épouvantés dès les premiers coups de canon, se cachèrent au fond de leurs maisons, dont les portes restèrent fermées. Les femmes, que la solennité du jour avait appelées dans les églises, ne se croyant pas en sûreté même dans ces asiles de paix, regagnaient en toute hâte leurs demeures, qu'elles remplissaient de tristes lamentations.

Les rues ne sont bientôt peuplées que de blessés, se traînant avec peine vers les hôpitaux et les ambulances établies sur les places, et réclamant avec instance l'opération douloureuse du premier pansement. Ceux qui les portent, ou qui leur servent de guides, ont la terreur peinte sur le visage. La crainte,

l'anxiété, redoublent dans la ville à chaque minute, moins encore à l'aspect du présent que par l'incertitude de l'avenir. Remis de la première frayeur, les habitants se hasardent cependant à donner à la curiosité un temps que l'appréhension a jusque-là rempli : ils accourent dans les rues et sur les places ; plusieurs se portent sur le rempart ; un petit nombre va même explorer le champ de bataille. Mais la majeure partie, spectatrice muette, perchée sur les toits et les clochers, attend avec impatience l'issue de cette effrayante lutte.

Au moment où les coalisés, maîtres de la redoute de Sypière, paraissent tout-à-coup sur les traces de la *division* Taupin, à ce moment se manifestent les sentiments divers de cette population, tenus jusque-là muets et concentrés. Plusieurs, naguère adorateurs empressés du régime qui dispensait les grâces et les emplois, n'attendant plus rien d'un ordre de choses dont tout annonce la chute prochaine, se replient déjà en espérance sur l'étranger et l'appellent de leurs vœux : leur joie éclate à l'apparition de ce dernier sur les hauteurs de Sypière, et l'on peut voir écrit sur leur visage le triomphe des Anglais. D'autres, sincères partisans d'une paix prochaine, mais qu'ils n'aperçoivent pas sans effroi dictée par la coalition dans le sein même de la France, témoignent par un morne silence la pénible contrariété que leur inspire la vue

et les progrès de l'ennemi. Quant à la masse des spectateurs, composée du bas peuple et n'ayant en quelque sorte rien à perdre, elle ne fait de tout ceci qu'un spectacle, et mieux encore un objet de spéculation particulière, fondée sur l'idée de quelque bouleversement prochain. Du reste, tous ces sentimens partiels disparaissent bientôt devant l'image du danger qui va toujours croissant; et l'idée de voir Toulouse devenir dans peu l'objet d'une lutte directe et décisive subjugue tous les esprits.

La garde urbaine, conduite par ses officiers choisis dans l'élite du commerce, de la propriété et du barreau, déploie dans son service, durant toute la journée, la plus infatigable activité. Partie entretient le bon ordre dans l'intérieur de la ville; partie, placée aux portes, reçoit les militaires blessés des mains de leurs camarades, auxquels l'entrée de Toulouse est interdite : elle empêche de la sorte que le soldat, s'écartant de ses rangs, ne vienne sans motif se répandre dans la ville, et y causer de l'encombrement. Tout prétexte, même celui de prodiguer les soins de l'humanité à ses frères d'armes blessés, lui est ôté par la garde urbaine, qui, veillant elle-même aux soins dus aux braves militaires hors de combat, contribue ainsi à ramener au feu tous ceux dont le poste est sur le champ de bataille. Le service du transport des blessés se fait par les citoyens de toute classe; ceux-ci s'of-

frent en général de plein gré pour remplir ce devoir; des patrouilles d'urbains parcourent en outre la ville, montent sur les clochers et les toits, et requièrent indistinctement tous les habitants susceptibles de rendre quelque service.

Cette activité de la garde urbaine produit des résultats inespérés, ou plutôt la charité toulousaine est appelée dans une occasion si solennelle à briller de tout son éclat; et cette grande journée nous retrace une série d'actes de sensibilité et de dévouement que l'historien se plaît à raconter, pour faire un instant diversion aux tristes scènes qui l'occupent. Des hommes que des intérêts depuis longtemps froissés éloignaient de faire cause commune avec l'armée, consentent au sacrifice volontaire et spontané de leur système en faveur de l'humanité. Des citoyens de toute condition volent aux portes de la ville : réunis par groupes, suivant leur nombre et leur force, ils s'emparent des blessés et se dirigent vers les ambulances. Ici, deux femmes âgées des premières maisons de Toulouse, conduisent à pas lent un militaire hors d'état de se soutenir. Plus loin, une autre, jeune veuve, chargée du bagage d'un soldat, précède un brancard porté par son frère, que le clergé de Toulouse, heureux de cette possession, compte parmi ses membres. Plusieurs Toulousains, revêtus du même caractère, déjà libérés du transport des blessés, courent aux

hôpitaux apporter à ceux-ci des consolations et des secours spirituels, et remplissent auprès d'eux les augustes fonctions de leur saint ministère.

Les individus des deux sexes et de tous les rangs s'entr'aident cependant pour rendre leurs soins plus efficaces. Une seule pensée anime tous les cœurs, et chacun oubliant ses propres dangers ne semble occupé que du soin de son semblable. Les maisons deviennent des ateliers où se disposent les ligaments et tous les objets de même nature, destinés à étancher le sang et à bander les plaies. La nourriture convenable, les cordiaux sont distribués chemin faisant aux blessés sur le devant des portes, et les secours se multiplient en raison des besoins. Le convoi s'arrête-t-il pour laisser prendre aux militaires fatigués un instant de repos, on le dépouille pour observer de plus près et panser sa blessure, en attendant que les gens de l'art puissent, arrivés, rectifier les erreurs du zèle. Ceux-ci ne sont pas du reste les derniers à se signaler dans cette journée : animés de la plus ardente philantropie, les uns portent le tribut de leurs talents exercés hors de la ville; d'autres restent dans l'intérieur; le plus grand nombre se rend dans les hôpitaux : tous déploient cette précieuse activité dont plus d'un avait, à d'autres époques, donné des preuves sur le champ de bataille.

Mais les hôpitaux sont encombrés et nos blessés

ne peuvent désormais y être recueillis : l'ardeur bienfaisante des Toulousains n'est point en défaut et surmonte ce contre-temps. Les locaux favorables deviennent des dépôts momentanés et servent d'ambulances. L'habitant, calculant moins ses facultés que les élans de son cœur, reçoit dans sa maison un ou plusieurs blessés. Les femmes du monde et du théâtre briguent l'honneur de leur donner asile. D'autres femmes, trop pauvres pour suivre individuellement l'instinct de leur bienfaisance, réunissent leurs faibles moyens et parviennent à composer un lit pour l'officier malheureux. Enfin, la jeunesse et l'enfance même, vouées jusque-là à la retraite et à l'étude dans l'école principale de Toulouse, désertent leurs couches et les offrent à nos compagnons d'armes blessés : identifiés de la sorte à la gloire nationale, en attendant l'époque où, parvenus à un âge plus mûr, ces jeunes Français puissent rendre à leur patrie de plus grands services dans les diverses carrières qu'ils sont appelés à parcourir.

La nuit vient mettre enfin un terme à ces différentes scènes, et jamais nuit n'a été si ardemment désirée. La fusillade, qui s'était prolongée sur la route de Montaudran jusqu'au coucher du soleil, devenue peu à peu moins vive, finit par s'éteindre, et le silence règne sur toute la ligne. Une partie des troupes bivouaque dans la position même où elles se trouvaient à l'entrée de la nuit; l'autre est éta-

blie dans les faubourgs Guillemery et Saint-Étienne, avec autant d'ordre que la circonstance peut le permettre.

L'intérieur de Toulouse était tranquille; le calme religieux de cette nuit offrait le contraste le plus frappant avec l'agitation et le tumulte de la journée qui l'avait précédée. Ce silence n'est interrompu de moment en moment que par l'aller et le retour de caissons et de voitures qui, vidés pendant l'action, vont charger à l'arsenal, et ramènent dans les parcs le remplacement des munitions consommées; ou par les corvées de chaque régiment qui se rendent sans bruit aux distributions de vivres, et les apportent au bivouac.

Les blessés sont tous en lieu de sûreté. La plupart reçoivent dans les hôpitaux des soins que la multitude de ceux qui les réclament rendent sans doute moins efficaces. Un très-grand nombre, recueilli chez les habitants, et, chose digne de remarque, surtout par la classe peu fortunée, grâces à l'humanité des Toulousains, reviennent à la vie qu'ils eussent peut-être perdue sans cette abondance de soins généreux. Le général en chef avait enfin pourvu à l'évacuation des militaires mis hors de combat au commencement de l'action, en les dirigeant dans la journée sur Castelnaudary, par la navigation du canal.

Des détachements de garde urbaine parcourent

la ville sans bruit; et dirigés dans tous les sens, entretiennent le bon ordre, dissipent les attroupements, et renvoient au bivouac les soldats qui l'ont quitté sans motif. Les rues et les places restent de la sorte dégagées, et un calme parfait est entretenu à l'extérieur. Mais l'habitant, rentré dans son domicile, entouré de sa famille consternée, était loin de retrouver la tranquillité : rendu à lui-même, rien ne l'empêchait de mesurer l'horreur de sa situation. Le spectacle dont il avait été témoin se présentait à son esprit ; l'épouvantable fracas de l'artillerie des deux armées retentissait encore à ses oreilles : le passé lui laissait entrevoir la perspective déplorable de la journée du lendemain, dans laquelle, le danger s'étant rapproché, des scènes semblables à celles de la veille devaient être suivies, dans son esprit, d'une défense opiniâtre des quartiers et des maisons : en un mot, le pillage, l'incendie, et la ruine de Toulouse, paraissent à l'habitant un résultat d'une effrayante certitude. C'est dans cette situation cruelle que s'écoula pour les Toulousains la terrible nuit du 10 au 11 avril, jugée par eux encore plus accablante que la journée même.

La troupe, campée sur les bords du canal, et rangée autour des feux de ses bivouacs, aurait eu besoin de repos, mais ne courait nullement après. La crainte et l'inquiétude n'agitaient point ses es-

prits : mais sa situation était si extraordinaire, et les événements présents appartenaient à un ordre si relevé, que l'officier et même le soldat ne pouvaient se défendre d'une profonde préoccupation. Doué, on le sait en France, d'une imagination toujours active et d'une intelligence peu commune, ce dernier y puise la bizarre manie de calculer à sa guise les chances d'une opération militaire future. Mais c'est surtout après une action qu'il se livre à des commentaires le plus souvent vagues et incohérents sur la conduite de ses chefs ; sans exempter même de son bizarre examen ceux qui ont le plus de droits à sa confiance. Guidé quelquefois aussi par une certaine rectitude d'esprit, on le voit développer, jusque dans ses plus burlesques saillies, de profondes idées, et étonner enfin l'observateur par des remarques étincelantes de lumière et de raison. Ici, malgré la perspective d'une deuxième affaire, où le désavantage de la position et du nombre vont plus que jamais militer contre nous, où l'on sera forcé de défendre une ville dont la prise doit entraîner la destruction presque entière de notre armée, jamais la troupe n'avait été animée d'une si vive ardeur : la force de caractère du général en chef semblait avoir pénétré l'âme de chaque soldat dans cette circonstance extraordinaire, et redoublé en lui l'ardeur d'essayer encore ses forces dans une seconde bataille.

Le général en chef ne prend pendant cette nuit que peu d'instants de repos. Il assemble à neuf heures un conseil de guerre, qui se prolonge jusqu'à une heure du matin. Trop préoccupé aussi de ses projets ultérieurs pour ne pas mettre tous les moments à profit, il réitère ses instructions pour que le canal devienne, après les travaux ordonnés, une barrière formidable. Plusieurs maisons du faubourg Guillemery sont immédiatement percées de crénaux; les ponts intérieurs, déjà couverts par des têtes construites en barricades, reçoivent des pièces de campagne. Le maréchal ne s'est pas, du reste, dissimulé les maux incalculables dont Toulouse va devenir la victime, si l'ennemi s'en empare de vive force, ou si d'avance, profitant de ses positions qui plongent sur la ville, celui-ci fait jouer ses feux verticaux et lance les fusées à la Congrève, dont il amène un approvisionnement. Sans admettre donc au pied de la lettre le langage tenu par le général en chef avant le 10 avril, que la prise de Toulouse coûterait cher aux coalisés, et qu'ils ne l'obtiendraient pas à moins de 25,000 hommes de perte, on peut croire que son intention, en fortifiant les dehors de la place dans la nuit du 10 ou 11 avril, est d'abord de se mettre en mesure de défense contre de nouvelles attaques. D'un autre côté, si les pertes essuyées par l'armée coalisée le 10 avril, la forcent de suspendre momentanément l'activité de ses opé-

rations, n'est-il pas évident que l'attitude des Français, le 11, rendue plus imposante par les travaux exécutés sur le canal, a le grand avantage, sans compromettre en rien la sûreté de Toulouse, de laisser l'ennemi dans la complète ignorance de nos desseins ultérieurs. Bien mieux encore : prenant le change sur l'objet de nos préparatifs de défense, lord Wellington peut, conformément aux vœux des Toulousains, être détourné de livrer une deuxième bataille, et de s'exposer à de nouveaux sacrifices. Rien ne nous empêchera cependant, durant cet intervalle de vague et d'incertitude du général ennemi, de tout disposer pour la retraite ; cette opération est unanimement regardée comme de toute nécessité, après néanmoins qu'un jour de tranquillité absolue, le 11, conquise par l'activité des mesures ordonnées dans la nuit, aura donné les moyens de préparer ce mouvement avec ordre, et d'en assurer l'exécution. Il est vrai que de pareils calculs, sur les projets futurs des coalisés, faits sans doute par le maréchal au moment qui nous occupe, ne peuvent guère être connus de l'armée qui, le 10 au soir, s'attendait à se battre le lendemain avec un nouvel acharnement.

Le lundi 11, à quatre heures du matin, l'armée française est sous les armes, et attend en silence le signal de l'action : aucune disposition alarmante ne paraît cependant sur la ligne ennemie. Les coalisés

manœuvrent peut-être sur nos flancs : redoubler de précaution est donc la consigne générale ; ces doutes vont, du reste, être levés au jour, qui ne tarde pas à paraître. L'armée étrangère est aperçue rangée en bataille, mais immobile. Les deux lignes en présence, et dans cet état de tranquillité absolue, offrent le spectacle imposant d'armées prêtes d'en venir aux mains, et retenues comme par un magique pouvoir. Le repos de l'ennemi, au moment où il ne lui reste plus qu'à se précipiter sur la tête du pont des Demoiselles, dont la possession, acquise à un prix quelconque, le rendra maître de la route du Bas-Languedoc, la seule encore en notre pouvoir, est un aveu tacite des pertes qu'il a essuyées dans la journée précédente ; et la crainte qu'imprime, le 11 avril, à l'armée coalisée une poignée de Français, est le plus bel hommage rendu à la conduite héroïque de nos troupes sous les murs de Toulouse.

Que les âmes sensibles se rassurent toutefois sur la suite de la journée qui vient de s'ouvrir : elle se passera sans effusion de sang ; les scènes de la veille ne se reproduiront plus, et l'humanité n'aura pas à déplorer de nouveaux sacrifices. Le sort de Toulouse, jusqu'alors si incertain aux yeux du plus grand nombre, va être connu. Le général en chef, ayant presque la certitude de n'être point attaqué dans la journée, peut donner tous ses soins à assurer la

retraite de l'armée française et la conservation de la ville : la détermination du conseil de guerre tenu dans la nuit précédente, touchant la nécessité de cette retraite, et les mesures relatives à son exécution, sont dès ce moment connues de toute l'armée.

Les habitants, étonnés de ne pas entendre le signal d'une action, sortent de l'état de stupeur et d'anxiété où ils ont passé la nuit. Ils prêtent, au point du jour, une oreille attentive, et leur âme s'ouvre à une lueur d'espérance, quand le silence des deux camps leur annonce que le combat n'est pas encore engagé. Ils n'osent trop tôt se livrer à l'idée délicieuse que leur ville, objet de si violents débats, sera respectée ; que les habitations, menacées par les feux de l'ennemi, n'ont plus de dangers à courir. Ils veulent s'assurer eux-mêmes si d'aussi douces espérances ne sont pas illusoires : la plupart des citoyens, placés sur la vieille enceinte de la ville, observent d'un œil curieux les deux armées en présence; d'autres, plus hardis, se montrent aux avant-postes, et considèrent avec avidité les lignes ennemies. Mais le conseil de guerre a, dit-on, assuré de si chers intérêts, et comblé, par sa résolution, les espérances et les vœux des Toulousains.

La réunion du conseil avait eu pour objet autant de discuter la nécessité d'évacuer Toulouse, que de recevoir les ordres du maréchal sur l'exécution du

mouvement : ce conseil était composé des lieutenants-généraux Drouet-d'Erlon, Reille et Clausel, commandants respectifs du centre et des ailes de l'armée, et Gazan, chef d'état-major-général. On peut presque donner comme certain que l'intention du maréchal, au moment où il s'entoura de ses lieutenants-généraux, le 10, à 9 heures du soir, était d'abandonner la ville dans la nuit suivante : vingt-quatre heures de délai, jusqu'au moment de la retraite, étaient, certes, tout au moins nécessaires pour achever de vider les magasins de vivres et de fourrages, et diriger sur le Bas-Languedoc le plus grand nombre de blessés. L'évacuation de l'arsenal, soit pour diriger le matériel sur Carcassone, ou le verser dans les parcs de division ; les mesures générales d'ordre pour la retraite ; la rupture des ponts du canal qui auraient pu servir de passage à l'ennemi, exigeaient aussi sans contredit toute la journée du 11 avril.

C'est donc avec injustice qu'il a été fait un double crime au général en chef d'être resté le 11 dans Toulouse, et d'y avoir pris des mesures de défense. Les raisons qui précèdent ont suffisamment prouvé que ce délai était impérieusement commandé par la position de l'armée française et tout ce qui se rattachait à elle ; que, du reste, s'il entraînait la chance d'être attaqué par l'ennemi, l'honneur prescrivait au maréchal Soult ce système de conduite,

qui en tout point était dans les principes d'un général français (*).

L'avis du conseil sur la nécessité d'abandonner Toulouse avait été unanime, et la retraite dut être ordonnée pour le 11 à dix heures du soir. L'ordre adressé, en conséquence, aux commandants des divisions et des diverses armes, prescrivait de se tenir prêts à l'heure indiquée. L'administration reçut aussi l'autorisation de vider les magasins de vivres. La troupe profita d'une partie des approvisionnements; mais la plus grande quantité, compris ceux de fourrages, qui se trouvaient sans utilité assez considérable au moment de l'évacuation, dut être vendue aux particuliers, à la hâte et à tout prix. L'arsenal déjà débarrassé du gros matériel, dirigé partie sur Paris, partie sur Carcassonne, versa dans

(*) Le général Darmagnac, natif de Toulouse, et alarmé pour sa ville des conséquences déplorables d'une seconde bataille, s'était ouvert à quelques individus sur la nécessité d'évacuer Toulouse, et avait paru pencher fortement lui-même pour cette mesure préservatrice. Ces simples communications firent généralement croire aux Toulousains, que leur compatriote avait provoqué la détermination prise par les membres du conseil touchant l'évacuation de la ville; mais le général Darmagnac, que son rang n'avait point appelé dans ce conseil, composé en tout du maréchal et des quatre lieutenants-généraux, prit soin de démentir lui-même, dans le temps, par la voie des papiers publics, des bruits que la vérité ne pouvait admettre.

les batteries des divisions les objets nécessaires pour compléter leur approvisionnement; le peu qu'il fallait abandonner fut enfoui ou détruit. Enfin les bateaux chargés des malades ou blessés, en remontant le canal le 10 au soir et dans la journée du 11, étaient alors assez loin pour ne rien craindre de l'ennemi.

Ces convois se composaient des militaires retirés des hôpitaux, et aussi des blessés que les Toulousains avaient la veille recueillis dans leurs maisons. Le transport vers les lieux destinés spécialement à réunir ces blessés, avait eu lieu le 11 au matin. Alors surtout sont révélés les actes touchants d'humanité de la journée précédente, et la bienfaisance modeste ne peut se dérober à une éclatante publicité. On voit déboucher d'une infinité d'habitations des siéges, des brancards, des lits, et des objets analogues que la mollesse emploie d'ordinaire, réservés aujourd'hui à de plus dignes usages. Nombre de Toulousains, mus cependant par une douce sollicitude, se refusent à confier à de nouveaux dangers et aux fatigues d'un pénible voyage les militaires trop grièvement atteints, et dont les jours préservés comme par miracle leur paraissent d'autant plus précieux. Tout fier d'avoir été de ce nombre, nous-mêmes, si notre bras peut encore utilement servir la France et son roi, nous devons ce glorieux avantage à l'humanité généreuse des Toulousains, et aux soins tou-

chants que l'amitié nous prodigua dans leur ville à cette mémorable époque.

Telle a été, dans toutes ses circonstances, la bataille de Toulouse, où 21,000 Français de toute arme, et en assez grande partie de la levée des 300,000 hommes, forcés d'agir sur une ligne de trois lieues d'étendue, ont tenu en échec, durant deux journées entières, 70,000 coalisés, réunissant, sur plusieurs points, l'avantage de la position à celui du nombre. Nos braves ont ainsi terminé, par la plus brillante conduite, la lutte inégale soutenue, en 1814, par l'armée française contre les armées de toutes les puissances de l'Europe. L'action mémorable du 10 avril eût présenté des résultats encore plus décisifs, et changé peut-être en entier l'attitude du cabinet français dans le traité conclu à Paris le 30 mai suivant, si le général français s'était trouvé dans la possibilité de se maintenir dans Toulouse : l'armée coalisée, d'après toutes les probabilités déjà discutées, repassant la Garonne, se fût dans ce cas éloignée des deux rives de ce fleuve.

Ces conditions exigeaient la coopération de l'armée d'Aragon, réunie, dans les premiers jours d'avril, au nombre d'environ 12,000 hommes, à Narbonne. La séduisante perspective de ce concours d'efforts avait, dès l'arrivée de notre armée à Toulouse, occupé son général en chef : entrant sur-le-champ en relation avec le maréchal qui commandait l'armée

d'Aragon, il soumit à celui-ci un plan de mouvements dont les résultats paraissaient aussi infaillibles qu'avantageux. Ce plan consistait à faire déboucher par l'Ariége sur Saint-Màrtory et Saint-Gaudens, un corps de 10,000 hommes qui, grossi et secondé par les bataillons de gardes nationales réunies par le général Lafitte à Foix, devait assaillir les derrières de l'ennemi. Celui-ci eût pour lors été indubitablement forcé à une prompte retraite sur l'Adour, ou placé entre deux armées, et exposé à une entière destruction sous les murs de Toulouse. Le général en chef de l'armée d'Aragon ne crut pas devoir accueillir la proposition de son collègue, ni même accéder aux vœux bien prononcés de sa troupe pour marcher sur Toulouse. Il est permis de croire que l'inquiétude causée à ce maréchal par la présence d'une armée espagnole de l'autre côté des Pyrénées, était puissamment fondée; puisqu'il refusait, dans cet instant où nos vœux et les regards d'une partie de la France étaient fixés sur lui, d'ajouter un nouveau laurier à ceux dont la victoire, constamment attachée à ses drapeaux, avait couronné sa tête.

La perte des coalisés, le 10 avril, fut très-considérable : elle doit être évaluée à 8000 hommes hors de combat, et dans ce nombre plusieurs officiers de marque; trois généraux, le major-général anglais Pac, les généraux espagnols Espelleta et Men-

dizabal (*). La perte de l'armée française ne dépassa pas 3400 hommes. Parmi les morts, qui s'élevèrent à 600, fut le général Taupin, comptable (aux yeux peut-être prévenus d'un grand nombre) de la faute commise à la Sypière : atteint mortellement d'une balle à la poitrine, il ne survécut que peu d'instants à sa blessure. Le général Harispe eut le pied fracassé par un biscaïen; les généraux de brigade Gasquet, Berlier, Lamorandière, Baurot, Dauture furent aussi plus ou moins grièvement blessés. Tous les Français, sans distinction de grade, rivalisèrent, le 10 avril, d'intrépidité et de constance; soit quand il fallut, durant une grande partie de la journée, défendre pied à pied les ouvrages; soit lorsque l'on dut sur quelques points prendre l'offensive. L'artillerie de l'armée peut réclamer une juste part des succès glorieux obtenus à l'Embouchure, aux têtes de pont des Minimes et de Matabiau, et autour des redoutes du Calvinet. Ses effets furent surtout puissants, quand, depuis midi jusqu'à la nuit, elle arrêta les colonnes ennemies

(*) Une relation imprimée sous les yeux même des Toulousains, en 1815, et qui n'a pas éte contredite par eux, évalue il est vrai à 15,000 hommes la perte des coalisés dans la journée du 10 avril. Témoin oculaire et acteur dans cette bataille, ce nombre nous paraît exagéré. En portant ici cette perte à 8000 hommes, nous ne craignons pas de nous écarter trop de la vérité.

qui voulaient fondre sur Guillemery et le pont des Demoiselles. Le général de division Tirlet, et sous lui le colonel Fontenay, chef d'état-major, blessé le 10, dirigeaient les opérations de cette arme; les chefs de bataillon Blanzat, Morlaincourt, Lunel, commandaient respectivement l'artillerie des deux ailes et du centre. Les troupes sous leurs ordres éprouvèrent des pertes considérables dans la journée : les trois officiers attachés à la batterie de la division Taupin furent mis hors de combat; un seul a survécu (*).

Douze mille hommes tués ou blessés, l'incendie d'un grand nombre d'habitations extérieures de Toulouse, la ruine de plusieurs fortunes, furent donc les suites d'une bataille qui n'aurait pas dû être livrée par deux chefs supposés instruits des événements qui suivirent la prise de Paris. Gardons-nous cependant, si leur culpabilité n'est rien moins que reconnue, de porter sur leur conduite un jugement trop prompt, et de les entourer d'injustes préventions.

Il est hors de doute que le maréchal Soult ignorait, le 10 avril, la révolution du 31 mars à Paris, et les changements qui la suivirent : toutes les communications avec cette capitale, hors celles par le Bas-Languedoc, étaient interceptées; le maréchal

(*) L'auteur de cet écrit.

ne pouvait donc correspondre avec le nord de la France que par un grand détour, et un pays appartenant, quelques jours encore, au gouvernement antérieur, plus que jamais intéressé, dans ce moment, à cacher aux armées éloignées les circonstances de sa chute. Le général français fut attaqué dans Toulouse : l'honneur, le devoir, devant qui les considérations d'une nature quelconque doivent s'évanouir, lui commandaient de s'y défendre : ainsi ses mains sont nettes du sang qui a été versé dans la journée du 10 avril.

On ne peut parler avec autant d'assurance en faveur de lord Wellington : maître de la route de Bordeaux et de cette ville, peut-être avait-il reçu, sur les suites de l'entrée des alliés dans Paris, des détails suffisants pour le dissuader d'attaquer devant Toulouse : l'on pourra, en effet, se convaincre, dans le courant de ce récit, que la nouvelle de la paix générale a suivi de peu d'heures l'occupation de Toulouse par l'armée coalisée. N'est-ce point d'ailleurs l'ennemi qui nous a attaqués? Ainsi, en admettant même sa complète ignorance des événements postérieurs à la prise de Paris, agresseur le 10 avril, n'est-il pas, dans la saine raison, responsable des sanglants résultats de cette journée?

Des attaques violentes ont été dirigées en leur temps contre feu M. Bouvier-Dumolard, alors préfet de Montauban : on prétendait que ce fonction-

naire avait retenu dans sa ville le colonel Saint-Simon, chargé par le gouvernement provisoire d'apporter la nouvelle de la paix aux chefs des armées opposées dans le midi de la France. Mais il fut légalement établi et prouvé, il y a déjà 9 ans, devant les tribunaux, que cet officier supérieur, parti le 9 seulement de Blois, ne pouvait d'aucune manière arriver le 10, pour remplir sa mission devant Toulouse, et prévenir la bataille.

A l'entrée de la nuit, l'armée française s'ébranle en silence : les équipages et les parcs d'artillerie, précédés par quelques troupes, ouvrent la marche de la retraite, et commencent à s'acheminer sur la route du Bas-Languedoc; les divisions les suivent de près; les postes avancés se replient sur les têtes des ponts du canal, et sont remplacés par des détachements de la garde urbaine, à laquelle le général en chef, organe de l'armée, paya un juste tribut d'éloges, pour le zèle et l'activité que cette garde avait déployés au milieu de ces graves circonstances. Le calme régnait cependant dans la ville durant l'entière exécution du mouvement. Le général en chef sortit de sa demeure à dix heures; à onze Toulouse est évacuée, et quelques instants après l'arrière-garde elle-même s'éloignait de ses murs.

Cependant l'ennemi voit le feu de nos bivouacs s'éteindre peu à peu. Il peut se douter de la retraite

effectuée ; mais il craint un engagement quelconque avec les Français, et se garde de mettre obstacle à leurs mouvements. Il ne s'approche enfin, en reconnaissance sur les ouvrages, que le 12 au point du jour, et affecte autant de prudence et de précaution que s'il eût craint une embuscade ; reconnues suivant les règles accoutumées, et reçues par la garde urbaine, ces reconnaissances pénètrent dans la ville.

Le grand quartier-général anglais les suit de près et occupe Toulouse dans la matinée. Il y est bientôt suivi de toutes les forces des alliés, formant encore, malgré les pertes éprouvées dans les actions précédentes, une suite de longues et formidables colonnes. Laissons à l'histoire le soin de prononcer sur les vœux faits dans Toulouse en faveur des armées étrangères déjà avant l'occupation de cette place ; sur les hommages éclatants et les chaudes protestations dont leur général en chef fut en particulier l'objet de la part des habitants. La crainte du vainqueur, peut-être le désir de lui inspirer des dispositions favorables à la ville, et mieux encore la légèreté souvent peu nationale qui caractérise, avons-nous dit, les citadins méridionaux, furent, nous devons le croire, autant de motifs qui précipitèrent une masse considérable de population toulousaine au-devant des alliés. En vain chercherait-on dans cette conduite extraordinaire des raisons d'un ordre plus

relevé; telles que l'espoir de la paix, l'idée du bonheur de la France et de son retour prochain à l'ancienne dynastie de ses rois : nul habitant ne pouvait ignorer que le même général anglais, objet de tant d'hommages, donnait, dans les termes les plus positifs, aux notables toulousains qui avaient cru entrer dans ses vues en se montrant à lui parés des couleurs de la restauration, l'assurance de la réunion d'un congrès à Châtillon, pour traiter avec le gouvernement impérial (*).

Un assez grand nombre de Toulousains, plus calmes et jugeant des hommes et des événements avec plus de maturité, surent se préserver du zèle outré et de la légèreté tout au moins intempestive de leurs fougueux compatriotes. Encore jaloux de la gloire nationale, et gémissant en secret des écarts de ces derniers, et des ovations accordées presque aux généraux étrangers, ils ne voyaient dans la présence des alliés, au sein de leur ville, qu'un humiliant et douloureux spectacle. Toutefois la soudaine comparaison des nombreux bataillons ennemis, avec la poignée de Français qui la veille les tenait dans la

(*) On ne peut omettre à ce sujet que plusieurs assistants, peu rassurés par ce langage, déposèrent sur-le-champ ces mêmes couleurs, pour reprendre les couleurs abandonnées, qu'ils ne quittèrent plus que deux jours après, quand la nouvelle du renversement du régime impérial fut publique et officielle.

crainte et le respect, rehaussait aux yeux de ces dignes citoyens les héroïques efforts faits, le 10 avril, par notre armée, et imprimait à la belle défense de Toulouse un certain caractère de merveilleux. Des mouvements rapides de troupes alliées étaient cependant ordonnés dans l'intérieur de la ville; ils avaient pour objet de jeter de suite des forces sur la direction prise par l'armée française dans sa retraite. Le corps du lieutenant-général Hill, passé du quartier Saint-Cyprien sur la rive droite de la Garonne, traverse Toulouse dans ce dessein, et marche le premier avec la cavalerie anglaise sur nos traces, par la route du Bas-Languedoc.

L'armée française dans l'intervalle battait en retraite avec ordre sur cette route; mais obligée de ralentir sa marche pour laisser aux parcs d'artillerie et des équipages le loisir d'avancer, elle avait fait peu de chemin au point du jour, lorsque la cavalerie ennemie, et peu après l'infanterie de sir Rowland Hill, parurent proche de notre arrière-garde, vers Castanet. Le maréchal, pour assurer son mouvement, donne l'ordre au lieutenant-général Reille de prendre position, avec ses deux divisions, sur les hauteurs adjacentes, à droite, à la grande route, depuis Toulouse jusqu'à Basiége. Le général Soult, avec sa cavalerie légère, se maintiendra cependant sur cette même route, la gauche appuyée au canal, qui coule presque parallèlement à ces monticules

de l'autre côté du grand chemin. Ce canal (celui des Deux-Mers) ne peut d'ailleurs être franchi après la rupture des ponts; et ce contre-temps force l'avant-garde ennemie à agir dans la plaine rétrécie, entre le canal et les hauteurs, sans pouvoir développer ses masses.

Le lieutenant-général Hill poursuit sa marche avec circonspection, et craint que les revers de ces hauteurs et les villages qui les couronnent ne lui dérobent quelque embuscade : il arrête même brusquement sa colonne à l'instant où l'arrière-garde française prend position. L'attitude du corps du lieutenant-général Reille, qui compte à peine 7000 hommes, c'est-à-dire deux tiers moins que l'ennemi, donne au général anglais d'assez vives inquiétudes pour demander un prompt renfort à lord Wellington; et cette circonstance devient même l'occasion d'un mouvement général de l'armée coalisée dans Toulouse, aux yeux des habitants étonnés et se perdant en conjectures sur cet incident nouveau. Le lieutenant-général Reille, dont l'objet unique est de gagner quelques heures, n'attend pas que l'ennemi, qui n'ose l'attaquer de front, essaie de tourner la position par la gauche : Reille remet sa colonne en route, et arrive enfin à trois lieues de Toulouse, à Basiége, après avoir tenu par de fréquentes haltes, durant une partie de la journée, les coalisés en respect. Le corps du général Reille trou-

ve en position, sur les hauteurs de Basiége, les divisions Darricau et Darmagnac, du centre, destinées à remplacer l'aile droite à l'arrière-garde. Les troupes de cette aile poussent, le même soir, jusqu'à une lieue en arrière Villefranche, à Avignonet, où l'aile gauche et le quartier-général étaient déjà arrivés; les parcs d'artillerie et des équipages se rendent dans cette même journée à Castelnaudary.

Cependant les bruits extraordinaires circulent, le 13, aux avant-postes : ils annoncent vaguement qu'un traité, dont la paix générale doit être le résultat, a été conclu à Paris au nom des souverains des diverses puissances de l'Europe réunis dans ses murs. Ces bruits, précieusement recueillis, s'accréditent peu à peu; et volant bientôt de bouche en bouche, vont porter avec rapidité dans tous les rangs les doux rayons d'une trop tardive espérance. Le colonel Gordon, premier aide-de-camp du lord Wellington, paraît, quelques instants après, en parlementaire, escortant un officier français (le colonel Saint-Simon), expédié par le gouvernement provisoire, et porteur de pièces de la plus haute importance. Celui-ci, parti le 5 avril de Paris, mais retenu à Blois jusqu'au 9, n'avait pu arriver avec plus de hâte. Les deux militaires traversent la ligne française : introduits devant le général en chef, alors à Naurouse, entre Villefranche et Castelnaudary, ils lui remettent des dépêches du nouveau ministre

de la guerre, et les Moniteurs relatifs aux événements postérieurs au 31 mars. Un conseil de guerre, auquel assistent les lieutenants-généraux et les généraux de division, est assemblé sur-le-champ; les dépêches et les diverses pièces reçues sont mises sous les yeux du conseil. Tous ses membres sont d'accord que, n'étant accompagnées d'aucun avis du prince major-général des armées, ces communications ne présentent point un caractère authentique : le général en chef a, par suite, le droit de regarder ces pièces comme l'ouvrage des alliés. Le général en chef est d'ailleurs plus que jamais comptable, dans cette circonstance extraordinaire, à la patrie, à la postérité, de ses moindres déterminations : et un simple moment de vague, de faiblesse, ou d'erreur, peut entraîner les suites les plus funestes, à l'instant où la France, envahie de tous côtés, réclame de ses armées les derniers efforts du dévouement, de l'accord et du courage. « Allez dire à lord Wellington, » répond en conséquence le général français au colonel Gordon, « que je ne » puis ajouter foi à des nouvelles de paix qui me » sont données par le chef de l'armée que je com- » bats. Ajoutez que j'ai dix batailles à lui livrer en- » core, toutes semblables à celle de Toulouse; qu'à » ce terme, si nos pertes ont suivi réciproquement » la même proportion que par le passé, lui et moi » resterons généraux sans armées. »

Cependant le maréchal fait partir sans délai pour Paris son premier aide-de-camp, le major Tolosé, afin de puiser auprès du ministère de la guerre et du gouvernement, des instructions positives et des ordres définitifs. Un armistice pur et simple, dans l'attente de communications officielles, est en même temps offert au général en chef de l'armée alliée. Le colonel Gordon, porteur de cette proposition, traversant de nouveau la ligne française pour retourner à son armée, eut lieu de se convaincre des dispositions ou plutôt de la soif de combattre qui subjuguait les soldats dans nos rangs éclaircis. La menace, le désir d'un prompt engagement, brillaient dans les regards de cette poignée de braves ; et les dernières paroles du général en chef, répétées dans les rangs, venaient frapper à chaque pas les oreilles du parlementaire consterné. L'armistice est refusé par lord Wellington : mais, soit que notre attitude fût profondément appréciée par lui sur le rapport de son aide-de-camp, ou que ce général voulût sincèrement jouir de suite des avantages de la paix, dont les bases venaient d'être établies à Paris, il ne se passa rien de sérieux dans les journées des 14 et 15 : les Français restèrent en position à Avignonnet, séparés des troupes du général Hill par une petite rivière qui descend de la montagne Noire, et traverse la route en avant de ce bourg. Les derniers coups de canon avaient été, du reste,

tirés, le 13, par une batterie aux ordres du chef de bataillon Lunel, et placée devant le front du général Darricau, sur des masses de cavalerie ennemie. Celles-ci s'avançant alors au grand trot, montraient des intentions hostiles. Mais ces démonstrations des alliés n'eurent point de suites ; et sir Rowland Hill, entrant en pourparler, demanda que l'on cessât le feu de concert, ce qui fut accordé sur-le-champ.

Quatre jours après la sanglante affaire de Toulouse, le 14 avril, quand la France n'exigeait *plus* de nouveaux efforts de ses braves, une portion éloignée de l'armée d'Espagne et des Pyrénées, la garnison de Bayonne, terminait la campagne du midi et les hostilités par un engagement déplorable sans doute à une pareille époque, mais glorieux pour les troupes renfermées dans la place.

Une grande sortie était depuis plusieurs jours projetée. Cette opération, ajournée jusque-là par diverses circonstances, avait pour but de refouler l'ennemi en arrière des postes qu'il occupait en face des ouvrages avancés de la citadelle, à l'église de Saint-Étienne, au point de jonction des routes de Bordeaux et de Toulouse, et à l'Espéron. Des démonstrations devaient en même temps être faites sur plusieurs points de l'enceinte des camps retranchés, afin de partager l'attention des assiégeants. La direction générale des mouvements à exécuter

était confiée au général Abbé. Le général de brigade Maucomble avait en particulier la conduite des opérations en avant de la citadelle; cette partie des fortifications, ainsi que les ouvrages adjacents sur la rive droite de l'Adour, se trouvant déjà aux ordres de ce général.

Il était décidé, le 13 au soir, que l'on attaquerait le lendemain au point du jour; mais l'ennemi est prévenu de l'objet de l'attaque par un homme de la garnison, qui abandonne lâchement son poste dans cette même soirée du 13, et passe aux Anglais. Cette circonstance force de hâter le moment de l'exécution; seul moyen d'empêcher que l'assiégeant retire aucun avantage de la découverte qu'il vient de faire. Nos troupes débouchent avant le jour des ouvrages extérieurs de la citadelle, et fondent sur l'ennemi avec la plus grande impétuosité. Celui-ci, profitant de l'avis reçu, était alors sous les armes et en mesure de défense. Abordés néanmoins à la baïonnette, les coalisés abandonnent leurs premiers retranchements et se replient en désordre. Les Français divisés en trois colonnes s'avancent sans délai; savoir, à droite, contre l'église Saint-Étienne; au centre, sur la route de Bordeaux; à gauche, vers l'Espéron et Montaigu. Des détachements de sapeurs pénètrent cependant sur les traces de la première colonne, dans l'église Saint-Étienne, et envahissent aussi les habitations cré-

nelées qui servent de retranchements à l'ennemi. Ces abris sont ruinés par les sapeurs, leurs défenses détruites, et les fossés comblés. L'opération est protégée par quatre pièces de canon établies au point de réunion des routes, et placées sous les ordres immédiats du capitaine Romagnie.

L'ennemi est repoussé jusque dans ses ouvrages les plus éloignés; il reçoit cependant des troupes de renfort du côté d'Hayet et du Boucau, et revient à l'attaque. Mais l'objet de nos opérations était rempli : les coupures et les retranchements des routes de Bordeaux et de Toulouse n'existaient plus; en outre, le lieutenant-général anglais Hoppe, commandant en chef les troupes du blocus, entouré avec deux officiers de son état-major, venait d'être pris. Le général Abbé se décide, après ces succès, à donner l'ordre de la retraite, et rentre avec la garnison dans la citadelle, amenant 273 prisonniers faits dans cette expédition. La perte de l'ennemi s'élevait de son aveu à plus de 2,000 hommes hors de combat; de ce nombre était un officier-général anglais resté mort sur le champ de bataille. Notre perte ne dépassa pas en tout 910 hommes; on n'eut à regretter aucun officier de marque, et une grande partie de nos blessés reprit même sous peu de jours son service accoutumé.

Des détails reçus dans l'intervalle de toutes parts au quartier-général de l'armée française, et entière-

ment conformes aux bulletins produits par le colonel Saint-Simon sur les événements des 30 et 31 mars dans Paris; enfin des pièces officielles et des ordres émanés du prince de Neufchâtel, major-général des armées, et datés du 9 avril de Fontainebleau, achèvent de lever tous les doutes du général français sur la situation réelle de son pays. Une suspension d'armes, en gardant de part et d'autre les limites occupées par les deux armées, est immédiatement demandée par celui-ci. Le genéral anglais insistant, du reste, avant de consentir à un armistice, pour que l'armée française donne son adhésion aux événements de Paris, une proposition aussi prétentieuse est rejetée par le maréchal Soult, qui déclare qu'il entend que l'armistice soit signé de suite, et prévient même qu'il se défendra jusqu'à la dernière extrémité si on vient l'attaquer. Vaincu par cette noble fermeté, le général anglais cède, et l'armistice est établi sur des bases définitives, par le lieutenant-général Gazan, notre chef d'état-major, qui se rend, dans ce but, au grand quartier-général de l'armée alliée dans Toulouse. Le lendemain du jour où l'armistice a été signé, le 19 avril, est témoin de l'adhésion du général en chef et de l'armée d'Espagne et des Pyrénées aux actes du gouvernement provisoire, et au rappel de l'ancienne dynastie de nos rois : le maréchal Soult en son nom, et au nom de sa valeureuse troupe, jure, dans

une proclamation qui respire les sentiments d'un guerrier citoyen, fidélité au gouvernement réparateur des Bourbons (*).

L'adhésion des troupes connues sous le nom de corps d'observation de la Gironde, destiné, avons-nous dit, à couvrir la rive droite de ce fleuve, et fort d'environ 6000 hommes aux ordres du général Decaen, avait déjà été adressée, le 11 avril, du quartier-général de Périgueux. L'officier-général que nous venons de nommer s'était empressé, à la même époque, de conclure un armistice particulier avec lord Dalhousie, commandant les troupes alliées dans Bordeaux.

La garnison de Bayonne, six jours après ses derniers succès, reçoit enfin, avec de nouvelles instructions du général en chef, l'acte d'adhésion de

(*) Voici le propre texte de l'ordre du jour :

« La nation ayant manifesté son vœu sur la déchéance de l'empereur Napoléon, et le rétablissement de Louis XVIII au trône de ses anciens rois, l'armée, essentiellement obéissante et nationale, doit se conformer au vœu de la nation.

» Ainsi, au nom de l'armée, je déclare que j'adhère aux actes du sénat-conservateur et du gouvernement provisoire, relatifs au rétablissement de Louis XVIII au trône de Saint Louis et de Henri IV, et que nous jurons fidélité à Sa Majesté. »

Au quartier-général, à Castelnaudary, le 19 avril 1814.

LE MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

l'armée d'Espagne et des Pyrénées. Ces pièces, datées de Nourouse et adressées aux gouverneurs respectifs de Bayonne, de Saint-Jean-Pied-de-Port, de Navareins, de Lourde, suspendent immédiatement les hostilités. Le drapeau blanc est arboré dans ces places; et les troupes des deux partis déposant les armes de concert, jouissent, dès ce moment, des bienfaits de la paix, objet de tous les vœux.

FIN DU IV^e LIVRE ET DE TOUTE LA CAMPAGNE.

APPENDICE

SUR SAINT-SÉBASTIEN.

Saint-Sébastien n'ayant pu occuper dans le premier livre de cette narration toute la place que cette ville frontière mérite, et que les événements actuels devraient lui assigner, nous y suppléons par la notice suivante.

Saint-Sébastien, capitale du Guipuscoa, située, avons-nous dit, au pied d'un promontoire sur lequel s'élève le fort Lamothe, qui sert de citadelle, occupe en arrière une presqu'île à l'embouchure de la petite rivière d'Urumea. Celle-ci forme en cet endroit le port, accessible pour les petits bâtiments seulement.

Les défenses de la place sont nulles en regard du château. Sur les deux côtés que baignent les eaux de la mer et celles de l'Urumea, elles consistent en une simple muraille flanquée en un seul endroit par deux tours. Du côté de l'isthme, la ville est couverte par un double front de fortifications, composé de deux demi-bastions, d'un bastion central, et d'une haute courtine droite. Celle-ci, longue de 200 toi-

ses, s'étend en arrière des bastions sur lesquels elle plonge. Le demi-bastion de droite est couvert par une demi-contre-garde; le reste du front l'est par un grand ouvrage à cornes, ayant demi-lune, chemin couvert et glacis.

La seule route pour arriver à Saint-Sébastien est une chaussée construite sur l'isthme, et qui longe la mer en passant sur les glacis de la branche gauche de l'ouvrage à cornes, où se trouve la première porte. En cas de siége, quelques retranchements sont élevés en avant du faubourg Saint-Martin, et entre le couvent de San-Bartholomé (Saint-Barthélemy), situé à environ 350 toises de l'ouvrage. Ce couvent, que les Anglais (*voyez* le récit) nous enlevèrent le 17 juillet, supposé retranché, forme le poste le plus avancé de la garnison.

Saint-Sébastien n'ayant qu'un seul front accessible par terre, la défense est facile de ce côté; et la place peut même être regardée comme inattaquable, si l'assiégeant veut se borner à cheminer sur l'isthme. Mais à mer basse, l'Urumea est guéable et se retire du pied des remparts, qui, sur un assez long espace, restent par suite à découvert.

Cette dernière circonstance a été mise à profit toutes les fois qu'il s'est agi de conquérir Saint-Sébastien. Le maréchal de Berwick, le premier, ne la négligea point en 1719. Après avoir établi ses batteries sur les dunes situées à droite de l'Urumea, il

battit en brèche le front que baigne cette rivière, et poussa en même temps ses approches sur l'isthme pour gagner le chemin couvert de l'ouvrage à cornes. Son intention, une fois la brèche praticable, était de faire filer ses colonnes d'attaque le long de la branche droite de ce même ouvrage, jusqu'au terrain que la mer en se retirant laisse à sec, et de les porter ainsi au pied des brèches. Dans cet état de choses, le gouverneur ne voulut point risquer l'assaut : il abandonna la ville et se retira au château.

Ce plan d'attaque est précisément celui qui fut adopté par sir Thomas Graham un siècle après, en 1813 ; mais le lecteur a pu se convaincre de la différence des résultats. Le général Rey attendit les assiégeants au pied des brèches, et soutint plusieurs assauts, tous repoussés avec la plus grande vigueur, jusqu'au moment où, par un incident funeste, et contre lequel la valeur de la garnison ne put rien, celle-ci dut abandonner la place à l'ennemi, et se retirer dans la citadelle, où, 9 jours plus tard, elle obtint la plus honorable capitulation.

LÉGENDE

ce des dispositions défensives prises avant le 10 Avril.

UR LA RIVE GAUCHE DE LA GARONNE .

Quartier S. Cyprien fortifiée .

et .

énéral Picton à l'embouchure du Canal et aux Minimes .

re du Général Alten detachée de la droite pour porter

Espagnols repoussés au centre .

mée Espagnole aux ordres du Lieutenant Général Don

re battue par les défenseurs de Matabian et la Division

ée de Beresford se dirigeant sur la droite des Français

ussi à attaquer les positions de front.

me Corps d'Armée engagée avec la D.on Taupin.

itannique destinée à soutenir l'attaque à la gauche de la

ie .

on de Cavalerie en marche sur Montaudran pour prendre

de revers .

Bayerische StaatsBibliothek
Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Lapène, Édouard

Campagnes de 1813 et de 1814 sur l'Ebre, les Pyrénées et la Garonne précédé
es de considerations sur la dernière Guerre d'Espagne

Paris 1823

Gall.rev. 480 g
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10422554-1